

Wilhelm Röpke
Au-delà de l'offre et de la demande
Jenseits von Angebot und Nachfrage

1961 [1958]

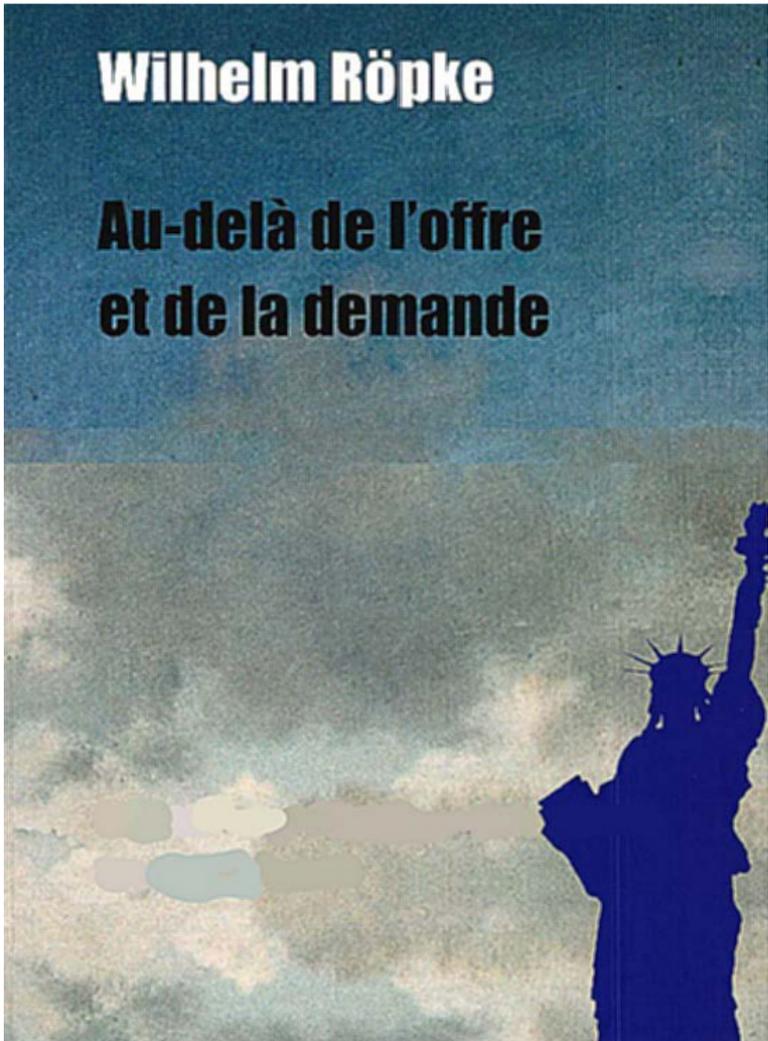


TABLE DES MATIÈRES

Présentation	7
Avant-propos	21
Chapitre premier. Bilan de quinze années	25
1. Considérations personnelles.	25
2. Perspectives anciennes et nouvelles	37
3. Économie de marché et collectivisme	47
Chapitre II. La société de masse moderne	67
1. Masse et marée humaine.	70
2. Masse à l'état aigu et à l'état chronique	88
3. Culture de masse	94
4. Masse et société.	105
5. L'ennui dans la société de masse	116
Chapitre III. Conditions préalables et limites du marché	137
1. Rationalisme social.	138
2. Liens d'ordre moral et spirituel	152
3. <i>Nobilitas naturalis</i>	186
4. Asymétrie du marché.	195
5. Conditions politiques de l'économie de marché .	201

Chapitre IV. État-providence et inflation chronique . . .	213
1. Limites et dangers de l'État-Providence	215
2. Le problème de la prévoyance dans la société libre	241
3. État-Providence à l'échelon international	255
4. Origine intellectuelle et morale de l'inflation chronique	264
5. Essence de l'inflation chronique	272
6. Inflation-salaires	283
7. Conséquences et perspectives	299
 Chapitre V. Centralisme et décentralisme	 307
1. Lignes de démarcation de la philosophie sociale et de la politique économique	307
2. L'entrelacement des rapports humains	325
3. Centralisme international	333
4. Où l'homme est compté pour rien	338
 Chronologie de Wilhelm Röpke	 359
 Index	 361

AVANT-PROPOS

Il y a plus d'un demi-siècle, on avait trouvé à Gotha, dans le chapiteau d'une église, un document qui y avait été déposé en 1784, et portait le texte suivant : « Nos jours remplissent l'époque la plus heureuse du XVIII^e siècle. Empereurs, rois et princes descendent de leurs hauteurs remplis de sollicitude pour les hommes, ils méprisent magnificence et clinquant et deviennent des pères, des amis et des confidents pour leurs peuples. La religion déchire ses vêtements sacerdotaux et apparaît dans sa divinité. Les lumières de l'esprit nouveau se propagent rapidement. Des milliers de nos frères et sœurs qui vivaient dans une oisiveté sanctifiée se consacrent à l'État. Haine religieuse et oppression des consciences disparaissent, l'amour des hommes et la liberté de pensée l'emportent. Les arts et les sciences s'épanouissent et nos regards plongent profondément dans les mécanismes de la nature. Artisans et artistes approchent de la perfection, des connaissances utiles se font jour dans toutes les classes de la société. Vous avez là un tableau exact de notre temps. Ne nous méprisez pas si vous êtes arrivés plus haut et voyez plus loin que nous. Reconnaissez plutôt dans cette description avec quel courage et quelle force nous avons élevé et soutenu votre position. Faites pour vos descendants la même chose et soyez heureux. » Cinq ans plus tard éclatait la Révolution française, dont les répercussions se font encore sentir jusqu'à nous. Gotha même, la ville de l'Almanach de la noblesse

et des saucisses, a été engloutie par la plus épouvantable tyrannie de tous les temps.

Il ne peut y avoir de plus grand écart entre le sentiment de bonheur de ce document et l'esprit du présent ouvrage. Sans doute la langue de l'Allemand d'aujourd'hui serait-elle encore compréhensible à un bourgeois de Gotha de 1784. Mais il serait effrayé de faire la connaissance d'un monde comme le nôtre, ébranlé de secousses terribles, menacé de catastrophes gigantesques, un monde accablé de soucis, ayant perdu toutes ses attaches, bref un monde profondément malheureux !

Il ne devrait pas moins s'étonner que l'auteur de ce livre soit un représentant de cette science qu'un citoyen cultivé de Gotha pouvait alors connaître grâce à l'ouvrage de l'Écossais Adam Smith, paru quelques années auparavant. Par contre, notre époque comprendra mieux ce fait, dans la mesure où elle a conscience d'elle-même et de sa situation. Aider à cette compréhension, tel est le véritable but de ce livre, comme il fut celui de mes livres précédents. S'il est, plus qu'aucun autre, un livre inquiet, amer, irrité et même plein de mépris pour ce que notre époque a de pire, ce n'est pas que l'âme de son auteur se soit assombrie ; il est plutôt à la mesure de la gravité de la crise dans laquelle nous nous trouvons. Si, d'autre part, ce livre comporte bien des étages, où le lecteur est conduit de bas en haut et de haut en bas, avec des chambres claires et des chambres sombres, des coins et des recoins, c'est là le moindre reproche que l'on puisse faire à son auteur. Ce que j'ai encore à dire dans cet avant-propos, je le dirai en citant un passage de mon ami René Gillouin (*L'Homme moderne, bourreau de lui-même*, Paris, 1951) :

« Ainsi nous sommes tous entraînés dans un courant qui est devenu un torrent, dans un torrent qui est devenu une cataracte, et contre lequel, tant que durera le règne des masses falsifiées, vulgarisées, barbarisées, il serait aussi insensé de lutter que de prétendre remonter le Niagara à la nage. Mais il n'est pas toujours impossible de s'en garer ou de s'en dégager, et alors de se retirer dans ce « endroit

écarté » évoqué dans *Le Misanthrope* pour y cultiver, dans la solitude ou dans une intimité choisie, loin des propagandes grossières et de leurs mensonges infâmes, la vérité, la pureté, l'authenticité. Que des sécessions de ce genre se multiplient, qu'elles se groupent, qu'elles se fédèrent, elles ne tarderont pas à polariser un nombre immense d'esprits droits et de bonnes volontés sincères, qui ont pris le siècle en horreur, mais qui ne savent ni à qui ni à quoi se vouer. Ainsi pourraient se constituer des centres de résistance inviolables, des équipes de fabricants d'*arches* en vue du prochain Déluge, des groupes de reconSTRUCTEURS pour le lendemain de la catastrophe inéluctable. »

W. R.

CHAPITRE PREMIER

BILAN DE QUINZE ANNÉES

1. Considérations personnelles

Il y a plus de quinze ans, l'auteur du présent ouvrage a tenté de résumer en un ensemble à peu près systématique ses pensées et ses réflexions sur la *Crise de notre temps*¹. Peu après, il a ajouté quelques compléments à ces vues d'ensemble, dans d'autres livres: *Civitas humana*² et *Communauté internationale*³. Dix ans ont passé depuis la conception des études qu'il a réunies dans *Hass und Mitte (Mesure et Milieu)*⁴. Depuis la fin du national-socialisme, tant d'événements se sont produits, tant d'idées et d'écrits se sont accumulés, et, d'autre part, le rythme de l'évolution politique, économique et morale de notre société est devenu parfois si vertigineux que l'auteur s'est senti obligé de revenir à ses thèmes d'autrefois. Il fallait que dans ce retour en arrière, les contributions (éparpillées dans différentes études), que l'auteur a apportées entre-temps à l'éclaircissement de questions anciennes, ou plus récentes, fussent reprises, en considérant ce qui, à long terme, en est resté valable.

1. Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1945.

2. Librairie de Médicis, Paris, 1946.

3. Constantin Bouquin, Genève, 1947.

4. Eugen Rentsch Verlag, Erlenbach-Zürich, 1950.

Que s'est-il passé pendant ces quinze ans, et où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'y a-t-il à dire, étant donné les problèmes actuels, sur la « crise de notre temps » ? Telles sont les questions qui nous assaillent en premier lieu. Mais ce sont des questions auxquelles un individu cherche à répondre : l'auteur. Sa réponse sera nécessairement subjective, même si elle se fonde sur des arguments aussi convaincants et une expérience aussi générale que possible. Ce n'est donc pas seulement par honnêteté, mais par le fait même du sujet traité que l'auteur est obligé de commencer par lui-même, et de préciser ses propres coordonnées sociologiques et politico-économiques, ne serait-ce qu'à titre d'exemple.

Celui qui, comme l'auteur, est venu au monde quelques semaines avant la fin du siècle passé a le droit de dire qu'il est le contemporain de notre siècle, bien qu'il ne puisse espérer en voir la fin. Il a en outre l'avantage (peut-être douteux) d'être né citoyen d'un des grands États (et d'un des États les plus turbulents de ce continent aussi grandiose que tragique), d'un État dont il a partagé le destin changeant dans toutes les phases importantes de son existence. Ainsi, avec des millions d'autres humains, il peut légitimement prétendre que son expérience de la vie est plus riche que celle de la moyenne des hommes. L'auteur a passé sa jeunesse à la campagne, au fond d'une province, dans une richesse et un confort moral pleins d'insouciance, jouissant d'une liberté qui paraîtrait de nos jours invraisemblable, baignant dans le climat d'optimisme presque sans nuages du grand siècle libéral qui va de 1814 à 1914. Puis il a vécu une guerre mondiale, une révolution, une inflation destructrice ; il a vu pendant quelques années s'installer un nouvel équilibre, mais bien trompeur ; car une crise mondiale est survenue, avec ses millions de chômeurs. Puis un nouveau bouleversement, un déchaînement du mal qui semblait vouloir détruire définitivement les fondements du monde bourgeois et qui, faisant fuir foyer et patrie, ouvrit les portes à l'époque lamentable d'une nouvelle migration des peuples.

Puis, comme pour marquer la fin inévitable de cet enfer, une nouvelle guerre mondiale, plus effrayante encore et dont les secousses ont entraîné des conséquences imprévisibles en politique, en économie, dans la vie sociale et morale. Enfin, voici qu'à présent le monde entier se trouve menacé par la forme communiste du totalitarisme et qu'il s'épouvante des perspectives apocalyptiques ouvertes par l'énergie atomique.

Qu'est devenu un homme comme l'auteur, sous l'influence de cette expérience et des réflexions qu'elle suggérerait? Peut-être est-ce le côté négatif qui lui apparaît le plus clairement: il peut difficilement se dire socialiste, si on donne à ce terme un sens rationnel et justifié par l'usage. Il est resté longtemps partagé par le doute, mais aujourd'hui cette conviction, bien comprise, lui apparaît comme la plus claire, la plus inébranlable et la plus décisive de ses idées. Mais ici surgit aussitôt un problème. Car de quel point de vue un tel homme peut-il s'inscrire en faux contre le socialisme? Du point de vue du libéralisme? Dans un sens, oui, si on s'avoue ainsi partisan d'une « technique sociale » déterminée, c'est-à-dire d'une manière particulière d'organiser l'économie. Si « libéralisme » signifie que cette organisation ne sera pas confiée à une autorité planificatrice, coercitive et répressive, mais laissée à la coopération libre et spontanée des hommes, par l'intermédiaire du marché, des prix et de la concurrence; s'il signifie aussi que l'on considère la propriété comme un pilier chargé de soutenir cette organisation, c'est bien alors en tant que libéral que l'auteur rejette le socialisme. Plus les maux causés de nos jours par la « technique sociale » du socialisme (c'est-à-dire par l'économie planifiée, la socialisation, l'ébranlement de la propriété et l'instauration d'un État chargé de tout contrôler) apparaissent importants, plus on demeure convaincu que la technique sociale inverse (c'est-à-dire celle de l'économie « libérale » de marché) est la voie ouverte au bien-être, à la liberté, à un État fondé sur le droit et à la collaboration internationale; et d'autant plus résolue doit être

notre profession de foi *contre* le socialisme et *en faveur* d'un ordre économique libéral.

L'histoire des quinze dernières années, qui est celle de la faillite de la technique socialiste et d'un véritable triomphe de l'économie de marché, peut donner la plus grande vigueur à cette profession de foi. Mais, à y regarder de plus près, il s'agit de bien autre chose que d'une prise de position en faveur d'une simple technique sociale, s'inspirant des leçons de l'économie politique. Je n'y viens pas seulement parce que, en tant qu'économiste, je crois comprendre quelque chose aux prix, à l'intérêt, aux coûts de production et au cours des changes. La vraie raison, il faut aller la chercher plus profond, dans ces couches où se détermine la philosophie sociale de tout homme. Et l'on peut se demander si, en ce qui me concerne, il n'y a pas là du conservatisme plutôt que du libéralisme. Notamment lorsqu'il faudra rejeter certains principes de philosophie sociale qui ont servi de fondement commun au libéralisme et au socialisme pendant une longue période de leur histoire, ou qui du moins ont été leurs compagnons de route. Nous avons nommé l'utilitarisme, le progressisme, le sécularisme, le rationalisme, l'optimisme et l'« immanentisme ».

L'opposition entre socialiste et non-socialiste relève en définitive d'une conception profondément différente de la vie, de son véritable sens et de la nature de l'homme et de la société. La parole du cardinal Manning touche à l'essentiel de la question: « *All human differences are ultimately religious ones*⁵. » Ce que nous pensons de la situation de l'homme, dans l'univers et de sa nature, détermine en fin de compte si nous le considérons comme l'élément important, ou au contraire la « société », le « groupe », la « collectivité ». Notre prise de position en faveur d'une thèse ou de l'autre délimite notre pensée politique, même si nous ne nous en rendons pas toujours clairement compte, ou si nous avons besoin d'un certain recul pour le reconnaître.

5. « Toutes les différences humaines sont en définitive religieuses. »

Peu importe d'ailleurs que, très souvent, la pensée politique des hommes ne corresponde guère à leurs convictions religieuses et philosophiques essentielles, car des questions complexes, économiques ou autres, les empêchent de discerner la contradiction. Ils expliquent leur sympathie pour le socialisme par leurs convictions chrétiennes et humanistes, et croient même qu'elle traduit le mieux leur foi dans la primauté de l'homme sur n'importe quel pouvoir portant atteinte à sa personnalité morale. Mais ils ne voient pas qu'ainsi ils soutiennent un ordre social et économique qui menace d'anéantir l'idéal qu'ils se font de l'homme et de sa liberté. Nous gardons l'espoir de pouvoir les éclairer sur ce point et leur montrer, grâce à la force persuasive d'arguments irréfutables ou même simplement plausibles, que le choix qu'ils ont fait sur le plan de l'ordre politique et économique peut entraîner des conséquences absolument contraires à leurs convictions philosophiques.

En ce qui me concerne, je combats au fond dans le socialisme une philosophie qui, en dépit d'une phraséologie « libérale », accorde trop peu à l'homme, à sa nature et à sa personnalité, tout en prenant trop à la légère, dans son enthousiasme pour tout ce qui s'appelle organisation, concentration, direction et appareil, le risque qu'ainsi la liberté se voie tout simplement sacrifiée (comme c'est le cas dans l'État totalitaire). Je crois me faire de l'homme une certaine image, formée par l'héritage spirituel de l'Antiquité et du Christianisme ; je vois en lui un être fait à l'image de Dieu ; je suis convaincu que c'est un grave péché d'en faire un simple moyen (même au nom de nobles sentiments), et que toute âme est quelque chose d'incomparable et d'irremplaçable ; ces convictions m'ont conduit à un humanisme pour lequel l'homme est enfant et image de Dieu, sans être Dieu lui-même (comme le suggère l'hybris d'un faux humanisme athée), et pour ces raisons je me méfie de toute espèce de collectivisme.

Pour les mêmes raisons, je prends parti pour une économie équilibrée, par les prix et les marchés libres. En effet,

des arguments de poids et des expériences qui ne trompent pas s'accordent à montrer que cette économie est, à une époque hautement industrialisée comme la nôtre, le seul système économique en harmonie avec la liberté, le règne du droit et une structure de l'État et de la société qui les supporte. Voilà les conditions indispensables pour que l'homme qui partage nos convictions religieuses et philosophiques et qui respecte nos traditions puisse mener une vie pleine de sens et de dignité. Nous nous prononcerions en faveur de cet ordre économique même s'il imposait au peuple un sacrifice matériel, alors que le socialisme lui ouvrirait les perspectives d'un bien-être croissant. Quelle chance (imméritée pour nous), que ce soit exactement le contraire, comme l'expérience a fini par le montrer même aux plus obstinés!

Nous avons ainsi donné le ton qui prévaudra tout au long de ce livre et qui correspond à son titre: décisives sont les valeurs situées au-delà de l'offre et de la demande, celles dont dépendent le sens, la dignité et la richesse de l'existence, et qui appartiennent au domaine moral, dans l'acceptation la plus large de ce terme. Car si l'économie réglée par la liberté des prix, des marchés et de la concurrence signifie équilibre et abondance de biens, et si l'économie socialiste signifie marasme, désordre et moindre rendement, c'est pour une profonde raison morale. Le système économique « libéral » utilise et libère les forces inhérentes à l'instinct d'affirmation de soi, tandis que le système socialiste les réprime et même les combat. Comme nous allons le montrer par la suite plus en détail, nous avons toutes les raisons de douter de la moralité de ceux qui condamnent l'économie libérale, en tenant pour moralement suspect l'effort de l'individu pour s'affirmer et progresser par un travail productif, et lui préfèrent un système économique qui recourt plutôt au pouvoir de l'État. Nous avons le droit de nous opposer à un tel moralisme, surtout quand il est prêché par des intellectuels qui nourrissent l'ambition, secrète ou avouée, d'occuper les postes de commandement d'un tel système, et qui n'ont pas assez

d'esprit critique à l'égard d'eux-mêmes pour se méfier de leur *libido dominandi*, guère édifiante sur le plan moral. Ils veulent faire avancer le char de la vertu à coups de fouet, à travers des terrains impraticables, et ne considèrent pas qu'il est immoral d'induire les hommes en tentation par un ordre économique qui les contraint d'agir contre leur besoin naturel d'affirmation de soi, et contre les commandements de la raison. Un État qui s'appuie, en temps de paix, sur le contrôle des changes, la fixation des prix et un système d'impôts aboutissant à de véritables confiscations, n'agit guère plus moralement que l'individu qui se défend contre de telles mesures *praeter legem*, ou même *contra legem*. C'est un commandement de la morale et de l'humanité, et en même temps un commandement de la sagesse politique, d'adapter l'économie à l'homme et non pas l'homme à l'économie.

Ces réflexions contiennent notre principale argumentation en faveur de la propriété, du profit et de la concurrence. Nous aurons encore à montrer qu'une telle argumentation exige pourtant une délimitation attentive et pour ce faire nous nous tournerons à nouveau vers le domaine situé au-delà de l'offre et de la demande. En d'autres termes: l'économie de marché n'est pas tout; il faut l'intégrer dans un ordre supérieur qui ne peut pas reposer uniquement sur l'offre et la demande, sur la liberté des prix et la concurrence.

Rien cependant n'est plus nuisible à un tel ordre, adapté à l'échelle de l'homme, que deux choses: à savoir la masse et la concentration. Pour que responsabilité et autonomie des individus soient en équilibre avec les exigences de la communauté et du sens civique, il faut que les collectivités dans lesquelles nous vivons ne dépassent pas la mesure humaine. Cela n'est possible que pour des groupes petits ou moyens et dans un cercle restreint, bref dans des conditions qui ne détruisent pas complètement les formes élémentaires de l'existence humaine, telles que nous les rencontrons encore dans la communauté rurale et dans les petites et moyennes communes.

Mais tout le monde sait aujourd'hui où nous en sommes à cet égard, et on ne peut nier que ce qui semblait déjà il y a quinze ans une nostalgie stérile, prend aujourd'hui l'allure d'une vaine gesticulation contre la tourmente de notre temps. Masse et concentration dans tous les domaines, tel est le visage de la société moderne, réduisant de plus en plus le champ de la responsabilité, de la vie et de la pensée individuelles et favorisant l'essor de pensées et de sentiments collectifs. Les petits groupes d'autrefois (à commencer par la famille), avec leur chaleur humaine et leur solidarité naturelle, cèdent la place à la masse, à la concentration, à l'entassement informe des hommes dans les grandes villes et les centres industriels, aux déracinés, aux organisations massives, à la bureaucratie anonyme des entreprises gigantesques, et en définitive à l'État qui maintient la cohésion de cette société qui s'effrite en individus, grâce à l'appareil coercitif de l'État-providence, de la police et du fisc. C'était déjà le syndrome de la société contemporaine avant la Seconde Guerre mondiale, et, depuis, ces signes pathologiques sont devenus encore plus évidents et plus graves. Il est devenu d'autant plus urgent d'appliquer le traitement approprié, si désespéré qu'il paraisse : décentralisation, « enracinement », « dissolution des masses », et « déprolétarianisation ».

Une des raisons les plus profondes de la *crise de la démocratie moderne* réside justement dans le fait qu'elle a dégénéré de plus en plus en une démocratie de masse, centraliste et jacobine, exigeant plus que jamais les contre-poids dont j'ai parlé dans mon livre *Civitas humana*. Ainsi s'ouvre la voie vers des conceptions politiques qui, dans leur respect profond du droit naturel, de la tradition, des « corps intermédiaires », du fédéralisme et des autres barrières dressées contre la démocratie de masse, mettent en lumière l'élément conservateur qui leur est inhérent. Il ne faut pas croire que l'on puisse aujourd'hui embrasser d'un seul regard la voie qui mène du jacobinisme de la Révolution française au totalitarisme moderne.

Il ne faut pas davantage se leurrer sur les forces de désagrégation morale et spirituelle, qui sont partout à l'œuvre au nom du « modernisme », avec la prétention que naïvement l'on attache à ce mot magique. J'ai caractérisé quelques-unes de ces forces dans mon livre *Mass und Mitte*, en une critique acerbe du « progressisme », du « *sinistrismo* » (« gauchisme »), du rationalisme et de l'intellectualisme. Nous aurions dû savoir où tout cela devait aboutir, même si nous ne pouvions le freiner. Il ne faut pas attendre le salut des institutions, des programmes et des projets. Il dépend des hommes qui ont le courage, rare de nos jours, de rentrer en eux-mêmes et de se souvenir, au milieu de l'agitation moderniste, de ce qui est solide, de ce qui dure, de ce qui a déjà fait ses preuves, de « l'ancienne vérité », pour parler comme Goethe.

J'ai ainsi pénétré jusqu'au plus profond d'une idée que j'espère partager avec beaucoup d'autres. Je n'ai jamais osé en parler, car j'appartiens à ce genre d'hommes qui n'aiment pas exhiber leurs convictions religieuses. Pour parler clairement, disons que la source la plus profonde de la maladie de notre civilisation doit être cherchée dans la crise spirituelle et religieuse qui se manifeste dans chaque individu et qui ne peut être surmontée que dans l'âme de cet individu. Bien que l'homme soit avant tout un *Homo religiosus*, nous avons tenté depuis un siècle, de plus en plus désespérément, de nous en sortir sans Dieu, en le remplaçant par l'Homme, sa Science, son Art, sa Technique et son État, séparé de Dieu et même, sans Dieu. Soyons persuadés qu'un jour ce qui n'apparaît aujourd'hui qu'à une minorité finira par convaincre la majorité: à savoir que cette tentative désespérée a créé une situation incompatible avec la nature morale et spirituelle de l'homme, c'est-à-dire qu'il ne peut plus poursuivre cette existence, malgré la télévision, les autoroutes, les voyages et le confort des logements. Tout se passe comme si nous avions voulu ajouter aux preuves de l'existence de Dieu une nouvelle preuve, plus convaincante: une preuve indirecte tirée des conséquences pratiques de l'hypothèse de sa non-existence.

Aucun de nous, s'il est honnête avec lui-même, ne peut sérieusement douter de la déchristianisation et de la laïcisation croissantes de notre civilisation. Bien sûr, on pourrait se consoler en pensant qu'à des époques antérieures le christianisme avait déjà cessé d'être une force vivante. Ainsi, il semblait déjà au XVIII^e siècle (surtout en France, mais également dans une certaine mesure en Angleterre) que la tradition chrétienne et le sérieux des convictions chrétiennes étaient ébranlés d'une façon irréversible. Ce rappel est important; il nous renvoie à l'origine historique de l'irrégiosité contemporaine: le déisme et l'athéisme apparus au XVIII^e siècle. Pourtant cette consolation ne suffit guère. À cette époque-là, bien que le fondement de la tradition chrétienne fût attaqué, et en dépit de tout scepticisme et de tout manque de respect, on croyait cependant à un ordre divin de l'univers, et à un sens de l'existence dépassant le terrestre. Mais nous, nous vivons dans un monde caractérisé par ses convictions athées, pendant que (contrairement à ce qui se passait au XVIII^e siècle) seule une minorité se rassemble (mais avec plus de sérieux qu'autrefois) autour des Églises. Puisque manifestement l'homme ne peut pas mener une vie vide de toute religion, il s'attache à toutes sortes de succédanés de la foi: passions politiques, idéologies, rêves utopiques, quand il ne préfère pas s'étourdir par le seul dynamisme de la production et de la consommation, par le sport et les jeux, la sexualité, les scandales, les crimes et les mille autres choses qui remplissent nos journaux.

La pensée nous console, dans une certaine mesure, que par là nous récoltons aujourd'hui ce que des esprits dissolvants ont semé dans le passé. C'est, pourrait-on dire, toujours dans la même direction que souffle l'esprit. Mais pourquoi le vent ne changerait-il pas de direction, peut-être même très bientôt?

Nous ne voulons pas exclure cette possibilité. Mais, – et par là nous revenons à l'essentiel de notre sujet –, ce serait de nouveau nous leurrer trop facilement, si nous séparions brutalement le domaine de l'esprit des conditions

d'existence des hommes, et si nous n'osions pas nous poser la question de savoir si les formes d'existence dans notre univers citadin et industriel ne favorisent pas puissamment l'athéisme et l'animalisme de notre époque. Un écrivain allemand contemporain écrit: « Il y a certainement un rapport entre le degré de civilisation et le degré de religiosité d'un peuple. Au milieu de la nature, nous sentons le souffle de Dieu qui se révèle en elle; dans les villes nous sommes entourés par les œuvres des hommes. Plus les œuvres des hommes s'accumulent et refoulent la nature, plus nous perdons la faculté d'entendre la voix de Dieu. Plongé dans la contemplation de son jardin, Luther affirmait un jour que l'homme n'était pas capable de créer une seule chose. Remarque évidente et cependant significative qui constate la différence essentielle qui subsiste entre l'œuvre de Dieu et l'œuvre de l'homme. À la campagne, dans une nature encore sauvage, le ciel étoilé sur nos têtes, une terre fertile sous nos pieds nous respirons, pas à pas, la force divine. Le travail du paysan marqué par le changement des saisons et sa dépendance à l'égard des éléments lui donnent le sentiment d'être une créature entre les mains du Tout-Puissant, tout comme l'herbe des champs et l'étoile qui suit l'orbite prescrite. Les paroles d'adoration des psaumes se pressent sur nos lèvres, comme si elles se formaient à l'instant. L'éloignement inaccessible de Dieu devient sensible au cœur, en même temps que sa proximité, l'impénétrabilité de sa volonté en même temps que sa miséricorde. Peut-être pourrait-on déterminer exactement le rapport existant entre la diminution de la foi authentique et le développement de la civilisation urbaine, c'est-à-dire d'une vie séparée de la nature (si du moins des phénomènes spirituels comme la foi peuvent se mesurer avec certitude)⁶. »

6. J'emprunte cette citation au beau livre de Ricarda Huch, *Untergang des Römischen Reiches Deutscher Nation*, p. 248 et suiv. Cette âme de l'homme moderne des grandes villes et des masses, le fameux rapport d'Alfred Kinsey sur le comportement sexuel de l'homme américain nous

Le progrès de notre civilisation est indubitablement synonyme d'extension continuelle des possibilités humaines. Sur le plan spirituel, on voit se répandre parallèlement une double conviction : d'abord que tout cela constitue un progrès véritable, méritant le qualificatif de « moderne » : ensuite que les possibilités humaines sont pratiquement illimitées. Si nous incluons dans ces possibilités illimitées l'homme lui-même (en tant qu'être moral et spirituel), la société humaine et son économie, alors nous débouchons en plein communisme. Qui peut nier qu'il devient de plus en plus difficile d'entendre la voix de Dieu dans ce monde « factice » et artificiel, devant ou derrière les guichets des banques, dans les ateliers de l'usine, dans les queues de voitures, dans les artères bétonnées des métropoles, sans parler des villes souterraines de l'ère atomique – véritable vision d'enfer, digne d'un Bruegel ou d'un Bosch –, phase prochaine de notre existence terrestre à en croire la déclaration récente d'un physicien allemand. Et cela d'autant plus si nous nous faisons une règle de transposer les grands drames de la vie (naissance, maladie et mort) dans le cadre impersonnel et froid des hôpitaux, de priver la mort de sa dignité et de son sérieux, en laissant se faufiler à travers les rues des convois funèbres pressés, en transférant les cimetières, en les cachant même loin des habitations. Qui peut, dans ces conditions, avoir encore le courage de parler de l'« exode rural » comme d'un heureux phénomène accompagnant une organisation toujours meilleure de la production ?

l'a montrée, livre auquel il convient de comparer pour l'Angleterre celui de B. Seebohm Rowntree : *English Life and Leisure*, 1951. Cf. Russel Kirk, *A Program for Conservatives*, Chicago, 1954, p. 101 et suiv., et Russell Kirk, *Beyond the Dreams of Avarice*, Chicago, 1956, p. 187 et suiv.

2. Perspectives anciennes et nouvelles

L'insensibilité et l'optimisme dont se rendent coupables nos contemporains et dont ils sont même les porte-parole, à l'égard de la crise sociale et culturelle de notre temps (dont la tendance est d'empirer plutôt que de s'adoucir), sont tels qu'il est sûrement moins dangereux d'exagérer cette crise que de la minimiser. Le sentiment que nous vivons une crise unique dans l'histoire, que toutes les normes et toutes les leçons de l'expérience paraissent nous refuser leur aide, que nous ne savons plus si nous pourrions encore compter à l'avenir sur les constantes de la nature humaine et sur les convictions qui ont donné jusqu'à présent un sens à l'évolution de notre civilisation, cette sensation d'abîme, de privation de toute attache, de tout lieu, de toute amarre, mérite respect et non pas mépris.

Est-il injustifié, ce sentiment que nous vivons à une époque singulière, démesurée, incomparable? Ne nous heurtons-nous pas à chaque instant à cette constatation qu'il est à notre époque des choses qui n'ont jamais existé auparavant, notamment parmi celles qui déterminent toute l'existence?

En fait, c'est précisément à propos des éléments décisifs de notre existence que nous devons avouer qu'ils n'ont jamais existé au cours des millénaires de l'histoire humaine. Jamais auparavant la population du globe n'avait augmenté dans une proportion comparable à celle que nous connaissons depuis deux siècles, et que nous voyons aujourd'hui s'accroître. Jamais auparavant le globe n'avait atteint cette unité dont tout le monde a conscience et qui nous semble aller de soi. Jamais auparavant une forme particulière de civilisation n'était devenue universelle, comme la civilisation occidentale, qui aujourd'hui englobe la terre tout entière, et a fait de notre planète une colonie européenne. Jamais auparavant la technique n'avait remporté les triomphes obtenus par la

nôte⁷. À propos de cette technique, rien, dans le cours de l'histoire humaine, ne peut se comparer aux changements qu'elle a produits dans la manière de penser et de vivre de masses innombrables, dont l'existence est déterminée par les grandes villes, les grandes entreprises industrielles, la condition prolétarienne. À tel point que devant ces innovations bouleversantes dans les formes extérieures de l'existence, on s'est posé la question de savoir s'il ne s'est pas produit une mutation radicale du type humain dominant, si une nouvelle variété d'*Homo sapiens* n'a pas fait son apparition, aussi neuve et originale que les villes modernes, les usines gigantesques, la radio, la fission de l'atome, la formation de masses et la civilisation technicienne qui couvre la terre entière⁸.

Le nouveau type humain que nous présente cette sombre image, c'est un homme « fragmentaire et désintégré », le dernier produit engendré par la technicisation, la spécialisation et la fonctionnalisation en marche, désagrégant l'unité de la personne pour la dissoudre dans l'existence de masses. C'est une forme dégénérée de l'*Homo sapiens*, créée partout par le processus d'une civilisation technique. C'est une race d'avortons de l'esprit qui se laissent volontairement (voire joyeusement) utiliser comme matière première par l'État moderne, collectiviste et totalitaire. C'est aussi un homme devenu spirituellement un apatride, et moralement un naufragé, dont la foi religieuse et le respect des valeurs culturelles héritées ont été détruits, et qui se cherche un succédané dans les idéologies politico-sociales

7. L'originalité de l'histoire universelle contemporaine : je me suis expliqué plus en détail à ce sujet dans mon livre : *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles* (Genève-Paris, 1955).

8. C'est surtout Alfred Weber qui a étudié le problème de l'apparition d'un nouveau type humain : *Abschied von der bisherigen Geschichte*, Berne, 1946 ; *Kulturgeschichte als Kultursoziologie*, 2^e édition, Munich, 1950. Il pense sans réserve qu'elle est possible, et a donné de ce « quatrième homme » une description sans illusion. Comparez, à titre critique, le recueil dont j'ai écrit l'introduction : *Kommt der Vierte Mensch ?*, Zürich, 1952.

de notre temps, défendues avec une intolérance fanatique (les « religions sociales » dont parle fort à propos Alfred Weber) : socialisme, communisme et nationalisme en tête.

Ces sombres perspectives ne doivent pas être prises à la légère. Mais on serait tout de même fondé à se demander si un tel pessimisme ne va pas finalement trop loin, s'il ne devient pas lui-même un élément de cette crise de la culture et si nous ne devons pas le surmonter pour venir à bout de cette crise. Si importantes que soient (et je viens d'ailleurs d'insister là-dessus) les conditions extérieures de l'existence, telles qu'elles sont formées par la technique, l'organisation et les institutions sociales, la décision suprême doit venir des couches les plus profondes de l'esprit et de la conscience morale. Mais que l'esprit et la conscience morale (et avec eux la personne humaine) soient déterminés par des conditions extérieures, c'est là une supposition par laquelle on fait des concessions à un des éléments les plus importants de la crise de la civilisation. Ce serait en effet admettre que l'image de l'homme (que notre tradition culturelle nous impose de conserver) s'est dissoute en un relativisme historique, venu remplacer l'image de l'homme de l'humanisme chrétien par des stades d'évolution, des types humains et des cycles culturels. Or, c'est précisément là le symptôme le plus important de la crise de notre temps : nous perdons notre attache avec la conviction humaniste et chrétienne qu'il n'y a qu'une civilisation et qu'un être humain. Surmonter cette crise signifie donc avant tout : reconquérir cette attache morale. Nous ne pourrons respirer que lorsque l'homme se sera retrouvé lui-même, lorsqu'il aura retrouvé sa vraie nature, ses valeurs, sa foi et ses devoirs. Naturellement, tout cela doit se faire en liaison avec la solution des redoutables problèmes que nous imposent les bouleversements apportés aux formes extérieures de notre existence.

Nous devons donc nous garder aussi bien de l'optimisme (qui ne soupçonne pas les précipices qui nous entourent) que du pessimisme (qui s'y abîme ou devient lui-même un de ces précipices). Nous devons nous méfier

d'un « historicisme » qui explique tout par des mutations et des évolutions, et d'un « sociologisme » qui facilite tout par son relativisme. Nous nous contredirions, si nous ne nous sentions pas concernés par cet avertissement que l'homme et la société de notre temps sont en danger. Parmi ces dangers, nous en trouvons certainement de graves, dont nous pouvons dire qu'ils ne se sont encore jamais manifestés dans l'histoire, mais cela ne devrait pas nous effrayer outre mesure. Rien ne nous oblige à croire que le danger ne pourra pas être surmonté; et cela aussi longtemps que nous garderons la foi en l'essentiel: la foi en l'homme, en sa nature immuable, la foi dans les valeurs qui lui confèrent sa dignité d'homme.

Ces réflexions ont une signification actuelle et un événement nous donne l'occasion de les vérifier; un événement qui, au milieu de nos soucis, s'inscrit à l'actif de notre bilan et peut raffermir notre courage: nous voulons parler de la faillite du communisme en tant que force morale et spirituelle et de l'ébranlement de ce pilier du totalitarisme, d'autant plus redoutable qu'il a survécu au national-socialisme. En tant que puissance militaire (et surtout depuis que l'avance soviétique dans la technique des fusées est devenue incontestable), le communisme se montre aussi menaçant à l'extérieur, et en tant que puissance policière aussi détestable à l'intérieur que jamais. Par contre, si nous interprétons correctement le développement de l'impérialisme communiste depuis la mort de Staline, et si nous dégageons la signification exacte des événements survenus non seulement dans les pays satellites mais en Russie même, il nous apparaîtra indubitable que le communisme, en tant que doctrine et foi, est entré (certes, beaucoup moins dans les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie qu'en Europe) dans une phase de désagrégation, qui, sans être un effondrement, permet pour la première fois depuis longtemps d'espérer sa défaite. Il serait fatal que nous interprétions mal cet espoir et que nous abandonnions notre fermeté, faiblissions dans notre résolution, et relâchions notre vigilance à l'égard du communisme, dont le

despotisme vise toujours à la conquête du monde ; il serait également fatal que nous succombions à la tentation d'une « coexistence » qui profiterait de notre crédulité, de notre lâcheté et de notre désarroi. Il est d'autant plus souhaitable qu'animé par cet espoir, le monde libre retrouve, dans cette lutte pour sa conservation, le courage et la confiance qui lui ont fait si longtemps défaut.

C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter la série d'événements dramatiques survenus dans l'empire colonial soviétique, et qui ont bouleversé récemment le monde. Avec la révolte des Polonais et le soulèvement anticommuniste du peuple hongrois, nous avons assisté à un phénomène de première importance. La défaite morale subie à cette occasion par le communisme (sans que nous y soyons pour quelque chose, et sans que bien des Occidentaux aient compris de quoi il s'agissait) est d'une portée considérable, même si pour le moment la violence semble à nouveau triompher. Les décors factices du communisme se sont alors écroulés, et son masque arraché, il devrait avoir de la peine à s'en remettre, bien que l'inertie et le peu de mémoire de l'Occident incitent au pessimisme. Lorsqu'un mouvement mondial, qui se donne pour mission de libérer les masses, traite les ouvriers, les paysans et les étudiants comme ses pires ennemis, c'est le commencement de la fin. C'est une défaite dans cette « troisième guerre mondiale » où nous sommes engagés depuis longtemps, et dont les formes sont choisies par Moscou et Pékin en fonction de leur efficacité ; c'est une défaite comme les communistes les aiment : un affaiblissement à l'intérieur. Une fois dissipé le rideau de fumée de la « coexistence », qui cachait notre perte, les intrigues des fronts populaires et les prises de contact sont devenues vaines. C'en est fait surtout de la foi dans la « transformation de l'homme » par le communisme, qui devait commencer chez les jeunes. Le capital de confiance que Moscou avait commencé à accumuler dans les cœurs innocents, s'est brusquement dévalorisé ; il ne nous reste plus qu'à prendre soin que la bêtise, la

capacité d'oubli, la lâcheté et l'insensibilité ne détruisent pas ce succès.

Le plus important demeure: ce que nous avons vécu, c'est le soulèvement de peuples entiers contre la violation de l'âme humaine, qui a été depuis toujours l'aspect le plus néfaste du communisme. La possibilité de « transformer l'homme » a toujours constitué une des thèses principales du communisme, digne d'une doctrine on ne peut plus inhumaine. Partout dans le monde non communiste, des gens déroutés et découragés ont partagé assez longtemps cette foi, emportés par un pessimisme démesuré, sans s'apercevoir qu'ainsi ils trahissaient le point de vue de l'humanisme chrétien sur la nature de l'homme. Les lecteurs de mon livre *Mass und Mitte* se rappelleront que pour ma part, en dépit de mon pessimisme, je me suis toujours rangé parmi ceux qui, engagés dans une polémique acharnée, ont combattu cette doctrine prétentieuse et avilissante de toutes leurs forces parce que son athéisme mécaniste reniait l'homme. Or nous avons assisté au triomphe de la foi dans l'âme, ce noyau irréductible de l'homme, triomphe tel qu'on ne saurait en imaginer de plus net ni de plus convaincant. La transformation communiste de l'homme devait évidemment commencer chez les jeunes, mais ce furent justement les jeunes qui, ayant grandis au milieu des inventions diaboliques du communisme et gavés de sa nourriture spirituelle, se sont jetés contre les blindés russes avec le plus de courage, d'acharnement et de haine. Et même dans les parties de l'empire communiste qui n'en sont pas arrivées à une révolution ouverte comme en Hongrie, c'est la génération montante qui est le véritable foyer de l'opposition spirituelle. Une chose est donc devenue presque certaine: le communisme, quelles que soient les calamités qu'il réserve encore au monde à cause de notre faiblesse, prendra finalement le chemin de toutes les témérités sacrilèges. Il devra trembler toujours plus devant l'indignation des hommes qui se battent pour leur liberté et leur dignité, des hommes qui rejettent cette doctrine dangereuse. Cette certitude repose sur la conviction,

confirmée par l'expérience, que le pessimisme avec lequel nous sommes enclins à juger la crise actuelle de la civilisation et de la société ne dépassera pas une limite, tracée par les constantes élémentaires de la nature humaine. Nous pouvons leur faire confiance, à condition d'être attachés au noyau intangible de cette nature humaine, et résolus à défendre cet attachement contre toute doctrine dissolvante.

Mais après avoir effectué cette limitation et dressé une dernière digue contre une certaine philosophie du désespoir et du reniement de soi-même, nous nous sentons tenus de lancer cet avertissement : il ne faut pas sous-estimer la gravité de la situation. Certes, même les arbres du communisme ne peuvent pas atteindre le ciel, et il est consolant de savoir qu'on ne peut pas tout offrir aux hommes, pas même aux Russes. Certes, c'est un encouragement que nous ne voulons pas négliger. Certes, l'étoile du communisme en tant que substitut de la religion pâlit visiblement, et l'idée que nous pourrions sombrer dans la nuit du totalitarisme en est devenue beaucoup moins inquiétante. Mais il serait fatal d'en tirer des conséquences trop optimistes ; car la théorie de la désagrégation interne du communisme peut être invoquée abusivement pour soulager notre conscience, dissimuler notre lâcheté, notre angoisse et notre désarroi et les excuser. Et cela à un moment où ce qu'on appelle le « monde libre » se trouve menacé comme avant, peut-être plus encore, par des périls qui exigeraient toute notre attention et toute notre énergie, même si le danger du communisme devait se réduire de plus en plus à un danger politico-militaire, terrible sans doute, mais surmontable.

Ce n'est pas le fantôme du totalitarisme qui dresse parmi nous sa tête effrayante. Mais ce qui doit nous inquiéter, c'est une évolution sournoise et insidieuse, comparable à l'inflation et qui, nous aurons encore à le démontrer, dépend même étroitement de cette inflation « insidieuse » de notre temps ; la sécurité et la jouissance sont mieux cotées que la liberté, le droit et la personnalité. Ce que l'on

appelle encore liberté est le plus souvent licence, égoïsme individuel ou collectif, effritement de l'esprit communautaire et de la tradition, arbitraire, laisser-aller et exigences démesurées. Peu de gens voient encore sous le mot de « liberté » une notion claire, qui les préserve de se laisser abuser par son application démagogique. La valeur de l'individu décroît, celle de la masse et de la collectivité s'accroît; ainsi les liens de dépendance forment autour de l'homme impatient de s'épanouir un filet de plus en plus dense, opaque, inéluctable. Le centre de gravité des décisions et des responsabilités se déplace, de plus en plus vers le sommet de la pyramide sociale; de l'individu, de la famille, du petit groupe immédiatement perceptible, il gagne des centres anonymes supérieurs. La puissance de l'État continue à s'accroître de manière irrépessible, mais, en raison de l'action puissante de forces qui décomposent sa structure et affaiblissent l'esprit communautaire, il est de moins en moins certain que l'administration et la législation servent sans faux pas le corps social et soutiennent ses intérêts à long terme. La démagogie et la cupidité des groupes font de la politique l'art de déceler la ligne de moindre résistance et la solution momentanée la plus commode, et même tout simplement l'art de diriger l'argent des autres vers son propre groupe.

Mais puisqu'un tel État, une telle législation et une telle politique deviennent nécessairement l'objet d'un discrédit général et perdent par là la marque de l'impératif moral, ils sont rongés de façon alarmante par le mépris, l'anarchie, le manque d'esprit de sacrifice, la corruption à tous les échelons et sous toutes ses formes. Les hommes au service de l'État, des lois et de la politique ressentent la perte de leur prestige, qui les atteint par contrecoup; ce qui ne saurait améliorer leur capacité de résistance aux forces tendant à désagréger l'État, de sorte que nous sommes entraînés de plus en plus dans un cercle vicieux. D'autant plus que simultanément la puissance de l'État, le domaine d'application des lois et l'influence de la politique ont augmenté considérablement et continuent encore

à s'hypertrophier, même sous les gouvernements qui ont pris le pouvoir en promettant d'en diminuer le poids. En même temps le droit et ses principes, qui doivent être inébranlables, reposent sur un terrain devenu instable. À en croire Locke, la vie, la liberté et la propriété sont les droits inaliénables de l'individu; or, le dernier de ces trois piliers est déjà devenu extrêmement fragile, même dans le « monde libre », et seule une minorité de gens s'aperçoit que sa chute entraînera inévitablement celle du deuxième pilier: la liberté, qui entraînera à son tour celle du dernier pilier: le droit à l'inviolabilité de la vie.

On peut prévoir la fin d'une société libre lorsque la propriété dégénère de plus en plus en une possession précaire dépendant de l'arbitraire administratif (et des exemples effrayants d'un tel processus se sont même produits ces dernières années dans la patrie de Locke, comme pour nous donner l'alarme) et de la grâce des bulletins de vote; lorsqu'elle devient un otage entre les mains des non-possédants ou des petits propriétaires; lorsque, en même temps que le droit d'héritage dont on ne peut la séparer, elle cesse d'être un des droits élémentaires et évidents n'exigeant aucun autre fondement que celui du droit lui-même. Si les gouvernements ne se sentent plus tenus, envers leurs propres sujets, de respecter l'intangibilité de la propriété, on ne doit pas s'étonner que leur désinvolture à l'égard des propriétés des étrangers dépasse toutes les limites du droit et de la morale. Les gouvernements occidentaux, dans leur défense contre les violations du droit commises par les maîtres asiatiques et africains, ont été paralysés par l'exemple qu'ils ont eux-mêmes donné aux Mossadegh, Nasser et Soekarno par leurs socialisations. Mais si dans les relations entre les peuples le respect de la propriété cède la place à l'arbitraire, qui tourne le droit en dérision, les dernières bases de l'ordre international sont en danger et la crise sociale générale se transformera en une crise de la communauté internationale. Les conséquences économiques de cette crise provoquée par la ruine de la confiance toucheront inévitablement le plus durement les

pays sous-développés qui en sont responsables, puisqu'ils se coupent ainsi des sources occidentales de capitaux, sans lesquels leur croissance ne pourra se faire que par les plus grands sacrifices.

La crise de l'État, la disparition progressive de l'esprit communautaire, qui finira par porter préjudice au bien de tous, et l'ébranlement du respect de la propriété concourent à produire un effet qui inquiète de plus en plus les nations libres : l'affaiblissement de la valeur monétaire par l'inflation. D'un côté, il devient de jour en jour plus douteux que les gouvernements, dans la situation où les ont placés la démocratie moderne de masses et ses symptômes pathologiques décrits plus haut, aient la force, voire la volonté de mettre un terme à cet affaiblissement. Il serait temps de se demander courageusement s'il ne s'agit pas en réalité d'un problème qui dépasse désormais les gouvernements et qui marque le point où leur faiblesse interne, qui progresse proportionnellement à leur développement apparent, doit se manifester sous la forme la plus grave. D'un autre côté, point n'est besoin d'une sagacité exceptionnelle pour se rendre compte que si la propriété cesse d'être respectée, l'intangibilité de la valeur monétaire est bien près de s'éteindre aussi. L'affaiblissement de la propriété et l'affaiblissement de l'argent vont de pair, car dans un cas comme dans l'autre, c'est le solide, le durable, l'acquis, les valeurs en sûreté et destinées à rester qui doivent céder la place au friable, à l'éphémère, au provisoire, à l'incertain, à l'improvisation au jour le jour.

Mais ces deux espèces d'affaiblissement se stimulent mutuellement. Non seulement ce sont les mêmes forces qui affaiblissent d'un côté la propriété, de l'autre l'argent, mais en outre on peut apporter la preuve – il faudra encore en parler plus en détail – que l'affaiblissement de la propriété et la désagrégation d'un ordre social fondé sur la propriété favorisent au plus haut point l'affaiblissement de l'argent, par l'inflation, et cela de multiples façons. Inversement, il saute aux yeux que l'affaiblissement de l'argent stimule les forces qui ébranlent les positions de

la propriété: dans les masses, la volonté et la capacité de devenir propriétaire diminuent et l'intérêt des revenus garantis par un État-Providence et par le « plein emploi » ne cesse d'augmenter. S'il est vrai que, d'une part, cet affaiblissement renforce la recherche des « valeurs sûres », de l'autre, il expose la propriété à toutes les secousses et aux tensions sociales qui sont caractéristiques du climat de l'inflation, et il renforce l'antagonisme entre ceux que l'inflation dépouille et ceux qui arrivent à se protéger de ses effets. Ici encore nous évoluons à l'intérieur d'un cercle vicieux, dont il n'est pas aisé de se dégager, surtout si l'on partage l'optimisme négligent de ceux qui ne veulent pas regarder en face les faits et les problèmes de la crise.

3. Économie de marché et collectivisme

Ces considérations nous ont déjà permis de pénétrer dans le domaine particulier du fait économique, qui nous donne l'occasion d'examiner la situation d'ensemble, telle qu'elle se présente après quinze ans, du point de vue de l'économiste. Ici se pose surtout la question de savoir dans quelle mesure et avec quelle persistance la forme d'organisation économique appropriée à une société libre, à savoir l'économie de marché, a pu se maintenir et s'affirmer devant l'organisation économique du collectivisme, qui, à la longue, est incompatible avec une société libre.

À première vue, le partisan de l'économie de marché a, semble-t-il, des raisons de considérer avec satisfaction la lutte entre ces deux principes d'organisation économique, telle qu'elle s'est déroulée pendant ces quinze années, et d'en tirer des raisons d'espoir. Il se sent d'autant plus justifié à adopter pareille attitude qu'il se souvient à quel point la cause de l'économie de marché se présentait sous un jour défavorable lorsque la Seconde Guerre mondiale et son issue semblèrent confirmer le triomphe du collectivisme dans le monde entier. Économie de contrainte et économie planifiée, avec leur appareil de formulaires, fixations de

prix, rationnements, interdictions, autorisations, amendes et contrôles policiers, paraissaient, soutenues par les idéologies collectivistes, sur le point de remporter une victoire définitive. Lorsque la Seconde Guerre mondiale prit fin, un petit nombre seulement d'économistes osèrent délivrer un certificat de bonne conduite à l'organisation libre de l'économie de marché ou même lui prédire encore un avenir. À leur tête il s'en trouvait quelques-uns qui se sont demandé de bonne heure quelles difficultés fondamentales devaient faire échouer l'économie collectiviste, autoritaire et quels avantages incomparables aurait à lui opposer l'économie de marché. Bien avant que l'économie de marché ne redevienne, conformément à leur attente, une réalité s'imposant d'elle-même et la source du bien-être des masses, des hommes prirent la plume pour vulgariser l'idée d'un ordre économique conçu comme un système de principes directeurs et moteurs de l'économie, et pour faire comprendre qu'en définitive il s'agit seulement de choisir entre deux systèmes: le système collectiviste fondé sur la planification et l'autorité (« l'administration économique centralisée » de Walter Eucken) et le système, opposé, de l'économie de marché.

À notre époque, où l'on oublie si vite, il n'est certes pas superflu de rappeler combien la cause de l'économie de marché semblait compromise et la lutte de ses défenseurs désespérée. Comment se présentait en réalité la situation à la fin de la Seconde Guerre mondiale? Pendant tout un siècle, une des raisons des progrès du socialisme avait été le mythe de sa nécessité historique, dont l'a paré surtout Marx. L'attrait publicitaire de ce mythe, qui va au devant de la paresse intellectuelle de l'individu moyen, devait naturellement croître quand on eut le sentiment que le « jour de l'accomplissement » était arrivé. Il est difficile de résister à la force de séduction d'une idée, qui non seulement est promise à la victoire dans l'indicateur de l'Histoire, connu seulement par les gens éclairés, mais qui paraît avoir déjà remporté cette victoire. Telle était exactement la situation. Presque partout dans le monde avait

triomphé une mixture de politique monétaire expansionniste et d'économie de contrainte paralysant le mécanisme des prix, mixture qui se trouvait au service de la « planification », de la « socialisation » et du « plein emploi ». C'était l'esprit « gauchiste » en politique économique. À sa victoire ont contribué « l'économie nouvelle », nourrie des idées de Keynes (la plupart du temps mal comprises), et l'héritage de la guerre et de l'économie de guerre, tous deux sous différentes formes. Ce triomphe fut assuré par un autre mythe, selon lequel la victoire des alliés sur les pays fascistes avait été la victoire d'un front « antifasciste », c'est-à-dire d'un front où les forces socialistes et progressistes étaient prépondérantes sur un groupe de puissances faussement interprété comme ultraconservateur, « réactionnaire » et « capitaliste monopoliste ». L'aveuglement avec lequel on avait intégré dans ce front « antifasciste » la Russie totalitaire et collectiviste correspondait à la volonté bien arrêtée de ne pas reconnaître que le national-socialisme allemand était, au moins dans un sens technique, au même titre que l'Union soviétique, un exemple vraiment classique d'un socialisme accompli, remontant au même ancêtre spirituel que le socialisme « démocratique ». Des gens comme F. A. Hayek (et comme l'auteur de ce livre) qui eurent le déplorable manque de tact de détruire ce mythe, savent par expérience ce qui arrive quand on s'attaque à une hérésie populaire⁹.

On comprend donc maintenant l'importance du fait que peu à peu un groupe de pays ait constitué en Europe un îlot à « contre-courant » assez audacieux pour ignorer l'indicateur de l'histoire. En 1945, la Suisse était devenue une sorte de pièce de musée de l'époque libérale, que l'on prétendait ignorer avec un sourire supérieur. La situation changea pourtant sensiblement quand en 1946 la Belgique suivit la Suisse et, en s'engageant dans la voie d'une économie de marché non-inflationniste, rétablit bientôt

9. Il est presque superflu de mentionner que le texte fait allusion principalement au livre de Hayek : *La Route de la servitude*, Paris, 1945.

l'équilibre de son économie avec un succès tel qu'elle n'eut pas à recourir à l'aide du plan Marshall, destinée à pallier les difficultés des pays socialistes. En même temps, la Suède, dont la situation de départ avait été tout à fait comparable à celle de la Suisse, s'efforçait avec succès, sous la direction des théoriciens socialistes, de prouver que, même dans un pays riche et épargné par la guerre, on peut en un tournemain dévaloriser une monnaie forte en pratiquant un « dirigisme gauchiste » rigoureux. Mais la Belgique ne possédait-elle pas les trésors du Congo, qui pouvaient expliquer ce « miracle » sans ébranler la foi socialiste et inflationniste ? En réponse à cette objection, un nouveau défi fut lancé en 1947 : l'Italie rallia ce noyau de pays libéraux non inflationnistes et put se tirer du marécage de l'inflation et de l'économie de contrainte. Tel fut en effet le résultat de la fameuse politique d'Einaudi, d'abord gouverneur de la *Banca d'Italia*, puis président de la République, qui mit en pratique ses connaissances de professeur d'économie politique. Malgré l'étendue de ce succès, qui a probablement épargné à l'Italie une victoire du communisme, de nombreux problèmes propres à l'Italie atténuèrent son retentissement.

Le coup décisif vint de l'Allemagne au cours de 1948 : là encore un professeur appliquant la théorie, Ludwig Erhard et son équipe, répondit à la faillite manifeste du collectivisme inflationniste, à « l'inflation refoulée », par un retour résolu à l'économie de marché et à la discipline monétaire. Il eut l'insolence de remporter un succès qui dépassa toute attente¹⁰. Ainsi s'ouvrait un chapitre de l'histoire économique où, avec une force véritablement épique, la ruine totale

10 Le chemin parcouru en Allemagne depuis le collectivisme inflationniste jusqu'à l'économie de marché à monnaie stable ; cf. mon livre *The Solution of the German Problem*, New York, 1947, où on trouvera, dans le dernier chapitre, un diagnostic de la maladie économique de l'Allemagne et un plan d'assainissement qui a été ensuite suivi ; voir aussi mon étude « Das deutsche Wirtschafts-experiment, Beispiel und Lehre » [dans le recueil *Vollbeschäftigung, Inflation und Planwirtschaft in Deutschland und seine Lehren* édité par A. Hunold, Erlenbach-Zürich, 1951, et mon

d'un peuple et son redressement, liés à une chute sans précédent de son économie et à sa remontée rapide, se concentraient sur quelques années. C'était pour le monde entier une leçon inoubliable et unique en son genre, un exemple montrant jusqu'à quel degré de paralysie et d'anarchie peut tomber l'économie d'un peuple, si une politique économique erronée détruit les bases de l'ordre économique; un exemple montrant aussi qu'elle peut survivre à cette chute et remonter rapidement la pente, une fois que les erreurs de politique économique ont été identifiées et écartées.

Voilà un pays désespéré, dévasté par la guerre, lessivé par dix ans d'inflation refoulée, mutilé, démoralisé par l'issue tragique d'une guerre injuste et la révélation d'un despotisme haïssable, un pays encombré de réfugiés. Or, entre tous les pays, c'est précisément celui-là qui eut le courage d'opposer au triomphe de la politique collectiviste-inflationniste en Europe un contre-programme de marché libre et de discipline monétaire, sous les yeux effrayés des jeunes économistes des puissances occupantes, qui avaient été élevés dans les conceptions de Marx, de Keynes et de leurs glossateurs. Non seulement le succès fut écrasant, mais il grandit de façon irrésistible, en même temps que la faillite du socialisme en Grande-Bretagne (qui avait remplacé la Russie soviétique, définitivement compromise, en tant que terre promise du socialisme) devenait toujours plus évidente et donnait l'impression que le pays vaincu était plus riche que le pays victorieux¹¹.

C'était là une provocation intolérable parce qu'elle sonnait le glas du mythe socialiste. Le fait que ce soit l'Allemagne vaincue qui ait donné cette leçon de bien-être par la liberté pouvait paraître choquant à certains, et peu de gens comprirent que c'était aussi une manière, qui avait sa

ouvrage : *Ein Jahrzehnt Sozialer Marktwirtschaft in Deutschland und seine Lehren*, Cologne-Marienburg, 1958.

11. À ce sujet, cf. surtout le rapport que j'ai rédigé en été 1950 pour le compte du gouvernement Adenauer sur la situation économique allemande : *Ist die deutsche Wirtschaftspolitik richtig ?*, Stuttgart, 1950.

noblesse, de réparer le malheur que ce même pays venait de répandre sur la terre: donner à un monde trop avide de nouveauté, l'exemple d'une ligne opposée au collectivisme inflationniste dans lequel le national-socialisme s'était lancé. Le succès de cette ligne de politique économique diamétralement opposée à la nouvelle doctrine gauchiste de l'économie était intolérable.

C'est pourquoi des théories fausses cachant des désirs inavoués ont été accumulées pour justifier cette kyrielle de prophéties sinistres qui ont accompagné la politique économique allemande de triomphe en triomphe. Lorsque ces faux prophètes de toute espèce sombrèrent dans le ridicule, à force d'émettre des prédictions infirmées par les faits, ils eurent recours à une tactique différente. Ils parlèrent le moins possible des succès de l'économie allemande de marché, ou bien s'efforcèrent de les minimiser en se servant de toutes les astuces de la statistique, en déformant grossièrement les faits et en mettant en relief les problèmes non résolus, tandis qu'ils en exagéraient l'importance et en rendaient l'économie de marché injustement responsable. Les rapports annuels de la *Commission économique pour l'Europe* de Genève surtout constituent une véritable mine pour ceux qui veulent étudier de tels procédés.

Ces prophètes de malheur avaient commencé par affirmer que l'Allemagne occidentale ainsi tronquée n'était pas économiquement viable. Ce thème lancé en mineur fut ensuite repris avec toutes sortes de variations jusqu'au moment où cette musique funèbre dut rapidement se taire devant le fait que l'Allemagne était devenue une des premières nations industrielles et commerçantes du monde, la première puissance économique du continent, pourvue d'une des monnaies les plus solides et les plus recherchées. On essaya alors d'autres arguments. Il ne s'agissait plus que d'une prospérité trompeuse, disaient les uns. La réforme monétaire et le plan Marshall dispensaient ces bénédictions et l'économie de marché n'y était pour rien, assuraient les autres. Une brebis galeuse, expression de la funeste réaction économique et de l'étouffante déflation,

voilà ce qu'était cette Allemagne, à côté de la Belgique et de l'Italie : l'enfant qui causait le plus de soucis à la famille européenne, laissaient sérieusement entendre les rapports annuels de la *Commission Économique pour l'Europe*. Que l'Allemagne soit incontestablement florissante, cela n'avait rien à voir avec l'économie de marché, car les Allemands sont travailleurs, peu exigeants et économes : telles étaient les excuses invoquées par d'autres. Il est inutile de continuer l'énumération de ces allégations embarrassées et de ces absurdités, car l'évolution des faits les a depuis longtemps dépassées. Ainsi la leçon que l'Allemagne, puis dans des conditions aussi difficiles l'Autriche, ont donnée grâce à leur économie de marché et leur discipline monétaire, a échappé de plus en plus à la critique démagogique et aux luttes idéologiques entre les partis, pour devenir une des raisons principales pour lesquelles partout en deçà du rideau de fer (en dehors de l'Europe il faudrait encore citer l'exemple impressionnant du Pérou), l'économie de marché a contraint le collectivisme à la défensive.

Si nous jetons aujourd'hui un coup d'œil sur le développement économique des principaux pays occidentaux depuis la dernière guerre mondiale, il nous apparaît en effet comme l'évolution d'une maladie sans précédent du système économique, suivie d'une guérison encore loin d'être complète, encore incertaine, mais comportant tout de même des progrès impressionnants. La maladie avait sa cause dans des expériences économiques de dilettantes, où l'inflationnisme et le collectivisme étaient ensemble à l'œuvre. Par contre la part de guérison obtenue, on doit l'attribuer, nous le répétons, à l'utilisation d'une recette au fond très simple : rétablir un système monétaire stable, capable de fonctionner, et libérer l'économie de la planification qui a entravé l'effet régulateur et stimulant de la liberté des prix et de la concurrence, ou qui l'a même complètement paralysé. Dans certains pays, surtout en Allemagne, la guérison a été aussi radicale que la maladie avait été foudroyante. C'est elle seule qui a rendu possibles les progrès extraordinaires dans la normalisation des

relations économiques internationales, principalement à l'intérieur de l'Europe.

Aujourd'hui, ces expériences ont produit de si fortes impressions que la querelle sur les principes d'une politique économique valables dans une société libre a sans doute beaucoup perdu de sa violence. Socialisation et planification, ces grands mots d'ordre de l'après-guerre, ont perdu de leur attrait et ne trouvent plus qu'un faible écho même dans les rangs des socialistes. L'enthousiasme pour les idées (et pour le nationalisme qui leur est étroitement lié) semble se limiter de plus en plus aux pays sous-développés des Nehru, Soekarno, Nasser, U Nu, et de leurs pareils, et même dans ces pays il n'est pas invraisemblable que la fièvre ne tombe bientôt. C'est malgré tout un changement réjouissant dans l'atmosphère des discussions sur la politique économique qu'il ne faut pas sous-estimer, même si certaines exigences, que les adversaires déclarés et surtout les ennemis secrets de l'économie de marché formulent encore sous d'autres noms, ressemblent singulièrement à celles qui, sous leurs anciens noms, sont tellement discréditées que l'on préfère leur en donner d'autres.

Toutefois, il ne faudrait pas surestimer la victoire de l'économie de marché et tenir ses résultats pour définitifs. Il ne faut d'abord pas oublier que cette victoire est rien moins que complète. Laissons même de côté le fait que la domination d'un collectivisme totalitaire sur un tiers de l'humanité demeure intacte malgré toutes les concessions à la « responsabilité personnelle » et à la « décentralisation ». Il faut songer que même dans le monde libre de nombreux pays demeurent imprégnés de résidus importants de politique collectiviste. Leur élimination rencontre des résistances acharnées, même sous des gouvernements non socialistes. Certains de ces pays, en premier lieu les pays scandinaves, subissent toujours autant l'influence des principes, des institutions et des idéologies de l'État-Providence socialiste, si bien qu'il faut envisager avec pessimisme leurs efforts pour résister efficacement à la pression inflationniste qui en résulte. C'est en même temps une des

principales raisons de la difficulté de rétablir une convertibilité des monnaies libre et intégrale, fondée sur l'équilibre des relations économiques entre les nations. Mais par là demeure toujours inachevée une organisation monétaire universelle comportant des marchés de devises libres et stables, qui serait comme le noyau d'une véritable intégration de l'économie mondiale. Et en raison de cette carence même, on stimule toutes sortes de tentatives de dirigisme international. Certaines voies de l'intégration économique européenne prouvent clairement que de là part une réaction en retour sur chaque économie nationale particulière, qui affaiblit l'économie de marché.

Mais on se tromperait beaucoup si on considérait comme assurée la situation de l'économie de marché, même dans des pays comme l'Allemagne. Sur ce point il faut d'abord corriger l'idée que, dans le cas de la réforme économique allemande, il s'est agi d'un simple acte de libération consistant à couper les entraves pour ouvrir la voie à un processus naturel et spontané de guérison et de croissance. Naturellement, les choses ne se sont pas passées ainsi: l'histoire de la politique économique de l'Allemagne depuis 1948 a plutôt démontré qu'il en est de la liberté de l'économie comme de la liberté en général: selon le mot de Goethe, elle doit être conquise par un combat de tous les jours. Certes, l'acte de libération était la condition nécessaire de la guérison et de la croissance, mais non pas suffisante. L'exemple de l'économie allemande de marché montre que cette condition doit être gagnée et garantie par un effort incessant, une lutte contre des tentations et des dangers toujours nouveaux et un accomplissement toujours renouvelé de tâches constamment différentes. Son histoire en Allemagne de 1948 à nos jours a été un combat continu pour résoudre des problèmes anciens et tenaces ou d'autres nouveaux et constamment différents. Tantôt il s'agit du commerce extérieur, tantôt du marché des capitaux, tantôt des finances publiques, tantôt des tensions sociales, tantôt de l'agriculture et tantôt des transports. Sur le champ de bataille de la démocratie et sous le feu de

la démagogie sociale, l'élimination s'est montrée difficile, ici comme partout, des mines que le collectivisme a laissées dans l'économie de marché (par exemple le contrôle des loyers).

C'est sur tous ces fronts et aussi sur d'autres encore, que la politique économique en Allemagne a combattu jusqu'à présent, à vrai dire avec des fortunes diverses. Parfois des bévues ont été commises, dont il n'est guère possible de corriger les effets. On obtint aussi des succès brillants, comme ce fut le cas pour la normalisation et l'essor du commerce extérieur et pour l'heureuse stabilisation de la monnaie. Entre ces extrêmes, se situent des résultats moyens, plus ou moins satisfaisants, les demi-succès, les trois quarts de succès ou bien (comme dans le cas de l'agriculture et des finances publiques) les tentatives restées vaines jusqu'à maintenant pour résoudre des problèmes permanents. Le plus grave, c'est qu'en dépit de tous les progrès et des résultats considérables en matière d'investissements, la pauvreté en capitaux pèse lourdement sur l'économie allemande de marché. Cette situation s'est encore aggravée du fait que les efforts pour créer un marché de capitaux réellement libre et capable de fonctionner ont donné jusqu'à tout récemment des résultats insuffisants. C'est dans ce domaine que l'économie allemande de marché avait sans doute essuyé sa défaite la plus flagrante, plus par mépris de ses principes que par leur mise en application. Quoiqu'il en soit, de ce côté, un grave danger la menace toujours. La situation n'est pas différente en Autriche. Bien plus, on peut dire qu'au centre des préoccupations universelles se pose la question de savoir comment on pourrait assurer un afflux suffisant de capitaux pour rendre possible à l'avenir un développement économique continu du monde libre. Cet afflux de capitaux devrait prendre sa source dans une épargne réelle et non pas dans l'inflation et les taxations, et seulement pour une part réduite dans les bénéfices des entreprises (autofinancement).

Si nous nous tournons de nouveau vers la situation générale de l'économie de marché dans sa lutte contre le

collectivisme, en prenant l'exemple si instructif de l'Allemagne, il reste tout de même très douteux que la nature de l'économie de marché, ses conditions et ses modalités soient vraiment comprises par tout le monde, malgré les enseignements de l'expérience et les efforts pédagogiques des économistes. Comment expliquer en effet qu'on ait pu encore aujourd'hui en venir sérieusement à l'idée de réagir contre les hausses inflationnistes par un système de prix imposés et un appareil de contrôles, comme si on avait oublié toutes ces décennies d'inflation refoulée ? C'est ainsi que les essais de planification – tantôt ici, tantôt là, tantôt sous un nom, tantôt sous un autre – ont encore beau jeu.

La tentation subsiste d'avoir recours à une réglementation autoritaire pour résoudre un problème quelconque. En Europe, cet état d'esprit se manifeste de façon particulièrement absurde : on attend qu'une autorité supranationale agissant à l'échelon international résolve les problèmes restés sans solution à l'échelon national. Ainsi, sous le couvert de l'économie de marché, on encourage une évolution vers la sclérose bureaucratique et la toute-puissance de l'État. Il reste la tendance qui consiste à confier à l'État des tâches toujours nouvelles au nom de la sécurité économique-sociale, et par conséquent à imposer des dépenses toujours nouvelles au contribuable.

On perd ainsi l'espoir d'arriver à diminuer le poids écrasant des impôts pour les rendre supportables, car leur pression est à la longue incompatible avec une économie et une société libres et équilibrées. Quand, comme c'est aujourd'hui de plus en plus le cas, l'État absorbe de 30 à 40 % du revenu national en impôts, l'économie de marché se décompose et se trouve finalement paralysée, tandis que les forces exerçant une pression inflationniste se font sentir davantage. Sous la surcharge fiscale, l'économie de marché et toutes les réactions nécessaires à sa bonne marche ne fonctionnent plus dans les conditions prévues par la théorie et exigées par l'ordre économique. Les décisions prises dans les ménages et les entreprises déforment

l'ensemble du processus économique, lorsqu'elles dépendent de l'administration des finances plus que du marché. En même temps il en résulte un engourdissement des activités à tous les échelons et dans tous les domaines. Par un système d'impôts devenu extrêmement compliqué et obscur, et en même temps décisif pour le destin économique de l'individu et des entreprises, l'État a mis sur pied un dirigisme aussi discret et sournois qu'efficace, pour troubler l'économie de marché et la sélection des entreprises; l'épargne est maintenue au-dessous du niveau nécessaire au financement des investissements alimentant la croissance économique sans expansion inflationniste des crédits. En même temps l'intérêt perd toute son efficacité, indispensable dans l'économie de marché, parce que, en tant que facteur de dépense, il est refoulé de plus en plus par le poids des impôts. Ainsi on provoque la déroute sur le marché des capitaux et en même temps on accentue de façon inquiétante les tendances inflationnistes de notre époque. La politique fiscale de type ancien se transforme, en un *socialisme fiscal* qui aboutit à une « socialisation » des revenus dans une proportion croissante. Ainsi il apparaît, hélas toujours plus clairement, qu'une telle hypertrophie du budget de l'État, allant de pair avec un changement de ses objectifs dans un sens tout à fait socialiste, non seulement devient une des sources d'une constante pression inflationniste, mais qu'à la longue elle ne peut plus se concilier avec le système de l'économie de marché¹².

12. Socialisme fiscal : c'est surtout Colin Clark (d'abord dans son essai « Public Finance and Changes in the Value of Money », *Economic Journal*, décembre 1945) qui a expliqué que si la part du fisc (c'est-à-dire la part du revenu national réclamé par le budget de l'État) dépasse à peu près le quart du revenu national, cela produit nécessairement à la longue des effets inflationnistes. On peut discuter sur le pourcentage critique (cf. à ce sujet la discussion dans la *Review of Economics and Statistics*, août 1952), mais la tendance elle-même semble claire. G. Schmolders a apporté une contribution importante sur cette question : « Steuersystem und Wettbewerbsordnung », *Ordo-Jahrbuch für die Ordnung von Wirtschaft und Gesellschaft*, 1950.

Sous la pression exercée par les gouvernements, aiguillonnés par les bénéficiaires de cet état de choses, cette évolution s'accroît considérablement dans la plupart des pays, même dans un pays comme l'Allemagne, modèle de l'économie de marché : les entreprises d'État augmentent de plus en plus. Ainsi se créent de véritables bastions du pouvoir et du monopole d'État. En même temps on voit subsister le ressentiment social, la méfiance haineuse et économiquement déraisonnable à l'égard de tout ce qui rappelle le capital et l'entrepreneur. On s'obstine à méconnaître les tâches des entrepreneurs et les conditions indispensables à l'exercice de leurs fonctions, essentielles pour l'économie de marché. L'économie libre n'est pas séparable du libre entrepreneur et du commerçant, de même qu'elle ne se conçoit pas sans prix et sans marchés libres. Nous ne pouvons donc pas défendre l'économie libre contre les courants collectivistes de notre époque, toujours puissants, si nous n'avons pas en même temps le courage de protéger ces piliers de l'économie libérale, pour assurer leur protection contre la vague de méfiance et de ressentiment à laquelle ils sont exposés – dans le Vieux Monde plus que dans le Nouveau.

Nous pouvons le faire avec d'autant plus de sûreté et d'efficacité si les entrepreneurs eux-mêmes se déclarent partisans de cette libre concurrence, qui fait d'eux des serveurs du marché, leur succès personnel étant alors fonction des services qu'ils rendent à l'ensemble. Sinon, ils nous attaquent eux-mêmes par derrière. Mais la tâche de garantir cette libre concurrence et d'entraver la concentration du pouvoir économique est extrêmement ardue. Dans l'éventualité la plus favorable, on ne pourra la mener à bien sans des compromissions et des concessions, surtout qu'en même temps on doit se soucier de protéger la concurrence des déformations de toutes sortes, et veiller qu'elle soit menée loyalement. En effet il faut qu'on ne puisse accéder à la réussite en affaires que par la porte étroite des meilleurs services rendus aux consommateurs, et que restent donc interdites toutes les portes dérobées

d'une concurrence déloyale qui perturbe le marché. Les hommes d'affaires ne les connaissent que trop bien. En fait, cette tâche n'a trouvé jusqu'à présent dans aucun pays de solution, même à peu près satisfaisante. Dans le meilleur des cas, on se débat contre elle, comme aux États-Unis et en Allemagne, et dans le pire des cas on ne s'en soucie pas du tout.

Quoiqu'il en soit, on peut enregistrer des progrès dans la solution de ce problème consistant à assurer une libre concurrence entre producteurs et à la protéger contre les superpuissances économiques. Cela nous laisse espérer qu'on finira par en venir à bout. Par contre un monopole demeure tout à fait intact et risque même de devenir plus fort et plus menaçant. Surgi de causes très profondes, il s'est affirmé, avec une rapidité inquiétante, comme un bastion des plus forts et des plus dangereux parmi les puissances économique-sociales. Nous avons nommé cette concentration de l'offre sur le marché du travail que réalisent les centrales syndicales qui, surtout aux États-Unis, utilisent toutes les armes des monopoles sans même reculer devant le chantage ouvert... Ce monopole est plus dangereux que tous les autres, parce que ses effets se font sentir partout; le plus néfaste de ces effets, il faut le souligner, c'est la pression inflationniste de notre époque. C'est d'autant plus grave que peu de gens lui reconnaissent cette nature et même ceux-là, s'ils ne sont pas libres et indépendants ou bien s'ils manquent de courage pour assumer les conséquences d'une prise de position franche en faveur de la vérité, se gardent bien de dire ce qu'ils savent. Mais comme la fatalité de l'évolution moderne veut que le nombre diminue de plus en plus de ceux qui sont assez libres et assez indépendants pour que leur courage ne signifie pas suicide, on peut imaginer quelles sont les chances de résoudre un problème dont on ne parle même plus franchement¹³.

13. Puissance des syndicats : Henry C. Simons, « Reflections on Syndicalism » (*Journal of Political Economy*, mars 1954, réimprimé dans *Economic*

Tous ces dangers sont commandés par un problème qui domine tout et auquel nous nous heurtons presque toujours lorsque nous réfléchissons au destin des nations industrielles fondées sur la liberté économique, destin qu'elles abordent avec une insouciance effrayante, voire avec une véritable fierté pour ce que l'on prend pour un progrès. C'est le problème de la concentration croissante. Sur tous les plans, le terme étant pris dans son acception la plus large : concentration du pouvoir de l'État et de l'administration, des forces sociales et économiques, paraétatiques ou subordonnées à l'État, concentration des décisions et des responsabilités qui deviennent par conséquent de plus en plus anonymes, ou insaisissables et inquiétantes ; concentration des hommes dans des organisations, dans de grandes villes et des centres économiques ; concentration des entreprises et des usines. Si nous voulons tout réduire à un dénominateur commun, la concentration demeure la maladie spécifique de notre époque, le collectivisme et le totalitarisme apparaissant comme la forme exacerbée, mortelle de cette maladie.

Nous savons tout ce qu'implique ce processus de la concentration croissante pour une société saine, heureuse et bien ordonnée. Il signifie surtout destruction de la classe moyenne véritable, c'est-à-dire de cette classe d'individus indépendants, responsables, disposant d'une propriété et d'un revenu modestes ou moyens, possédant les vertus civiques sans lesquelles ne peut subsister, à la longue, une société libre et équilibrée. Ce qui reflète cette destruction, c'est l'augmentation continue du nombre d'individus dépendants, des bénéficiaires de salaires et de traitements ayant pour concept économique central les

Policy for a Free Society, Chicago, 1948) ; Fritz Machlup, « Monopolistic Wage Determination as a Part of the General Problem of Monopoly », *Wage Determination and the Economics of Liberalism* (Washington D.C., Chamber of Commerce of the United States, 1947) ; Götz Briefs, *Zwischen Kapitalismus und Syndikalismus*, Berne, 1952 ; Hans Willgerodt, « Die Krisis der sozialer Sicherheit und das Lohnproblem », *Ordo-Jahrbuch*, 1955. Pour le reste, je renvoie aux chapitres IV et V.

retrées d'argent et non pas la propriété, des ouvriers et des employés qui se réduisent de plus en plus à un type humain unique et donnent naissance à la société moderne des employés. C'est la multiplication des millions de gens qui peuplent les bureaux et les ateliers des grandes entreprises. Il est possible que dans beaucoup de cas la grande entreprise l'emporte par sa technique et son organisation, bien que sa supériorité soit perpétuellement surestimée et que souvent sa force vienne simplement de l'appui artificiel et même peut-être involontaire que lui prête la politique économique et fiscale des gouvernements. Mais si l'homme et la société déterminée par lui n'y trouvent pas leur compte, nous commettons une grossière erreur de calcul, dont peuvent surgir les plus graves dangers pour une société et une économie libres.

En tout cas, il saute aux yeux que la voracité destructrice de l'État et la concentration de son pouvoir menacent la liberté et l'ordre économique et social, en raison du trop grand poids de sa gestion. Qui peut s'illusionner sur l'importance du fait que l'État moderne vise de plus en plus, avec un zèle tout particulier avant les élections, à distribuer de tous côtés, tantôt en faveur de ce groupe-ci, tantôt en faveur de ce groupe-là, la sécurité, le bien-être et l'assistance? Ne sait-on pas ce qui arrive lorsque les gens de toutes les classes sociales, sans excepter les entrepreneurs, prennent l'habitude de voir dans l'État une sorte de providence terrestre? N'est-ce pas justement ce rôle qui augmente démesurément la puissance de l'État même en deçà du Rideau de fer? L'État ne répond-il pas toujours mieux à la définition malicieuse que Frédéric Bastiat en a donnée il y a un siècle, lorsqu'il parlait de la « grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde »?

Cet État, qui prend des proportions colossales, qui joint des impôts accablants à des dépenses énormes, est en même temps le responsable principal de l'inflation, qui se révèle de plus en plus un mal chronique de notre époque. Cette inflation va réellement continuer son œuvre

destructrice aussi longtemps que l'État ne réduira pas sensiblement son champ d'action et que ne seront pas profondément révisés certains idéaux populaires relatifs à la politique économique-sociale moderne : « plein emploi à tout prix », État-Providence, puissance des syndicats au service d'une augmentation inflationniste des salaires et autres idées semblables. Peut-on espérer un tel revirement dans une « société d'employés », dans une démocratie de masses emportée par le phénomène de la concentration ?

Il est évident que la réalité actuelle de l'économie de marché, même en Allemagne, en Suisse et aux États-Unis, est loin de la perfection supposée par la théorie. À la vérité nous avons à faire à un système mitigé dont il est parfois difficile de discerner le noyau formé par l'économie de marché, à une cacophonie où on ne distingue pas toujours très nettement la liberté économique comme note dominante. Si l'économie de marché garde encore son rendement en dépit d'empiètements de toutes sortes, et qui dépassent la mesure d'une façon autrefois inconcevable, cela ne prouve pas que de telles déformations et hypothèques soient inoffensives ou même utiles, mais seulement que l'économie de marché est d'une robustesse étonnante dont, semble-t-il, il est difficile de venir à bout.

D'autre part, il est indubitable qu'il existe un point critique où les symptômes de surcharge d'une telle économie de marché deviennent vraiment inquiétants. Par là, nous touchons à un problème qui n'a pas encore été traité à fond comme il le mériterait. Mais les interventions abusives de l'État, qui détournent l'économie de marché du chemin que lui assignent la concurrence et le mécanisme des prix, l'accumulation des interdictions et des ordonnances arbitraires, la diminution des stimulants économiques, les entraves de plus en plus nombreuses aux libertés élémentaires de l'économie, tout cela provoque nécessairement de fausses manœuvres, des congestions, des diminutions de rendement et des déséquilibres de toutes sortes. D'abord on élimine les inconvénients sans trop de difficultés, puis ils finissent par devenir une véritable calamité à mesure

que les interventions augmentent. Le pire, c'est que l'on fait passer les perturbations provoquées par ces interventions pour une preuve de l'insuffisance de l'économie de marché elle-même, et on en tire ainsi autant de prétextes pour de nouvelles interventions encore plus déterminantes. Il faut du reste une perspicacité assez peu commune pour reconnaître que c'est l'intervention en question qui est fautive. La réglementation en matière de logement, tous les initiés le savent, dépasse tout en injustice et en déraison économique; sans apporter aucun remède, elle pèse en outre sur le marché des capitaux. Et c'est, justement dans les pays modèles de l'économie de marché, un exemple particulièrement frappant et déprimant de ce que nous venons de dire plus haut.

En passant en revue les dangers qui menacent aujourd'hui de tous côtés l'économie de marché, nous avons vu que sa situation n'est pas aussi bonne que son succès pourrait nous le faire croire. Nos soucis ne proviennent pas des éventuels défauts de l'économie de marché; au contraire, les raisons pour lesquelles nous prenons parti pour elle sont aussi fortes que jamais. Justement, sachant combien de choses dépendent de la nécessité de la conserver, de la protéger et de la faire progresser en face des dangers du collectivisme, nous craignons pour elle, parce que le milieu social et les conditions politiques dont dépend sa réussite lui sont dans l'ensemble très défavorables et promettent plutôt de lui nuire encore davantage si nous ne restons pas vigilants et n'agissons pas. Économie de marché, mécanisme des prix et concurrence, d'accord; mais cela ne suffit pas. Ils peuvent être liés aussi bien à une structure saine qu'à une structure morbide de la société. Que l'une ou l'autre de ces deux éventualités soient données décidera en définitive non seulement de la proportion moyenne de bonheur, de bien-être et de liberté, mais aussi du destin de l'économie de marché. L'économie de marché d'une société atomisée, nivelée, prolétarisée et en proie à la concentration est autre chose que l'économie de marché d'une société où la propriété est largement distribuée;

d'une société d'hommes dont l'existence est bien ancrée, et de véritables communautés, qui, en commençant par la famille, donnent à l'individu une tenue morale; d'une société munie de contrepoids contre la concurrence et le mécanisme des prix, formée par des individus enracinés et dont l'existence garde les attaches naturelles de la vie; d'une société pourvue d'une large ceinture de classes moyennes indépendantes; d'une société qui maintient des proportions saines entre la ville et la campagne, l'industrie et l'agriculture, constituée enfin par bien d'autres facteurs qu'il faudrait nommer si nous voulions décrire « l'ordre naturel ».

En d'autres termes: le destin de l'économie de marché et de son mécanisme de l'offre et de la demande se décide en définitive au-delà de l'offre et de la demande.

CHAPITRE II

LA SOCIÉTÉ DE MASSE MODERNE

Il y a bientôt vingt ans que l'auteur de ce livre a tenté pour la première fois de décrire, en utilisant le mot clé de « massification », la nature de la société de masse moderne. Il a essayé de montrer les dangers terribles qui menacent notre culture dans tous les domaines, surtout économique et social, au milieu d'un monde qui malgré toutes les catastrophes trouve toujours sa consolation dans le progrès matériel, voire qui en est complètement obnubilé. Dangers imminents, de plus en plus visibles, en apparence toujours plus inévitables. Depuis, tant d'événements se sont produits que l'on doit prendre un nouvel élan, peut-être encore plus désespéré, en tout cas se fixer d'autres objectifs pour s'adapter aux événements. Pendant que la discussion sur ce sujet a pris les proportions d'un fleuve immense qu'on ne peut plus embrasser du regard, les traits de la société moderne de masse se sont accusés de plus en plus. Dans l'ensemble, en dépit de certains processus qui font contrepoids, de certaines consolidations et compensations, ses périls sont devenus plus alarmants que jamais¹.

1. Littérature récente sur le thème de la société de masse :

Henri de Man, *Vermassung und Kulturverfall*, Munich, 1952 ; Robert Nisbet, *The Quest for Community*, New York, 1959 ; David Riesman,

Cela nous facilite la tâche dans une mesure appréciable puisque nous pouvons supposer le lecteur déjà familiarisé pour l'essentiel avec la nature et les problèmes de la société de masse et avec le processus de « massification » qui y mène. Au lieu de répéter ce que l'on a déjà dit et ce que l'on a déjà compris depuis longtemps, je puis me consacrer, en tirant parti de cette familiarité avec le sujet, à la tâche agréable de dire ce qui me semble essentiel aujourd'hui, sans me préoccuper de donner un tableau achevé et complet. Mes lecteurs suppléeront d'eux-mêmes les lacunes inévitables de ce tableau avec leurs connaissances et leurs expériences propres.

Ici une difficulté surgit déjà. Ceux-là mêmes qui croient avoir établi dès le début le diagnostic de la « massification » et de la société moderne de masse et s'être émus dès le commencement de ces phénomènes (un des premiers et des plus méritants de ces pionniers, Ortega y Gasset, nous a quittés à un âge avancé) ; ceux-là mêmes, plus ou moins résignés, seront aujourd'hui portés à remarquer qu'ici encore s'est produit ce qui a été souvent le destin des découvertes de l'esprit. C'est ce destin qui permet d'étudier une des lois de la société de masse : ce qui était autrefois vivant et plein de sens pour l'esprit devient monnaie courante qui circule de main en main en y perdant de plus en plus son caractère propre.

Plus on parle, depuis quinze ans, de « massification » et plus l'idée que ce terme doit exprimer s'est, dans une certaine mesure, estompée et diluée. D'autre part on exagère souvent en ne voyant presque partout que « masse » et « massification ». Parfois, on n'est pas très loin de faire de ce mot, avec beaucoup de suffisance et de fatuité (comme si « l'homme de masse », c'était toujours l'autre) la simple expression d'un vague malaise ou même d'une volonté

Nathan Glazer, Reuel Denney, *The Lonely Crowd*, New Haven, 1950 ; Hans Freyer, *Theorie des gegenwärtigen Zeitalters*, Stuttgart, 1955 ; Russell Kirk, *A Program for Conservatives*, Chicago, 1964 ; *Masse und Demokratie*, édité par A. Hunold, Erlenbach-Zürich, 1957.

franchement réactionnaire de prendre des distances à l'égard de tout ce qui s'appelle « peuple ». C'est justement le succès d'un nouveau mot clé qui lui est souvent fatal en politique. En effet, à la longue, on ne peut pas l'entendre prononcer de tous côtés, sans le sentir finalement usé ; peu à peu on s'en fatigue, pour ensuite le critiquer et le rejeter avec dégoût. Voilà l'explication la plus bienveillante du fait que, récemment, certains ont affecté de prendre tout ce bruit fait autour de la « masse » et de la « massification » pour une sorte de fausse alerte. Ils prétendent même sérieusement n'apercevoir dans ce processus de désagrégation de la société qu'un stade nouveau, nullement pathologique, de l'évolution de la civilisation. À les croire, tout serait pour le mieux, et l'avènement d'une société paradisiaque serait même imminent ; une société qui chercherait son bonheur et le trouverait dans les loisirs, les miracles techniques et dans les déplacements rapides.

Certains gens se débarrassent allègrement de ce lourd souci qu'est la « massification » et la société de masse, en le qualifiant de bavardage d'intellectuels. Ils parlent sans rougir d'un « nouveau style culturel » de notre époque, où l'on consomme une quantité toujours croissante de ces objets qu'il est devenu habituel de prendre pour critiques du niveau de vie. Nous nous contenterons de dire qu'ils se conduisent comme les étudiants dans la cave d'Auerbach :

*Nous voilà cannibalement à l'aise
Tout comme cinq cents cochons !*

Mais un peu plus loin Méphisto leur réplique :

*Ces braves petits ne soupçonnent jamais le Diable,
Même quand il les tient au collet.*

Ce que ces enfants du siècle trop satisfaits devraient comprendre, c'est tout simplement qu'en considérant ce problème de la société moderne de masse comme une invention d'intellectuels perdus dans les nuages, on s'interdit une véritable connaissance de notre époque, centrée

sur ce problème. C'est le problème décisif pour l'avenir moral, spirituel, politique et économique-social du monde dans lequel nous sommes nés. Celui qui le nie devrait réfléchir qu'en voulant ignorer et minimiser ce problème de la masse, il tombe d'accord avec les communistes et apporte une nouvelle preuve de l'étroite parenté entre le communisme et une certaine pensée occidentale. « Masse », pour donner seulement l'exemple du dictionnaire communiste *Lexikon A-Z in einem Band* (Leipzig, 1955), signifie simplement « la masse des travailleurs dans sa totalité » ; et Ortega y Gasset est un « philosophe individualiste et extrêmement réactionnaire ».

Toute appréciation de la société de masse moderne (c'est le moins qu'il faille répondre à ceux qui prétendent nous farder la vérité et nous tranquilliser) doit partir de la constatation qu'elle est, peut-être pas dans tous ses éléments, mais sûrement dans son caractère dominant et dans ses fondements, un phénomène pour lequel nous manquent tout critère historique et toute préparation fondée sur l'expérience des époques antérieures. Cette société est un des éléments essentiels du changement qui s'est produit depuis cinquante ans dans la manière d'être et de penser des hommes, qui différencie radicalement notre époque de toutes les précédentes. Cette révolution s'est produite du vivant de nos contemporains les plus âgés (l'auteur en fait partie). La naissance et l'extension de la société de masse, le triomphe de la technique, des agglomérations urbaines et de l'industrie, la marée humaine toujours croissante en sont les caractéristiques essentielles.

1. Masse et marée humaine

Chacun apporte sa propre expérience pour comprendre notre problème. Lorsque nous entendons parler de la société de masse, nous sommes d'abord frappés par la « massiveté » extérieure de l'existence, telle que nous la vivons journellement, dans une mesure toujours croissante,

semble-t-il : pure et oppressante quantité qui nous entoure en tout lieu, des hommes en masse partout, et tous plus ou moins pareils au bien devenus semblables dans leur aspect extérieur et dans leurs réactions ; partout des choses faites par l'homme en masse ; partout les vestiges de la masse ; partout ses organisations et ses revendications. La simple maîtrise de ces masses nous oblige déjà à accomplir un effort continu d'adaptation, à réagir selon des modes conscients et appris, et à nous conformer à une discipline presque militaire. Dans les villes géantes des États-Unis, on estime déjà nécessaire de dresser les enfants des écoles au *social adjustment*, c'est-à-dire à l'art de faire patiemment la queue, de plier son journal dans le métro sans gêner les autres usagers, et à toutes sortes de gestes semblables de notre civilisation, au lieu d'utiliser pour des choses plus importantes le temps passé en classe. Même pour l'Europe, il ne serait pas sans intérêt d'évaluer combien d'heures précieuses d'histoire ou d'autres matières importantes pour leur culture, les élèves perdent à apprendre le code de la route.

Il est de plus en plus difficile d'échapper à cette massivité de la vie et à cette marée humaine en se réfugiant dans la solitude. À New York, une sortie dominicale peut se passer de la façon suivante : on suit d'abord en voiture une queue interminable entre d'autres colonnes interminables de voitures, sur des routes strictement prescrites ; ensuite, on gare sa voiture à l'orée d'un bois, dans un endroit également prescrit, après avoir payé une taxe ; on s'installe, au milieu de milliers d'autres personnes, dans un petit coin encore libre, on fait quelques pas et on rentre enfin, comme on était venu, au quinzième étage de son appartement new-yorkais, ayant ainsi repris des forces pour le lendemain où, après un voyage en métro, on se remettra au travail au cinquantième étage d'un immeuble commercial. À moins que l'on ne se sente encore assez alerte pour passer la soirée au Centre Rockefeller avec des dizaines de milliers d'autres humains, à admirer quelque « cocktail de films », après s'être bousculé dans une longue

queue devant les étalages d'une « cafeteria » pour avaler les calories et vitamines indispensables.

Mais si l'habitant d'une grande ville américaine cherche à fuir les immeubles géants de la City pour aller vivre en banlieue, il tombe de Charybde en Scylla. En effet, en ce qui concerne la collectivité et la massivité de l'existence, « *Suburbia* », comme on appelle outre-Atlantique ces lotissements pour la masse, présente un charme spécial. Vivre en troupeau, c'est le prix dont on paye aussi la maisonnette entourée de quelques mètres carrés de pelouse, et ce prix est même plus élevé pour un appartement en plein centre. Pas question d'un foyer qui serait « *my castle* », Espionner le voisin, c'est ici la règle quotidienne. Le troupeau humain installé dans cet endroit étouffe tout élan individuel, toute vie intérieure. Tout est centralisé et dans la cité de Long Island où j'ai habité, même la température du chauffage central (toujours excessive selon l'habitude américaine) était réglée par une seule centrale, pour les dizaines de milliers de gens entassés là. « Posséder des objets en propre, nous dit un sociologue américain dans un essai intitulé *Individualism in Suburbia (Confluence, septembre 1954)*, est mal vu ; les livres, les couverts en argent et les services à thé passent sans arrêt d'une famille à l'autre, et les enfants s'estiment autorisés à utiliser sans façon les bicyclettes et les jouets des autres. » La pression sociale oblige tout le monde à « être de la partie », et à apporter sa contribution à la vie collective en laissant de côté ses inclinations personnelles, sous peine d'être exclu de la communauté comme un rabat-joie. Les cours communs sur le *Family Group Living* deviennent plus importants qu'une vie familiale libre et naturelle. Pourtant, une vie communautaire naturelle ne peut s'épanouir, ne serait-ce qu'en raison d'un incessant va-et-vient.

On sait combien l'Europe s'est déjà rapprochée de l'Amérique dans tous ces domaines ; il n'y a guère d'espoir qu'elle échappe elle-même à cet enfer de la masse. Chez nous aussi les files de voitures deviennent de plus en plus denses et les queues devant les téléskis s'allongent

toujours plus. Chez nous aussi, les monceaux de pierre des métropoles s'élèvent toujours plus haut et s'étendent toujours plus loin, et même les sommets des montagnes, destinés par la Providence, semblait-il, à être les derniers refuges de la solitude, sont inclus dans notre civilisation de masse par l'emploi des télésièges. Chez nous aussi, les excavateurs du monde du béton et de l'acier continuent leur travail de rongeurs.

Au fur et à mesure que nous devenons des particules passives de la masse, des molécules sociales, la vie perd toute poésie et toute dignité, et par là tout son sel et tout son contenu humain. Même les grands drames de l'existence, naissance, maladie et mort, se jouent presque toujours dans le cadre d'une collectivité dirigée, dans les usines médicales que sont les hôpitaux, où les ajusteurs de la santé et les ingénieurs du corps s'occupent de nous en se divisant le travail. Les hommes habitent de plus en plus des logements conçus pour les masses, verticalement superposés et horizontalement juxtaposés à l'infini. Un homme d'esprit les a appelés irrespectueusement des « anthropothèques ». Nos contemporains travaillent dans des ateliers et des chantiers énormes où ils sont soumis à une organisation hiérarchisée ; ils passent leurs jours fériés et leurs vacances au milieu de la foule ; ils remplissent en masse les universités, les salles de conférence et les laboratoires, lisent des revues et des livres tirés à des millions d'exemplaires, dont le niveau correspond ordinairement à ce tirage massif. Ils doivent supporter partout les mêmes affiches publicitaires et subir par milliers les mêmes programmes de cinéma, de radio et de télévision ; ils sont pris en mains par une quelconque organisation de masse ; spectateurs surexcités, ils se portent par milliers vers les mêmes stades, tandis que les églises deviennent presque des asiles de solitude. Dans les grandes villes que nous habitons (et le nombre des citadins va toujours croissant) et en voyage, nous pouvons de moins en moins fuir cette foule qui déborde tout et nous entraîne en nous rabaisant au rang des bêtes de troupeau. Il devient toujours

plus difficile d'échapper aux appareils qui canalisent ces marées humaines. Nous devenons nous-mêmes des éléments de cette pâte humaine. Qui de nous n'aperçoit pas l'importance de cette évolution pour l'existence morale et spirituelle de notre temps et pour l'état de santé de la société dans son ensemble ?

Et qui peut douter que cette surabondance humaine avec toutes ses conséquences a pour cause immédiate un phénomène d'une simplicité brutale : l'accroissement ininterrompu de la population, qui brise presque toutes les digues. Avant la dernière guerre mondiale, on avait misé sur le ralentissement et en définitive l'arrêt de cet accroissement, au moins dans les pays les plus avancés et par conséquent les plus menacés par la masse. Maintenant que pareille attitude a rencontré un démenti non équivoque dans l'évolution réelle des choses, la marée d'hommes continue à monter partout avec une rapidité inouïe. Personne n'ose plus considérer comme possible, encore moins comme probable, que la courbe des naissances s'aplatisse sensiblement. La population du monde entier augmente de nos jours vraisemblablement de 1,5 % par an, ce qui signifie qu'elle double tous les cinquante ans. Cet afflux est particulièrement saisissant dans les océans humains d'Asie, qui ont déjà fait le plein de leur capacité, au Japon, aux Indes, en Birmanie, ainsi qu'en Égypte, cette grande oasis entourée de tous côtés par le désert et par la mer, et dès maintenant habitée et exploitée au maximum ; ce dernier exemple montre clairement et de façon bouleversante ce qu'est la surpopulation au sens propre du terme. Mais la nouveauté qui nous inquiète, c'est que même dans les vieux pays industriels d'Europe et aux États-Unis, l'accroissement de la population a pris et semble vouloir conserver un rythme plus rapide, malgré toutes les prévisions d'une « grève des naissances ».

Non moins inquiétant que cet accroissement de la population est l'aveuglement avec lequel on nie ou on ignore tout simplement ses dangers. Jules Romains la considère avec raison comme le « problème numéro un »

dans le livre qui porte justement ce titre, mais le nombre de ceux qui comprennent une telle appréciation, à plus forte raison qui la partagent, est infiniment petit. Ce serait une étude psychologique utile et intéressante que d'expliquer et de rendre à peu près compréhensible ce *delirium mundi pullulantis* avec son « optimisme pervers », comme l'aurait appelé Schopenhauer, avec son culte de la quantité, ses tabous et son mélange curieux de statistiques et de lyrisme du berceau. Il ne faudrait pas oublier à cet égard la part extraordinaire du nationalisme démographique (on se réjouit en général de l'augmentation de la population dans son pays, mais non à l'étranger). Malgré tout il conviendrait de noter ici une différence entre l'Occident et certains pays asiatiques littéralement submergés par le flux humain. Tandis que dans un pays comme le Japon, l'opinion publique favorise aujourd'hui sans équivoque, sous la pression de la situation, un ajustement de la natalité à la mortalité, et que la même attitude apparaît aux Indes, l'idée l'emporte toujours dans les pays industriels de l'Occident que le fait d'avoir beaucoup d'enfants est une vertu que l'on doit encourager en punissant par des impôts plus lourds les personnes qui s'abstiennent de procréer, et même qu'il s'agit ici d'une espèce d'obligation envers la collectivité, qui incombe à l'individu dans l'exercice de ses fonctions biologiques. Il faut souligner que cette idée, pour ainsi dire officielle dans certains pays, ne peut plus se réclamer d'une doctrine claire de l'Église catholique, conservatrice en cette matière pour des raisons respectables².

2. *Attitude de l'Église catholique face au problème de la population.*

Il est impossible de grouper les différents points de vue protestants, mais l'Église catholique, quant à elle, a généralement accepté avec optimisme et sympathie l'accroissement de la population, et pour le moins condamné une action tendant à modifier la fréquence des naissances. Mais on peut supposer qu'elle a toujours senti le dilemme entre cette position et les problèmes indéniables de l'accroissement démographique ; il apparaît que c'est aujourd'hui de plus en plus le cas. La preuve en est la position prise en 1954 par le père jésuite Stanislas de Lestapis, lors

Le monde actuel ne nous offre-t-il pas ainsi un spectacle unique en nous montrant les hommes occupés à accroître leur nombre au moyen de cette même technique qui, en diminuant la mortalité, permet cet accroissement, à préparer littéralement leur propre destruction ? S'il en est ainsi, on est en droit de supposer que l'optimisme avec lequel on envisage cet accroissement de population s'appuie sur des preuves convaincantes, d'autant plus que cet optimisme s'accompagne ordinairement d'une assurance qui confine souvent à l'arrogance, et parfois pleine d'un mépris non déguisé envers les pessimistes. Mais ces preuves ne sont ni convaincantes, ni même plausibles.

On nous dit que les progrès de l'agriculture et de la fertilisation de nouvelles terres promettent de suivre l'accroissement de la population pendant longtemps encore. Mais dès maintenant, de telles assurances s'exposent aux doutes les plus sérieux, surtout si l'on examine consciencieusement les conditions extrêmement importantes d'un équilibre entre le chiffre des populations et la puissance économique, c'est-à-dire l'approvisionnement en matières premières de l'industrie, les sources d'énergie, la répartition des eaux naturelles, déjà considérablement difficile, et les symptômes d'une exploitation rapace de la terre. Déjà aujourd'hui la situation d'un pays comme l'Inde est caractérisée par le fait que, étant donné l'augmentation continue de la population, tous les efforts pour élever un niveau de vie extrêmement bas rappellent le mythe de Sisyphe, à moins que l'on ne porte l'approvisionnement en capitaux à un niveau dépassant de beaucoup toutes

de la Conférence mondiale sur la population, en faveur d'une régulation des naissances, alors que, dès 1951, le Pape Pie XII avait admis que la fécondation soit évitée par le choix de périodes défavorables à la conception (*New York Times* du 10 septembre 1954).

On a réussi au Japon, par l'éducation et par la création de bureaux consultatifs, à abaisser le taux des naissances de 34 en 1947 à 20 en 1954. De grandes entreprises privées ont aussi vivement encouragé la limitation des naissances (Rev. W. A. Kaschmitter, « Japan's Population Problem », *Migration News*, 1956, I).

les possibilités. Et ici comme partout ailleurs, il est incontestable que même les investissements les plus considérables (comme le barrage d'Assouan, en Égypte, dont on a tant parlé) n'apportent qu'un répit, plus ou moins long, jusqu'à ce que la nouvelle marge, obtenue par des efforts toujours plus grands, soit comblée par de nouveaux millions d'hommes. Mais cette course toujours plus pénible entre la technique et l'accroissement démographique (qui d'ailleurs, en raison des dépenses de capitaux nécessaires, suppose une restriction toujours plus sévère de la consommation courante) ne peut se prolonger indéfiniment; c'est bien évident pour peu qu'on y réfléchisse un instant. Finalement, même l'optimiste le plus entêté doit capituler devant ce fait indéniable: l'augmentation de la population, unique dans l'histoire, qui s'est produite pendant quelques générations comme une explosion, doit s'arrêter; sinon, au rythme de croissance actuel, la population mondiale atteindra dans quelques siècles (en 2300 exactement) environ trois cents milliards. S'il faut s'arrêter un jour, pourquoi pas tout de suite? Pourquoi la terre devrait-elle d'abord se transformer en une fourmilière, au prix d'une dévastation complète de la nature et avec les risques énormes qu'elle comporte, l'homme devenant un monstreux « parasite de la terre » (Edward Hyams), au prix d'une civilisation véritablement infernale et d'une fuite toujours plus essoufflée devant l'inévitable? N'est-ce pas faire preuve d'un manque de responsabilité presque criminel envers les générations à venir, n'est-ce pas écarter lâchement une décision qu'il faudra bien prendre un jour³?

3. *Littérature récente sur le problème de la population.*

Robert C. Cook, *Human Fertility*, Londres, 1951; Harrison Brown, *The Challenge of Man's Future*, New York, 1954; Edward Hyams, *Soil and Civilization*, London, 1952; Frank L. McDougall, *Food and Population*, International Conciliation, décembre 1952; Henry H. Villard, « Some Notes on Population and Living Levels », *The Review of Economics and Statistics*, mai 1955.

Voici l'image qu'il faut donner de la situation mondiale dans son ensemble. Certes en Occident, où les populations augmentent continuellement, en même temps que monte toujours plus haut la vague du développement économique et du bien-être des masses, les nations industrielles s'illusionneraient en croyant pouvoir à la longue rester en dehors de ces perspectives mondiales. Mais il est bien évident qu'elles se trouvent dans une situation particulière. Il semble qu'ici, grâce à une industrialisation toujours plus intensive, à laquelle l'énergie atomique et l'automatisation créent des possibilités nouvelles et imprévisibles, la formule soit trouvée qui permet de concilier l'augmentation continue de la population et l'élévation constante du niveau de vie. Des théories particulièrement audacieuses veulent même nous faire croire que c'est justement cette augmentation de la population qui, par le détour d'une demande massive et d'une production de masse, donne le premier élan véritable au dynamisme économique des pays industriels.

N'examinons pas pour le moment la question de savoir dans quelle mesure cette formule rend les services attendus, même à brève échéance.

Il faut se demander de façon beaucoup plus précise et plus radicale si l'augmentation du niveau moyen suit régulièrement la croissance continue de la population. À beaucoup d'égards nous sommes plus riches, mais à certains autres sensiblement plus pauvres que la génération précédente⁴. Même si tout cela était moins douteux

Les amateurs de détails historiques et anecdotiques liront avec intérêt ce que Wilhelm Grimm écrivait dans une lettre de 1823 : « S'il me plaît d'être à Berlin pour une courte période, j'éprouve pourtant de l'horreur à y vivre, et de façon générale à habiter une grande ville. Un fonctionnaire de rencontre me raconta l'année dernière qu'au cours de l'été il n'était pas venu trois fois devant sa porte pour voir la verdure. » (Wilhelm Grimm à Savigny, lettre du 9 septembre 1823, *Briefe der Gebrüder Grimm an Savigny*, Berlin-Bielefeld, 1953, p. 331). Jacob Grimm, dans une lettre du 5 novembre 1817, ne s'était pas exprimé autrement sur Hambourg.

4. Qu'on médite à ce sujet le livre de Jules Romains, *Le Problème numéro un*, Paris, 1947, p. 71-85. Plus loin, dans le chapitre consacré à l'inflation actuelle, nous serons amenés à faire des considérations analogues.

que ça ne l'est en fait, nous ferions preuve d'insouciance en fermant les yeux sur le prix extraordinaire et toujours plus élevé que réclame la formule des pays industriels de l'Occident: vulnérabilité croissante, instabilité, insécurité et manque d'indépendance du système économique de ces pays, entraîné dans une course de plus en plus rapide.

Ce système économique, avec le système social qui l'enserme et le maintient, ressemble de plus en plus à une pyramide renversée. C'est une œuvre humaine plus artistique que tout ce que l'on peut imaginer, mais d'autant plus artificielle, plus compliquée et plus vulnérable, dans son ensemble, à une défectuosité qu'un système plus simple, donc plus robuste, supporterait sans dommage. Les mêmes masses d'hommes dont le bien-être, voire l'existence, dépend de la marche régulière de cette monstrueuse machine sociale, nous semblent, par leurs passions, leurs revendications, leurs opinions collectives, nous offrir de moins en moins la garantie que les conditions d'ordre, de sécurité et de lucidité (sans lesquelles même les plus importants progrès techniques et administratifs resteraient vains) sont assurées avec une certaine régularité. Les véritables fondements de notre civilisation, sur laquelle nous comptons pour améliorer l'approvisionnement d'une population en augmentation constante, sont plutôt amollis que raffermis par cette société de masse à laquelle cette civilisation conduit, en même temps qu'elle assure l'accroissement de la population. L'appareil d'approvisionnement des masses de l'Occident, avec tous ses impondérables, est-il même conciliable à la longue avec une évolution manifestement irrésistible, qui fait des salariés et des employés la majorité écrasante de la population? Si nous obtenons leur bonne humeur en cédant continuellement à des revendications économiquement déraisonnables et en développant toujours plus un État-Providence qui sape toute responsabilité, toute stimulation à un meilleur rendement et toute initiative, et si nous devons payer cela

par une inflation chronique, combien de temps pouvons-nous espérer que les progrès de la technique entraîneront pour la collectivité cet effet salutaire ?

Aucun de ceux qui ouvrent tout grands leurs yeux sur le monde actuel, ne considérera comme oiseuses des questions de ce genre. Le simple fait que l'on peut les poser sérieusement et que du moins la « possibilité » d'une réponse pessimiste subsiste devrait suffire à ébranler la confiance avec laquelle nos optimistes tiennent pour assuré l'avenir de nos millions d'humains grouillant de toutes parts. Le coup de grâce qui devrait abattre cet optimisme c'est que la plus grande faiblesse de notre système est d'être assujetti à une organisation des relations économiques internationales. On mesure, de façon imparfaite, cet assujettissement par la part, statistiquement établie, du commerce extérieur des pays industriels dans la production nationale. Ces relations économiques internationales ne peuvent être considérées comme à peu près assurées que si elles sont intégrées à un ordre international de nature politico-morale. Un tel ordre a existé, mais aujourd'hui, où justement les pays industriels d'Occident se sont habitués avec insouciance à une nouvelle et importante augmentation de la population, il faut se faire à l'évidence que ce vieil ordre international (peut-être avec le caractère irrévocable de la fatalité) est brisé sans qu'on ait réussi à en instaurer un autre⁵. Ce que cela signifie, nous avons pu nous en faire une première idée, encore bien faible, lorsque nous dûmes convenir qu'il suffisait aujourd'hui du bon plaisir d'un despote oriental pour entraver la marche de nos automobiles et poser le problème de notre chauffage d'hiver.

5. Sur ce sujet, je renvoie le lecteur aux cours que j'ai donnés à l'Académie de droit international de La Haye en 1954, *Economic order and International Law* (Recueil des cours 1954, Leiden, 1955, p. 207-270) et à mon livre, *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles*, Genève-Paris, 1959. Le problème a été très clairement vu par l'historien anglais Herbert Butterfield, *Christianity, Diplomacy and War*, New York, 1953, p. 79-101.

Il existe peut-être, à propos du problème démographique, des esprits expansionnistes et dynamistes qui, à la suite de ces réflexions désabusées, ne feront que se cramponner davantage à cette théorie, déjà mentionnée, selon laquelle l'augmentation de la population dans les pays industriels de l'Occident, est devenue de nos jours l'indispensable ressort de l'économie et se soutient en quelque sorte elle-même grâce à la force génératrice des biens de cette économie (une théorie digne de ces nombreux barons de Münchhausen modernes, qui se sortent tout seuls du borbier en se tirant eux-mêmes par les cheveux!) Tout marche à merveille: plus les naissances sont nombreuses, et plus la demande est forte, plus les investissements se multiplient et plus le plein emploi est réalisé, plus la prospérité est grande et plus le ressort de l'économie est vigoureux.

La première objection qu'inspire cette théorie étonnamment répandue est qu'elle est, à tout le moins, extrêmement sujette à caution et, sous cette forme simpliste, fautive dans tous les cas. Le seul fait que, bien au contraire, l'accroissement de la population était considéré, voici peu de temps encore, comme une cause de chômage, devrait susciter la méfiance. Qu'il puisse en être ainsi dans certaines conditions (notamment lorsque l'augmentation de la population va de pair avec une pénurie de capitaux, qui rend plus difficile l'absorption de l'excédent des forces de travail sans baisse de salaires), nous en trouvons des exemples dans les pays à la fois surpeuplés et sous-développés. Dans le cas inverse d'un excédent de capitaux, qui se produit quand les épargnants ralentissent leurs investissements, et qui provoque une dépression, on peut admettre qu'une forte augmentation de la population puisse contribuer à remédier à ce ralentissement. Mais il est douteux que le soutien « structural » apporté au marché des capitaux par l'accroissement ininterrompu de la population pendant les hauts et les bas de la conjoncture puisse jouer un rôle important à côté des facteurs psychologiques et monétaires de ces fluctuations. On est aussi fondé à se demander

plus justement encore si, en appliquant à la conjoncture une politique rationnelle, les autres forces motrices de l'économie moderne ne suffiraient pas amplement.

Quoiqu'il en soit, ces considérations ont perdu toute signification dans le monde occidental d'aujourd'hui, car celui-ci ne souffre pas d'un excédent, mais d'une pénurie de capitaux, ainsi que d'un excès inflationniste d'investissements, dû en grande partie au besoin de capitaux consécutif à l'augmentation de la population et créé par la nécessité de loger les hommes excédentaires et de leur procurer des moyens de production, des routes, etc. Dans ces conditions, il est probable que si aujourd'hui le ressort que constitue l'augmentation de la population venait à disparaître, ce n'est pas une crise qui serait à craindre : on pourrait au contraire espérer limiter les investissements à des travaux propres à augmenter la productivité et le bien-être de la population dès lors stabilisée. Il n'y a aucune raison convaincante de croire que, dans un avenir assez proche, un changement radical de cette situation pourrait intervenir⁶.

D'ailleurs les partisans de la théorie précitée ne semblent pas se rendre compte à quel point ils dégradent l'homme et profanent le grand mystère de la création lorsqu'ils voient dans la génération et la naissance le moyen indispensable pour accroître la demande en automobiles, réfrigérateurs et appareils de télévision, en quelque sorte le facteur mathématique de leur équation : « production-consommation ». S'ils avaient raison, rien ne pourrait prouver de façon plus inquiétante combien nous sommes allés loin sur cette voie de l'accroissement démographique qui crée une vie artificielle et instable.

Mais nous abordons ainsi un domaine nouveau, décisif même, qui nous ramène au point de départ de nos

6. *Accroissement démographique et dynamisme économique* :

L. Albert Hahn, *Économie politique et Sens commun*, Paris, 1957, pp. 246-247 ; A. R. Sweezy, « Population Growth and Investment Opportunity », *Journal of Economics*, novembre 1940.

réflexions. Admettons que tout ce qui a été dit jusqu'à présent soit moins convaincant que je ne l'estime moi-même. Admettons que technique, sciences, découvertes et organisation puissent, dans un délai assez bref, suivre l'augmentation de la population et même la dépasser. Admettons que nous chassions le spectre de l'épuisement du sol et des réserves connues de matières premières; admettons qu'il arrive simplement ceci: le monde se transforme progressivement en une espèce de ville géante, avec quelques zones intermédiaires moins peuplées, quelque chose comme l'actuel bassin de la Ruhr ou d'autres agglomérations de ce genre. Mais qu'est-ce que cela veut dire? sinon que, en admettant même cette hypothèse trop optimiste, un logement convenable, une nourriture suffisante, et éventuellement une utilisation croissante de disques et de pneus d'automobile sont assurés aux hommes. Que sont ces choses par rapport à une réalité incommensurable, immatérielle et, par conséquent, infiniment plus importante? En d'autres termes: que devient l'homme et son âme? Que deviennent les valeurs non productives de sa personnalité, qu'on ne peut exprimer en argent, ni commercialiser, mais qui sont les conditions déterminantes de son bonheur et de sa dignité humaine?

C'est là le problème, et le fait qu'il soit rarement exposé suscite une des réflexions les plus amères que l'on puisse faire sur notre époque.

Car enfin, pour évaluer le niveau de vie, il faut savoir si les hommes se sentent bien, s'ils sont heureux, s'ils ne ressentent pas de plus en plus douloureusement la privation de ces biens immatériels sans valeur commerciale que Burke a appelés « *unbought graces of life* »: la nature, l'intimité, la beauté, la dignité, le sentiment de ne pas être traqué, le loisir véritable, et non pas ce trou dans le temps nommé « temps libre », qu'une industrie affairée doit s'efforcer de combler? Toutes choses dont les frustrer la société de masse alimentée par un afflux d'humanité à la cadence réellement inquiétante.

Tout cela est si vrai que les optimistes et les illusionnistes en matière d'accroissement démographique se trompent sur tous les plans de leur raisonnement. Ils se trompent, nous l'avons vu, sur le premier plan, qui est *l'optimum matériel et économique de la population*. Ils se trompent aussi sur le deuxième plan, où *l'optimum social de la population*, pour employer un cliché à la mode, pose la question de savoir si, au-delà d'une certaine limite, la résistance du cadre social de l'économie ne se trouvera pas sérieusement menacée par un accroissement continu de la population.

Mais ils se trompent plus encore sur le troisième plan, le dernier et le principal, où *l'optimum vital de la population* est en jeu. S'il y a de bonnes raisons de supposer que l'optimum social est situé bien au-dessous de l'optimum économique (l'instabilité sociale et morale du système tout entier devient déjà grave au moment où les progrès techniques semblent encore apporter des apaisements), il est clair que l'optimum vital se situe à un niveau encore plus bas. S'il est déjà difficile de douter que les pays industriels de l'Occident ont atteint et dépassé aussi bien l'optimum matériel et économique que l'optimum social (il n'est même plus question des peuples d'Asie ou d'Afrique qui végètent à la limite du surpeuplement absolu, c'est-à-dire du peuplement maximum), il est certain qu'ils ont depuis longtemps laissé derrière eux l'optimum vital et qu'ils approchent à grands pas du maximum vital.

Étant donné qu'il s'agit de choses qu'on ne peut ni mesurer ni peser, il va de soi qu'on ne peut saisir ou définir scientifiquement la notion d'optimum vital de la population par les méthodes sociologiques et économiques classiques. Cela n'enlève rien à l'importance du problème, mais dénonce ces méthodes de la science sociale, qui doit finalement reconnaître qu'exactitude et vérité sont fort différentes. Cette science devient absurde si, au milieu de ses équations et de ses statistiques, elle oublie l'employé de bureau de New York qui doit payer cette agglutination humaine en consacrant tous les jours trois heures à se

rendre à son travail et à en revenir, bondissant d'un moyen de transport à un autre, encore heureux de découvrir une place assise, à moins que, en dépit de l'égalisation des sexes, il veuille se faire le dernier avocat de l'esprit chevaleresque. Le fait que ces heures, qui sont évidemment à ranger au passif de son existence, apparaissent à l'actif dans les statistiques du « niveau de vie », à la colonne des transports, est pour lui une faible consolation et illustre le non-sens d'une telle philosophie du « niveau de vie ».

Lorsque nous voulons mesurer l'importance, sur le plan vital, du flot actuel de l'humanité, nous ne devons oublier ni ce New-Yorkais, devenu représentatif de notre époque, ni les autres conséquences qu'entraîne une existence dominée par la masse. C'est-à-dire : l'effacement progressif de la distinction entre ville et campagne, déjà salué avec enthousiasme par Marx et considéré comme une chose tout à fait naturelle, même par les sociologues non marxistes d'aujourd'hui, pleins d'une pitié méprisante pour les attardés que nous sommes ; le bruit et la puanteur de cette existence technicisée au service des masses ; les rivières pestilentielles où on ne peut plus se baigner, l'eau potable dont le ravitaillement en quantité suffisante crée des difficultés de plus en plus grandes ; le viol de la nature qui prend une importance effrayante, le désert que nous créons ainsi à vue d'œil ; l'équilibre naturel que nous compromettons et dont nous finirons par amener la destruction au prix de sacrifices toujours plus durs ; enfin (et nous voilà revenus au cœur du sujet) la société de masse conçue comme un tout dont la cause ou la condition première est précisément ce flot d'humanité.

C'est une honte pour notre temps et ses sociologues, que même un homme comme J. S. Mill, un des pères de l'utilitarisme, ait clairement distingué, dès le début du XIX^e siècle, les données du problème que nous appelons le problème de l'optimum vital de la population. « Incontestablement, écrit-il dans son ouvrage *Les Principes de l'économie politique* (livre IV, ch. 6, § 2), paru la même année que le *Manifeste communiste*, c'est-à-dire en 1848, il y a encore sur terre, et

même dans les vieux pays, assez d'espace pour un accroissement de la population, en admettant que les moyens permettant d'entretenir l'existence continuent à se perfectionner et que le capital augmente. Malgré son aspect inoffensif, j'avoue que je vois peu de raisons pour souhaiter cette éventualité. Il y a longtemps que tous les pays à forte densité de population ont atteint cette concentration humaine qui permet aux hommes d'utiliser au maximum tous les avantages du travail en commun et des rapports sociaux. Il peut y avoir surpeuplement même lorsque les habitants sont suffisamment pourvus en vêtements et en nourriture. Il n'est pas bon pour l'homme d'être condamné à toujours se trouver au milieu de ses semblables. Un univers d'où la solitude a été exclue est un bien triste idéal. La solitude, c'est-à-dire le fait de se retrouver souvent avec soi-même, est riche de signification pour une nature méditative. Et la solitude au milieu de la beauté grandiose de la nature favorise des pensées et des inspirations qui souvent sont propices non seulement aux individus, mais encore à l'humanité. Aussi n'y a-t-il pas lieu de se réjouir que le monde ne laisse plus aucun rôle actif à la nature ; que chaque bande de terre, indispensable d'ailleurs pour produire sa nourriture, doive obligatoirement être bâtie ; que chaque champ couvert de fleurs, que chaque vraie prairie doivent être labourés ; que tous les quadrupèdes et les oiseaux qui n'ont pas été domestiqués pour les besoins de l'homme soient exterminés, puisque ce sont des concurrents dans la recherche de nourriture ; que chaque buisson, que chaque arbre superflu soient arrachés, et s'il pousse quelque part un hallier sauvage ou une fleur, que ceux-ci soient aussitôt détruits, comme de mauvaises herbes, au nom de l'amélioration de l'économie rurale. Si la terre devait perdre ainsi une grande partie des agréments qu'elle doit à des phénomènes naturels incompatibles avec un accroissement illimité de la puissance et de la population, uniquement pour entretenir une population non pas qualitativement supérieure ou plus heureuse, mais seulement plus nombreuse, ce que je peux souhaiter de mieux à la postérité,

c'est qu'elle demeure longtemps satisfaite du "statu quo" avant que la nécessité ne la force à s'en contenter. »

Paroles sages... et vaines. Plus de cent ans plus tard, un éminent journaliste américain, Edgar Ansel Mowrer, a été amené à mettre en cause les spécialistes des problèmes démographiques dans un article du journal *The Saturday Review* (8 décembre 1956) intitulé « Sawdust, Seaweed and Synthetics » ; il les accuse en effet de faire preuve d'une « effrayante cruauté » (« *appalling inhumanity* ») lorsqu'ils calculent pompeusement la quantité de nourriture nécessaire pour remplir un nombre toujours croissant de ventres humains, sans même se demander si la vie vaudra encore la peine d'être vécue, si elle sera supportable lorsqu'elle dépendra d'une provision suffisante de sciure, d'algues marines et de nourriture synthétique. « Liberté individuelle, nature, beauté, vie privée, solitude, pittoresque, tout cela est-il donc sans importance ? » Même un sociologue positiviste doit reconnaître qu'il s'agit là, bien au contraire, de valeurs essentielles de la vie. Mais « pendant combien de temps une population sans cesse en voie de croissance pourrait-elle trouver une part suffisante de beauté ? » Mowrer explique en effet qu'une population en constant accroissement oblige l'État à restreindre toujours davantage nos libertés, « non pas qu'il y soit forcément hostile, mais il y est contraint, pour rendre la vie supportable à chaque individu ». Tout ceci était évident pour Stuart Mill, voici cent ans. Mais peut-être fallait-il que sa sombre vision devienne une réalité, pour que, de nos jours, un homme comme ce journaliste américain puisse poser cette douloureuse question : « Quelle distance l'homme peut-il prendre vis-à-vis du substrat organique et du cadre cosmique de son existence sans déchoir spirituellement ? »

Nous verrons un peu plus loin combien cette distance est faible, quand il sera question de l'ennui, la plaie de notre société de masse moderne.

2. Masse à l'état aigu et à l'état chronique

À la vérité, si nous voulons comprendre clairement la nature de cette société de masse, il faut approfondir. Car malgré son caractère élémentaire, le contact quotidien avec la masse ne suffit pas, tant s'en faut, à résoudre le problème. Ce contact empêche en effet de percevoir un événement plus profond, plus grave et plus inquiétant: le centre de gravité, qui était situé dans l'individu capable de trouver en lui son équilibre et d'affirmer sa qualité d'homme à l'égard du monde extérieur et de lui-même, se déplace vers la collectivité. L'équilibre entre l'individu et la société, résultat d'une tension constante et d'une antinomie de bon aloi, est détruit au profit de la société. Puisque nous avons mille fois raison de considérer cet équilibre comme la norme de la santé individuelle et sociale, nous n'hésitons pas à considérer sa rupture comme une maladie, une crise qu'il faut surmonter.

À notre époque, l'individu, conformément à l'idée générale que nous avons de la société de masse, perd son visage, son âme, sa valeur intrinsèque et sa personnalité, dans la mesure où il est absorbé par la masse, et celle-ci est « masse » dans la mesure où elle est composée de tels individus « dépersonnalisés ». Étant donné l'ampleur de ce déplacement du centre de gravité, ce qui fait d'un individu un homme complet, expression d'une personnalité spirituelle et morale, nous paraît être supprimé, et une condition essentielle à une vie sociale saine nous semble en même temps détruite.

Car il est une notion fondamentale, que l'on retrouve dans toutes les théories sur les maux engendrés par la masse: en tant que partie de la « masse », nous sommes différents de ce que nous sommes dans des conditions normales, nous sommes infrahumains, grégaires, et l'état de la société est une confirmation de cette vérité. Mais il faut tenir compte du fait qu'à partir de cette notion fondamentale, diverses possibilités d'analyse nous sont offertes,

que nous devons soigneusement distinguer, si nous ne voulons pas contribuer à l'obscurcissement du concept de « massification ».

Commençons donc par distinguer deux aspects du phénomène de « masse », pris au sens de la pathologie sociale : la masse à l'état aigu et la masse à l'état chronique.

La *masse à l'état aigu* peut exister et existe effectivement dans toutes les circonstances historiques, chaque fois que des individus deviennent temporairement des éléments d'un troupeau humain, d'un conglomérat inorganique, qui n'affecte nullement la vie propre de l'individu, et se désagrège aussi rapidement qu'il s'est formé (qu'il s'agisse d'un rassemblement massif, d'un mouvement social de masse ou même d'une épidémie collective de caractère spirituel). Comme nous le savons, les individus sont alors soumis à des lois psychologiques, qui se traduisent par une surenchère affective, une baisse du niveau intellectuel et une paralysie du sentiment de responsabilité morale. En d'autres termes, en tant que partie d'une masse aiguë nous sommes plus passionnés, moins intelligents et moins scrupuleux que d'ordinaire. C'est surtout de cette masse à l'état aigu qu'il est question dans la littérature sur la psychologie de masse, à partir de Gustave Le Bon et jusqu'à nos jours. Sans doute, ce que nous y apprenons, et que d'ailleurs nous confirme l'expérience, est à la fois important et intéressant ; mais ce n'est pas là, à vrai dire, le problème qui nous occupe lorsque nous parlons du phénomène de « massification » comme d'une maladie de la société d'aujourd'hui. Il ne fait aucun doute que la « massification » favorise la formation de cette masse aiguë, en même temps qu'elle multiplie les occasions qui nous soumettent aux lois de la psychologie de masse. Il est tout aussi incontestable que les masses à l'état aigu peuvent conduire à une situation éminemment dangereuse, qui justifierait pleinement notre méfiance et notre volonté d'organiser la vie publique et sociale de telle façon qu'il soit possible de la préserver des catastrophes de la psychologie de masse. Mais c'est là un phénomène qui n'est ni

nouveau (Pierre d'Amiens, lui aussi, était capable de former une masse à l'état aigu), ni de nature à nous obliger à considérer la « massification » comme le problème numéro un de la crise actuelle de la société et de la civilisation. Ce phénomène n'est même pas un aspect du problème qui nous occupe : il est d'un autre ordre. Ce qui n'empêche pas qu'il est toujours confondu avec les problèmes de « massification » et de société de masse.

Le problème en vérité qui nous occupe est celui de la *masse à l'état chronique*. Un nombre toujours croissant d'êtres humains s'y trouvent aujourd'hui précipités, comme s'il s'agissait d'un mode d'existence durable. Mais là encore il importe de distinguer différents faits et aspects.

Notons, pour commencer, un processus qui est essentiellement d'ordre spirituel et moral. Nous voulons parler de la détérioration, du nivellement, de l'asservissement, de la mise au pas de la pensée. Qu'on songe à la domination croissante de la demi-culture, au bouleversement de la hiérarchie indispensable aux activités et aux fonctions de l'esprit, à l'émiettement de la pyramide de la culture et à l'arrogance avec laquelle l'*Homo insipiens gregarius* se pose en représentant de la norme, étouffant tout ce qui est finesse et profondeur. Notons un détail qui a son importance : dans notre société de masse le destin de la culture classique semble déjà fixé, ne serait-ce qu'à cause de la haine dont la poursuit l'homme de masse, pour qui cette culture est hors de portée, par la seule discipline intellectuelle qu'elle exige. Et nous ne parlons pas de l'influence de l'utilitarisme, du « technicisme » et du matérialisme toujours plus envahissants⁷. Il faut voir là le ressenti-

7. *Société de masse et culture humaniste :*

C'est avec une extrême justesse que l'Américain Russell Kirk remarque (*The Conservative Mind from Burke to Santayana*, 2^e édition, Chicago, 1954, p. 381) : « En se consacrant à la formation de spécialistes, de techniciens et d'hommes d'affaires, nos universités et nos grandes écoles privent la société de son aristocratie intellectuelle et sapent le limon social sur lequel reposent la spécialisation moderne et l'efficacité technique. » Il aurait pu ajouter que, même dans le domaine de l'utile, la culture huma-

ment d'un jacobinisme de la culture, d'un égalitarisme de l'esprit, qui veut le nivellement « des différences de revenus spirituels », non vers le sommet, comme il serait certes souhaitable, sinon réalisable, étant donné le caractère foncièrement aristocratique de la nature, mais vers la base, qui est un mode de nivellement possible, mais tout à fait indésirable.

Ce processus de la « massification » en tant que dépersonnalisation spirituelle et morale avait déjà frappé Ortega y Gasset lorsqu'il écrivit, il y a plus de 30 ans, son ouvrage *La Rebelión de las Masas*, qui ouvrirait des perspectives nouvelles. On voit qu'il s'agit essentiellement d'une conception où la crise de notre temps est considérée comme une crise de civilisation. Certes, il ne faut pas la séparer des

niste était la plus efficace, car elle oblige l'esprit à une discipline qui lui permet de saisir avec le maximum de rapidité n'importe quel problème, ce que ne permet aucun autre mode de formation. D'autre part, il est extrêmement significatif pour la société de masse moderne et pour l'obsession sociale qu'elle implique (cf. mon ouvrage *Mass und Mitte*, p. 60 et suiv.) qu'elle accorde aux sciences sociales une prééminence qu'elle refuse à la culture classique. On peut se faire une idée de la vogue dont jouissent ces sciences lorsqu'on sait qu'il existe aujourd'hui aux États-Unis 40 000 diplômés de l'université qui se font appeler *social scientists*, ce qui correspond à un *scientist* pour cent fermiers, ou pour vingt-cinq maîtres d'école ou pour cinq médecins (d'après William Schlamm, *Faith and Freedom*, février 1955).

Ce mélange de badauderie enfantine et d'angoisse fébrile, que le monde non communiste a récemment montré devant le lancement par les communistes de leurs satellites artificiels, engage aux conclusions les plus pessimistes en ce qui concerne leur état d'esprit. Mais la réaction la plus niaise, sinon la plus surprenante, est donnée par l'opinion suivante, exprimée avec le plus grand sérieux : si nous voulons rattraper la prétendue avance technique des Russes, nous devons en toute hâte transformer nos écoles en usines qui produiraient en série des ingénieurs, des physiciens et des chimistes, et jeter à la ferraille Thucydide, Cicéron, Shakespeare, Racine et Goethe. Inutile de dire que c'est la culture humaniste, avec la formation rigoureuse de l'esprit qu'elle implique, qui convient le mieux à la fécondité de disciplines comme la physique, la chimie ou les mathématiques ; que l'abandon d'une telle formation équivaldrait à un suicide de la civilisation et qu'il serait urgent au contraire de conseiller aux Américains de reconverter leurs écoles en établissements formant l'esprit aux disciplines de la culture humaniste.

changements structureaux de la société qui se produisent simultanément, mais les racines profondes de cette crise de la civilisation se situent dans une couche spirituelle et morale où les idées et les valeurs prépondérantes de notre culture occidentale et chrétienne se trouvent en jeu. Il faut déjà s'être soi-même beaucoup éloigné de ces idées, de cette échelle de valeurs, pour ne pas voir dans la « massification », en tant que désagrégation spirituelle et morale, la racine du mal, pour ne pas estimer qu'une victoire sur elle constitue la première condition de toute tentative de sauvetage de notre civilisation si gravement menacée, ou même pour traiter avec mépris un tel diagnostic.

Or cette « massification » se trouve renforcée par une autre « massification », de caractère purement *social*. Nous voulons dire le processus de désagrégation de la structure de la société, qui suscite de profondes perturbations dans les conditions extérieures de vie, de pensée et de travail de l'individu. Tous ces bouleversements provoquent le recul de l'esprit d'indépendance; le déracinement et la projection de l'individu hors de la subtile trame sociale qui jusqu'ici le maintenait en place (processus qu'on peut observer aujourd'hui sur une grande échelle dans les pays sous-développés); la destruction d'authentiques communautés au profit de collectivités qui embrassent tout, mais sont anonymes et ne conçoivent plus l'individu en tant que personne humaine; le relâchement d'une texture sociale interne et spontanée au profit d'une organisation mécanisée, dépourvue de tout élément spirituel et assujettie à une contrainte extérieure; le nivellement de tous les individus à un niveau-type égal pour tous; la limitation progressive de l'action et de la décision personnelles, de la responsabilité individuelle et de l'organisation individuelle de la vie au profit d'une organisation collective et de décisions collectives; l'influence de la masse sur l'existence tout entière, par l'uniformisation, la standardisation, la politisation, la « nationalisation » et la « socialisation ».

Urbanisation, industrialisation et prolétarianisation (dans un sens bien défini) ne sont que des aspects particuliers

de ce processus général, dans lequel, comme j'ai essayé de le montrer par une image, l'humus de la société se trouve détruit et la société transformée en un « dust-bowl » social. Si une masse de ce genre devient quelque chose de durable, un nombre croissant d'hommes installés dans cet état de disponibilité succombent aux conditions psychologiques, telles qu'elles sont décrites dans l'étude sur la masse à l'état « aigu ». Publicité, propagande, modes intellectuelles ont beau jeu, et cela d'autant plus que la « massification » spirituelle et morale a créé un vide intérieur, dans lequel s'engouffrent les eaux ménagères. Par surcroît, cet endoctrinement des masses est aidé par les appareils modernes qui s'appellent radio, cinéma et télévision.

Bref, le danger des contagions mentales a pris des formes monstrueuses; d'autant plus qu'un nombre croissant d'hommes (particulièrement les hommes placés aux postes de commande), emportés dans le tourbillon des activités plus ou moins stériles de notre époque, manquent du loisir et du recueillement nécessaires pour méditer et entamer un dialogue avec l'auteur d'un livre sérieux. « Un homme qui est contraint de penser chaque jour à ses collègues, à sa majorité parlementaire, à sa réélection, à la presse, à l'opinion publique, aux intrigues de son parti, à cent autres contingences, en arrive à ne pouvoir donner que fort peu de temps à la méditation; et même ce peu de temps, il est forcé de le réserver aux problèmes dont on admet déjà l'importance autour de lui, aux problèmes qui ont du succès » (Jules Romains). Ce n'est qu'avec plus d'acharnement que des hommes de cette sorte se rendent esclaves de la manie des conférences, qui les maintient dans la superstition de croire que la sagesse préside aux conférences et aux congrès, et qu'elle subsiste dans les résolutions et les chartes des comités et sous-comités. « On voit mal un ministre de Louis XV, ou plus près de nous un Talleyrand, un Metternich, s'enflammant pour une doctrine nouvelle au point d'y perdre la lucidité de leur esprit » (J. Romains). Mais, par contre, plus les hommes de notre temps succombent facilement aux épidémies

collectives du jour, plus la résistance que leur propre jugement trouve à leur opposer est faible, et plus l'aspect moral de la société est discontinu et changeant.

Lorsque de tels hommes ingurgitent eux-mêmes des mots d'ordre destinés aux masses, lorsqu'ils s'abandonnent aux « religions sociales » de notre temps, substitués de la sensibilité religieuse et des valeurs culturelles traditionnelles, et qu'ils se délectent, comme d'un narcotique, d'émotions collectives, d'amusements collectifs, de démonstrations collectives, ils ne le font pas seulement pour combler le vide de leur âme. S'ils descendent ainsi dans l'arène, c'est avant tout parce que la « massification » sociale, qui les a arrachés du tissu vivant de la véritable communauté et précipités dans la société où ils se trouvent à l'état « d'individus isolés » et dévitalisés, à l'état d'atomes humains, les rend profondément malheureux. Elle les remplit d'une soif d'« intégration », que peuvent seules apaiser ces excitations et agglutinations humaines de la société de masse, agissant comme des stupéfiants. On ne peut plus se passer de radio, de journaux, de cinéma, d'excursions collectives, de sport collectif, ni de leurs corollaires : bruit, sentiment « d'actualité » (Tarde), air confiné. Nous pouvons même nous féliciter quand ces hommes « massifiés » s'en trouvent satisfaits et que, dans leur légitime nostalgie d'une solide texture à la fois intérieure et extérieure, ils ne se laissent pas entraîner par le tourbillon des « religions sociales » de notre temps, qui conduisent nécessairement à la haine et au fanatisme collectifs (souvent sous le couvert d'un amour abstrait et universel de l'humanité), à la haine des peuples, des classes et des races.

3. Culture de masse

Nous allons à présent examiner en détail le processus général que nous venons simplement de schématiser, et nous le ferons en commençant par son aspect spirituel et

moral. Nous ne risquons certainement pas de nous tromper, en désignant la culture qui caractérise la société de masse par le terme dont, voici bientôt un demi-siècle, Guglielmo Ferrero l'a stigmatisée: civilisation « quantitative », c'est-à-dire culture de masse, comme elle se manifeste à nos yeux, que ce soit par les produits de série pour besoins intellectuels ou par le mauvais goût des masses, auquel ces produits font appel et dont ils profitent dans un regrettable esprit commercial. Quelle que soit l'échelle de valeur que nous appliquions et malgré tous les attermoissements ou les compensations par lesquels, depuis un demi-siècle, les optimistes cherchent à se rassurer avec une sorte de désespoir, la courbe est franchement décroissante dans tous les pays d'Occident. Déjà de leur temps, un J. S. Mill, un Hermann Melville ou un Jacob Burckhardt voyaient s'accumuler les signes de décadence de la culture: si aujourd'hui, en ce milieu du xx^e siècle, ils venaient faire un tour parmi nous, pauvres pygmées de la culture qui lisons, que dis-je, qui regardons des journaux illustrés, ils verraient leur pessimisme décuplé. Et sans doute, ceux qui, chez nous, tiennent le haut du pavé, les ridiculiserait-ils en les traitant de romantiques attardés n'ayant pas encore compris que l'heure d'une « société de consommateurs » est venue⁸.

Jusqu'où est allé le processus de « massification » culturelle? Quiconque peut s'en assurer, qui examine froidement le débit-mètre de la consommation intellectuelle des masses, depuis les revues illustrées, tirées en millions d'exemplaires et tout bonnement infantiles, les quelque 80 ou 90 millions d'exemplaires de *comic books* lamentables qui paraissent aux États-Unis, jusqu'au triste niveau de notre éducation et de notre culture. Non moins éloquente est la situation sans cesse plus critique où se trouve le livre digne d'attention, et le combat que doivent livrer pour leur existence les revues sérieuses qui ne courent pas

8. Le témoignage de J. S. Mill se trouve dans son célèbre essai, *On Liberty*, 1859, chap. 3.

après le mauvais goût des masses. Voilà qui est peut-être encore plus significatif : il est difficile de donner tort aux pessimistes, comme à l'Américain Dwight Mac Donald dans son essai *Mass Culture* (« Diogène », III, 1953), qui prétendent que dans la vie culturelle de notre époque il s'établit une sorte de loi de Gresham. D'après cette loi, la mauvaise monnaie chasse la bonne ; de même la culture moderne de masse rend plus difficile l'affirmation de tout ce qui est valeur (un phénomène qui a d'ailleurs des fondements purement économiques, qu'il s'agisse de commercialisation triomphante ou des conséquences d'une productivité massive sur le sort des livres et des revues). Et même lorsque les valeurs viennent à s'affirmer, elles forment de moins en moins le sommet d'une pyramide acceptée par tous et les élites intellectuelles sont gagnées par la tentation de se mettre au service des besoins intellectuels de la masse, de les entretenir et de récolter ainsi non seulement la gloire auprès des masses, mais encore des gains énormes.

Si nous ne voulons pas nous bercer d'illusions, nous devons admettre qu'il existe peu d'éléments permettant de conclure que ce processus de décadence ait pratiquement atteint une position stationnaire ou qu'il ait fait place à une amélioration ; mais il faut aussi reconnaître que de ce côté-ci de l'océan et de l'autre, certains indices permettent de ne pas abandonner tout espoir.

Personne aujourd'hui ne peut s'empêcher, s'il veut être pris au sérieux, de comparer ces faits avec les espoirs qu'une ère optimiste avait fondés sur la lutte contre l'analphabétisme. Nous pouvons seulement nous étonner que ceux qui ont nourri cet espoir naïf (peut-être en existe-t-il encore quelques-uns aujourd'hui) ne se soient apparemment pas demandé, d'une part ce que lisent les gens ayant appris à lire, et d'autre part si le système d'éducation standardisé employé pour éliminer l'analphabétisme a toujours exercé une influence heureuse sur le choix des lectures. « L'Anglais moyen, selon le philosophe américain Russell Kirk, ne lit qu'un mince et vulgaire quotidien, bien

que depuis un demi-siècle il reçoive une instruction obligatoire ; par contre au Portugal, l'État d'Europe occidentale où le nombre d'analphabètes est le plus élevé, on lit par tête d'habitant plus d'ouvrages et de journaux sérieux qu'en Grande-Bretagne. Bref, la large couche sociale qui au XIX^e siècle soutenait la littérature anglaise, a à peu près cessé d'exister » (*Beyond the Dreams of Avarice*, Chicago, 1956, p. 303-304)⁹.

Le désir d'en tirer un argument pour condamner l'enseignement obligatoire ou la lutte contre l'analphabétisme vient si facilement à l'esprit qu'on a presque honte d'envisager un pareil abus. Mais il ne faut pas par naïveté ignorer les conditions dont dépend l'efficacité de l'éducation populaire, alors que ces conditions sont plus importantes que l'initiation à l'art de lire. Or c'est bien la société de masse qui a fait radicalement disparaître ces conditions.

Ici une expérience personnelle va nous permettre de mieux comprendre. Voici fort longtemps, j'eus à examiner avec un étudiant, dont la nationalité importe peu, la conclusion de sa thèse de doctorat. Il s'agissait d'une étude plus que modeste sur l'aviation ; son auteur avait de la maturité et beaucoup d'expérience et par sa culture dépassait sans doute bien des hommes de son rang. Comme à la fin de notre discussion nous constations combien, au fond, la rentabilité de cette branche moderne des communications était aléatoire, abstraction faite de toutes les subventions officielles ou officieuses, je ne pus m'empêcher de conclure ce long entretien par quelques considérations philosophiques, et de remarquer combien le mythe de Dédale et d'Icare semblait encore chargé de lourde vérité. Mon interlocuteur me demanda qui étaient ces gens-là et ce qu'ils

9. *Analphabétisme.*

À ce propos il me revient à l'esprit le type d'un libéral russe (Procopovitch), que je rencontrais autrefois dans son exil genevois et qui me vantait comme un exploit de Staline la lutte victorieuse que son pays menait contre l'analphabétisme. Je n'arrivais pas à faire comprendre à cet émigré que ce que le vieux libéral appelait progrès n'avait servi qu'à dérober plus sûrement aux Russes leurs libertés spirituelles et politiques.

avaient à faire avec l'aviation. Ne se souvenait-il donc pas des *Métamorphoses* d'Ovide? Non, il n'en avait jamais été question dans ses cours de latin. Mais, en d'autres circonstances, n'avait-il jamais eu l'occasion d'entendre parler de ce fameux mythe? Eh bien non¹⁰!

Dans le même ordre d'idées j'évoquerais un autre souvenir. Il y a fort longtemps, à Istanbul, j'entraï dans une boutique d'antiquaire tenue par un Grec. Je trouvai celui-ci aux côtés d'une fillette, plongé dans l'étude d'un livre. Je le priai de ne point se déranger; mais, tout en furetant parmi les rayons poussiéreux, je ne pus m'empêcher de saisir des bribes de la conversation qui se déroulait près de moi. À la fin aucun doute ne fut possible: c'était l'*Odyssée* qu'on lisait en grec et qu'on commentait à quelques pas de moi. Et je songeai qu'il était difficile de trouver un tableau plus touchant que celui de ce Grec en train de transmettre à sa fille, dans un quartier obscur de l'ancienne Byzance, l'impérissable beauté d'Homère, trimillénaire et toujours vivante, tandis que dehors le tramway grinçait sur ses rails et que les autos klaxonnaient.

Juxtaposées, ces deux expériences permettent d'apercevoir la signification de la continuité et de la discontinuité dans la tradition d'une culture. D'une part, ils montrent ce qui se passe lorsqu'il y a continuité, et de l'autre, combien est profonde la rupture qui s'est accomplie dans notre génération, après une longue période d'usure interne. Cette rupture équivaut à une catastrophe de la civilisation, c'est là un fait incontestable pour qui-conque se rend compte qu'une tradition millénaire ayant approvisionné « les magasins de notre culture » est en train de disparaître. Pour examiner en détail les sources, le sens et l'évolution de cette tradition, on peut se référer en toute confiance au grand ouvrage de Ernst Robert Curtius: *Europäische Literatur und lateinisches Mittelalter* (1948). Curtius nous montre quel puits quasi insondable

10. Je renvoie pour le reste à mon article: *Die Kellerräume unserer Kultur Neue Schweizer Rundschau*, novembre 1949.

continue à nous alimenter, et en nous aidant à comprendre ces choses, il met en valeur ce qui aujourd'hui, trois mille ans après Homère, semble bien être en voie de disparition, malgré mon Grec d'Istanbul.

Par quels moyens cette tradition plusieurs fois millénaire s'est-elle perpétuée? Quelles sont les couches qui en premier lieu y ont pris part, et quelles ont été les conditions économiques et sociales qui ont accéléré ou retardé le processus jusqu'au seuil de notre ère de masse? Qui, aux différentes époques de l'histoire, lisait des livres, et quels livres lisait-on? La question est importante. Il n'est pas facile de se représenter une époque où, pour la majorité écrasante de la population, le livre existait à peine en tant que nourriture spirituelle et véhicule de la tradition. Huizinga nous en a tracé une image vivante pour le xv^e siècle dans son *Déclin du Moyen Âge*. Curtius nous dit quels furent les manuels qui, à travers tout le Moyen Âge, ont formé la jeunesse des écoles de lettrés, et à quelles sources encore plus lointaines ces manuels puisaient. Mais il suffit à chacun de s'interroger, pour se rappeler le prix inestimable que représentent pour le développement de l'esprit les livres dont dispose l'enfant en dehors des heures de classe (et c'est cela surtout qui importe) pour satisfaire librement et joyeusement son besoin de nourriture spirituelle aux différentes époques et dans les différentes couches sociales. Dans *Poésie et Vérité*, Goethe nous raconte comment les choses se passaient du temps de sa jeunesse, et c'est avec un plaisir manifeste (que chacun éprouve lorsqu'il évoque cette première lecture merveilleuse de son enfance), qu'il nous parle de ces précoces nourritures de son esprit, depuis la grosse Bible in-folio, l'*Orbis Pictus* de Comenius, le *Télémaque* de Fénelon, *Robinson Crusoé*, *Till Eulenspiegel*, *Les Quatre Fils Hémon*, la *Fée Mélusine*, *Fortunatus et toute sa tribu*, jusqu'au *Juif errant*. Aux siècles précédents, les enfants n'étaient pas aussi heureux, et comme il n'existait pas encore de livres pour enfants, il fallait, en dehors de la Bible, s'en tenir à

Ovide, Status ou Virgile. On mesure ce que cela a signifié pour la tradition littéraire européenne¹¹.

Or, cette tradition (la chose ne fait aucun doute) est aujourd'hui gravement menacée, peut-être proche de sa fin. Pour parler sans ambages, il ne s'agit pas seulement d'une rupture, mais d'une catastrophe qui engloutit des valeurs indiscutables, et le déclin de nos langues de culture en est peut-être une des conséquences les plus visibles et les plus incontestables¹². Pourquoi la perte (ou simplement l'évanouissement) de cette tradition humaniste et chrétienne n'est-elle pas un simple changement de décor de l'histoire de l'esprit, mais une authentique catastrophe, qui fait partie intégrante de la crise de notre temps ? Parce que cette tradition est la tradition européenne et qu'elle détermine notre nature d'Européen au sens le plus large du mot ; quiconque tente seulement de se représenter le monde d'aujourd'hui sans le pilier qui le supporte, c'est-à-dire l'Europe et sa tradition, sait ce que cela veut dire. On ne peut pas prendre au sérieux l'idée de recommencer brusquement depuis le début la formation de notre esprit, trois mille ans après, et de remplacer le patrimoine spirituel traditionnel par une substance culturelle qui s'exprime dans le cadre et le style de revues populaires, où l'on trouve pêle-mêle un savoir universel sur les vitamines, les avions à réaction, les questions sociales, le dernier succès de la littérature et les récentes innovations de la philosophie. Ce qui arrive si l'on essaie tout de même, voilà ce que le monde moderne s'applique à démontrer avec tant de zèle.

11. En ce qui concerne l'histoire du livre d'enfant et son importance pour l'histoire de l'esprit, il existe maintenant : Paul Hazard, *Les Livres, les enfants et les hommes*, Paris, 1949.

12. On peut mesurer à divers signes la décadence de notre langue de vieille culture ; tout d'abord c'est le manque de respect envers la langue traditionnelle ; c'est encore l'appauvrissement de la grammaire et du vocabulaire ; c'est l'alourdissement du goût et l'insuffisance d'une discipline rigoureuse, au point qu'on finit par perdre le sentiment de cette régression. Ce phénomène se manifeste dans tous les pays, même en France où le sens de la langue est si sûr.

Dans ces conditions, c'est avec une tragique évidence que la question se pose : notre tradition européenne ne doit-elle pas livrer aujourd'hui un combat pour son existence même, un combat d'autant plus désespéré qu'il semble également être livré contre les forces les plus farouches et les plus menaçantes qui conditionnent notre évolution sociale ? Pour les partisans de notre ère de masse, cette tradition est doublement coupable : parce qu'elle est « tradition » et parce que, nécessairement, elle n'est pas à la portée de tout le monde ; en d'autres termes, parce qu'elle suppose une hiérarchie intellectuelle de gens qui font, à des degrés différents, un effort pour y participer et se l'assimiler. Par là, elle défie l'esprit progressiste inconstant des *rerum novarum cupidi*, elle provoque un ressentiment social, parce qu'on trouve intolérable qu'une minorité puisse avoir un avantage sur la grande masse, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un privilège qu'on peut regretter, comme un simple bien matériel dû à l'émulation et aux aléas de la vie économique, mais d'un avantage que procurent exclusivement les dons, le talent et les aspirations de l'esprit. Notons encore ce pragmatisme et cet utilitarisme technico-scientistes modernes, qui ne veulent pas comprendre que toutes les acquisitions des sciences, dont personne ne conteste l'importance et la valeur éducative, ne changent rien à cette vérité que l'homme doit d'abord exister comme être spirituel et moral, et nous ne serons plus étonnés qu'à l'heure actuelle la phthisie de notre héritage culturel soit devenue galopante. Dans ces conditions, le fait que la conscience historique (le sentiment de la continuité et du lien avec l'histoire comme matière vivante de la connaissance) soit de plus en plus ébranlée constitue un des aspects essentiels d'une vue d'ensemble de notre culture de masse moderne.

Néanmoins, et c'est par là que nous concluons ces considérations, on apercevrait sous un faux jour le processus de « massification » de la culture si on mettait l'accent sur un conformisme grégaire, comme s'il n'existait pas un individualisme de nature excentrique, parfaitement

détaché de toute tradition. Des idées superficielles sur le phénomène de « massification » pourraient facilement induire en erreur, et c'est un point sur lequel déjà J. S. Mill a trébuché dans son célèbre essai *On Liberty* (1859). Mais il n'en est pas ainsi. Conformisme, uniformisation, bien sûr, mais c'est précisément eux qui vont de pair avec la rupture de la tradition culturelle et de la continuité, avec ce penchant à toujours vouloir offrir quelque chose d'inédit, d'original, d'excitant pour « épater le bourgeois »¹³. Nous avons moins affaire au conformisme de la tradition qu'à celui de l'excentricité effrénée, et par conséquent du déracinement, de la discontinuité, du mépris du traditionnel, du modernisme à tout prix ; l'esprit d'avant-garde, le culte du nouveau rapidement dépassé, du « jamais vu » sont la règle. Bref, c'est le conformisme du non-conformisme. Comme le remarque un critique américain, le « snob » moderne croit devoir accrocher chez lui un Picasso¹⁴. Mais le clinquant « amer » ne vaut pas mieux que le clinquant « sucré » et il est tout aussi perfide.

En fait, par le mépris qu'il éprouve envers celui qu'il appelle le « petit bourgeois », l'homme de la masse ne fait que se trahir lui-même. Par sa rupture avec tout ce qui est tradition, continuité, enracinement, par son anticonservatisme, par sa nature révolutionnaire et romantique, il apparaît tout entier dans son conformisme grégaire. C'est dans cette attitude sans doute que réside aujourd'hui la principale menace, et non dans le danger inverse de stagnation et d'enlèvement, fort inactuel dans les conditions présentes. Ce jugement prend encore plus de poids si nous prenons en considération ce qui se passe aujourd'hui dans les pays « sous-développés ». Toutefois, il ne faut

13. En français dans le texte (N. d. T.).

14. *Modernisme de l'homme de masse* :

L'auteur américain en question est Peter Viereck, *Shame and Glory of the Intellectuals* ; Babbit Jr. vs *The Rediscovery of Values*, Boston, 1953. Cf. le livre du psychologue Charles Baudouin, *Le Mythe du moderne*, Genève, 1946.

pas abandonner complètement l'espoir que dans ce cas la nature de l'homme et de la société subit une violence difficile à concevoir comme une situation durable et qui tôt ou tard aboutira à une crise, qui pourra être dénouée par une prise de conscience purificatrice.

Qu'on n'aille pas croire que ce sont là les considérations hautaines et grincheuses d'un réactionnaire; le fait que des socialistes, comme George Orwell ou Henri de Man, n'en jugent pas autrement le prouve assez. Nous sommes même redevables à ce dernier d'une analyse extrêmement riche et pénétrante sur l'éducation¹⁵.

Le témoignage de ces hommes renforce ma conviction que ce sujet, une fois entamé, est trop important pour que je l'abandonne sans essayer de lui prêter, par quelques exemples, plus de relief et de couleur. Pour montrer jusqu'à quel point nous avons fait table rase du passé, citons, pour commencer, le cas du docteur Brook Chisholm, alors directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, qui, voici quelques années, recommandait dans un journal canadien (*Toronto Telegram Weekend Magazine*, 1955, n° 10) un brassage complet de toutes les races, en vue d'unifier la population du globe. « *The sooner we're all interbred, the better* » (« Plus tôt nos sangs seront tous mêlés, mieux cela vaudra »), voilà la devise d'un homme que, sans crainte du ridicule, on a chargé de la santé universelle, et qui veut supprimer toute notre tradition culturelle aussi radicalement que « nos structures économiques et sociales »; du moins a-t-il acquis le mérite d'avoir élevé un progressisme imbu de « super-massification » à un sommet encore jamais atteint jusqu'ici. Venant de la part d'un homme qui occupe une pareille position sociale, cet exemple acquiert une importance toute particulière.

C'est un fait que dans le cadre d'une société de masse particulièrement évoluée, la nécessité d'une échelle de civilisation (*beschaving* = polissage, disent si justement les Néerlandais) et le sens de la bonne éducation sont des

15. Hendrik de Man, *Vermassing und Kulturverfall*, Munich, 1952.

notions qui se perdent. J'en veux pour preuve le cas de cette étudiante américaine avouant sa totale incompréhension devant la remarque d'une Française issue du peuple qui, parlant d'une certaine jeune fille, l'avait jugée « bien élevée ». Je répondis ironiquement à mon Américaine que cela venait sans doute du fait que dans son pays toutes les jeunes filles étaient « bien élevées ». Mais le sens de ma remarque lui échappa, sans doute parce que cette notion elle-même (qui est tout simplement celle de l'« honnête homme » de Pascal) s'était perdue dans une société comme la sienne. Pour couper court à toute velléité de pharisaïsme européen, nous devons nous demander si de ce côté-ci de l'Atlantique, il n'existe pas déjà plus d'un pays en tous points semblable aux États-Unis, en ce qui concerne la suprématie intellectuelle de « l'homme moyen », qui n'est pas « peuple », avec sa spontanéité, sa naïveté, la sûreté de son jugement fondé sur la tradition, mais qui est représentatif de la « masse »¹⁶. Partout sa culture de masse s'apprête

16. Quiconque, par exemple, a connu les États-Unis voici plus d'un quart de siècle et considère la situation actuelle ne peut douter que le niveau moyen de la nourriture spirituelle a considérablement baissé depuis lors. On en trouve notamment une preuve irréfutable dans le fait que la plupart des revues qui, à l'époque, faisaient la gloire de l'Amérique, comme *l'American*, *Mercury*, le *Scribner's*, le *Century*, le *Harper Magazine* ou *l'Atlantic Monthly*, et qui étaient lues par une large couche de la population, ont, soit complètement disparu, soit perdu toute portée, de sorte que des tribunes animées où l'opinion s'exprimait publiquement ont ainsi été supprimées. De nos jours, c'est le règne des illustrés pour la masse et des productions synthétiques comme le *Reader's Digest*, tandis que les journaux sérieux ont à livrer une rude bataille pour leur existence. En ce qui concerne le livre, la nécessité même d'une production en série, rendue plus impérieuse encore par la hausse des prix (une vente de 1 000 exemplaires semble aujourd'hui le minimum pour éviter une perte nette) a rendu de plus en plus difficile la publication d'ouvrages qui ne flattent pas le goût de la masse. On ferait preuve de pharisaïsme et d'illusionnisme en se persuadant que la situation ne prend pas la même tournure dans les pays d'Europe. Walter Muschg dans : *Die Zerstörung der deutschen Literatur* (Berne, 1956) a brossé un tableau fidèle de ce déclin de la culture littéraire allemande, qui lui aussi est imputable avant tout à la culture de masse. « Ainsi le poète a perdu sa place dans la société, parce que celle-ci est elle-même en décomposition et parce que la notion bour-

à refouler les deux formes de la véritable culture : celle de l'élite et celle du peuple.

4. Masse et société

Nous venons de voir clairement que le phénomène de « massification », en tant que crise de la civilisation, ne doit pas être séparé du problème social. Nous devons tout particulièrement en tenir compte lorsque nous examinons de près les rapports entre la société de masse et la démocratie de masse, dont le dernier produit toxique s'appelle le totalitarisme. Tout ceci apparaît déjà très nettement chez un auteur qui, Pestalozzi mis à part, a été le premier, parmi tant de prophètes de malheur, à pressentir et à analyser en profondeur notre démocratie de masse : nous voulons parler d'Alexis de Tocqueville. Il s'agit essentiellement du fameux passage de son chef-d'œuvre *De la démocratie en Amérique*, où en tâtonnant, et avec le sentiment très net d'aborder une terre inconnue, il tente d'expliquer l'évolution de la démocratie égalitaire vers une nouvelle forme de despotisme ; ce faisant, il commet seulement l'erreur, fort excusable d'ailleurs, de dépeindre avec une certaine indulgence cette oppression issue de la société de masse, tandis qu'aujourd'hui nous sommes tristement édifiés à ce sujet¹⁷.

geoise de poésie est devenue contestable. Des forces anonymes, contre lesquelles aucun individu isolé ne peut plus se mesurer, gouvernent le monde. Ce n'est pas la dictature politique qui est le plus grave ennemi du poète, mais l'état de satisfaction matérielle de la masse qui désire non pas la liberté, mais une vie confortable » (p. 32). Des illustrés, dont on ne peut imaginer un niveau plus bas, dominent la scène et des journaux sans scrupules, voués à la seule recherche du sensationnel, ont des tirages proches des tirages américains. Les gros titres passent aujourd'hui pour du journalisme. Pour l'Angleterre, Russell Kirk (*Beyond the Dreams of Avarice*, Chicago, 1956, p. 298-310) exécute un portrait saisissant et peut-être même par trop pessimiste.

17. Le passage en question se trouve chez Tocqueville : *De la Démocratie en Amérique*, vol. II, 4^e partie, chap. 6. Le voici : « Je pense donc que l'espèce d'oppression dont les peuples démocratiques sont menacés ne

Il faudrait un long exposé pour présenter les éléments et les conditions qui, en ouvrant la voie à la démocratie de masse, menacent gravement la liberté. Nous saisissons l'essentiel du problème si nous comprenons clairement la différence entre une démocratie libérale du type helvétique et anglo-saxon et la démocratie jacobine qui est devenue de plus en plus la forme de démocratie de notre temps, précisément parce qu'elle est à la mesure de la société de masse. Pourquoi en est-il ainsi, et quels liens unissent la démocratie jacobine et la société de masse ? Si nous disons que la démocratie libérale met l'accent sur la notion de liberté, alors que la démocratie jacobine le met sur celle d'égalité, cela revient à déclarer que la première repose sur le principe d'un gouvernement établi avec le consentement et le contrôle du peuple, tandis que la seconde se fonde sur le principe de la souveraineté du peuple établie à la majorité des voix et réalisant théoriquement l'identité du peuple et du gouvernement.

Si cette *souveraineté du peuple* n'est qu'un mythe, c'est un mythe extrêmement dangereux, parce qu'il ouvre la voie à la plus fâcheuse oppression et qu'il implique la possibilité d'instaurer un pouvoir totalitaire, établi à la majorité des voix. La démocratie libérale est une source de liberté, parce

ressemblera à rien de ce qui l'a précédée dans le monde ; nos contemporains ne sauraient en trouver l'image dans leurs souvenirs. Je cherche moi-même une expression qui reproduise exactement l'idée que je m'en forme et la renferme ; les anciens mots de despotisme et de tyrannie ne conviennent point. La chose est nouvelle, il faut donc tâcher de la définir, puisque je ne peux pas la nommer. Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils remplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres, ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux ; mais il ne les voit pas ; il ne les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. »

qu'elle est libérale, c'est-à-dire respecte les droits de l'individu à la liberté, et qu'elle est en même temps démocratique, c'est-à-dire qu'elle subordonne l'octroi du pouvoir au consentement du peuple. La démocratie jacobine, au contraire, est le tombeau de la liberté. Toutefois, l'idéologie jacobine de la souveraineté populaire devient d'autant moins dangereuse que l'État est considéré comme un élément étranger qu'il faut surveiller. C'est surtout le cas dans les États fédératifs, où le lointain pouvoir central n'étant absolument pas ressenti comme un gouvernement avec lequel on peut facilement s'identifier, suscite des forces défensives libérales, et où inversement le pouvoir central s'oppose à un despotisme éventuel des États-membres et des communes. Voilà pourquoi, en bonne logique, le jacobinisme a de tout temps considéré le fédéralisme comme le pire ennemi de la « république une et indivisible ». Or, comme la structure fédérative d'un État ne reçoit pas la vie en vertu d'un simple décret constitutionnel mais qu'elle suppose une structure de la société ayant ses racines dans la tradition, rien ne lui est plus contraire que la société de masse contemporaine, qui détruit cette structure. Ainsi la société de masse favorise la démocratie de masse jacobine, parce qu'elle paralyse et détruit les forces fédéralistes qui la contrarient. Mais là où ces forces ont pu se maintenir jusqu'à nos jours, elles se trouvent nettement sur la défensive, avec des perspectives de plus en plus sombres. Un pays comme la Suisse toutefois permet de faire des pronostics plus rassurants, car pour elle, étant donné son caractère multinational, le fédéralisme conditionne l'existence de l'État lui-même.

En Allemagne par contre, en dépit de toutes les traditions, le fédéralisme ne semble plus guère avoir de racines vivantes, c'est là un des symptômes impressionnants du stade que le phénomène de « massification » a déjà atteint dans ce pays, après son passage dans le concasseur du totalitarisme et de la défaite. Mais ce symptôme évident échappe complètement à certains milieux allemands, qui par ailleurs ne se lassent pas de condamner le processus

de « massification » ; ils ont prouvé leur aveuglement par le mépris où ils tiennent le fédéralisme et par la légèreté avec laquelle ils ont récemment supprimé, en tant qu'entités historiques, les États du Wurtemberg et de Bade, qui ont fusionné, comme deux sociétés, sous prétexte de commodité administrative.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner des paroles d'un ministre socialiste d'un *Land* allemand qui, voici quelques années, expliquait le plus sérieusement du monde que fédéralisme, administration autonome et autonomie communale étaient inutiles dans un État démocratique, puisque de nos jours, à l'encontre de ce qui se passait dans l'ancien État autoritaire, il n'existait plus de séparation entre le peuple et le pouvoir. Cet état de choses n'était selon lui que l'expression d'une méfiance, légitime, à l'égard d'un pouvoir central hostile au peuple, et par conséquent sans objet actuellement. En tout cas, il nous a rendu un service en nous donnant dans cette déclaration un exemple magistral, qui dissipe toute illusion en ce qui concerne le radicalisme de l'idéologie jacobine et ses conséquences. La démonstration de ce socialiste rappelle le raisonnement des communistes : lorsqu'on leur fait observer qu'il n'existe plus en Russie soviétique de syndicats ouvriers, ils répliquent tout bonnement que dans un État où le gouvernement et la classe ouvrière sont confondus, des syndicats indépendants représentant les intérêts des travailleurs sont parfaitement superflus. En fait, c'est là une manière de penser commune à tous les jacobins : tous sont fascinés par un mythe, dont il ne faut pas méconnaître le côté pseudo-religieux (bien qu'on ait pu lire récemment sur une affiche électorale du parti communiste suisse cette phrase établissant de façon blasphématoire le peuple souverain à la place de Dieu en parodiant la Bible : « La crainte du peuple est le commencement de la sagesse ! ») Le fait que l'on pouvait entendre pareils propos de la part des chefs de l'Allemagne national-socialiste nous rappelle d'une manière alarmante la parenté intellectuelle de toutes les idéologies totalitaires.

Le rapport étroit, voire indissoluble, qui existe entre la *société de masse* et la *démocratie jacobine* apparaîtra peut-être de manière encore plus manifeste si nous le considérons sous un jour un peu différent. Ce qui distingue la démocratie de masse d'esprit jacobin de la démocratie libérale, c'est également que la première, du fait qu'elle met l'accent sur la souveraineté populaire, n'admet, au-dessus des décisions du peuple « souverain », aucune instance, aucun impératif; contrairement à la démocratie libérale, où les limites de la puissance étatique, que ne peut franchir aucune majorité populaire ou parlementaire, sont posées par les principes traditionnels de l'État, par les commandements indiscutables de l'éthique et du droit naturel et par les maximes non écrites du patrimoine moral des nations.

Les démocraties anglo-saxonne et suisse plongent leurs racines historiques dans une époque antérieure de plusieurs siècles au suffrage universel; elles ont grandi à une période où non seulement les convictions chrétiennes et l'antique tradition du droit à la liberté étaient vivantes, mais encore où une structure sociale bien différente de notre société de masse moderne délimitait rigoureusement le domaine des droits et des devoirs. La plupart d'entre nous ont encore suffisamment de bon sens pour reconnaître, dans des cas extrêmes, la frontière méta-démocratique propre à la démocratie libérale et pour considérer comme évidente la nécessité de ne pas laisser à une majorité le soin de décider si notre pays sera communiste. Mais peu d'hommes encore savent reconnaître ici l'inquiétante fragilité du principe démocratique pur, qui menace de nous mettre totalement à la merci de l'arbitraire et de la désagrégation des lois régissant l'État et la société, et qui ne peut protéger ni la liberté, ni la propriété ni le droit contre le despotisme. C'est la fin de toute sécurité, comme l'a déjà dit Jacob Burckhardt.

À la longue, la démocratie et la liberté ne sont compatibles que si tous ceux qui exercent le droit de vote, ou du moins la majorité d'entre eux, s'accordent à penser qu'il existe certaines normes et certains fondements de la vie politique et de l'organisation économique, qui échappent

au système d'arbitrage démocratique. Si cette *unitas in necessariis* n'est pas réalisée, c'est à une démocratie de masse de style prétotalitaire qu'il faut s'attendre. Nous n'avons pas besoin des leçons de la Révolution française pour nous convaincre que cette démocratie de masse présentera inévitablement des tendances socialistes, et que, inversement, le socialisme est une des forces les plus déterminantes dans la transformation de la démocratie libérale en démocratie de masse. Quiconque retire leur caractère intangible à des institutions aussi fondamentales que la propriété et la liberté économique, et les soumet au vote, détruit cette condition de la démocratie libérale qui existe quand tous, quel que soit leur parti, reconnaissent que les fondements éthiques, sociaux et politiques de l'État ont un caractère inviolable. Ainsi le socialisme fait de la démocratie, instrument de paix intérieure, de sécurité, de stabilité et de liberté, l'arme de la révolution permanente.

Ce radicalisme de l'esprit qui ne laisse subsister aucun élément stable et remet sans cesse tout en question, caractérise également la société de masse et l'homme de masse. Car c'est bien là une tournure d'esprit conforme à des hommes qui, dans leur déracinement social, ont perdu le sens de la tradition, des principes et de l'histoire ; à des hommes qui se sont abandonnés aux caprices et aux passions du moment, à la démagogie des chefs qui transforment ces caprices et ces passions en slogans éphémères et en discours enflammés. Cette démagogie se trouve encore renforcée par le scepticisme, le positivisme, voire le nihilisme d'un certain enseignement, dont les intellectuels portent la responsabilité. Ainsi la démocratie de masse contient le ferment des religions sociales et révolutionnaires de notre temps. C'est le point de départ des croisades auxquelles les masses enthousiastes se joignent pour conquérir un empire millénaire, une Nouvelle Jérusalem. Ce que, à tort ou à raison, Michel Chevalier a noté sur le peuple américain (les *Lettres de l'Amérique du Nord*, 1836, sont contemporaines de l'œuvre de Tocqueville) reste valable, sans réserve aucune, pour cette démocratie de masse : elle possède le « moral d'une armée

en marche ». Le pas cadencé, l'entraîn contagieux, la vie au jour le jour, le rythme nerveux de la vie, les bannières grisantes, le nomadisme et le déracinement, le pragmatisme, les razzias et les gaspillages, la camaraderie, – tout est là¹⁸.

18. *Démocratie de masse* :

On trouve des points de vue intéressants chez Erik von Kuehnelt-Leddihn, *Freiheit der Gleichheit* ?, Salzbourg, 1953 ; W. Martini, *Das Ende aller Sicherheit*, Stuttgart, 1954 ; G. W. Keeton, *The Passing of the Parliament*, London, 1952 ; Robert A. Nisbet, *The Quest for Community*, New York, 1953 ; F. A. Hayek, « Entstehung und Verfall des Rechtsstaatsideals », in *Wirtschaft ohne Wunder*, édité par A. Hunold, Erlenbach-Zürich, 1953 ; J. L. Talmon, *The Origins of Totalitarian Democracy*, London, 1952 ; René Gillouin, *L'Homme moderne, bourreau de lui-même*, Paris, 1951 ; W. Lippmann, *Essays in the Public Philosophy*, Boston, 1955 ; Lord Percy of Newcastle, *The Heresy of Democracy*, London, 1954 ; Hannah Arendt, « Authority in the Twentieth Century », *Review of Politics*, octobre 1956 ; P. Worsthorne, « Democracy vs. Liberty », *Encounter*, janvier 1956 ; Christopher Dawson, « The Birth of Democracy », *Review of Politics*, janvier 1957. Dawson considère Thomas Paine comme le prophète américain de la démocratie révolutionnaire et il cite un passage de son célèbre ouvrage : *Common Sense*, 1776 (« Il est en notre pouvoir de recommencer le monde. Une situation comme celle-ci ne s'est pas présentée depuis l'époque de Noé. La naissance d'un monde nouveau est proche et une race d'hommes, peut-être aussi nombreuse que la population de l'Europe, va recevoir sa part de liberté, d'ici quelques mois. »)

Par bonheur l'influence d'hommes tels que Alexander Hamilton, James Madison ou John Adams a été suffisamment grande pour tenir en échec le jacobinisme de Thomas Paine et de ses disciples.

Le phénomène de « l'éternel jacobinisme » qui constitue également un élément essentiel du communisme, n'a pas été suffisamment élucidé. Surtout, l'idée d'un recommencement révolutionnaire propre à ce phénomène (comme si tous les millénaires précédents avaient dû attendre que nous soyons mieux éclairés et plus résolus) n'a pas encore reçu l'attention qu'elle mérite, malgré son importance indéniable. Il y entre bien entendu beaucoup de théologie, comme il apparaît très clairement chez Rousseau, le père de cette idée, et chez Paine, cité par Dawson. La variante catholique de cette idée se trouve exprimée pour la première fois chez Lamennais ; persuadé qu'à notre époque l'obscurantisme des peuples fait brusquement place au progrès, il introduit le progressisme et le « démocratisme » catholiques, un jacobinisme de la croix, qui de nos jours rend même les masses catholiques perméables à la démocratie totalitaire et au communisme, surtout justement au pays de Lamennais. Pour le christianisme orthodoxe d'Orient, un homme comme N. Berdiaeff a pu momentanément représenter cette tendance.

Nous consacrerons une étude spéciale au problème que représente pour la vie économique et sociale d'aujourd'hui cette démocratie de masse, qui a largué les amarres du droit naturel et de la tradition. Mais au préalable, je voudrais encore élucider quelques aspects de notre thème majeur : « Masse et Société ».

Revenons donc à Tocqueville. Il avait déjà su voir combien il est faux de vouloir opposer société de masse à individu, et « massification » à individualisme. C'est là un jugement qui lui fait honneur et qui est fort différent de celui que Mill devait formuler par la suite. Car « massification » et « individualisme » vont de pair, « massification » étant synonyme de désagrégation sociale et de destruction des communautés. À la vérité, on comprend toujours très mal cet aspect du processus de « massification », selon lequel la « massification » réduit l'individu à lui-même, puisqu'il est séparé de sa texture sociale naturelle. Inversement, l'individualisme, culte de l'individu concentré sur lui-même et du simple citoyen-électeur multiplié par des millions, est devenu, contrairement à une communauté et à une organisation sociale authentiques, contrairement aux « corps intermédiaires »¹⁹, au fédéralisme et au pluralisme politique et social, un des plus puissants corrosifs intellectuels, qui, en désagrégeant la structure sociale organique, ont contribué à la formation de la société de masse et de la démocratie de masse.

La société de masse est comme un tas de sable dont les grains sont des individus plus que jamais asservis, banalisés et dépersonnalisés, et en même temps isolés, déracinés, abandonnés, dépourvus d'une communauté, socialement désintégrés.

Il faut comprendre cela si nous voulons nous faire une idée claire de la société de masse et de ses corollaires politiques, intellectuels, sociaux et économiques. « Lonely crowd », comme dit le sociologue américain David Riesman dans le livre qui porte ce titre si bien choisi, voilà de quoi

19. En français dans le texte (N. d. T.).

il s'agit. En effet, comme nous l'avons vu, la solitude silencieuse avec soi-même et avec la nature, est de moins en moins recherchée, et de moins en moins sincèrement. Par contre, l'« individuation », le sentiment d'abandon, l'absence de communauté véritable, l'isolement deviennent le sort des masses, et c'est là un état pathologique si grave, que l'on comprend les auteurs sérieux qui considèrent le monde actuel comme frappé de folie collective. C'était notamment, avant la Seconde Guerre mondiale, le diagnostic du Hollandais J. Huizinga, et après lui, des psychiatres ont donné le même avertissement. Le sentiment d'isolement est probablement dû à plusieurs causes, qui agissent conjointement, mais la disparition de la société communautaire par « massification » en est incontestablement la plus importante²⁰.

C'est un fait remarquable (et consolant, ajouterons-nous) que ce soit encore un Américain (Ernest Van den Haag) qui nous ait brossé le tableau le plus lucide de cette dépersonnalisation et de cette désintégration sociale, qui s'accomplissent à l'intérieur d'une société de masse évoluée. Ce n'est pas seulement en tant que producteurs d'articles de série, dont la fabrication est de plus en plus mécanisée, mais aussi en tant que consommateurs, que les hommes se trouvent dépouillés de leur individualité propre. En effet, les produits de série ne peuvent pas tenir compte des goûts individuels ; et d'autre part une lourde fiscalité, exigée par l'écrasante majorité des consommateurs moyens envieux, amenuise de plus en plus la classe des gens assez aisés pour acquérir des produits qui ne sortent pas d'un même moule. Ainsi à une production anonyme correspond une consommation anonyme ; la standardisation des biens exige et finit par obtenir la standardisation des personnes. La plupart des gens passent leur vie à nicher dans des constructions

20. A. Rüstow, « Gegenwartsprobleme der Soziologie », *Vereinzelung, Vierkant-Festschrift*, Potsdam, 1949 ; Paul Halmos, *Solitude and Privacy*, London, 1952 ; David Riesman *et alii*.

de série hâtivement dressées. Ils naissent à l'hôpital, se nourrissent dans des « self-service », se marient à l'hôtel. Après les derniers soins médicaux, ils meurent à l'hôpital, les services funèbres les mettent promptement en bière et ils finissent incinérés. Dans toutes ces circonstances, et dans beaucoup d'autres, c'est au profit et à l'économie que l'on vise, au détriment de l'individualité et de la continuité. Quand on vit et meurt au hasard, dans un parfait anonymat, il devient difficile de se sentir uni à quoi que ce soit, fût-ce à son propre moi, et il devient peu « rentable » de se cramponner à quoi que ce soit, fût-ce à sa propre individualité. Le rythme de la vie individuelle perd son autonomie et sa spontanéité lorsqu'il doit se soumettre au flot des voitures et qu'il est saisi par le tourbillon de la rue ; il en est ainsi pendant notre travail, nos distractions et nos moindres actes. Un Faust moderne disant à l'instant qui passe : « Arrête-toi ! Tu es si beau ! » ne perdrait pas son âme, mais provoquerait simplement un embouteillage.

Nous sommes également d'accord avec notre observateur américain si perspicace, lorsqu'il voit une preuve manifeste de cette dépersonnalisation par la masse dans les efforts convulsifs qui sont justement faits pour la compenser artificiellement (« scientifiquement » est évidemment le terme), au moyen de toutes sortes d'organisations, comme ces cours de *human relations* qu'on donne dans certaines grandes entreprises. Au fond, ces efforts ne diffèrent pas du système qui s'est répandu dans l'industrie alimentaire : retirer à la farine ses éléments nutritifs, pour ensuite y introduire des vitamines artificielles. De même, l'écrêteau qui nous présente personnellement le préposé au guichet de la gare ne fait que confirmer le caractère impersonnel de nos contacts humains, car cet écrêteau serait parfaitement superflu au sein d'une petite communauté paysanne ou urbaine. C'est là une manière affectée de donner à la vie un caractère « scientifique », comme la science populaire des vitamines ou comme cette inscription alléchante que j'ai vue autrefois à l'aéroport d'Atlanta, sur un cheval de

bois destiné à amuser les enfants : « *Ride for your health!*²¹ » Bien entendu, il y avait là une intention publicitaire, mais nous y viendrons dans un chapitre ultérieur.

Les individus socialement désintégrés ressemblent aux corps physiques dont le centre de gravité se trouve vers l'extérieur. De là provient une pénible « sensation d'excentricité », qui va s'aggravant. De moins en moins les hommes trouvent le repos en eux-mêmes, et pour citer un passage célèbre d'une lettre de Jacob Burckhardt (à Frédéric de Preen, 30 décembre 1875) : « Ils sont transis s'ils ne sont pas rassemblés par milliers. » Ce phénomène ne concerne pas seulement les individus, mais des groupes entiers, notamment des groupements plus petits et plus isolés par rapport à d'autres, plus grands et plus centralisés ; c'est le cas, par exemple, des villages et des petites villes par rapport aux grands centres et à la capitale. De plus en plus les habitants des villages et des petites villes perdent la notion de ce sentiment que les ethnologues appellent « ethnocentrique », et qu'ils découvrent à l'état pur chez des tribus qui n'ont pas encore été touchées par notre civilisation. De plus en plus les hommes deviennent « ethnofuges », obsédés par un sentiment d'aliénation et tourmentés par la crainte de passer pour des « cul-terreux » ou de « s'embourgeoiser » s'ils ne font pas partie de la vaste fourmilière humaine d'une grande ville. Ainsi se forme ce qu'on pourrait appeler l'*alibisme*, un sentiment si particulier à notre époque, qui est précisément cette tendance à vouloir être ailleurs et cette impression névrosée de ne pas occuper la place qu'il faudrait. À la fois admirablement encouragé et techniquement facilité par l'automobile, la radio, le cinéma et la télévision, ce sentiment d'alibisme s'exprime dans le nomadisme de notre époque, dans le mouvement d'émigration vers les villes qui semble irrésistible, dans ce désir passionné de passer ses loisirs mêmes au milieu des foules, dans l'éternelle « bougeotte » et le tourisme de masse, qui prend des allures de plus en

21. « Montez à cheval pour votre santé ! »

plus pathologiques, du fait qu'il se réduit à « organiser » le voyage, à « prendre des photos » et à pouvoir dire ensuite : « J'y suis allé » ! Cet alibisme se manifeste encore dans la manie des conférences, des colloques et des festivals.

Toutes ces considérations sont loin d'épuiser un thème aussi vaste. Ni l'isolement, ni le vide, ni la disparition de la vie communautaire, ni le coup qui est ainsi porté aux conditions élémentaires du bonheur ne constituent tous les aspects du grave problème que constitue la société de masse. Il existe un autre facteur presque plus important et plus décisif encore, que depuis longtemps on néglige trop : l'ennui, qui se manifeste dans la société de masse. Il en est le produit et le corollaire. En outre il crée un état de choses qui accuse plus brutalement encore les traits caractéristiques de cette société de masse moderne et favorise la « massification ». C'est là qu'il faut chercher (quiconque y réfléchit s'en convaincra) une des clefs qui permettent de pénétrer le secret du monde contemporain, car c'est bien l'ennui, la véritable plaie de notre temps que nous ont infligée la « massification », l'isolement, la discontinuité, la dérèglement des ressorts profonds de la vie et de la société et le triomphe de l'esprit utilitaire sur la poésie, la dignité, le naturel et la grâce.

5. L'ennui dans la société de masse

Nous abordons ici un domaine si vaste, si important et si controversé que nous devons pousser plus loin notre analyse. Ce que nous avons à dire est susceptible en effet d'ébranler à la base la position des optimistes incorrigibles. Dans les discussions sur la société de masse et la crise de la civilisation (on le constate invariablement), ce qui à nos yeux constitue le thème fondamental de notre temps et en fait une des périodes de l'histoire les plus critiques apparaît à d'autres sous un jour fort différent. Si pour nous la société de masse et son corollaire, la technicisation ultrarapide, constituent les symptômes et les racines d'une grave

maladie sociale et d'une dangereuse altération des conditions de vie de l'individu sur le plan spirituel et moral, si nous exprimons l'opinion que c'est là qu'il faut chercher les causes mêmes du collectivisme et du totalitarisme qui menacent la liberté et la personnalité, on peut être assuré qu'il se présentera toujours quelqu'un pour contester ce diagnostic au nom du progrès et de la liberté. En effet, il ne manque pas de gens pour interpréter les symptômes d'une maladie extraordinaire comme les signes d'une guérison qui promet d'être tout aussi extraordinaire.

Cependant, il serait faux d'opposer ces deux manières de penser, en affirmant que l'une est « américaine » et l'autre « européenne ». Certes, les modes de pensée et de vie existant en Amérique offrent, à bien des égards, une illustration frappante des phénomènes qui préoccupent la critique de la société de masse et de la technicisation, surtout parce que ces modes de vie sont ceux d'une société qui puise peu aux sources du passé. Ils conduisent donc facilement à l'optimisme et au rationalisme social l'Américain décidé à tout approuver sans réserve. Mais il suffit de citer des noms comme George Santayana, Russell Kirk ou Walter Lippmann et, dans leur sillage, la multitude des sympathisants « néoconservateurs » ou « décentralistes », pour faire comprendre que, sous l'influence précisément des exagérations de la vie américaine, ce mode d'existence inquiétant, alarmant même, suscite la critique des meilleurs Américains et mobilise des réserves religieuses et morales que l'on voudrait voir chez bien des Européens, satisfaits d'eux-mêmes ou décidés à imiter aveuglément l'Amérique. D'autre part, il ne manque pas non plus de gens en Europe pour surpasser si possible les apologistes américains de l'américanisme et de ce qu'ils appellent la « liberté américaine », et pour opposer un optimisme convaincu à notre critique de la société de masse et de la technicisation à outrance.

Fort heureusement, il ne s'agit pas ici d'une opposition entre la mentalité « européenne » et la mentalité « américaine », et nos Super-Américains d'Europe, avec leurs

hymnes à la grandiose « société de consommation », ne font que se ridiculiser aux yeux des Américains qui, sachant à quoi s'en tenir, considèrent l'engouement européen pour l'« américanisme » comme une trahison envers le patrimoine commun. À la vérité, il s'agit d'un conflit entre deux philosophies sociales, qui ne sont liées ni à des nations, ni à des continents, ni à des classes sociales, mais qui plongent leurs racines dans des couches si profondes qu'elles atteignent les tréfonds religieux, justifiant une fois de plus le mot du cardinal Manning : « En dernier ressort, toutes les divergences d'opinions chez les hommes sont d'ordre religieux. » Il est clair, en tout cas, que le conflit n'est pas dépourvu d'une puissante résonance politique, qui se manifeste lorsque la critique de la société de masse est rejetée en bloc comme « réactionnaire », les progressistes et les communistes se rejoignant sur ce point, comme il arrive souvent.

Ainsi, au premier abord, il semble qu'il soit difficile de créer les conditions d'une entente, ou même simplement d'une discussion féconde. Mais il n'y a pas plus à gagner pour les uns à nous traiter de « romantiques » (cela pourrait, bientôt, devenir un titre honorifique) que pour nous à ravalier les autres au rang d'optimistes aveugles ou de socialistes dogmatiques.

Comment dépasser cette position stérile d'incompréhension réciproque ? Existe-t-il une possibilité d'atteindre le terrain solide d'arguments irréfutables, auxquels les optimistes n'auraient plus rien à répondre ?

Il est extrêmement important de savoir que cette possibilité existe. Ainsi, il y a un type d'optimistes bien défini et très répandu, dont on est en droit de dire qu'ils sont comme des aveugles disputant sur les couleurs (et souvent d'ailleurs avec une grande prétention).

Sortis d'un milieu urbain et industriel, ils ignorent la vie des hommes nés et élevés à la campagne, qui ont acquis en tétant le lait maternel le sens de la communauté villageoise et apprécié la familiarité de la nature ; bref, le contraire d'une « société fabriquée » (Hans Freyer). Entre eux et nous, qui avons connu ce bonheur, il y a une

asymétrie, puisqu'ils sont moins informés que nous dans les domaines que nous confrontons ici et qui nous apportent, à nous, une authentique échelle de valeurs. Nous, qui venons de la campagne ou qui du moins avons gardé des liens intimes avec la vie rurale et dont la vie même a fait des citadins, nous connaissons l'une et l'autre réalité, alors que seul le monde citadin et industriel est familier aux autres. Bien mieux, il est difficile de trouver un citadin de souche campagnarde qui ait adopté comme idéal les théories optimistes du progrès industriel et la vie déracinée de la société de masse; par contre, ils sont légion les hommes qui, nés dans les villes ou les cités industrielles, n'ignorent aucunement le prix dont ils ont payé la perte de la vie communautaire et champêtre.

Il serait bon de méditer un peu ces faits, de façon à reconnaître de quel côté se trouvent l'aveuglement et l'ignorance. Et la conclusion s'impose: dans cette discussion, nous sommes en droit de demander à notre optimiste, étant donné ses origines, s'il possède une expérience aussi vaste que la nôtre; et s'il ne peut nous fournir cette assurance, nous le prions de reconnaître son incompetence.

Malheureusement nous devons tenir compte d'un autre fait, qui ne peut que renforcer davantage le pessimisme du censeur de la société grégaire et industrielle: au fur et à mesure que l'homme des cités et des machines devient le type prépondérant, les chances augmentent pour que l'urbanisation, la « massification » et les ravages de la technicisation dans la vie et dans la nature soient considérés comme des postes avancés du progrès et de la liberté, par des intellectuels issus du même milieu que ces hommes et traitant avec une ironie sarcastique ceux qui ne sont pas dupes. Il est triste de constater qu'il devient de plus en plus difficile de faire entendre une voix comme celle de l'auteur de ces lignes. Non pas, certes, que nous nous complaisions à aller à contre-courant, mais le mal a pris de telles proportions que l'on a perdu la notion du normal, sans que les hommes en soient plus heureux ou mieux portants.

Néanmoins si, dans tous ces domaines, un pays comme la Suisse est en moyenne mieux partagé, cela tient certainement à ce que précisément le pourcentage de ceux qui ont grandi à la campagne, ou du moins qui ont conservé avec elle des liens autres que strictement touristiques, demeure toujours fort élevé. « Ce n'est pas par hasard, écrit le critique bavarois Joseph Hofmiller, que les Suisses écrivent de si belles histoires pour enfants: ils n'habitent pas les grandes villes. Un enfant de la ville ne sait même pas ce que cela veut dire: être un enfant. Être un enfant, c'est jouer dans les champs, au milieu des herbes et des arbres, parmi les oiseaux et les papillons, sous un ciel bleu qui s'étend à perte de vue, dans un grand silence où le chant du coq, le tintement de l'Angélus ou le gémissement d'un essieu de charrette sont un événement. Être un enfant, c'est communier avec les saisons, avec la première neige, avec les premiers tussilages, c'est se réjouir de la première galopade nu-pieds, de la floraison et de la cueillette des cerises, de l'odeur du blé mûr et du foin sec, c'est aimer le chatouillement des chaumes sous la plante des pieds, la veillée précoce sous la lampe. Le reste est artificiel, étriqué, étouffant, une vie d'adultes en miniature ». Dans une caricature sinistre représentant une cour d'immeuble à Berlin, Henri Zille nous montre la concierge chassant les enfants loin d'un misérable pot de fleurs en disant: « Allez, les enfants, allez jouer avec les poubelles! »

Sans que les hommes en soient plus heureux ou mieux portants, disais-je tout à l'heure... et j'en arrive au point essentiel. En toute simplicité, il peut être formulé par cette phrase de l'Évangile: « À quoi servirait à l'homme de posséder tous les biens de la terre, s'il venait à perdre son âme? »

Et en termes moins solennels: si notre attitude critique vis-à-vis de la société de masse et du culte de la technique l'emporte sur l'attitude optimiste, c'est parce que celle-ci entraîne des conséquences manifestement négatives. Une attitude non critique et optimiste apparaît comme une anthropologie à courte vue, parce qu'elle ne s'interroge ni sur l'homme, ni sur le corps, ni surtout sur l'âme qui ont

été placés dans ces conditions prétendues favorables. Les gens dépourvus d'esprit critique ne voient pas le défaut de la cuirasse, éblouis par les salles de bain carrelées, les routes goudronnées et les appareils de télévision. Ils ne peuvent s'empêcher de constater que l'insatisfaction et le malaise marchent de pair avec l'abondance des biens qui, axés sur la seule jouissance matérielle, sont en rapport inverse du bonheur que l'on attend d'eux. Mais ils ne peuvent comprendre les raisons profondes de ce paradoxe apparent.

Ce sont ceux qui ont directement accès à l'homme, compris comme un tout moral et physique, qui savent le mieux ce qu'il en est en réalité. En tout premier lieu, il y a les directeurs de conscience, mais leur témoignage, nécessairement discret, est souvent dépourvu de cette force persuasive devant laquelle les incrédules seraient prêts à déposer les armes. Mais le témoignage des médecins des deux côtés de l'Atlantique est sans réplique. Quand les cabinets des psychiatres, des neurologues et des cardiologues sont pleins à craquer d'épaves humaines, l'éloge dithyrambique de l'automobile et du béton devient oiseux. « Seuls des illuminés du progrès, écrit un psychiatre allemand, peuvent nier que notre monde artificiel, par son esprit technique, risque de devenir un danger mortel pour les hommes, que ce monde s'achemine vers une transformation radicale de la structure spirituelle et physique de l'homme, parce que l'homme a sacrifié à cet univers des éléments essentiels et inaliénables de son humanité, afin de maintenir en marche le fonctionnement automatique de ce monde de machines, parce qu'il personnalise la technique et ses équipements et qu'il se dépersonnalise lui-même²². » Le langage objectif des chiffres sur les maladies du cœur et des nerfs, le suicide, l'usage des stupéfiants est sans doute le plus perceptible aux enrégés du quantitatif. C'est lui précisément qu'il

22. La citation est empruntée au livre de Joachim Dodamer, *Gesundheit und technische Welt*, Stuttgart, 1955, p. 203. Cf. R. Demoll, *Prometheus in Ketten. Für oder gegen die Natur*, 1954 ; Hermann Friedmann, *Das Gemüt, Gedanken zu einer Thymologie*, Munich, 1956.

faut entendre, lorsque nous sommes nous-mêmes en cause dans ces statistiques macabres. Celui-là encore devrait y prêter l'oreille, qui ne sait pas percevoir ou interpréter le langage plus subtil des artistes, plus doués pour réagir au monde qui les environne.

Ainsi, tout nous incite à prendre loyalement conscience de nous-mêmes et à reconnaître que la société de masse et la civilisation urbaine et industrielle menacent de nous condamner à des conditions de vie qui ne seront plus « à la taille de l'homme » (Ramuz). Ici, le modernisme, l'eudémonisme social ou l'anathème contre les « réactionnaires » et les « romantiques » sont inopérants.

Beaucoup de gens qui, dans le monde d'aujourd'hui, se sentent sinon malheureux, du moins mal à l'aise, veulent en trouver l'explication dans l'angoisse et le souci. La philosophie existentialiste en a d'ailleurs tiré tout un système. Personne ne niera que l'Angoisse et le Souci, les esprits infernaux de la Grèce antique, sont des sentiments profondément ancrés dans notre monde actuel. Or, voici comment sont décrits les ravages du Souci dans le *Second Faust* de Goethe :

*Lorsqu'une fois je possède quelqu'un,
Le monde entier ne lui vaut rien.
D'éternelles ténèbres le couvrent,
Le soleil ne se lève ni ne se couche pour lui,
Ses sens, si parfaits qu'ils soient,
Sont couverts de voiles et de ténèbres.
De tous les trésors, il ne sait rien posséder;
Bonheur, malheur deviennent des caprices.
Il meurt de faim au soin de l'abondance,
Que ce soient délices ou tourments,
Il remet au lendemain,
N'attend rien de l'avenir
Et n'a plus jamais de présent²³.*

23. Traduction de Gérard de Nerval.

Mais l'angoisse et le souci ne peuvent anéantir l'homme que s'il n'aperçoit plus le sens et le but de la vie. Comme le dit le poète Charles Morgan, qui était un des rares nobles esprits de notre temps : « Ce ne sont pas les souffrances, ni même la crainte ou la terreur qui poussent l'homme au désespoir ; c'est bien plutôt dans l'isolement et dans l'ennui qu'il faut chercher les causes profondes de ce sentiment ; voilà les terribles fléaux qui s'abattent sur notre époque encombrée de foules et d'événements²⁴. »

Ici, comme ailleurs, nous avons suffisamment parlé de l'un de ces fléaux : l'isolement. Aussi faut-il maintenant examiner attentivement l'autre : l'ennui. À toutes les époques, on a beaucoup parlé de ce sentiment, comme d'un mal banal et éternel, inhérent à la nature de l'homme, mais très rarement comme d'un produit et d'un mal issus de la société de masse. Ce qu'en ont dit Pascal ou Schopenhauer demeure toujours profondément digne de réflexion et riche d'enseignements, mais notre époque nous apprend que cette maladie de l'esprit, apparentée de près à l'« *acedia* » de l'Église du Moyen Âge, peut avoir son origine non pas dans les égarements de l'âme solitaire, mais dans l'influence de la société. Dans le *Journal d'un curé de campagne*, le héros de Bernanos en parle comme d'une fine poussière qui de nos jours n'épargne même pas la campagne, qui se dépose sur tout et contre laquelle les hommes s'efforcent de se protéger par une activité fébrile²⁵.

En épigraphe à ces réflexions, nous pourrions citer la remarque d'un ethnologue contemporain sur une tribu de l'océan Pacifique : « Les autochtones de ce malheureux

24. Charles Morgan, *Liberties of the Mind*, London, 1951, p. 111.

25. En dehors de Bernanos, que nous avons cité, de nombreux autres écrivains contemporains (T. S. Eliot, E. Waugh, etc.) ont abordé ce sujet. Cependant, à part le remarquable chapitre de Russell Kirk, *A Program for Conservatives*, Chicago, 1954, je ne connais aucune autre étude valable qui traite de cette question. Son livre *Beyond the Dreams of Avarice*, traite également, en différents endroits, de l'« *Age of Boredom* ». Le véritable inventeur du « *social ennui* » est sans doute Dean W. R. Inge (*A Pacifist in Trouble*, London, 1939).

archipel sont en voie d'extinction surtout parce que la "civilisation" qu'on leur a imposée les a frustrés de tout intérêt pour la vie. Ils dépérissent par pur ennui. Si chaque théâtre est remplacé par cent cinémas, chaque instrument de musique par cent phonographes, chaque cheval par cent voitures bon marché ; si les progrès de l'électricité permettent à chaque enfant d'écouter, avant de s'endormir, des contes débités par un haut parleur, si les applications de la science ont tiré des matières premières tout ce qui est concevable pour rendre la vie aussi intéressante que possible, on peut supposer que la population du monde civilisé tout entier suivra le sort des Mélanésiens²⁶. »

Même s'il n'est pas pris au pied de la lettre, ce virulent exposé permettra de situer les causes de l'ennui, en tant que phénomène social, très subtiles dans le détail et très difficiles à isoler parce qu'elles s'interpénètrent. Cette réserve étant faite, nous pouvons procéder à l'analyse suivante :

Premier point : il est clair que la perte du sens communautaire, la disparition de la spontanéité, le sentiment de vide et d'isolement, phénomènes inhérents à notre société de masse, sont propres à faire naître l'ennui, très souvent d'ailleurs soigneusement dissimulé. La désagrégation des cadres sociaux naturels, le vide intérieur que crée un travail mécanisé, technicisé et orienté vers le quantitatif, le déracinement de l'existence, ne font qu'inciter davantage l'homme à remplir les heures en se consacrant à ce qu'il tient pour un plaisir ou une distraction. Mais là, encore il découvre qu'il s'est précipité d'un vide dans un autre, parce qu'il a perdu le sens et le but de la vie. Cette même

26. La citation est empruntée au livre de W. H. R. Rivers, *Essays on the Depopulation of Melanesia* (d'après Kirk, *op. cit.*, p. 104). Nos antiromantiques sont-ils conscients de l'aversion que les peuples de couleur éprouvent pour ce qu'ils nomment le « matérialisme » occidental, et de l'importance de cette aversion dans leur regrettable volonté de se désolidariser de l'Occident ? Elle est pour le moins aussi grande que le désir qui les pousse à imiter ce matérialisme, et que la haine qui en découle, à cause de la difficulté de cette imitation.

civilisation qui, grâce aux techniques modernes de production, lui jette l'une après l'autre des possibilités de distractions et d'agréments, lui enlève simultanément la conviction intime que le travail est le véritable but de la vie ; et lorsqu'il cherche une compensation dans la consommation, il est encore la dupe. Les sociologues qui, naïvement, comptent nous persuader d'accepter sans regret le nouveau mode de travail et nous consoler en invoquant les joies du « temps libre » et de la « consommation », font toujours un faux calcul et ils ne semblent même pas comprendre pourquoi.

« Ici, nous dit un observateur lucide décrivant la vie d'une cité industrielle allemande, au milieu d'une ravissante forêt de bouleaux est installé un groupe de soixante mille travailleurs industriels, qui tournent le dos à la nature, et non seulement à la nature mais manifestement aussi à la raison, à la tradition et aux enseignements du passé... Cette communauté que n'unit aucun lien solide, composée d'êtres rassemblés au hasard et implantés dans des blocs d'habitation tout neufs, a oublié la guerre perdue, les industries perdues ; mais elle a aussi oublié que la vie de la créature humaine a besoin d'un centre d'intérêt. Dans l'univers hautement civilisé et spécialisé de Marl, 100 % des hommes aptes au travail, et 20 % des femmes aptes au travail se réunissent pour une besogne quotidienne dont seuls quelques-uns comprennent le sens profond... Dans ces localités industrielles, il est clair que le travail perd son sens visible et tangible. De chaque lopin de terre, de chaque tête de bétail, de chaque arbre, un paysan peut dire ce qu'ils produisent. L'ouvrier, dans un monde supermécanisé comme celui-là, ne le peut plus. Aussi faut-il le consoler d'avoir perdu le sens visible de la vie, et on doit reconnaître qu'on y réussit la plupart du temps. Les temps libres de Marl sont un conglomerat de stimulations intellectuelles et spirituelles disparates. C'est le journal apolitique (*Das Heimatblatt*), la radio, le cinéma, la télévision. Ce sont les magazines, les journaux sportifs, les illustrés. Ce sont les innombrables livres des bibliothèques de prêt, les clubs de livres... Ce sont les engins mécaniques,

la Mobylette, la moto, les appareils à sous..., mais jamais de vrais loisirs, jamais de contemplation véritable, réfléchie... Que contempler du reste ? Derrière Marl, la nature est devenue un simple décor. On la voit sous des couleurs presque aussi naturelles dans les films en Technicolor. Alors on part en quête de la nature en entreprenant des voyages de vacances toujours plus lointains²⁷. »

Ce même observateur nous parle du vieil ouvrier de la Ruhr qui lui dit : « Autrefois tout mineur voulait devenir porion, aujourd'hui il veut une augmentation de salaire et une réduction des heures de travail. » Cette mentalité est critiquée avec esprit dans une caricature parue en Amérique : un candidat aux élections, s'adressant à ses électeurs, leur représente que son adversaire leur promet bien la semaine de quatre jours, mais ne se soucie nullement de savoir si leur longue période de loisirs sera agréablement remplie.

27. Il s'agit de Richard Kaufmann, *Süddeutsche Zeitung* du 6-7 octobre 1956, qui s'appuie sur une enquête faite par un institut universitaire sur « l'aménagement des loisirs dans une ville industrielle ». Le célèbre rapport Kinsey, qui par son caractère est déjà un signe des temps, relève du même ordre d'idées ; cette sexualité déchaînée et obsédée n'est-elle pas en effet l'expression d'une société qui s'ennuie démesurément et qui par cette dégradation de l'érotisme accroît encore son ennui ? Si ce rapport prouve quelque chose, c'est bien que notre époque est proche de succomber sous le poids de l'ennui, comme ces Mélanésiens dont nous avons parlé plus haut. En ce qui concerne l'Angleterre, on trouve chez Soeböhm Rowntree et Lavers, dans leur essai : *English Life and Leisure*, 1951, un tableau tout aussi saisissant sur l'ennui qui dévore la société de masse britannique. Si l'on considère que la femme, dans la mesure où elle peut demeurer maîtresse de maison et mère, et sans doute encore parce que sa nature est différente, conserve des possibilités compensatrices, on est en droit de supposer qu'en général notre société de masse dénature plus fortement l'homme et le condamne davantage à l'ennui qu'elle ne le fait pour la femme ; cf. Ludwig Paneth, *Rätsel Mann*, Zürich, 1946 ; Joachim Bodamer, *op. cit.*, p. 49 et suiv.). Quant au sort des vieux dans une telle société, voilà une question qui fait l'objet d'une littérature abondante. Elle est de la plus haute importance et ouvre les perspectives les plus sombres. En ce qui concerne les enfants, nous en avons parlé précédemment.

Nous arrivons au *second point*, qu'il est difficile de séparer de ce qui précède : l'influence destructrice qu'exercent sur la vie les conceptions utilitariste, économiste et matérialiste, dont nous aurons encore à nous occuper dans la suite de cet ouvrage.

« Une société qui fait de la jouissance matérielle le fondement de toutes choses sera à la fois monstrueusement productive et monstrueusement stérile, rassasiée et affamée, livrée à un sentiment d'ennui démesuré²⁸. » Déjà Tocqueville avait discerné que là résidait un des grands dangers inhérents à la société de masse, et que celle-ci conduisait facilement à un tourbillon inextricable. « La démocratie favorise le goût des jouissances matérielles. Ce goût, s'il devient excessif, dispose bientôt les hommes à croire que tout n'est que matière; et le matérialisme, à son tour, achève de les entraîner avec une ardeur insensée vers ces mêmes jouissances. Tel est le cercle vicieux dans lequel les nations démocratiques sont poussées²⁹. » Mais la cause véritable de ce cercle vicieux échappait encore à Tocqueville : cette cause, c'est l'ennui propre à une société adonnée à la jouissance matérielle, l'ennui qui pousse cette société à rechercher toujours davantage la jouissance et surtout la jouissance inédite. C'est l'ennui propre à l'enfant gâté, qui possède trop de jouets, qui peut tout obtenir sans effort, dont on satisfait tous les désirs. La télévision est un jouet nouveau qui n'est pas sans attrait et sur lequel se précipitent tous ceux qui s'ennuient et qui possèdent déjà leur poste de radio, leur chauffage au mazout, leur cuisinière électrique et je ne sais quoi encore; elle les distrait de leur ennui pour un moment, puis celui-ci revient, plus tenace qu'auparavant³⁰.

28. Colm Brogan, *The Democrat at the Supper Table*, London, p. 171.

29. Tocqueville, vol. II, 2^e partie, chap. 15. Cf. également ses remarques, *op. cit.*, chap. 17.

30. Arnold Weber, « Zur Psychologie des Fernsehens », *Schweizer Monatshefte*, février 1957. L'auteur est professeur de psychiatrie infantile à l'Université de Berne.

Tout cela est sérieux. Mais en réalité le mal se situe encore plus profondément, à un niveau que les champions du modernisme ne semblent guère soupçonner. La question que nous devons nous poser se présente ainsi : ne sommes-nous pas quotidiennement occupés, avec une énergie farouche et un aveuglement tout aussi farouche, à créer autour de nous un univers matériel qui ne peut que laisser l'âme humaine dans l'inquiétude, et provoquer des lésions psychiques extrêmement graves, inguérissables ? Et ne le faisons-nous pas en vue du seul profit matériel, en vue d'avantages économiques, sans même nous soucier des désordres épouvantables que nous provoquons sur un plan infiniment plus important de la vie ? Ce à quoi nous tendons, c'est précisément à la possession de cette force sinistre, dont se sert notre civilisation de masse, industrielle et urbaine, pour détruire beauté, dignité, harmonie et poésie partout où elles se manifestent, au point que R. Borsodi, encore un Américain, a pu la surnommer « *The Ugly Civilisation* », dans un livre qui porte ce titre. Pour des raisons subtiles, notre univers de béton, d'essence, et de panneaux publicitaires, est fait pour nous dérober certaines vitamines indispensables à l'âme (« *unbought graces of life* », Edmund Burke), au nom d'un rationalisme technico-social pour lequel est obstacle tout ce qui est organique, spontané, bigarré, pittoresque et indifférent aux résultats mesurables.

Nous violons la nature, au point d'« effacer le paysage » ; tout récemment, un physicien allemand voyait dans ce phénomène le signe d'un âge nouveau de l'humanité. Nous savons déjà que de simples motifs biologiques nous interdisent de le faire impunément. Mais il faut aussi reconnaître qu'il s'agit là d'un empiétement sur l'âme de l'homme, qui lui enlève une force vitale irremplaçable. Il est inéluctable que dans ces conditions nous soyons privés d'un ressort essentiel et que, chose incompréhensible pour beaucoup, tout nous paraisse fade, puisque nous avons de plus en plus affaire à l'homme et à ses ouvrages, et de moins en moins à la nature ; puisque, irrespectueux

des arbres et des créatures, nous les traitons en machines et en matière première; puisque nous dérobons à la nature son caractère sacré, au point de nous enorgueillir de faire la pluie et le beau temps. De nos jours, le magnifique gibier d'Afrique est mis à la portée des chasseurs qui peuvent payer, et les temps sont proches où nous ne pourrons plus montrer à nos petits-fils que les bêtes sauvages figurant sur les livres ou habitant les jardins zoologiques. L'une après l'autre les différentes races d'oiseaux capitulent devant l'homme, à part les plus communes; fleuves, rivières, étangs deviennent des canaux d'écoulement, à moins que les eaux d'égout ne les transforment en cloaques nauséabonds; l'une après l'autre les vallées sont englouties par des barrages afin qu'un plus grand nombre d'hommes puissent se raser au rasoir électrique ou tuer le temps devant un poste de télévision. Et qui osera affirmer que pareil style de vie ne rend pas la vie désespérément ennuyeuse?

Table rase, règne de la planche à dessin et arrogante ignorance envers tout ce qui est le passé: voilà une attitude qu'on n'applique pas seulement vis-à-vis de la nature mais aussi vis-à-vis de l'héritage culturel des villes. Au dédain de la nature correspond ici le dédain de l'aspect historique de la ville, avec sa beauté et son harmonie. Ainsi s'exprime Jules Romains dans son livre *Le Problème numéro un* (que nous avons eu déjà l'occasion de citer à plusieurs reprises): « Il se peut que, pour une civilisation, la destruction de sa physionomie, au-delà d'une certaine limite, soit un malheur intolérable, une peine rongeannte qui chemine dans le subconscient, une diminution sournoise de la raison d'être et de l'ardeur à vivre. » Dans ces conditions, il n'est sans doute guère possible d'évaluer, sur le plan spirituel, la portée de l'irréparable destruction des villes allemandes et son effet sur les progrès manifestes de la culture de masse en Allemagne³¹. Les efforts déployés

31. Charles Baudouin (*op. cit.*, p. 21) se demande si le vandalisme des bombardements de la dernière guerre mondiale ne correspond pas à

en matière de reconstruction pour renouer, dans la mesure du possible, avec les formes du passé, méritent par conséquent les plus vifs éloges. Mais il est significatif que de tels efforts ne connaissent le succès qu'au prix d'une très vive lutte avec les tenants du modernisme, et n'ont que des effets éphémères. En vérité, c'est ce *démon destructeur du modernisme* qui triomphe partout et ose attenter, avec une audace toujours croissante, à la noble physionomie de nos villes européennes. Il en résulte qu'elles finissent par devenir aussi ennuyeuses que les villes américaines.

Lorsqu'un des chefs de l'école moderne, l'architecte Le Corbusier, déclare avec une franche brutalité: « Il faut détruire le cœur même de nos vieilles cités, avec leurs cathédrales, et les remplacer par des gratte-ciel », il n'y a là qu'une formulation extrême de l'esprit de destruction révolutionnaire qui est propre au modernisme. Et le prestige mondial dont jouit un homme comme Le Corbusier ne fait que prouver la puissance de cet esprit révolutionnaire. Que ce révolutionnaire de la table rase et de l'effacement de l'histoire (qui ressemble, par sa foi naïve en une lumière finale et durable, aux dithyrambes des journaux de mode

l'esprit du modernisme cynique et destructeur. En fait, la destruction du cœur même de la ville n'a aucune justification stratégique, sans parler de justification morale. Aux architectes d'avant-garde, le quartier ancien fait l'effet d'avoir une paille dans l'œil. Est-ce par un dernier, un bien faible reste de pudeur ou pour quelque considération d'intérêt touristique, qu'à Boston, par exemple, on a laissé debout, au milieu des blocs de béton et de verre, le vieux palais des gouverneurs anglais du XVIII^e siècle, dont la noblesse, au milieu de cette laideur oppressante et ennuyeuse, ne témoigne que plus éloquemment contre la barbarie moderne ? Si au courant américain qui se déverse chaque année sur l'Europe ne s'oppose aucun contre-courant européen, si le type de l'Américain fatigué du Nouveau Monde qui cherche refuge en Europe, tel que le décrit Sinclair Lewis dans certains de ses romans réalistes, n'a pas son pendant européen, la raison profonde en est que les Américains trouvent encore dans le Vieux Monde une vitamine spirituelle dont ils sont privés dans le Nouveau. C'est dans cette optique qu'on doit condamner l'application des Européens à imiter l'Amérique, et il s'en fallut de peu qu'on laissât venir à Venise l'architecte Lloyd Wright de Chicago. Ainsi s'active-t-il aujourd'hui à détruire les vieux quartiers de Damas.

qui traitent avec mépris la mode de l'année précédente, sans réfléchir qu'un sort identique attend la mode nouvelle) corresponde à l'esprit de la démocratie de masse, voilà une vérité qui se passe de démonstration. « Il faut recommencer à zéro »³², déclare le même Le Corbusier, traduisant ainsi en langage d'architecture la phrase de Thomas Paine: « *We have it in our power to begin the world over again.* »

Pendant combien de temps nos paysages et nos villes sauront-ils résister à cette offensive du béton et des hérauts du « dynamisme fonctionnel » ? Quelle résistance peut-on opposer à cette conception, digne de notre temps, d'une ville synthétique, d'une ville-planche à dessin, qu'on pourrait faire surgir du sol ? Pendant combien de temps pourra-t-on protéger les autoroutes allemandes contre la pression des agents de publicité ? Le pays où nous rêvons de voyager (*Italia Diis sacra*) s'est héroïquement offert pour prouver dans les faits qu'il était possible de rendre indiciblement laid un des plus beaux pays du monde, autant que le permettent les orgies d'affiches et les faubourgs sales et vulgaires.

Ce processus qui néglige autant la nature que l'histoire mène à un appauvrissement spirituel en s'attaquant à tous nos sens. Cet étiolement est dû non seulement à l'effet visuel, mais encore à la résonance acoustique : le bruit qui s'élève de la société de masse elle-même et qui, dans le sifflement aigu des avions à réaction et des hélicoptères, finit par atteindre les proportions d'une torture infernale. Ce n'est pas que l'absence de bruit soit un idéal. Il existe aussi un silence du néant, l'hébétude de la mort, une absence de sons, là où nous regrettons les chansons des servantes, les musiciens de village au coin de la rue, les trilles du rossignol, le carillon du clocher, la trompette du postillon, l'accordéon sous le tilleul, les soirs d'été, le battement du fléau à blé, le chant du coq. Dans le domaine de l'acoustique également, il existe une ordonnance « naturelle », à la mesure de l'homme ; le malheur et l'ennui, c'est que nous

32. En français dans le texte.

entendions les marteaux pneumatiques et les motos, et non des hommes qui expriment en chansons leur joie de vivre. C'est le bruit « technique » de notre époque qui est véritablement la chose infernale qui nous fait considérer comme une grâce une certaine surdité. À la vérité, lorsque, pour encourager le tourisme, on nous propose de flatter notre oreille par un chant populaire ou autre chose, la saveur en est édulcorée et c'est une bien médiocre consolation de penser qu'il s'agit d'un hommage rendu par le mercantilisme aux « *unbought graces of life* ».

Ainsi l'ennui s'étend comme une moisissure, tandis que disparaissent les véritables joies de l'homme en harmonie avec son âme : charme, noblesse, toutes choses qui valent la peine d'être vécues. Il en est de même de l'amour : l'obsession sexuelle de notre temps le vide de toute tendresse, de toute poésie, et il s'achève sur l'énorme tas de cendres de l'ennui ; et si l'adultère devient un fait quotidien et banal, que nous importent *Madame Bovary* et *Effi Briest* ? Parmi les scories qui achèvent de se consumer, on aperçoit la notion du divin qui, même en tant que croyance populaire, commande notre respect. N'oublions pas non plus la véritable culture populaire, avec ses us et coutumes, dont les racines plongent dans le cycle des saisons, avec ses fêtes qui se déroulent selon des modes anciens ; de toutes ces coutumes, seule la fête de Noël a conservé encore quelque éclat, malgré la lumière criarde des réclames au néon. À toutes ces joies qui s'éteignent, il s'en ajoute encore bien d'autres, mais le cadre de cet ouvrage ne permet pas de les dénombrer toutes. Il est néanmoins indispensable de préciser encore que la disparition de toutes ces choses, menues ou grandes, qui donnent à la vie son charme, sa noblesse et sa poésie, est également préjudiciable à l'artiste : elle le prive d'une matière qui le tente ; c'est ce qui explique l'évident appauvrissement que nous constatons dans l'art contemporain, qu'il s'agisse de littérature ou de peinture³³.

33. Sur ce thème on trouve quelques remarques fort intéressantes chez Russell Kirk, *Beyond the Dreams of Avarice*, p. 308 et suiv. Nous abor-

Ce serait une erreur considérable (est-il nécessaire de le répéter) de croire que toutes ces causes de l'ennui, considéré comme phénomène social, sont imputables à l'économie de marché. Bien au contraire, c'est cette dernière qui, avec sa diversité, avec la pression qu'elle exerce sur l'affirmation de soi et la responsabilité personnelle, avec ses libertés élémentaires, a opposé à l'ennui de la société de masse et du monde industriel (cela vaut pour le système capitaliste comme pour le système socialiste) des forces compensatrices efficaces, tant qu'elle est demeurée à l'intérieur des cadres dont nous parlerons dans le chapitre suivant. Il est particulièrement facile à l'ennui

donc ici une autre cause du déclin de l'art qu'il faut distinguer de celle que nous avons déjà mentionnée. J'ignore si l'on a déjà tenté d'expliquer sous cet éclairage l'art moderne de tendance surréaliste ou abstraite. Quoiqu'il en soit, il importe de ne pas négliger ce second point de vue si nous voulons comprendre une peinture, qui, dans le meilleur cas, n'arrive qu'à des créations rappelant les modèles de papier peint. Cf. entre autres : W. Weidlé : *Les Abeilles*, Paris, 1954. Si l'art figuratif contemporain se vide de plus en plus de son contenu (cf. également l'excellent essai de Max Picard : *Die Atomisierung der modernen Kunst*, Hambourg, 1954 ; ainsi que l'important chapitre final de *Europäische Kunstgeschichte*, de Peter Meyer, vol. II, Zürich, 1948), il faut sans doute en trouver l'explication dans le fait que ce « contenu » tend aussi à disparaître dans la société de masse moderne. En résumé, on peut dire que le problème concernant la situation de l'artiste dans notre société ne peut être résolu tant qu'on ne le traite pas comme un des aspects pathologiques de celle-ci. L'artiste y joue, par conséquent, un double rôle. D'une part il témoigne de la décomposition de la société « bourgeoise », c'est-à-dire d'un processus dont il fait partie intégrante : il apparaît comme le prototype du déraciné, se plaisant même dans ce rôle depuis l'époque romantique, tandis qu'il contemple le bourgeois méprisable du haut de son piédestal de « libre créateur » ; d'autre part il est victime de ce même processus qui tend de plus en plus à commercialiser le domaine de l'artiste, qui réduit la demande concernant les productions authentiquement artistiques, en partie pour des motifs techniques (photographie, radio, cinéma, télévision, progrès des techniques de reproduction, etc.), en partie pour des motifs sociologiques (disparition des couches sociales où se trouvaient les mécènes, « massification », prolétarisation, etc.), un processus qui subordonne la production artistique aux normes modernes de la quantité et du temps et la soumet impitoyablement à la loi de l'offre et de la demande. Mais nous développerons ce thème dans un chapitre ultérieur.

de se développer dans une société de masse socialiste: en effet celle-ci, par son principe d'organisation extrêmement poussée, sa centralisation et le relâchement de tous les ressorts vitaux dus à l'initiative et à la responsabilité personnelles pousse l'ennui jusqu'à son degré suprême (si l'on se refuse à admettre, pour le cas extrême du communisme, que l'obsession, la crainte, la haine et l'espoir d'une libération ou d'une fuite de cet enfer puissent tenir lieu de sources de vie).

En ce qui concerne l'État-Providence dans les régimes socialistes, Bernard Berenson, le grand critique d'art américain mort récemment, en a dit l'essentiel dans la remarque suivante faite peu avant son quatre-vingt dixième anniversaire: « Je ne crains pas la bombe atomique. Si notre civilisation est menacée, elle l'est bien davantage par l'ennui que suscite dans un État-Providence totalitaire la disparition de l'initiative personnelle et du goût du risque³⁴. » Les exemples foisonnent qui prouvent la pertinence de cette remarque et, à la vérité, il y aurait lieu d'être surpris s'il en était autrement. Faut-il s'étonner que les Suédois, compatriotes de Gösta Berling, connus autrefois pour leur joie de vivre, se distinguent aujourd'hui, alors qu'ils habitent le paradis de l'État-Providence, par le nombre particulièrement élevé de suicides et autres symptômes, indiquant un degré effarant de lassitude morale et physique? Faut-il s'étonner du nombre alarmant d'Anglais qui en ont assez de se voir sevrés, au nom de l'égalité, de la joie de connaître les fruits de leur labeur et qui veulent échapper, en s'expatriant, à la grisaille de l'État-Providence?

34. *New York Times* du 27 juin 1955. En ce qui concerne l'Angleterre, il apparaît, d'après une enquête faite récemment à l'université de Cambridge, que 11 % des étudiants et 34 % des étudiantes sont fermement décidés à s'expatrier, et que 27 % des étudiants et 15 % des étudiantes envisagent cette éventualité. Les raisons invoquées correspondent à celles qui sont exposées dans le texte (d'après *l'Economist* du 9 février 1957).

Un dernier mot encore à l'intention de ceux qui traiteraient de romantisme tout ce qui est dit dans ce chapitre³⁵. Sans doute est-ce bien de cela qu'il s'agit, si l'on entend par là une résistance à ce qui détruit noblesse et poésie, les « *unbought graces of life* ». À un romantisme de cette sorte, c'est sans réserve, avec fierté même, que nous devrions adhérer, sans nous laisser intimider ou régenter par des prétentieux malavisés. Nous ne voulons pas retarder la pendule, nous voulons la mettre à l'heure.

Ils ne changeront rien à certaines situations de fait, simples et élémentaires, auxquelles il n'y a pas de réplique. Comme le disait un jour l'Américain W. Lippmann, peut-on nier que si notre cœur reste fidèle à la tonnelle de notre enfance où grimpait le chèvrefeuille, il ne l'est certes pas au poste d'essence éclairé au néon? N'est-il pas évident que celui qui veut nous envoyer des vœux de Noël capables de nous attendrir choisira des cartes où l'on voit des villes enveloppées de rêve, avec de joyeux traîneaux à chevaux, ou bien un paysage enseveli sous la neige, et non des autos ou des garages d'une ville de béton scintillante de réclames? Et peut-on imaginer que sur le tableau célèbre de Segantini: *Charrues dans l'Oberhalbstein* (il se trouve à la Pinacothèque de Munich), un tracteur soit représenté au premier plan au lieu de chevaux? Ne vaudrait-il pas mieux réfléchir à ces choses là plutôt que de s'en moquer?

Aucun doute n'est permis: ce qui mine les hommes d'aujourd'hui, souvent même à leur insu, c'est l'ennui d'un monde vidé de son charme et de son ressort. Et peut-être l'ennui plus que l'angoisse; il faudrait même examiner si l'angoisse et la philosophie qui en découle ne sont pas plutôt un produit de l'ennui. Derrière la façade du monde contemporain, près du spectre du souci dont nous

35. « La force du courant romantique fait très exactement pendant à ce désir d'éloignement, grâce auquel les dépositaires d'une grande culture ont pu s'écarter d'un fond de médiocrité générale » (Peter Meyer, *op. cit.*, p. 349).

avons déjà parlé, s'en dresse un autre, qui fut épargné au vieux Faust: l'ennui, et une fois cette vérité trouvée, les philosophies du modernisme et du progressisme s'en vont en miettes, comme de l'amadou friable. N'est-ce pas l'ennui qui nous pousse de ci de là comme des âmes en peine et nous fait saisir tout ce qui peut remplir le grand vide de notre existence ?

Encore une fois nous reviendrons à Burke et à ses « *unbought graces of life* » déjà tant de fois citées. Cette expression se trouve dans un passage célèbre de ses *Reflections on the Revolution in France*, où nous lisons cette autre phrase: « *But the age of chivalry has gone. That of sophisters, æconomists and calculators has succeeded* ³⁶ ». Pourquoi ne pas prouver à Burke qu'il a été injuste envers les économistes ? Pourquoi ne pas prendre ses distances envers les sophistes et les calculateurs ? À quoi bon le confort matériel si, en même temps, nous rendons le monde de plus en plus laid, bruyant, commun et ennuyeux, si les hommes perdent le fondement moral et spirituel de leur existence ? L'homme ne vit pas de radios, d'autos et de réfrigérateurs, mais de tout l'univers, qui est au-delà du marché et des chiffres d'affaires et qui n'est pas à acheter ; il vit de noblesse, de beauté, de poésie, de grâce et d'esprit chevaleresque, d'amour et d'amitié, de simplicité, de communauté, d'un dépassement de l'immédiat et de liberté. Les circonstances qui apportent à l'homme entraves ou complications dans la poursuite de ces buts sont condamnées sans appel, car elles détruisent l'essence même de son être.

36. « L'âge de la chevalerie a disparu. Celui des sophistes, des économistes et des calculateurs lui a succédé. »

CHAPITRE III

CONDITIONS PRÉALABLES ET LIMITES DU MARCHÉ

Tout ce qui en ce monde est d'une valeur douteuse succombe à sa propre nature ; tout ce qui est bon succombe à son excès. L'esprit conservateur est une condition essentielle d'une société saine, mais on se rend coupable d'une démesure conduisant à l'engourdissement, si l'on se cramponne uniquement à la tradition, à l'histoire et à l'habitude. La prédilection du libéral pour le mouvement et le progrès est un contrepoids également indispensable ; elle aboutira pourtant, si elle ne se fixe comme limite le respect du durable et de ce qui doit être conservé, à la débâcle et à la ruine.

La société réclame son droit aussi impérieusement que l'individu ; mais l'exagération du droit de la société dans le collectivisme est aussi à craindre que l'exagération du droit de l'individu dans l'individualisme et, à la limite extrême, dans l'anarchisme. La propriété succombe à la ploutocratie, l'autorité à la privation de liberté et à la domination brutale, la démocratie à l'arbitraire et à la démagogie. Quels que soient les tendances et les courants que nous choissions comme exemples, ils s'achèment toujours vers leur autodestruction, s'ils se veulent absolus et ne tiennent pas compte des limites qui leur sont fixées. Le suicide est ici la cause parfaitement normale du décès.

L'économie de marché ne fait aucune exception à cette règle. En effet, les avocats de l'économie libre ont toujours eu conscience, dans la mesure où ils ne sont pas trop faciles à satisfaire, sur le plan spirituel, que le domaine du marché, de la concurrence des prix fluctuant selon l'offre et la demande, ne peut être compris et ne peut se justifier que comme partie d'un ordre général plus élevé et plus vaste, où il y va de la morale, du droit, des conditions naturelles de l'existence et du bonheur, de l'État, de la politique et du pouvoir. La société en tant qu'entité ne peut s'édifier sur la loi de l'offre et de la demande. De même, ce fut toujours, depuis Burke, la conviction la mieux établie des conservateurs que l'État est plus qu'une sorte de société anonyme.

Les hommes qui s'affrontent sur le marché, et, poursuivant leur profit, comptent l'emporter, doivent être d'autant plus liés, moralement et socialement à la communauté, sinon la concurrence dégénère elle aussi des plus dangereusement. En d'autres termes, l'économie de marché n'est pas tout: elle doit s'insérer dans un contexte général plus élevé qui ne peut se fonder sur l'offre et la demande, la liberté des prix et la concurrence. Elle doit être tenue fortement dans le cadre d'un ordre général qui corrige les imperfections et les rigueurs d'une économie libre, sans refuser à l'homme une existence conforme à sa nature. L'homme, par contre, ne peut trouver le plein épanouissement de sa nature que s'il s'intègre de son propre gré dans une communauté et s'y sent lié solidairement. Sinon il mène une existence misérable. Et il le sait.

1. Rationalisme social

La vérité est précisément qu'une société peut avoir une économie de marché et dans le même temps des positions et des fondements sociaux dangereusement malsains, dont l'économie de marché n'est à vrai dire pas responsable, mais que son avocat a tout lieu de perfectionner ou de souhaiter voir perfectionnés, afin que cette économie

soit politiquement comme socialement durable. Et ce n'est qu'ainsi que nous pourrons réaliser notre désir d'avoir non seulement une économie de marché, mais en même temps un système social sain et une nation d'hommes heureux.

Sans doute le spécialiste en économie politique a sa déformation professionnelle, comme tous les autres. Chacun de nos confrères parle d'expérience lorsqu'il avoue qu'il lui est difficile de porter ses regards au-delà du champ étroit de sa discipline et de reconnaître modestement que le domaine du marché, qu'il est de sa profession d'explorer, ne peut ni déterminer ni épuiser la société considérée dans son ensemble. Il n'en est qu'une section, extrêmement importante sans doute, mais qui ne peut exister en droit et en fait qu'en tant que partie d'un tout, d'un tout qui n'est pas de la compétence de l'économie politique, mais de la philosophie, de l'histoire et de la théologie. On peut ici, paraphrasant Lichtenberg, dire que celui qui ne connaît que l'économie politique ne connaît même pas celle-ci. L'homme, selon la parole de l'Évangile, ne vit pas seulement de pain. Et nous devons nous garder de la parodie de l'économiste, qui croit avoir tout dit sur des hommes s'affairant joyeusement dans leurs jardins de banlieue, lorsqu'il qualifie leur activité de forme irrationnelle de la production des légumes, sans considérer qu'elle peut être une forme rationnelle de la production du bonheur, de laquelle tout dépend en définitive. Adam Smith, qui est devenu célèbre non seulement pour ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, mais aussi pour sa *Théorie des sentiments moraux*, aurait mieux compris.

Cela, nous l'avons dit, a toujours été clair à nos yeux et nous fut un motif pour ne pas nous sentir toujours très à l'aise dans la compagnie des « libéraux », même quand on nous nommait « néolibéral ». Mais, comme chaque chose a son temps, ce fut alors (dans les années de misère et de désordre sans limites que le non-respect des principes les plus élémentaires de l'ordre économique avait apportés dans tant de pays occidentaux) une nécessité pressante de mettre l'accent sur le « pain » dont parle l'Évangile, et

sur le rétablissement d'un ordre économique fondé sur l'économie de marché. Cela était aussi indispensable qu'il est aujourd'hui indiqué, puisque ce rétablissement a en quelque sorte réussi et qu'il a même, malgré son inachèvement, dépassé par ses résultats notre attente, de penser aux autres choses plus élevées dont il est question ici. Que ce moment soit venu, ils le sentent bien, ceux qui ont assez de bon sens pour flairer les dangers qu'il y aurait à s'en tenir au « pain ». C'est un signe des temps que ceux qui sentent ce malaise et l'expriment, sont devenus partout étonnamment nombreux. Et parmi eux un nombre croissant d'économistes de différents pays qui, indépendamment les uns des autres, sortent de la tour d'ivoire de leur discipline et explorent cette contrée lointaine « au-delà de l'offre et de la demande »¹. Pour ce qui est de l'auteur, il ne fait que retourner aujourd'hui au travail scientifique qu'il a tenu pour le plus important depuis son ouvrage *La Crise de notre temps*.

Dans la perspective rétrécissante de sa discipline, l'économie de marché n'apparaît plus aux yeux de l'économiste que comme un type particulier d'ordre économique, une sorte de « technique économique » s'opposant à la technique socialiste. Il est significatif pour cette façon de voir les

1. Citons parmi les économistes contemporains qui sentent l'urgence de se tourner vers le cadre moral de la vie économique : J. M. Clark, « The Ethical Basis et Economic Freedom », *The Kazanjian Foundation Lectures*, 1955 ; Lionel Robbins, « Economic and Public Policy », dans *The State of the social Sciences*, Chicago, 1956 ; D. McCord Wright, *Democracy and Progress*, New York, 1948. Ici il convient de rappeler les pages suivantes des *Nouveaux Principes d'économie politique* de J. de Sismondi (d'après la 2^e édition de 1827) : « La masse de la nation semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous » (p. 4). Et : « L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses, n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens ? » (p. 9), ou : « La nation où personne ne souffre, mais où personne ne jouit d'assez de loisir ou d'assez d'aisance pour sentir vivement et pour penser profondément, n'est qu'à demi civilisée, lors même qu'elle présenterait à ses classes inférieures une assez grande chance de bonheur » (p. 2). De même tout le premier chapitre de cette œuvre mérite d'être relu.

choses, que nous caractérisions le principe de cet ordre économique par le terme « mécanisme des prix », emprunté au langage technique. Le monde dans lequel nous nous mouvons ici est celui des prix, des marchés, de la concurrence, des taux de salaires, des taux d'intérêts, des cours des changes et des autres quantités économiques. Il va sans dire que cela est fécond et légitime, aussi longtemps que nous sommes conscients de ce rétrécissement voulu de notre perspective et que nous n'oublions pas que l'économie de marché, en tant qu'ordre économique, correspond à une structure déterminée de la société et à un milieu moral et spirituel propre à cette structure. Si nous ne voulions pas considérer qu'elle fait partie d'un ordre général social et spirituel, nous nous rendrions coupable d'un égarement que l'on peut qualifier de rationalisme social.

Le rationalisme social incite à croire que l'économie de marché n'est précisément qu'une « technique économique », que l'on peut construire dans toutes les sortes de société et rendre efficace dans toutes les sortes de climat social et spirituel. C'est ainsi que le succès indéniable du rétablissement de l'économie de marché dans de nombreux pays a amené nombre de socialistes à penser que le « mécanisme des prix » pouvait être considéré comme une technique économique dont une société par ailleurs socialiste pouvait se servir à son plus grand profit. D'après cette conception d'une « économie de marché socialiste », que Tito semble vouloir mettre en pratique, l'économie de marché deviendrait une partie d'un système social qui nous apparaît comme une monstrueuse mécanique administrative. Dans ce sens, il y a toujours eu, même dans le système économique communiste de la Russie soviétique, un certain secteur « économie de marché ». Cependant personne parmi nous ne doute qu'il ne s'agit ici d'un simple truc technique et d'un produit artificiel, non de quelque chose de vivant. Comment une économie de marché, en tant que système de liberté, de spontanéité et d'organisation non dirigée, peut-elle prospérer dans un système social qui en est à tous égards le contraire ?

Nous rencontrons pourtant le même rationalisme social dans ces milieux d'économistes contemporains qui, sans prédilection déclarée pour le socialisme, et souvent même au nom de l'économie de marché, découvrent à force de raffinement les projets les plus compliqués pour canaliser les courants du circuit économique. Ils semblent prêts à métamorphoser la vie économique en de monstrueuses pompes aspirantes et foulantes, avec tous les tuyaux, soupapes et thermostats possibles. Prêts aussi, non seulement à croire de bonne foi qu'elles fonctionneront selon le mode d'emploi, mais encore à peu se soucier de la compatibilité de telles machines avec l'atmosphère indispensable au marché, en particulier avec la liberté.

Ce qui caractérise avant tout ces représentants du rationalisme social (les socialistes et ordinairement aussi les spécialistes du circuit) est leur tendance à négliger, quand ils observent les mouvements de l'argent et des revenus, l'importance fondamentale de la propriété. En vérité l'économie de marché ne repose pas sur un seul mais sur deux piliers. Elle présuppose non seulement la liberté fondamentale des prix et de la concurrence, mais encore le régime de la propriété privée, c'est-à-dire la libre disposition des biens, juridiquement protégée et comprenant nécessairement le droit de succession.

Pour bien saisir l'importance de la propriété pour une société libre, il nous faut comprendre que sa fonction est double. La propriété ne signifie pas seulement que, comme le droit privé l'indique, la sphère individuelle de la décision et de la responsabilité est protégée contre celle des autres individus, mais, qui plus est, elle cautionne la protection des individus contre le pouvoir politique. Elle trace une limite non seulement horizontale mais aussi verticale; et ce n'est qu'à la lumière de cette double fonction que l'on comprend pleinement le droit de propriété, condition indispensable de la liberté. Les générations antérieures de sociologues ont été unanimes sur ce point.

Il apparaît nettement dans les réflexions qui suivent que la propriété est non seulement une condition

préalable de l'économie de marché mais qu'elle en fait partie intégrante. Et nous commencerons par la *concurrence*. Si chacun voit clairement son importance centrale pour l'économie libre, on ne peut méconnaître que cette conception est troublée par une ambiguïté qui ne cesse de créer une confusion. C'est qu'en effet des gouvernements communistes se flattent d'user amplement et avec succès du régime de la concurrence. Peut-on mettre en doute que l'occasion soit donnée aux usines de la Russie soviétique, à leurs dirigeants et même à leurs ouvriers et employés de mettre leur production en concurrence ? Et Tito n'a-t-il pas créé à partir de la « décentralisation » des entreprises d'État, qui se sont transformées en unités indépendantes et rivalisent entre elles, un système dans lequel il lui semble voir, non sans fierté, une sorte d'« économie de marché socialiste » ? Peut-on douter qu'une telle installation de la concurrence dans un système économique collectiviste peut avoir pour effet une augmentation de la production ? Et n'est-ce pas la même vertu que nous entendons lorsque nous attribuons la montée rapide de l'économie allemande avant tout au rétablissement de la concurrence ?

Manifestement une confusion surgit ici qui réclame une explication. Sa cause réside en ce qu'on néglige la double nature de la concurrence et mélange des choses qui doivent être nettement séparées. « Concurrence » peut précisément signifier deux choses : une organisation en vue de la stimulation de la production et une organisation en vue de la conduite et du règlement du processus économique. Dans l'économie de marché la concurrence est aussi bien l'une que l'autre et, partant, une solution incomparable des deux problèmes cardinaux de tout système économique : le problème de l'incitation constante au rendement maximum, et celui de la conduite harmonieuse et de la régulation du processus économique. À la fois ressort et régulateur, voilà ce que doit être la concurrence, voilà le rôle qui lui est imparti dans l'économie de marché. Et cette double fonction est en fait le secret de cette économie

de marché basée sur la concurrence, et de ses résultats incomparables.

Si nous reprenons maintenant la question de savoir si un ordre économique collectiviste peut utiliser la concurrence et, ce faisant, ravir à l'économie de marché le secret de sa réussite, sans abandonner la nature collectiviste de son système économique, nous savons que cela dépend de celui des deux aspects de la concurrence qui est considéré. S'agit-il de la concurrence en tant que stimulant, nous avons alors affaire à une simple technique psychologique, qui n'est pas moins praticable dans l'économie collectiviste que dans l'économie de marché, ou même à l'intérieur de tout groupe humain, école, régiment ou autre. Il est même à remarquer qu'ici on peut donner à la concurrence une rigueur qui n'a pas cours dans l'économie de marché, parce qu'elle met en cause le sort des hommes, tandis que dans le système collectiviste c'est au contraire la sélection des moyens de production (au moins aussi importante pour l'efficacité de la concurrence) qui se heurte aux plus grands obstacles.

À l'égard des hommes on procédera brutalement en leur donnant alternativement du sucre et du fouet, mais c'est une autre question de savoir si la concurrence du collectivisme permet une sélection aussi rigoureuse, aussi convenablement dirigée et aussi continue des marchandises et des lieux de production, qu'elle le fait dans l'économie de marché.

Mais en supposant, par une bienveillance injustifiée, que la gestion d'État collectiviste, sans se laisser influencer par la propension, particulièrement agissante ici, à étouffer les conséquences d'investissements manqués, ait la volonté ardente de posséder une telle sélection, permanente et obéissant aux lois de la concurrence, il lui manquerait encore, pour atteindre ce but, l'indispensable critère. Et nous en arrivons à l'autre fonction de la concurrence : celle de servir d'instrument de l'organisation économique et de régulateur du processus économique.

Contrairement à l'économie de marché, il est nécessairement exclu qu'un ordre économique collectiviste puisse faire un tel usage de la concurrence, parce qu'il est incapable, sans se saborder, d'en créer la condition indispensable. Cette condition est l'authentique indépendance économique de l'entreprise. Elle seule est à même de rendre possible la formation de prix véritables, correspondant au degré de rareté des biens d'équipement et de consommation; mais elle n'est pas pensable sans la propriété privée et sa compagne, la liberté de disposition.

Ainsi, tout s'enchaîne: la concurrence en tant que régulateur suppose des prix de marché libres; ceux-ci ont pour condition indispensable la véritable indépendance des entités économiques, et celle-ci est concomitante de la propriété privée et de la liberté de disposition, qu'aucune économie planifiée ne vient interrompre ou troubler. Puisque aucune économie collectiviste ne peut remplir la dernière condition sans cesser d'être ce qu'elle est, elle demeure exclue des avantages de la concurrence dans sa fonction d'organisation et de direction. Organiser une telle concurrence serait pour elle aussi dénué de sens que de vouloir jouer seul au bridge. « Concurrence socialiste » peut donc dans le meilleur des cas parvenir à une simple stimulation de la production (peut-être en portant à faux d'ailleurs sur le plan économique), mais pas à l'organisation et à la direction du processus économique. Elle ne pourra jamais atteindre que la moitié de ce que, dans le régime de l'économie de marché, nous entendons par concurrence; et nous sommes en droit de nous demander même si cette moitié accessible au collectivisme, la concurrence aiguillon de la production, n'est pas condamnée à l'infériorité. Quoiqu'il en soit, la faiblesse décisive de toute économie collectiviste réside en ce que, dans le meilleur des cas, il lui faut se contenter de la moitié de la concurrence et que par là elle déprécie cette moitié elle-même. Par contre l'incomparable robustesse de l'économie de marché vient de ce que seule elle peut disposer de la concurrence dans sa double nature, et cette concurrence n'est authentique

et n'a sa pleine valeur que prise ainsi en bloc. De même que l'irréremédiable faiblesse du collectivisme repose sur sa limitation nécessaire à l'un des aspects de la concurrence, l'avantage insurpassable de l'économie de marché est sa possibilité de réunir les deux aspects. Cela est son privilège, mais il tient et tombe avec la propriété privée des moyens de production.

Si cette fonction économique de la propriété, et peut-être encore davantage sa signification morale et sociologique pour une société libre, est habituellement obstinément méconnue, cela vient sans doute de ce qu'il en coûte aux rationalistes sociaux de comprendre le monde moral et spirituel auquel appartient le droit de propriété, et encore plus de lui offrir leur sympathie. Comme le rationalisme social est de plus en plus maître du terrain, il n'est pas étonnant que la propriété, en tant qu'institution sociale, vacille dangereusement, et que même les discussions sur les questions de l'entreprise et de la direction d'exploitation, soient conduites d'une façon qui nous donne l'impression que le propriétaire a sombré, après le consommateur et le contribuable, dans la catégorie du *forgotten man*. En vérité nous ne pouvons comprendre le rôle de la propriété que si nous la prenons pour exemple d'une chose qui s'étend loin au-delà, du domaine du visible et du mesurable. Cela illustre le fait que l'économie de marché est une forme de l'ordre économique liée à une conception de la vie et à un monde socio-moral, que nous devons maintenant caractériser plus explicitement. « Bourgeois » est le mot à employer, bien que l'idée que se font à ce sujet les masses (particulièrement les masses intellectuelles), déformées par un siècle de propagande marxiste, puisse les dresser contre une telle définition ou leur paraître ridicule.

Ce fondement « bourgeois » de l'économie de marché doit être honnêtement reconnu. Et il faut d'autant plus mettre l'accent sur ce caractère que la révolte romantico-socialiste contre ce qui est « bourgeois » a, depuis des générations, propagé avec un succès étonnant une parodie de cette notion, dont il est des plus difficile de se libérer. En

vérité l'économie de marché (et avec elle la liberté sociale et politique) ne peut porter des fruits qu'en tant que partie d'un ordre général « bourgeois », et sous sa protection. Cela signifie qu'elle présuppose une société où les choses fondamentales sont respectées et donnent à tout le tissu des rapports sociaux leur coloris : effort individuel et responsabilité, normes et valeurs intangibles, indépendance rivee à la propriété, équilibre et audace, calcul et épargne, organisation individuelle de la vie, véritable intégration à la société, sens de la famille, de la tradition et de la solidarité des générations, par un regard ouvert sur le présent et l'avenir, tension correcte entre les pôles individu et société, liens moraux solides, respect de la valeur de l'argent, courage de se mesurer virilement avec la vie et ses périls, sentiment de l'ordre naturel des choses et d'une hiérarchie inébranlable des valeurs. Et qu'on demande sérieusement à celui qui rechigne et flaire ici « Restauration » et « Réaction », pour quel système de valeurs et pour quel idéal il pense alors descendre dans l'arène, pour le combat contre le communisme, sans lui faire d'emprunt.

Dire que l'économie de marché est liée à un ordre général d'essence bourgeoise signifie en même temps qu'elle suppose une société qui soit le contraire d'une société prolétarisée, dans le sens large que l'auteur tend infatigablement à dégager, et le contraire aussi de la société de masse dont il a été question plus haut. Indépendance, propriété, réserves individuelles, attaches naturelles de la vie, épargne, sens de la responsabilité, ordre de vie raisonnable, tout cela devient étranger à une telle société de masse prolétarisée ; qui plus est, elle y répugne. Pourtant il nous faut reconnaître que c'est la condition préalable d'une société voulant conserver sa liberté. Le moment est venu où nous ne pouvons sous aucun prétexte éluder le fait que là est la ligne de partage des philosophies sociales et que chacun doit impitoyablement faire son choix, en ayant conscience qu'il a à choisir entre deux voies irréciliables et absolument déterminantes pour le sort de notre société.

Ceci reconnu, il s'agit d'en faire individuellement emploi et d'en tirer les conclusions dans tous les domaines. Nous remarquerons ici, non sans effroi, combien nous sommes déjà attirés par les habitudes de pensée d'un monde essentiellement non bourgeois. Que cela soit valable avant tout pour les économistes, nous l'avons déjà remarqué en parlant de leur propension à s'abandonner ingénument à une habitude de penser en termes de circuits d'argent et de revenus, à l'élégance mathématique d'une analyse macro-économique aujourd'hui en vogue, aux problèmes de mouvements des quanta, aux projets grandioses et séduisants d'une « dynamique économique balancée », à la force motrice de la publicité et du crédit à la consommation, aux avantages de la politique fiscale dite « fonctionnelle » et de l'essor des entreprises géantes, tandis qu'ils perdent de vue la question de savoir ce qu'il adviendra des valeurs et des structures du monde bourgeois, pour ou contre lequel nous devons nous décider. Et il est significatif aussi de voir Keynes, qui a donné à cette tendance des économistes la plus forte impulsion, recueillir célébrité et admiration par sa remarque aussi banale que cynique : « *In the long run, we are all dead* », bien qu'il n'ait dû échapper à personne qu'un esprit résolument non bourgeois s'exprime dans cette remarque, comme dans la devise de l'Ancien Régime : « Après nous le déluge ! » Elle trahit l'insouciance éminemment non bourgeoise du lendemain, qui a conféré un certain style à l'économie politique moderne et nous entraîne à considérer les dettes comme une vertu et l'épargne comme une sottise.

À cet égard la position de notre époque, face à une institution devenue du fait de son développement un problème très discuté, est fertile en enseignements. La vente à tempérament (c'est d'elle qu'il s'agit sans aucun doute) doit, comme une habitude de masse et dans sa dimension actuelle, être tenue pour une expression particulièrement frappante d'un mode de vie « non bourgeois ». Mais il est significatif qu'il est devenu difficile de trouver audience et compréhension pour une telle conception et pour les

réflexions qui en découlent. Ce n'est pourtant pas, comme on voudrait nous le faire croire, un préjugé « bourgeois », mais l'issue d'une expérience séculaire, en harmonie avec la nature et la dignité de l'homme et avec les conditions d'une société saine, que de considérer comme l'essentiel d'une conduite de vie raisonnable le fait de ne pas vivre au jour le jour, de serrer la bride à l'impatience, à l'avidité de jouissances et à la frivolité, de penser au lendemain, de ne pas « vivre au-dessus de ses moyens », de prendre ses précautions, de compter avec les vicissitudes de la vie et de s'organiser en conséquence, d'harmoniser les gains et les dépenses et de vivre sa vie totalement, continûment, au-delà même de la mort par la descendance, et non pas dans les courts instants de plaisir avec leurs séquelles de déboires. Y manquer de façon choquante a toujours et partout été considéré dans une société saine comme « désordonné », « frivole » et « bohème », et a entraîné l'opprobre des parasites, incapables et irresponsables. Le frivole Horace lui-même est sur ce point d'accord avec Charles Dickens, mettant dans la bouche d'un de ses héros de roman la célèbre sentence : « Une livre de revenus et vingt et un shillings de dépenses. – Résultat : misère et soucis. Une livre de revenus et dix-neuf shillings de dépenses. – Résultat : bien-être et bonheur. » L'achat à tempérament, auquel les masses se sont habituées et recourent de plus en plus à la légère, est opposé au monde bourgeois dans lequel l'économie de marché doit prendre ses racines. Elle menace celle-ci et permet de mesurer combien l'érosion sociale de l'existence bourgeoise et d'une manière de vie bourgeoise est déjà avancée. Elle est un thermomètre infaillible du « désembourgeoisement » et de la « prolétarianisation », non dans le sens de la conduite matérielle de la vie, mais dans celui du style de vie et de la forme spirituelle de l'existence. Les hommes de ce style de vie et de cette forme d'existence ont perdu leur enracinement et leur aplomb, ils ne reposent plus en sécurité au-dedans d'eux-mêmes ; ils ont été pour ainsi dire détachés de la cellule sociale de la famille et de la succession des

génération. Ils souffrent, sans se l'avouer, d'un accomplissement intérieur de leur vie, d'un rétrécissement de leur existence, du manque des vraies conditions immatérielles du simple bonheur humain. Leur destin présente un vide intérieur qu'ils s'efforcent de combler de façon ou d'autre. L'une des possibilités d'échapper à ce vide pénible est, comme nous l'avons vu plus haut, l'enivrement des idéologies sociopolitiques, des passions et des mythes; et le communisme voit encore ici sa grande chance. L'autre possibilité est offerte par la chasse au bonheur matériel. Et ici apparaissent, remplaçant l'idéologie comme matériau de remplissage, la motocyclette, le récepteur de télévision, le vêtement rapidement acheté mais non payé. C'est, en d'autres termes, la fuite sans déguisement dans le plaisir immédiat et effréné. Aussi longtemps que ce plaisir trouve son contrepoids, non seulement dans un travail proportionné, mais aussi dans un genre de vie bourgeois, dans une économie prévoyante et dans les valeurs immatérielles d'une vie disciplinée et ne s'épuisant pas dans la jouissance, le vide est vaincu et avec lui la vie misérable « non bourgeoise ». Sinon il ne s'agit alors que d'une méthode trompeuse, qui comble le vide mais ne permet pas d'en triompher².

L'incompréhension, l'hostilité même avec laquelle de telles considérations ont coutume d'être relevées aujourd'hui, fournit une nouvelle preuve du fait que le rationalisme social, dans toutes ses variantes et émanations, est de plus en plus maître du terrain, sapant ainsi les fondements de l'économie de marché. Une de ces émanations est l'idéal qu'on affiche d'avoir le maximum de revenus pour un minimum de temps de travail, pour ensuite, de plus en plus aidé par la vente à tempérament, trouver une compensation dans l'usage maximum des produits standardisés de notre production de masse moderne. Tandis qu'on réduit ainsi l'homme à un *Homo sapiens consumens*,

2. Cf. mes deux ouvrages : *Borgkauf im Lichte sozialetischer Kritik* (Cologne-Berlin, 1954) et *Vorgegessen Brot* (Cologne-Berlin, 1955).

tout ce qui détermine le bonheur de l'homme, en dehors du revenu et de sa transformation en marchandises, disparaît du champ visuel. Pour ce bonheur deux facteurs comptent particulièrement: d'abord la manière dont les hommes travaillent, une manière qui détermine s'ils peuvent inscrire la part de leur vie passée en travail dans la colonne passif du bilan de leur existence ou y gagner une valeur en actif. Ensuite la façon dont, en dehors du travail, ils habitent, vivent, pensent et participent aux formes naturelles de l'existence. Mais oublier cela, c'est faire une anthropologie imprudente, méconnaissant l'homme et défigurant son image, qui nous fait méconnaître que le niveau du simple bonheur humain n'augmente pas avec la prospérité matérielle, et que même il baisse, puisque les deux conditions fondamentales à la satisfaction vitale manquent. Cette anthropologie nous empêche aussi de déceler la véritable essence du prolétariat et la vraie mission de la politique sociale.

C'est à une conception superficielle, purement matérielle du prolétariat que correspond l'opinion, entachée de suffisance, qu'à notre époque, dans les pays industriels de l'Occident, avec une diminution constante de la durée du travail et une augmentation constante des salaires, une consommation toujours accrue, des garanties ouvrières plus efficaces, des services sociaux toujours plus libéraux et d'autres choses autour desquelles gravite la politique sociale conventionnelle, le prolétaire s'éteint comme le grand-duc. Sans doute le prolétariat, tel que l'entend le rationalisme social, est en régression, mais la question n'en devient pour autant que plus pressante de savoir si dans le même temps, et peut-être en raison de cette évolution, réjouissante en soi, des couches de plus en plus larges ne tombent pas dans un prolétariat plus subtil, dans le sens d'un humanisme social qui mesure avec des critères tout à fait différents, mais essentiels au bon sens des hommes et à la santé de la société. Ce sont ces critères, suffisamment connus de nous maintenant, qui se trouvent au-delà du marché, des revenus et de leur emploi. Seulement alors

on reconnaît la tâche de cette authentique politique sociale que j'ai réclamée dans mon livre *La Crise de notre temps*.

La boucle de ces considérations se ferme avec la remarque que c'est encore une fois la propriété³ qui différencie la forme d'existence non prolétarienne de la forme prolétarienne. Quand on l'a compris, on s'est véritablement affranchi du rationalisme social de notre époque. Il nous apparaîtra clairement dans un chapitre ultérieur qu'à partir de ces réflexions une voie courte et directe conduit au grand problème de la poussée inflationniste constante des temps présents, poussée dont le développement est un danger pour l'économie de marché que personne ne peut plus méconnaître.

2. Liens d'ordre moral et spirituel

À la simplification avec laquelle le rationalisme social dénature la vérité correspond entre autres l'opinion néfaste que le communisme est une plante marécageuse de la pauvreté et qu'on peut le combattre efficacement par un relèvement du niveau de vie; mais il devrait être évident pour tous que la lutte mondiale contre le communisme ne peut être gagnée avec des appareils de radio, des réfrigérateurs et des films panoramiques. Ce n'est pas un tournoi pour la meilleure provision en biens matériels, aussi favorable qu'il puisse être au monde libre, sans doute imbattable dans ce domaine. En vérité, il s'agit du conflit bouleversant des deux systèmes éthiques, dans l'acception la plus

3. Un autre exemple à citer ici, à propos de l'importance décroissante de la propriété et des règles et institutions qui lui sont apparentées, est le relâchement de la responsabilité du débiteur aux dépens du créancier, qu'on observe dans de nombreux pays. Du fait d'une procédure de poursuite et de faillite relâchée, cela aboutit souvent à une expropriation et à une perte des droits du créancier au nom d'une « équité sociale » fourvoyée. Il est enfin presque superflu de rappeler l'expropriation du propriétaire qui dans de nombreux pays s'accomplit par le contrôle des loyers et par l'imposition personnelle progressive.

large de ce mot, d'un conflit où il y va tout simplement des possibilités morales et spirituelles de l'existence humaine, et dans lequel le monde libre n'a à aucun moment le droit de douter que le danger du communisme est dans la menace de destruction de ces possibilités. Qui ne voit pas les choses sous cette perspective extrême, apocalyptique, doit se garder de ne pas devenir tôt ou tard, ne serait-ce que par faiblesse ou manque de jugement, traître à ce que l'humanité a de plus grand et de plus sublime à défendre. Tout le reste est insignifiant.

Si nous voulons tenir dans ce combat, nous devons prendre une décision sur les questions éthiques fondamentales de notre propre système économique. Rien n'est ici plus nécessaire que l'alliance d'une réelle sensibilité morale et de la connaissance de l'économie politique. Un moralisme de dilettantes en économie politique est aussi redoutable qu'un économisme blasé sur le plan moral. Éthique et économie politique sont des matières également difficiles ; et si la première ne peut se passer de la raison capable de différenciation et d'objectivité, la seconde ne peut se passer des valeurs humaines stimulantes⁴.

Nous commencerons par quelques questions que nous, économistes, nous posons à nous-mêmes. Sommes-nous toujours, dans cette profession, exempts de remords ? Ne nous arrive-t-il pas de nous demander si nous ne nous occupons pas d'une sphère de la pensée et de l'action humaine, d'une nécessité élémentaire sans doute, mais qui précisément pour cette raison semble être d'un genre inférieur ? *Primum vivere, deinde philosophari*. Sans doute. Mais cette phrase ne restitue-t-elle pas également une hiérarchie ? Et

4. Il faut mentionner ici, parmi l'abondance caractéristique de la nouvelle littérature et en dehors des ouvrages déjà mentionnés plus haut : F. H. Knight, *The Ethics of Competition*, Londres, 1935 ; K. E. Boulding, *The Organizational Revolution*, New York, 1953 ; Daniel Villey, *L'Économie de marché devant la pensée catholique*, Revue d'Économie Politique, 1954 ; G. Del Vecchio, *Diritto ed Economia*, 2^e édition, Rome, 1954 ; *The Goals of Economic Life*, édité par A. Dudley Ward, New York, 1953 ; D. L. Munby, *Christianity and Economic Problems*, Londres, 1956.

quand il est dit dans l'Évangile, que l'homme ne vit pas seulement de pain, cela ne revient-il pas au même que de l'exhorter, lorsque sa prière pour le pain quotidien a été exaucée, à orienter ses pensées vers quelque chose de plus élevé? Si nous sommes exempts de ces scrupules et de ces doutes, ce dont nous n'avons aucun lieu d'être fiers, d'autres feront de toute façon en sorte qu'ils ne nous restent pas inconnus.

Je me souviens à cet égard d'une explication caractéristique que j'ai eu l'honneur d'avoir, quelques années avant sa mort, avec Benedetto Croce, un des plus grands esprits de notre temps. J'avais exposé cette thèse, familière aujourd'hui à chacun et à peine contestée, que chaque société, sous tous ses aspects, forme toujours une unité, où toutes les parties se trouvent dans une dépendance mutuelle et créent un tout que nous ne pouvons pas assembler à notre guise. Je prétendais que cela était valable aussi pour l'organisation de la vie économique, qui ne pouvait s'entendre que comme partie de l'ordre général donné et devait être conforme à l'ordre politique et spirituel; que la liberté était indivisible et que si nous souhaitions la liberté dans le politique et dans le spirituel, force nous était d'opter aussi pour elle dans l'économique, et qu'en conséquence nous devons refuser un ordre économique collectiviste, nécessairement basé sur le manque de liberté, de même qu'à l'inverse il fallait se rendre compte qu'un ordre économique collectiviste, détruit la liberté dans le politique et dans le spirituel. La liberté (toujours selon ma thèse, avec tout ce qui en découle de moralité et d'authentique humanité, d'après les règles de notre culture) devait ainsi, déjà dans le domaine de l'économie, être défendue comme la ligne de front la plus avancée. Ma conclusion était qu'en conséquence, à notre époque, l'économiste avait surtout la tâche, aussi ingrate qu'honorable, de combattre, au poste aujourd'hui le plus exposé, pour la liberté, la personnalité, l'État fondé sur le droit et pour la morale possible seulement dans la liberté, tout en consacrant sa réflexion à la grande question de savoir comment un ordre économique

essentiellement libre peut, dans les conditions aggravantes de notre société industrielle moderne, être rendu possible et chaque jour protégé contre l'irruption du collectivisme ou ses infiltrations.

Tout cela je l'avais jadis expliqué, durant la dernière guerre. Croce y avait donné l'étonnante réponse que le prétendu rapport de coordination de la liberté spirituelle et morale avec la liberté économique n'existait pas. Selon lui, la première seule importait. Quant à la liberté économique, elle relevait d'un domaine autonome et inférieur, dans lequel nous pouvions nous décider à notre guise. Il s'agissait ici d'une question d'organisation de l'économie, dont la réponse était donnée par le seul point de vue de l'opportunité et qui ne devait pas être liée à la liberté spirituelle et morale, déterminante et d'un rang incomparablement plus élevé. Elle n'intéressait pas le philosophe qui pouvait être libéral dans le domaine spirituel et moral, collectiviste par contre dans celui de l'économie. Il appartenait au « *liberalismo* » de combattre pour la liberté spirituelle et morale, tandis que la liberté économique, d'après Croce, devait se contenter du terme dédaigneux de « *liberismo* »⁵.

L'opinion erronée de Croce, qui a eu une influence néfaste sur l'évolution des intellectuels italiens et facilité à beaucoup d'entre eux la profession de foi communiste, a aujourd'hui à peine besoin d'être encore réfutée, et personne, même parmi ses partisans, ne voudra plus la défendre, Mais le fait que même un penseur aussi éminent puisse méconnaître à tel point le rang de l'économique et sa place dans la société prouve combien il est nécessaire de reprendre cette question.

Naturellement, et il faut l'accorder à un homme comme Croce, il ne peut venir à l'idée de personne de nier que le côté de la société qui intéresse professionnellement l'économiste

5. Carlo Antoni, l'éminent disciple de Croce, a fait un rapport détaillé de la discussion mentionnée ici dans la collection *Die freie Welt im Kalten Krieg* (édité par Albert Hunold, Erlenbach-Zürich, 1955).

appartienne au monde assurant le service des « moyens », et par là aussi dans ses motifs et dans ses buts à une assise qui, précisément parce qu'elle est fondamentale et porte l'ensemble, doit être placée suffisamment bas. Ce n'est (pour prendre un exemple pittoresque) ni la beauté sublime d'une cathédrale du Moyen Âge, ni la pensée religieuse lui donnant vie que la réflexion économique aborde, c'est la question posée aux matérialistes terre à terre, de savoir quelle place ont reçu dans l'économie de leur temps ces monuments de la piété et de la beauté; elle s'applique ainsi à peu près à ce qui forme le sujet d'un livre comme celui de Pierre du Colombier, *Les Chantiers des cathédrales*. Nous savons que c'est, pourrait-on dire, cet envers du décor, gris et nu, qui nous intéresse en tant qu'économistes, et quand la conception historique matérialiste considère la vie spirituelle et politique des peuples comme une simple superstructure des circonstances matérielles de production, nous sentons clairement le caractère d'une telle philosophie historique, qui se démasque en réduisant ce qu'il y a de plus élevé à ce qui est inférieur, un sentiment qui prouve notre sens de la véritable hiérarchie des valeurs.

Cela est tellement évident qu'il apparaît superflu d'y ajouter un seul mot. Tout aussi évident est ce que nous avons à répondre si nous voulons assurer à l'économie, objet de notre recherche, le rang qui lui revient dans le monde du spirituel et du moral. Quel orgueil aristocratique se cache pourtant dans le dédain de l'économique! Quelle irrévérence ignare pour la somme de travail, de renoncement, de dévouement, d'esprit aventureux, d'honnêteté et d'accomplissement du devoir dont dépend la vie d'une population mondiale monstrueusement accrue et s'enflant chaque jour davantage, ensemble qui porte tout l'édifice de notre culture et sans lequel il n'y aurait ni liberté, ni équité, ni destin des masses digne de l'homme, ni aide compatissante! Nous voudrions ici répéter ce que Hans Sachs, dans l'acte final des « Maîtres chanteurs », crie indigné à Walther von Stolzing: « Ne méprise pas les maîtres! »

Nous en avons d'autant plus le droit que, gardant le juste milieu, nous évitons de tomber dans l'autre extrême. Le mépris romantico-moraliste pour l'économique, qui inclut le dédain de l'impulsion promotrice de l'économie de marché et des structures qui la portent, doit être aussi loin de notre pensée que l'économisme, le matérialisme et l'utilitarisme.

Nous entendons cet *économisme* qui nous est déjà connu pour être une forme du rationalisme social, une manie incurable de faire des moyens un but et de ne penser qu'au pain, oubliant les autres choses dont parle l'Évangile. C'est de l'économisme que de succomber à ces fourvoiements du rationalisme social dont il a été question, avec les distorsions de perspective qui nous sont familières. C'est de l'économisme que de se débarrasser, avec Joseph Schumpeter, du problème des géants de l'industrie et des monopoles en invoquant l'argument, du reste bien contestable, que, par la production en série et l'encouragement à la recherche et aux investissements, qu'on est en droit d'attendre de leurs bénéfiques, ils augmentent l'approvisionnement en marchandises, sans que de tels gains dans le domaine matériel compensent les contreparties immatérielles constituées par les pertes subies dans la préservation des grands buts de la vie et de la société. C'est de l'économisme que d'oublier les dommages qui peuvent en résulter pour la liberté, la diversité et l'équité, et de ne pas tenir compte du fait que les hommes ne vivent pas seulement d'aspirateurs peu coûteux, mais aussi d'autres choses plus élevées, qui pourraient s'étioler à l'ombre des colosses industriels et des monopoles. Les avantages de la production en série ne sont nulle part aussi grands (pour donner un exemple entre mille) que dans le journalisme. Encore que bien peu d'entreprises de presse subsistent, elles sont pourtant en mesure de vendre au prix minimum un maximum de papier imprimé, tandis que la question s'impose de savoir ce qu'il y a dans ces journaux et ce qu'une puissance ainsi agglomérée signifie pour la liberté et la culture. C'est de l'économisme, poursuivons-nous,

que de combattre l'administration communale autonome, le fédéralisme ou la décentralisation de la radio, en arguant que la centralisation est moins coûteuse. C'est encore une fois de l'économisme que de mesurer l'existence paysanne exclusivement en revenus, au lieu de s'informer de toutes les autres choses qui la déterminent, au-delà de l'offre et de la demande, au-delà des prix du porc, ou de la durée de la journée de travail ; et le pire arrive quand le paysan lui-même tombe dans le piège de cet économisme. C'est enfin le même économisme qui nous entraîne à ne voir le problème de la stabilité économique que comme un problème de plein emploi, celui-ci étant assuré mécaniquement par des mesures fiscales et des mesures de crédit, et à oublier la stabilité de l'existence individuelle, aussi importante que l'équilibre de l'ensemble économique comme la suspension de notre voiture est aussi importante que l'état de la route pour rouler sans heurt⁶.

Nous entendons par *matérialisme* ce qui nous incite à porter tout le poids de notre intelligence, de nos aspirations et de notre action sur la satisfaction des besoins matériels et physiques. À peine distinct de ce dernier, nous entendons par *utilitarisme* ce qui, depuis l'époque où cette philosophie de l'utilité a fait son chemin dans le monde, fausse déplorablement notre échelle des valeurs, de façon toujours plus néfaste. Quand l'un des plus sympathiques grands-prêtres de ce culte de l'utilité, Macaulay, dans son célèbre essai sur Francis Bacon, patriarche et fondateur de tout utilitarisme et de tout pragmatisme, tient la fabrication des chaussures pour plus profitable qu'une thèse philosophique de Sénèque, la question devrait nous être familière de savoir si les chaussures (pour ne pas parler des produits d'un progrès récent) sont d'un grand secours pour un homme qui, au milieu d'une société soumise à ce culte utilitaire, a perdu le soutien moral et spirituel de l'existence et reste, pour des motifs qu'il ne s'explique

6. La pensée exprimée dans le texte est expliquée de plus près dans mon livre : *La Crise de notre temps*, Neuchâtel, 1945, pp. 295-297.

peut-être pas, malheureux et sans cesse insatisfait. Et comme si précisément ce n'était pas notre infortune que l'héritage combiné des anciens et du christianisme, auquel Sénèque a apporté lui aussi une contribution non négligeable, ait été à peu près dissipé et gaspillé ! Notre réaction ne devrait pas être différente quand le même Macaulay, dans un autre et non moins célèbre de ses essais, peut à peine contenir sa raillerie et son indignation à l'égard de Southey qui avait osé, au matin de l'industrie anglaise, tenir une habitation paysanne entourée de fleurs pour plus jolie que l'une des désolantes maisons d'ouvriers qui se développaient à cette époque⁷.

Économisme, matérialisme et utilitarisme ont de concert conduit notre époque à un culte de la productivité, de l'expansion matérielle et du standard de vie, qui prouve derechef qu'est mauvais tout ce qui est absolu, sans limites et sans mesure. André Siegfried a rappelé le mot de Pascal selon lequel la dignité de l'homme réside dans la pensée, ajoutant que cette sentence a été valable pendant trois millénaires et qu'une élite européenne continue à s'y tenir, mais que l'opinion de notre époque est absolument différente. Elle estime en effet que la dignité réside dans le standard de vie. Et il ne peut échapper à un regard pénétrant que cette conviction est devenue un vrai culte, bien que, peut-être, peu d'hommes auraient aujourd'hui la témérité de parler aussi franchement que ce président de l'université Harvard (Eliot) qui, en 1909, dans un discours

7. L'économiste qui s'en écarte se trouve dans la bonne compagnie de Keynes, qui s'exprime ainsi sur la tradition de Bentham : « Mais maintenant j'aperçois là le ver qui, ayant rongé les entrailles de la civilisation moderne, a provoqué sa déchéance morale actuelle (J. M. Keynes, *Two Memoirs*, Londres, 1949, p. 96). La remarque suivante de Bentham convient au passage des essais de Macaulay mentionné dans le texte : « Tandis que Xénophon écrivait son histoire et que Euclide enseignait la géométrie, Socrate et Platon lisaient des absurdités, en prétendant parler de sagesse et de moralité » (cité d'après *Time and Tide* du 19 mai 1956). La ligne qui conduit de cet utilitarisme borné au positivisme et au logicisme de nos jours est clairement reconnaissable.

commémoratif, lança cette phrase étonnante : « La religion de l'avenir devra s'occuper des besoins du présent : bains publics, terrains de jeux, rues plus larges et plus propres, logements améliorés. »

Ce culte du niveau de vie, que nous pouvons nous permettre d'appeler *Standard-of-Life-ism*, a à peine besoin, après tout ce qui a été dit, d'une plus ample définition. Il est, cela va sans dire, un défaut de l'âme proprement pathologique, une méconnaissance insensée de la véritable hiérarchie des valeurs de la vie, et un avilissement de l'homme que celui-ci ne pourra guère supporter à la longue. Mais il est en même temps extrêmement dangereux. Il ne fera en fin de compte qu'augmenter le « malaise dans la culture » (Freud), au lieu de l'amoindrir. Il contraint le possédé de ce culte à une course épuisante sur les plans physique et psychique, au style de vie des autres (« *Keeping up with the Joneses* », comme cela s'appelle en Amérique) et aux revenus correspondants, sans le laisser arriver au but. Il nous conduit, si nous jouons tout sur cette seule carte et oublions le péremptoire (avant tout la liberté), à consacrer à l'idole plus que nous ne devons, en sorte que nous sommes politiquement et moralement désarmés et perplexes si jamais notre niveau de vie matériel baisse de la largeur d'une main ou ne monte pas selon le rythme prévu par ce culte. Dans le combat mondial d'aujourd'hui, où le niveau de vie n'est pas seul en cause, il nous dérobe la rudesse, la résistance, l'esprit de sacrifice et nous rend peureux et lâches au point que nous risquons de reconnaître trop tard qu'une telle fascination peut nous faire perdre et notre niveau de vie et notre liberté. Cette route vers le bonheur doit tôt ou tard finir en cul-de-sac, car plus le niveau de vie dépasse la limite d'une consommation encore à demi raisonnable, plus vite il trouve sa fin dans l'engourdissement et la nausée. Déjà les sociologues américains (entre autres Riesman) notent qu'une lassitude s'est emparée de la masse des consommateurs, que même le plus grand faste publicitaire a des difficultés croissantes à surmonter. La télévision en couleur, la deuxième voiture

familiale, l'écran de télévision dans la piscine privée... et puis? Heureusement le moment semble approcher où les hommes découvrent ce qu'ils peuvent trouver dans leur jardin, la musique en famille, les livres et l'éducation de leurs enfants.

Le culte du niveau de vie est enfin infiniment dangereux en ce qu'il nous cache le sens de la lutte entre le monde libre et le communisme⁸. C'est une lourde erreur sans cesse confirmée par l'expérience de prétendre que la contre-idéologie qui doit soutenir la défense politique et militaire légitime de l'Occident doit être la foi dans les vertus du niveau de vie. Il serait naturellement insensé de nier ou de minimiser l'importance du niveau de vie dans cette rivalité. Mais celui qui croit encore que ce mélange de domination sans bornes et de séduction des masses (auquel des intellectuels atteints de confusion mentale et sans consistance morale ont fourni la formule magique) est un mauvais fruit de la pauvreté, n'a pas compris grand-chose au phénomène du totalitarisme moderne. C'est beaucoup plus la crise de la société des temps présents (qui attaque aujourd'hui aussi le monde de couleur), la dissolution des structures de la société et de ses fondements moraux et spirituels qui font naître le poison du totalitarisme communiste. Il se développe partout où l'humus d'une ferme organisation de l'existence et d'un vrai sens de la communauté a été emporté par la prolétarisation, l'« érosion sociale », le « désempolement » et la « dépaysement », partout où les hommes, et en premier lieu les intellectuels, ont perdu leur enracinement et leur stabilité, partout où ils ont été rejetés en dehors de la cellule familiale, de la suite des générations, des associations locales ou autres vraies communautés, partout où le processus de désagrégation sociale va de pair avec la

8. Je me suis exprimé là-dessus plus longuement dans mon essai : *Gegenhaltung und Gegengesinnung der freien Welt* (« Die freie Welt im Kalten Krieg », pp. 183 à 211).

décadence spirituelle et religieuse, comme jadis en Chine et maintenant dans le monde musulman et au Japon.

Le totalitarisme gagne du terrain dans la mesure où les humains, victimes de ce processus de dissolution, souffrent d'un inaccomplissement de leur vie, d'un rabougrissement de leur existence totale, où ils souffrent, en un mot, de ce que les véritables conditions du bonheur humain leur ont été dérobées. Il n'est donc pas douteux que la décision du combat entre le communisme et le monde libre, interviendra non pas tant dans la compétition d'un niveau de vie matériel que dans le domaine spirituel et moral. Le succès du communisme est favorisé par une âme vide plutôt que par un estomac vide, et le monde libre ne gardera le dessus que s'il réussit à combler ce vide de l'âme à sa façon et avec ses valeurs, et non pas avec des rasoirs électriques. Aussi bien, ce qu'il a à opposer au communisme n'est pas le culte du standard de vie et de la productivité, ni une quelconque contre-hystérie, contre-idéologie et contre-mythologie. Il ferait par là un emprunt au communisme lui-même. Ce qui est beaucoup plus nécessaire, c'est une prise de conscience calme, mais orientant la vie de façon inébranlable vers les notions de vérité, liberté, équité, dignité humaine, respect de la vie et des fins dernières; c'est aussi le désir de conserver et de consolider avec soin les fondements spirituels et religieux de toutes ces valeurs et de tous ces biens de la vie, et la nécessité d'encourager des formes d'existence conformes à la nature humaine et assurant le soutien et la protection de toutes ces notions.

Il est certain que la mise en garde contre la tendance à considérer le bien-être matériel des masses comme l'arme absolue de la guerre froide n'est nulle part aussi indiquée que dans les pays sous-développés⁹. Non seulement il est particulièrement clair que la croyance en la préservation

9. Cf. un exposé plus détaillé du problème dans son ensemble dans mon livre : *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles*, 1959, pp. 165-220. Sur ce cas devenu aujourd'hui particulièrement important du monde

des masses du communisme au moyen de l'élévation du niveau de vie est dangereusement superficielle, parce qu'elle exagère démesurément l'importance (certes non négligeable) d'un facteur et perd de vue les problèmes spirituels et moraux, qui sont déterminants ; mais il s'y ajoute encore le fait que le moyen conduisant au relèvement du niveau de vie, que l'on cherche dans l'industrialisation, l'urbanisation et l'occidentalisation de la société et de la culture, est lié habituellement (beaucoup plus encore qu'en Occident) à une dissolution effrayante des formes de vie et de pensée auxquelles les êtres étaient jusqu'alors intégrés. La démonstration de ce qui se passe alors nous est donnée de façon bouleversante par le Japon, où la désorganisation des anciennes formes de pensée et de vie, activée après la dernière guerre par un vainqueur inintelligent, a préparé le terrain à la semence communiste, d'une façon telle que n'auraient pu le faire la misère et les destructions matérielles. Pour les mêmes raisons il faut regretter que l'évolution de l'Inde semble suivre davantage le socialisme matérialiste de Nehru que la sagesse humaniste de Gandhi. En ce qui concerne enfin les progrès actuels du communisme dans les pays arabes, il n'est malheureusement pas douteux qu'ils ne sont pas le fait de la pauvreté, mais de l'incapacité des classes dirigeantes, d'une haine hystérique envers l'Occident et d'intellectuels sans maturité auxquels la chute de l'islam ôte le soutien. Il faut toujours avoir présent à l'esprit que, dans le domaine des pays sous-développés, le monde libre court le risque de reperdre ce qu'il aura pu gagner dans sa lutte contre le communisme au moyen de la modernisation, de l'industrialisation et de l'équipement technique, par la prolétarianisation, l'urbanisation, l'intellectualisation, la désagrégation de la famille et de la religion et la dissolution des anciennes formes de pensée et de vie. L'éventualité d'un excédent des pertes occasionnées par les conséquences immatérielles du

arabe : Walter L. Laqueur, *Communism and Nationalism in the Middle East*, Londres, 1957.

« développement » sur les gains dus aux conséquences matérielles, est d'autant plus grande que l'Occident est en outre enclin à mésestimer par orgueil l'attachement de ces pays à la culture reçue. Il abandonne ainsi au communisme l'atout facile d'une sensibilité nationale, culturelle et religieuse blessée sans nécessité, et qui d'ailleurs s'est énormément accrue par un complexe d'infériorité maladif vis-à-vis de l'Occident. Au lieu de cela il devrait utiliser l'incalculable et réjouissante fidélité d'un peuple à lui-même comme rempart contre le communisme, l'encourager et l'honorer, la proclamer comme une force de préservation contre les effets de désagrégation et de dissolution de l'occidentalisation matérielle¹⁰.

Reprenons maintenant le fil directeur de nos considérations et posons une question : quel que soit le degré d'importance du fait économique en général, où en sommes-nous du degré d'importance éthique de l'ordre économique propre au monde libre et dont les enchaînements forment le contenu essentiel de ce que nous appelons la science économique ? Que devons-nous penser des *fondements éthiques de l'économie de marché* ?

« Offre et demande », « gain », « rentabilité », « concurrence », « intérêts », « libre jeu des forces » ou quelque autre mot du jour que nous puissions employer pour définir cette forme libre de l'ordre économique, que nous rencontrons à l'état élémentaire dans le monde non communiste,

10. En dehors du livre de Laqueur, cf. Emil Brunner, « Japan heute », *Schweizer Monatshefte*, mars 1955 ; Ramswarup, *Gandhism and Communism*, New Delhi, 1955 : « Notre conscience gauchiste d'intellectuels ne voit autour de soi que l'analphabétisme, l'inadaptation, la misère et les déceptions et elle espère les supprimer en élaborant des plans quinquennaux. Quant à Gandhi, porteur d'un message d'espoir, il proposa de rechercher une amélioration non pas en détruisant les structures existantes, mais en composant avec elles, en les améliorant. » Cf. Harry D. Gideonse, *Colonial Experience and the Social Context of Economic Development Programs*, dans la collection « Economics and the Public Interest », New Brunswick, 1955 ; F. S. C. Northrop, *The Taming of Nations*, New York, 1952 ; Eugene Staley, *The Future of Underdeveloped Countries*, New York, 1954 ; M. R. Masani, « The Communist Party in India », *Pacific Affairs*, mars 1951.

tout cela ne relève-t-il pas, pour le moins, d'un domaine moralement inconfortable, et même douteux? Pour être encore plus clair : ne vivons-nous pas dans un monde économique, dans une « *Acquisitive Society* » (R. H. Tawney), qui déchaîne la cupidité du gain, favorise un machiavélisme commercial, s'il n'en fait pas une règle; qui, pour parler comme le *Manifeste communiste*, noie tous les sentiments élevés dans les « eaux glaciales du calcul égoïste »; ou bien, pour saisir au passage les paroles connues de l'Évangile, fait gagner à l'homme l'univers et lui fait perdre son âme? Y a-t-il un moyen plus sûr de dessécher l'âme de l'homme que l'habitude, encouragée par notre système économique, de faire tourner continuellement ses pensées autour de l'argent et de la valeur de l'argent? Et un poison plus sûr qu'une commercialisation s'infiltrant partout? Ou bien remettons-nous en vogue l'optimisme du xviii^e siècle qui fit prononcer à Samuel Johnson cette phrase étonnante : « *They are few ways in which a man can be more innocently employed than in getting money.* »

Les spécialistes de l'économie politique et les praticiens de la vie économique qui voudraient se défendre de se poser de telles questions, ou du moins les abandonner avec une pointe d'ironie aux théologiens et aux philosophes, sont mal conseillés. Ces questions ne sont jamais traitées avec assez de sérieux et nous ne devons pas fermer les yeux devant le fait que ce ne sont pas nécessairement les plus sots ni les plus méchants qui, pour n'avoir pas trouvé à ces questions de réponses satisfaisantes, sont attirés dans le camp d'un radicalisme collectiviste. Et parmi eux beaucoup ont le droit de se dire chrétiens convaincus. Mais il devrait y avoir pour nous un autre motif non moins important de nous occuper du contenu éthique de la vie économique quotidienne. Nous touchons là les eaux souterraines que les racines de notre existence atteignent et d'où elles tirent leur vie. « *Navigare necesse est, vivere non est necesse* », comme nous pouvons lire sur une vieille maison de marin de la ville de Brême. Et la signification de cette phrase est claire : ce n'est pas vivre véritablement que

d'exercer sa profession pour l'amour de la seule réussite matérielle, et de ne pas reconnaître en elle une nécessité intérieure et un sens s'étendant au-delà du simple gain d'argent et qui lui confèrent dignité intérieure et équilibre de l'âme. Quoi que nous fassions et quel que soit le travail que nous exécutions, il nous faut savoir quelle est notre place dans le grand édifice de la société et quel sens a notre action, au-delà du but immédiat d'assurer l'existence matérielle. Nous devons nous rendre compte de ce que sont les fonctions sociales pour lesquelles la société nous paye sous forme de salaire. C'est au fond un pauvre et misérable destin de ne pas le savoir et de considérer les heures que nous consacrons au travail comme un simple moyen de gagner de l'argent, comme un simple poste passif dans le bilan de notre existence, qui ne sera compensé que par le poste actif des jouissances que l'argent de notre travail nous permettra¹¹.

Ce sentiment de la signification et de la dignité de la profession et de la place du travail dans la société, quel que soit ce travail, a aujourd'hui disparu de façon alarmante. Réveiller ce sentiment est un des problèmes les plus urgents de notre temps; mais c'est un problème dont la solution présuppose la pensée analytique de l'économiste comme la délicatesse du philosophe. Ceci est sans doute particulièrement valable pour le commerçant car, dans le cas de sa profession, il est plus difficile qu'ailleurs de définir la place qui est la sienne de par ses fonctions dans la société. Une activité qui, vue du dehors, semble consister uniquement en des actes successifs d'achat et de vente, ne révèle pas sa signification et sa dignité sociale aussi facilement que celle du paysan ou du marin, que ce soit au

11. Il convient de citer ici la phrase que Theodor Mommsen a frappée pour caractériser l'air suffocant de la Rome antique qui engendra un personnage tel que Catilina : « Quand l'homme n'a plus aucun plaisir à son travail et ne fait celui-ci que pour arriver le plus vite possible à la jouissance des plaisirs, c'est un simple hasard qu'il ne devienne pas un criminel » (cité d'après Otto Seel, *Cicero*, Stuttgart, 1953, p. 66).

commerçant lui-même, ou aux autres, auxquels il apparaît trop souvent comme un simple parasite de la société, comme une instance intermédiaire en somme superflue qui, sous forme de « marge commerciale », semble lever de lourds tributs, et que l'on aimerait si possible retirer du circuit. Et il est plus difficile encore d'expliquer à un profane les fonctions de la spéculation boursière et de vaincre les préjugés presque indéradicables qui s'attachent à cet objet de prédilection de la critique anticapitaliste.

C'est ici le lieu de remarquer que le mercantilisme endurci du monde des affaires, qui ignore les questions du genre de celles qui sont traitées ici et les abandonne plus ou moins dédaigneusement à des intellectuels « étrangers à l'économie », et la méfiance de ces intellectuels vis-à-vis du monde des affaires, se correspondent et s'encouragent réciproquement. Désaffection du monde des affaires pour la culture et pour l'esprit d'une part, désaffection chargée de ressentiments du monde intellectuel pour l'économie d'autre part, peuvent conduire à cette aliénation terrible des deux sphères que l'on peut observer aux États-Unis, dans l'anti-intellectualisme de larges couches d'entrepreneurs et dans l'anticapitalisme de couches également larges d'intellectuels. Si le prestige social des intellectuels dans ce pays est dans l'ensemble incomparablement moindre que celui de leurs homologues européens, s'ils sont beaucoup moins intégrés que ceux-ci dans le contexte social et si leur place est, beaucoup plus qu'en Europe, à la périphérie de la nation, ils payent cela en retour par une tendance à l'anticapitalisme. À l'inverse les hommes d'affaires et les entrepreneurs se vengent du dédain que leur opposent les cercles d'intellectuels par leur mépris des *egg-heads*.

Si les intellectuels américains, au sein d'une économie compétitive aussi dynamique, ont du mal à voir dans ce fossé qui s'est creusé entre l'éducation et la richesse (tourné en dérision en Europe dans le personnage du « nouveau riche ») un phénomène qui devrait être une exception et non une règle, les hommes d'affaires américains s'habituent facilement à ne rien voir de plus dans l'intellectuel

qu'un être repu de vent, faisant l'avisé, croyant savoir tout mieux que tout le monde et auquel le simple bon sens ne manque pas moins que celui de l'échelle des valeurs. Comme dans les deux cas la réalité n'est souvent pas très loin de la caricature, on voit apparaître le cercle vicieux d'un ressentiment réciproque qui se renforce et conduirait à une catastrophe, si on ne réussissait pas à le rompre en rendant aussi respectable le monde de l'esprit dans le monde des affaires que le monde des affaires dans celui de l'esprit.

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas d'attaquer les intellectuels américains lorsqu'ils se rebellent contre une société qui est si peu la leur dans son caractère à prédominance commerciale. Mais il faut bien avouer qu'il ne sera pas facile de combattre une telle rébellion aussi longtemps que la tension entre le monde des affaires et celui de l'esprit, comme nous pouvons l'observer d'une façon particulièrement claire aux États-Unis (et même pour ainsi dire dans tous les pays d'outre-mer d'expansion européenne), ne se sera pas considérablement apaisée. Il serait injuste de n'attendre cet apaisement que d'un seul côté, et cela rendrait sans nécessité la tâche plus difficile si nous ne nous en prenions qu'aux intellectuels anticapitalistes américains, sans chercher à les comprendre. En un mot la réaction en chaîne entre la méfiance du monde des affaires vis-à-vis des intellectuels et le ressentiment en retour des intellectuels, devrait être interrompue bilatéralement : du côté des intellectuels en s'affranchissant d'idéologies et de philosophies insoutenables ; du côté du monde du « capitalisme » par une philosophie qui sans doute donne au marché ce qui appartient au marché, mais à l'esprit ce qui appartient à l'esprit ; le tout aboutissant à un nouvel humanisme, dans lequel marché et esprit réconciliés sont au service commun des valeurs les plus élevées. Il est à peine besoin de dire que ce serait du pharisaïsme européen que de se croire au-dessus de tels problèmes. Si les choses vont généralement mieux en Europe, ce n'est pas dû à notre mérite mais à un héritage historique qui ralentit

d'une façon bienfaisante l'évolution d'ensemble que nous partageons avec l'« Europe d'outre-mer »¹².

Et quelle est maintenant la réponse à la grande question d'où nous sommes partis ? Quel est le niveau éthique moyen où évolue la vie économique reposant sur l'économie de marché ? Il n'est pas sans analogie avec le niveau de l'homme moyen lui-même pour qui Pascal a écrit cette phrase célèbre : « L'homme n'est ni ange ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête. » Cela veut dire en somme que nous évoluons ici dans une situation absolument « moyenne ». Ce niveau n'atteint ni les sommets des héros et des saints, du pur altruisme, du dévouement désintéressé ou du libre loisir, ni les bas-fonds des luttes ouvertes ou secrètes, où la violence et la ruse désignent les bénéficiaires et les victimes.

Il est significatif de notre manque d'assurance que nous fassions dans notre langage des emprunts à ces deux niveaux extrêmes quand il s'agit de phénomènes économiques. Mais il est manifeste que lorsque nous parlons de « service au client », nous pensons au pompiste essayant le pare-brise et non pas à sainte Élisabeth et que, lorsque nous parlons de la « conquête » d'un marché, nous pensons valises d'échantillons, prospectus séduisants et grues fracassantes, mais non chars tonitrueux ou canons de bord grondants¹³. Sans doute le niveau moyen de notre

12. *Engourdissement spirituel et moral du monde des affaires et des intellectuels* :

W. Röpke, « Amerikanische Intellektuelle von Europa gesehen », *Deutsche Rundschau*, février 1957. La littérature sur ce thème extrêmement important correspond à l'état même des choses, car au caractère immodéré de la condamnation des intellectuels anti-capitalistes s'oppose habituellement le caractère immodéré de la condamnation des capitalistes anti-intellectuels. Mais cela signifie qu'on ne voit pas le problème. C'est aussi la faiblesse grave de l'ouvrage qu'a fait paraître F. A. Hayek, *Capitalism and the Historians*, Chicago, 1954. Cf. à ce sujet ma critique dans la *Neue Zürcher Zeitung*, n°614 du 16 mars 1954 (« Der Kapitalismus und die Wirtschaftshistoriker »).

13. M. Pantoleoni, *Du caractère logique des différences d'opinions qui séparent les économistes*, Genève, 1897 ; W. Röpke, *Explication économique*

économie quotidienne est heureusement capable de s'élever dans les sphères plus hautes du véritable dévouement, comme aussi hélas de sombrer dans les bas-fonds de la violence et de l'imposture ; mais peu de gens nieront que le monde dans lequel on fait des affaires, négocie, calcule, compare les offres et explore le marché, correspond moralement dans l'ensemble à ce milieu qui caractérise par ailleurs la vie bourgeoise quotidienne. Responsabilité, initiative stimulée par le gain qui sait éviter les pertes en satisfaisant les désirs des consommateurs, défense de son intérêt par un compromis de tous les instants avec l'intérêt des autres, collaboration sous les dehors de la rivalité, solidarité, pesée constante de sa production sur la balance incorruptible du marché, lutte constante en vue d'obtenir une production meilleure et, pour prix du combat, avancement de sa position dans la société. Voilà les formules par lesquelles nous essayons de caractériser le climat moral de ce monde. Elles sont très imparfaites, tâtonnantes et provisoires, peut-être aussi palliatives, mais elles expriment ce qui, au point où nous en sommes arrivés de nos considérations, devrait être avant tout retenu.

Ce climat moral, il faut le dire tout de suite, est un climat tiède, sans passion, sans enthousiasme, mais aussi, pour faire allusion à un poème de Henrich Heine, sans « vices énormes » et sans « crimes sanglants et colossaux » ; un climat qui, sans particulièrement nourrir l'âme, ne l'intoxique pas pour autant inévitablement. D'un autre côté, il est propre à insuffler un minimum de considération envers l'homme et à encourager cette justice élémentaire qui correspond aux résultats positifs et négatifs. Mais c'est surtout un climat où le déploiement des énergies productives est placé dans les conditions les plus favorables. Que ce déploiement ne serve pas à la construction de pyramides ou de châteaux somptueux, mais au relèvement constant du bien-être des masses, et cela sous l'effet

du monde moderne, Paris, 1940, pp. 54-60 ; W. Röpke, *La Communauté internationale*, Genève, 1947, pp. 73-106.

de forces excessivement puissantes, qui sont propres à la structure et au caractère éthique de notre ordre économique libre, c'est là peut-être le plus important des faits à porter à l'actif du bilan total.

Avec cette estimation du climat moral de l'économie de marché, nous trouvons en accord avec les esprits éminents du passé. C'est ainsi que Montesquieu disait déjà, dans *De l'esprit des lois* (1748), à propos de l'esprit de notre économie de marché (qu'il nomme « esprit de commerce ») : « Il produit dans les hommes un certain sentiment de justice exacte, opposé d'une part au brigandage, et de l'autre à ces vertus morales qui font qu'on ne discute pas toujours ses intérêts avec rigidité et qu'on peut les négliger pour ceux des autres » (Livre XX, chapitre II.). Nous pouvons ajouter que la société de notre époque, reposant sur l'économie de marché, peut émettre la prétention d'être celle de l'histoire qui repose le moins sur la contrainte et la violence; ce qui n'exclut bien sûr pas la tendance dangereuse à favoriser la tromperie comme moyen d'influence sur la volonté (il en sera question plus loin).

Le poème de Heine, déjà partiellement cité, contient les vers suivants (1829) :

*O dass ich grosse Laster säh,
Verbrechen, blutig, kolossal –
Nur diese satte Tugend nicht,
Und zahlungsfähige Moral¹⁴!*

Qui ne connaît de tels moments de désespoir devant l'étroitesse d'esprit et la sécheresse de cœur des philistins!

Mais il ne nous faut pas pour autant oublier le fond de la question: le dédain pour l'économie affiché par le romantique perpétuel, chez qui le réactionnaire rejoint

14. Ô, voir des crimes
Sanglants et colossaux
Et des vices énormes!
Et non cette vertu rassasiée,
Cette morale solvable!

souvent le révolutionnaire et l'esthète que rien n'oblige. Et l'on néglige de demander si nous préférons sérieusement le vice affamé et l'immoralité en faillite.

En fait, ce niveau moyen de l'éthique, qui est propre à toute société essentiellement libre, a été pendant des siècles entaché d'opprobre. Cela restera l'ineestimable service de la philosophie sociale du XVIII^e siècle, dont est sortie notre science de l'économie politique, que d'avoir libéré des stigmates du temps féodal l'activité industrielle et commerciale, celle de l'homme vil, du βάνουσοϋ (= l'homme au four), comme on disait à Athènes avec mépris au temps de l'économie esclavagiste, et de lui avoir arraché le rang moral auquel elle peut prétendre et qui nous est devenu aujourd'hui naturel. Cette philosophie proprement « bourgeoise », que l'on peut aussi en un sens, et des plus légitimement, qualifier de « libérale », nous a appris à reconnaître honnêtement le désir d'épanouissement et de conservation des individus soucieux d'eux-mêmes et de leur famille, et à donner aux vertus correspondantes de diligence, d'activité, d'esprit d'épargne, de sentiment du devoir, de sûreté, d'exactitude et de raison, le rang qui leur revient. Elle nous a appris à voir dans l'individu au sein de sa famille, vivant de ses propres ressources et suivant sa voie, une force créatrice qui est la vie même et sans laquelle tout est desséché. Par là une énergie a été déchaînée sans laquelle le monde d'aujourd'hui et toute notre civilisation ne seraient pas imaginables.

Ce que cet esprit « bourgeois » signifie pour notre monde, nous le voyons aussi aux difficultés que l'on rencontre à vouloir transplanter notre vie économique moderne dans les pays sous-développés, où les conditions spirituelles et morales dont il est question ici manquent trop souvent. Tandis qu'elles atteignent à peine le champ de la conscience des Occidentaux, parce qu'allant de soi, les porte-parole des pays sous-développés ne voient aisément que les succès économiques extérieurs de l'Occident, sans reconnaître les fondements spirituels et moraux sur lesquels ils reposent. Nous avons en quelque sorte affaire

ici à un humus humain qui, pour que la transplantation d'industries occidentales réussisse pleinement, doit exister, ou dont il faut du moins souhaiter l'existence. Les dernières conditions préalables restent la précision, la confiance, la notion du temps, le courage, la fidélité au devoir et cet amour de ce qu'on fait qui est caractérisé en anglais par l'expression *sense of workmanship* et n'existe manifestement que dans peu de pays au monde. On est en droit d'affirmer, en enchérissant un peu, que l'activité économique moderne ne peut prospérer que là où celui qui dit « demain » (quelle que soit la langue) l'entend ainsi et ne nous abuse pas par de belles promesses sur un vague futur¹⁵.

Il ne fait pas de doute qu'une valeur positive a été attribuée dans le monde occidental à l'activité « intéressée », la valeur d'un véritable ressort mettant en mouvement la société, la culture et l'économie. Celui qui proteste au nom du christianisme trahit par là le fait qu'il n'a pas dépassé, pour ce qui le concerne, la phase du communisme eschatologique de l'histoire des apôtres. En définitive, « la doctrine de la prévoyance individuelle, qui est la condition essentielle de l'économie nationale, est exprimée dans le Nouveau Testament de façon à peine moins évidente que chez Adam Smith », et le célèbre historien anglais à qui nous devons cette phrase hardie ajoute légitimement qu'il nous faudra attendre les temps modernes pour que sa véracité nous apparaisse¹⁶. Et si nous voulons ajouter un ins-

15. Cf. mon étude : « Unentwickelte Länder », *Ordo-Jahrbuch*, 1953.

16. Lord Acton, *The history of Freedom and other Essays*, Londres, 1907, p. 28. Lord Acton était catholique et aurait pu s'autoriser la sentence de Thomas d'Aquin : « *ordinatius res humanae tractantur, si singulis immineat propria cura alicujus rei procurandae ; esset autem confusio, si quilibet indistincte quaelibet procuraret* » (*Summa Theologiae*, II, II, 66, 2). Il faut rappeler aussi les « Pères pèlerins », premiers colons de la Nouvelle-Angleterre et pieux calvinistes, qui avaient pensé pouvoir instaurer un système d'agriculture intégralement communiste, mais se virent forcés, après peu d'années seulement, du fait de la diminution catastrophique du rendement, d'en venir à l'économie de marché et à la propriété.

trument de mesure historico-littéraire, nous voyons que le bourgeois est encore, dans les comédies de Molière, traité comme une figure ridicule; et quand Shakespeare porte exceptionnellement un marchand sur la scène, c'est toujours un Shylock. Quel chemin parcouru de là au *Wilhelm Meister* de Goethe, où le monde du commerce bourgeois nous entoure et où même la comptabilité est glorifiée de façon philosophique et poétique!

Tout cela devient doublement clair si nous retournons maintenant la médaille et laissons faire ceux qui, au nom d'une morale plus « élevée », condamnent marché, concurrence, gain et intérêt particulier et regrettent l'absence d'odeur de sainteté dans la force d'impulsion de l'autonomie personnelle et du désir d'épanouissement. Il est évident que ce faisant ils portent atteinte à un aspect de la nature humaine inséparable de la vie, à cet aspect qui doit tenir en balance l'autre aspect, plus noble, du sacrifice et du désintéressement. Exigeant trop, par leur morale, de l'homme moyen, et attendant de lui le reniement de son propre intérêt, ils se privent avant tout de l'énorme force d'impulsion qui se dégage de l'intérêt particulier. D'autre part, cette technique économique plus « élevée » se voit obligée, pour arriver à ses fins, d'agir d'une façon extrêmement immorale en ce qu'elle contraint les hommes d'agir contre leur nature légitime, et ce par la violence, ou par la ruse et la mystification. Dans tous les pays où, en des noms divers et avant tout au nom d'une morale prétendue plus « élevée », un ordre collectiviste a été instauré, les hommes sont ou bien exhortés au moyen de la police et des pénalisations à l'obéissance vertueuse aux impératifs économiques, ou bien mis en état d'ivresse par une idéologie passionnée et une propagande à boulets rouges, autant et aussi longtemps que cela réussit.

Ceci est, comme chacun sait, la suite normale de toute tentative de remplacement de l'économie de marché (qui est en mesure de transmettre la force d'impulsion de l'autonomie personnelle aux turbines de la production)

par une économie collectiviste qui a besoin pour fonctionner de héros ou de saints, mais conduit, par cette erreur, à l'État policier. Ainsi toute tentative pour fonder un ordre économique sur une morale d'essence plus élevée que la morale moyenne et conforme à l'homme doit pratiquer la violence et l'enivrement collectif, organisé au moyen des mensonges de la propagande ; « ... Et qui veut faire l'ange fait la bête », pour citer encore Pascal. La raison principale de cet état de choses, qui nous est déjà familier, est que la liberté dans l'État et dans la société suppose la liberté dans l'économie, et que d'autre part un ordre économique collectiviste a pour conséquences la misère et la tyrannie, conséquences qui sont manifestement le contraire de « morales ». Si la négation de la valeur positive des actions dictées par l'intérêt agit de façon telle qu'elle ruine la culture et avilit les hommes, cela prouve alors l'authenticité de cette valeur. Nous avons dans le « capitalisme » la liberté de la décision morale et personne n'est contraint d'être un fripon. Dans un système de société et d'économie collectiviste (c'est là le paradoxe tragique), c'est précisément à cela que nous sommes contraints, comprimés que nous sommes par la raison d'État dans le service de l'appareil collectif et obligés constamment d'agir contre notre conscience.

Mais nous obtiendrions encore une image défavorable des fondements éthiques de notre système d'économie libre, si nous voulions réduire les motifs de l'action économique à un simple désir d'obtenir des avantages et d'éviter les inconvénients matériels. Un tel *Homo œconomicus* existe, en tant que type moyen, aussi peu que les héros et les saints. Les motifs au contraire qui poussent les hommes à réussir sur le plan économique sont aussi variés que l'âme humaine elle-même. Le gain et le pouvoir mettent les hommes en mouvement, mais aussi la joie dans la création et dans la profession, le désir de valoir, le besoin de faire mieux, le sentiment du devoir, le rêve de découvrir Troie (le cas connu de Schliemann), le penchant à aider et à offrir, la passion du collectionneur d'art et du bibliophile et

mille autres choses encore¹⁷. Mais même si nous ne découvrons rien de mieux que les ressorts du simple avantage matériel, nous ne devons pas oublier que celui qui pourvoit à ses propres besoins et à ceux des siens d'une façon décente, mais aussi par ses propres ressources et sous sa seule responsabilité, ne fait rien que l'on puisse négliger ni mépriser. Nous devrions plutôt exprimer résolument qu'il est plus digne de notre sympathie que ceux qui aimeraient abandonner aux autres ces soucis, au nom d'une éthique sociale prétendue plus élevée, et que ceux aussi qui se targuent de vivre largement aux dépens des autres et sont attendris sur eux-mêmes jusqu'aux larmes lorsque, par le développement de l'État-Providence acheté, ils s'assurent une place dans le cœur des insoucians et en même temps sur la liste des candidats d'un parti.

Il va de soi, pour quiconque est instruit de l'économie politique, que toutes ces considérations contiennent déjà la réponse qu'il nous sera facile de donner à cette question

17. Le rôle joué par la passion du collectionneur d'art dans la vie des multimillionnaires américains de la dernière génération est à lire en détail dans la biographie amusante du marchand d'objets d'art Duveen qui les fournissait : S. N. Behrman, *Duveen*, Londres, 1952. Leurs noms sont immortalisés dans les fameuses galeries de tableaux nées de ce fait (National Gallery à Washington, Frick Gallery et les collections spéciales du Metropolitan Museum à New York), et il semble que l'allusion à cette variante de l'immortalité ait été l'un des arguments de vente les plus importants de Duveen.

À l'inverse, le cas particulièrement persuasif de Goethe enseigne que le mobile financier n'est nullement étranger aux plus hauts accomplissements de l'esprit de ce même Goethe qui manifestement ne reçut la définitive impulsion qui lui fit achever son *Faust* que grâce à une offre alléchante de son éditeur Cotta. Schiller avait arrangé cette offre derrière le dos de Goethe en écrivant à Cotta le 24 mars 1800 : « Je crains que Goethe n'abandonne son *Faust* auquel il a déjà beaucoup travaillé s'il ne se sent pas amené de l'extérieur et par des offres séduisantes à se remettre à ce grand ouvrage et à l'achever... Il compte naturellement sur un gros profit parce qu'il sait qu'on est en Allemagne très impatient de cette œuvre. Vous pouvez, j'en suis persuadé, l'amener par des propositions brillantes à terminer cet ouvrage cet été » (Lettre 6, 141). On lit l'effet rapide sur Goethe dans sa lettre à Schiller du 11 avril 1800. Mais qui voudrait s'indigner de ce mobile ?

bien naturelle. Qu'arrive-t-il lorsque ces mobiles individualistes incitent l'individu à nuire manifestement aux autres ?

Ici, cette même philosophie sociale libérale du XVIII^e siècle, dont nous avons parlé, nous apprend à concevoir l'économie fondée sur la division du travail, les échanges et la concurrence, comme une institution qui, avec toutes ses imperfections, en partie irritantes, a du moins tendance à accorder l'activité motivée par l'intérêt particulier avec l'intérêt général, d'une façon qu'aucune autre forme d'économie ne peut approcher. Nous savons comment cela se produit : l'individu est obligé par la concurrence à ne chercher sa propre réussite que dans la mesure où il sert le marché, c'est-à-dire le consommateur. Celui qui obéit au marché, caractérisé par les prix libres, est récompensé par le gain, de même que celui qui ne s'y soumet pas est pénalisé par une perte et en fin de compte par la faillite. Gain ou perte d'une transaction économique (qu'il appartient à la méthode économique d'entreprise d'établir si possible avec précision et sans erreur) deviennent ainsi simultanément les moyens d'orientation indispensables d'une économie rationnelle, qu'une économie plus ou moins collectiviste cherche en vain à remplacer.

Que ces formules lapidaires soient insuffisantes et simplificatrices, il est à peine besoin de le dire, si incontestable que soit la vérité qu'elles contiennent. Il est sans doute aussi superflu de dire dans combien de cas, qui peut-être deviendront encore plus nombreux, le marché et la concurrence sont incapables de résoudre le problème d'accorder l'action économique individuelle avec l'intérêt général ; et il est inutile de mettre l'accent sur la difficulté qu'il y a à donner, ne serait-ce qu'à la concurrence, une forme libre et satisfaisante. Quiconque est à peu près informé sait que ces difficultés et ces questions restées sans réponses posent les problèmes les plus épineux d'une politique économique et sociale active, et doivent être prises très au sérieux.

Il n'est pas temps d'en parler ici. Mais il est d'autant plus nécessaire de soulever un autre problème. Avons-

nous tout dit quand nous avons souligné l'importance de la concurrence et du mécanisme des prix qu'elle met en mouvement, en lui attribuant le rôle de grand régulateur d'un système économique laissant fondamentalement libres les forces individuelles? Suffit-il au reste d'en appeler à une sorte d'« égoïsme éclairé » des hommes, pour qu'ils comprennent qu'il est pour eux plus avantageux et plus nécessaire de se plier à la discipline du marché et de la concurrence?

Nous ne pouvons répondre ici que par un non catégorique. Mais avec ce non nous tirons un trait de séparation énergique entre nous et un utilitarisme et un immanentisme libéraux du XIX^e siècle, dont nous rencontrons encore des traces. Il existe en effet une manière de voir que l'on ne peut guère appeler autrement qu'anarchisme libéral, quand nous pensons à ceux qui semblent tenir le marché, la concurrence et le bon sens économique pour des réponses suffisantes à la question relatives aux fondements moraux de notre système économique.

Quelle est la vérité? La vérité est que sans doute tout est valable dans ce que nous avons dit au sujet des forces qui, dans notre système économique, agissent sur la position « moyenne » de l'éthique économique, mais uniquement à la condition tacite d'un minimum fondamental, qui d'ailleurs existe, de convictions éthiques. Nous avons expliqué assez clairement que nous ne voulions rien avoir à faire avec un moralisme n'ayant aucune idée de l'économie politique, et qui, à l'inverse de Méphistophélès, dans le meilleur des cas veut le bien et fait le mal. Mais voilà ce qu'il faut maintenant exprimer avec la même fermeté: nous devons nous tenir aussi éloignés d'un moralisme économiquement inconscient que d'un économisme émoussé, qui n'a aucun sentiment des conditions et des limites dans lesquelles nous pouvons faire confiance aux fondements moraux de l'économie de marché. C'est qu'en effet, ici non plus, cette économie n'est pas suffisante.

En d'autres termes: la vie économique ne se déroule naturellement pas dans un vide moral. Elle est plutôt

constamment en danger de perdre la situation éthique moyenne, si elle n'est pas supportée par de forts soutiens moraux, qui existent et qui doivent être continuellement protégés contre le pourrissement. Sinon, un système d'économie libre devra nécessairement périr et avec lui l'organisation de l'État et de la société.

Ceci est d'abord valable, dans le sens le plus strict, parce que la *concurrence*, nécessaire à l'endiguement et à la canalisation de l'intérêt particulier, doit être continuellement protégée contre la tendance à sa falsification, à sa limitation et à sa dégénérescence. Mais cela exige que les individus non seulement se déclarent partisans d'une concurrence aussi libre que loyale, mais aussi qu'ils vivent conformément à cette profession de foi. Tous les individus et tous les groupes prenant part à la vie économique (les syndicats y compris, il faut le dire à l'intention d'une certaine prudence sociale largement répandue) doivent faire constamment l'effort moral d'une discipline librement consentie, qui laisse aussi peu de tâches que possible à une discipline imposée par l'État. Nous ne devons pas penser qu'il suffit de les piquer au jeu de leurs intérêts bien compris et, en se réclamant des règles de l'économie de marché, d'en appeler à leur bon sens économique. Car, à l'intérieur de certaines frontières, les cartels, les syndicats, les groupes puissants et les associations d'intérêts servent excellemment leurs intérêts lorsque, par une pression des monopoles ou une action sur la politique économique de l'État, ils cherchent à obtenir plus que ne leur permet une concurrence loyale. Il faut qu'il y ait des valeurs plus élevées, des valeurs éthiques que nous puissions invoquer avec succès : justice, responsabilité intégrale, bienveillance et sympathie¹⁸.

18. *L'erreur de l'immanentisme libéral* :

« L'illusion de Bentham, selon laquelle la politique et l'économie pourraient être dirigées d'après des considérations purement matérielles, nous a exposés à un individualisme solitaire où chaque homme et chaque classe sociale considèrent tous les autres hommes et toutes les autres

Ainsi, nous voyons que le monde prosaïque du commerce puise, lui aussi, dans des réserves morales avec lesquelles il tient ou tombe, et qui sont plus importantes que toutes les lois économiques et tous les principes d'économie politique. L'intégration extra-économique, spirituelle, morale et sociale est toujours la condition primordiale de l'intégration économique, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Pour ce qui est de l'intégration économique internationale, ce caractère moral doit être particulièrement souligné: le fondement spécifique et définitif du commerce international dont nos livres de classe parlent le moins est ce code non écrit d'une conduite morale normale que résume la phrase: « *Pacta sunt servanda*¹⁹. »

classes comme des concurrents dangereux, alors que, en réalité, aucun homme et aucune classe ne peuvent conserver longtemps la sécurité et la prospérité sans le lien de la sympathie et le règne de la justice. » Russell Kirk, « Social Justice and Mass Culture », *Review of Politics*, octobre 1954, p. 447. Si nous voulons comprendre au fond cette erreur de l'immanence libérale, qui nous apparaît, dans une pureté si désarmante, dans les écrits de jeunesse de J.-B. Say, mais également chez Bentham et dans toute l'école influencée par lui, et qui enfin flambe encore une fois chez H. Spencer, il nous faut bien nous rappeler qu'alors la libération des liens devenus gênants réclamait toutes les énergies, tandis que les ressources morales étaient encore si intactes qu'on les tenait tacitement pour acquises. La situation s'est renouvelée plus tard, après 1945, en Allemagne, d'une façon analogue, lorsque la nécessité de libérer la force économique paralysée par l'inflation dut, en vue de surmonter une misère insupportable, recevoir la priorité. Parallèlement à cette étroitesse de vue de l'individualisme économique du XIX^e siècle se déplace l'étréitesse de vue aussi choquante de l'individualisme politique, qui peut être considéré, avec son idéal néfaste d'une démocratie unitaire, comme la cristallisation pluraliste de l'Ancien Régime.

Les causes de l'aveuglement moral de l'individualisme et de l'utilitarisme remontent loin dans le XVIII^e siècle, à Helvetius, Holbach, La Mettrie et D'Alembert, de même que leurs prolongements aboutissent à Marx et Engels.

19. Cf. mon livre : *International Economic Desintegration*, 3^e édition, Londres 1950, p. 67 et suiv., et ma série de lectures *Economic Order and International Law*, Académie de droit international de La Haye, Leiden, 1955.

Marché, concurrence et jeu de l'offre et de la demande n'engendrent pas ces réserves morales. Ils les présupposent et les utilisent. Ils doivent aller les chercher dans les domaines situés au-delà du marché, et aucun manuel d'économie politique ne peut les remplacer, comme J.-B. Say, dans son écrit de jeunesse *Olbie ou Essai sur les moyens de réformer les mœurs d'une nation*, une utopie libérale, le pensait encore en toute naïveté, lorsqu'il recommandait aux bourgeois de son paradis rêvé « un bon traité d'économie politique » comme « premier livre de morale ». Cobden aussi, utilitariste à tous crins, semble avoir été le plus sérieusement du monde d'avis que la théorie du libre-échange était le meilleur chemin de la paix.

Discipline personnelle, sens de la justice, honnêteté, fair-play, esprit chevaleresque, modération, esprit civique, respect de la dignité de l'homme, tout cela est ce que les hommes doivent apporter avec eux lorsqu'ils viennent sur le marché et s'affrontent dans la concurrence. Toutes ces qualités sont le soutien indispensable du marché et de la concurrence qu'elles protègent de la dégénérescence. Famille, Église, communautés véritables doivent en être pourvues. Les hommes doivent aussi grandir dans des conditions qui favorisent de telles convictions morales, dans les conditions d'un ordre naturel favorisant le travail en commun, respectant la tradition et intégrant l'individu. Propriété, épargne et désir de les mettre en pratique sont des parties essentielles d'un tel ordre. Si nous avons plus haut qualifié cet ordre de « bourgeois », il est bien la fondation sur laquelle l'éthique de l'économie de marché doit reposer. Il doit de la même façon encourager l'indépendance et le sens de la responsabilité de l'individu ainsi que l'esprit bourgeois, l'*esprit civique*, qui le lie à l'ensemble et fixe des limites à son appétit.

L'économie de marché est un entrelacement se refaisant sans cesse d'engagements contractuels à échéance plus ou moins brève. Elle ne peut subsister que si la confiance, que tout contrat suppose, peut prendre appui sur un large fond de solidité morale chez tous les participants. Elle dépend

donc d'un degré moyennement satisfaisant d'intégrité personnelle, qui est empêché, par un système juridique intègre, de suivre sa tendance naturelle vers une intégrité inférieure à la moyenne. Il est hors de doute que le marché lui-même, à l'intérieur de ce cadre juridique avec ses sanctions, est propre à favoriser l'habitude, profitable à l'intégrité, de normes minimales. Celui qui ment continuellement, trompe et rompt des conventions, reconnaîtra un jour ou l'autre la justesse de la phrase: *Honesty is the best policy*. Mais quelle valeur devons-nous attribuer à un comportement reposant sur un calcul utilitaire, et jusqu'où devons-nous lui faire confiance? L'exemple du cas limite de la Russie soviétique nous l'apprend, elle qui s'est efforcée d'acquiescer à son grand profit, dans ses relations avec le monde économique extérieur, la réputation de prompt payeur, tandis qu'elle suit pour tout le reste le code d'une association de brigands. Ainsi, cette remarque même, dont le but est de mettre scrupuleusement en évidence l'effet éducatif des relations commerciales dans l'économie de marché, nous ramène à notre thème principal: le soutien essentiel de l'économie de marché doit être cherché dans un soutien moral en dehors du marché lui-même. Marché et concurrence sont très loin de créer eux-mêmes les conditions dont ils ont besoin. Voilà l'erreur de l'immanentisme libéral. Ces conditions doivent être remplies de l'extérieur, et c'est au contraire marché et concurrence qui constamment les soumettent à des épreuves de charge, les exigent et les consomment.

Et ce serait sans doute encore une fois l'erreur d'un moralisme dépourvu de réalisme et de sens historique que de vouloir appliquer à la méthode économique moderne une échelle de valeurs morales qui aurait en tout temps suffi pour condamner l'humanité, parce que les hommes ne peuvent s'y conformer. Il est de même certain qu'un tel moralisme est tout à fait insoutenable lorsqu'il veut nous faire croire, pour se justifier, que le moraliste est un homme meilleur du seul fait qu'il applique une échelle des valeurs stricte. Il faut toujours y réfléchir avant de parler

des aspects moraux contestables de l'économie de marché. La rivalité brutale n'a été naturellement à aucun moment séparable de la vie en commun. Que le jeune Torrigiani, par jalousie et rivalité d'artiste, écrase le nez de Michel-Ange et le défigure pour le restant de ses jours ou que, à notre époque, un chef de file des syndicalistes intellectuels allemands, qui a su sans doute toujours vilipender courageusement la « jungle du capitalisme », cherche à se débarrasser d'un rival au moyen de lettres falsifiées, c'est toujours la même chose et aussi peu édifiante. Au lieu de s'étonner que la concurrence de l'économie de marché soit loin de répandre l'esprit sportif d'un tournoi de tennis, il serait certes plus utile de se demander si ce n'est pas précisément un avantage appréciable de l'économie de marché de donner à la rivalité des hommes des aspects qui soutiennent en général favorablement la comparaison avec les nez écrasés, les lettres falsifiées ou, comme dans les pays communistes, les exécutions en masse.

Mais nous ne pouvons pas, en bonne conscience, nous en tenir là. Car il est en tout cas indéniable, d'une part que l'économie de marché, aussi longtemps qu'elle domine, confère à la concurrence une position centrale, parce qu'elle représente une lutte incessante pour l'affirmation de soi et une émulation pour les meilleures places ; d'autre part, qu'une telle concurrence pénétrant partout a une tendance alarmante à provoquer des effets qui ne peuvent nous laisser indifférents, surtout du point de vue moral. Ceux-là précisément qui sont au sein de la concurrence et qui usent leurs nerfs, leur force et leur sensibilité, réagissent très vivement aux questions soulevées ici et il serait injuste et simpliste de les considérer pour cette raison comme des gens avides de monopoles.

Nous reconnaissons tous le sérieux et le bien-fondé de telles questions si nous prenons comme exemple d'une forme supérieure d'émulation la façon dont certaines professions, surtout celle des médecins, se soumettent à des règles sévères de concurrence et subordonnent l'observation de ces règles à l'honneur professionnel. Bien que cet

exemple ne soit pas valable pour l'artisanat, l'industrie et le commerce, il enseigne que ce serait un bienfait pour tous si ce que les médecins nomment la *déontologie* de leur profession pouvait (sous la forme d'un certain code de concurrence que soutiendrait un honneur professionnel que tout le monde devrait respecter et qu'on ne pourrait transgresser²⁰ qu'au prix d'une mise au ban) amortir la concurrence et la soustraire à la « morale-limite », sans faire appel à l'État mais en prenant pleinement conscience des éléments positifs contenus dans la solidarité professionnelle.

En reconnaissant ces éléments positifs, nous exprimons l'idée que nous devons tendre à ce que l'effet désintégrant de la concurrence sur le plan social soit compensé par l'utilisation de toutes les forces d'intégration qui se tiennent à notre disposition en dehors de la concurrence et du marché. La difficulté indéniable consiste naturellement en ce que nous ne devons pas faire un mauvais usage de ces forces, et remplacer la concurrence par son altération la plus grave du point de vue économique et la plus condamnable sur le plan moral, c'est-à-dire par le monopole, sous quelque forme et à quelque degré que ce soit. En effet, cette altération est plutôt la forme la plus grossière de ce mercantilisme que nous combattons, alors que nous cherchons à amortir la concurrence par des contre-forces d'intégration.

La vérité est précisément que la même *concurrence*, condition préalable de la régulation d'un ordre économique libre, touche de tous les côtés à une frontière dont nous ne pouvons pas souhaiter le franchissement. Elle demeure un mode de comportement dangereux moralement et socialement, qui ne peut être protégé que par un certain dosage maximum et par des adoucissements et des atténuations de toutes sortes. Un esprit de rivalité toujours en éveil, défiant et peu exigeant dans le choix des moyens, ne doit pas devenir dominant, ni définir la société dans tous

20. Cf. Götz Briefs, « Grenz-moral in der pluralistischen Gesellschaft, Wirtschaftsfragen der freien Welt » (*Erhard-Festschrift*), pp. 97-108.

les domaines, sous peine d'intoxiquer l'âme, de détruire la culture et finalement de désagréger l'économie.

Se faire valoir par une publicité pénétrant partout nuit et jour, à la ville et à la campagne, dans l'air et sur chaque surface murale accessible, en prose et en vers, par le texte et par l'image, en attaque directe ou par les moyens subtils des *public relations*; prostituer tout geste de politesse, d'amitié et de camaraderie en un acte derrière lequel nous flairons la « fausse intention »; régler toutes les relations et toutes les actions possibles d'après le principe de l'offre et de la demande et, ce faisant, les commercialiser, l'art comme la science et l'Église non exclus; comparer constamment sa situation avec celle des autres, constamment essayer du nouveau, toujours être en voyage, d'une profession à l'autre et d'un lieu à un autre, constamment regarder les autres avec jalousie ou envie – une telle commercialisation extrême, une telle mobilisation et une telle rivalité, sont la recette infaillible pour détruire une économie libre, par une exagération morale aveugle de son principe et pour créer finalement un malaise dont il faut craindre le pire.

C'est la véritable malédiction de la *commercialisation* que le débordement du marché et de ses valeurs sur des domaines qui doivent rester au-delà de l'offre et de la demande, sacrifie les buts propres, dignité et sel de la vie, d'une façon qui, comme nous l'avons déjà noté plus haut, rend la vie insupportablement laide et ennuyeuse. Dans la « fête des Mères », une invention des spécialistes américains de la publicité, la plus intime et la plus inviolable relation humaine est devenu un moyen d'augmentation du chiffre d'affaires et le plus tendre des sentiments est conduit dans le moulin du commerce. La « fête des Pères » lui a vite succédé; et si nous ne savions pas, Dieu merci, le contraire, nous pourrions supposer, d'après les formes prises aujourd'hui par les festivités de Noël, que ce fouet de la toupie commerciale a son origine dans la technique de la publicité. Nous avons vu récemment qu'une course automobile qui avait horrifié les spectateurs, parce qu'elle

était devenue une course à la mort, avait été poursuivie sous l'invocation de son but technico-commercial (le respect devant la mort ayant dû passer après la technique et le commerce).

Cela ne sera jamais assez fortement stigmatisé, non dans le but de condamner l'économie de marché, mais pour souligner la nécessité de la délimiter et de la modérer, et pour faire ressortir encore une fois, et d'une façon qui ne laisse aucun doute, la dépendance dans laquelle elle est des réserves morales. Délimitation et modération peuvent intervenir sous des formes variées, dont la première consiste à ne pas faire de la concurrence le principe dominant et d'avoir l'œil aux détails qui contribuent d'eux-mêmes à un adoucissement. Illustrons par un exemple ce problème. Quel sociologue a-t-il déjà approfondi les raisons de la rivalité jalouse des comédiens et chanteurs, alors que la joyeuse camaraderie règne chez les peintres ? Et ne serait-ce pas une tâche rentable que d'examiner tout le tissu de la société moderne sous l'angle de ces différences, et les raisons probables de celles-ci ?

3. *Nobilitas naturalis*

Cependant la forme décisive de la délimitation et de la modération de la concurrence est, nous ne le dirons jamais assez, à chercher dans les forces morales que les participants de l'économie de marché doivent avoir en eux. Elles sont en propre ce *countervailing power* dont a traité un économiste américain (J. K. Galbraith) dans son livre ainsi intitulé. Mais ça n'est pas cette mécanique d'organisation de groupes au pouvoir, dans laquelle il a voulu voir à tort le moyen d'appriivoiser la concurrence et de l'empêcher de dégénérer en monopole. Il ne peut y avoir de vraie solution du problème sans un fond de convictions efficaces au regard des limites morales de la concurrence. Il est sans aucun doute conforme aux exigences que l'on doit imposer à une société saine, que la direction, la responsabilité et

le cautionnement symbolique des valeurs et normes régissant la société sont le devoir capital et le droit indiscutable d'une minorité, qui forme la pointe d'une pyramide sociale organisée hiérarchiquement en fonction des mérites, d'une minorité reconnue comme telle et avec le respect qui lui convient. À la société de masse que nous avons dépeinte dans un chapitre précédent, doit s'opposer cette société menée par quelques-uns : non pas des génies originaux ou des excentriques, pas plus que des intellectuels vacillants, mais tels qu'ils ont précisément le courage de dire non à la nouveauté excentrique au nom de l'« ancienne vérité » que Goethe nous a invités à « assumer », au nom de ce qui a été éprouvé par l'histoire, au nom du simple et indestructible humain. En un mot de vrais « clercs » ou « ascètes de la civilisation », comme les a récemment caractérisés un éminent psychiatre (Bodamer), des saints sécularisés, pourrait-on dire, occupant dans notre époque une place qui à aucun moment et dans aucune société ne doit rester longtemps inoccupée. C'est cela qu'ont à l'esprit ceux qui disent qu'à la « levée des masses » doit s'opposer une autre levée, la « levée de l'élite ».

Il est d'une importance décisive (et on en est de plus en plus persuadé) qu'il y ait dans une société un groupe, même restreint, de dirigeants donnant le ton, qui se sentent responsables des valeurs et des normes inviolables, et conformément strictement leur vie à cette responsabilité. Ce dont nous ne pouvons nous passer à aucun moment et avons un besoin plus pressant que jamais, aujourd'hui où tant de choses vacillent et s'émiettent, c'est d'une authentique *nobilitas naturalis*, avec son autorité reconnue de bon gré par les hommes, d'une élite qui ne tire ses titres de noblesse que de son exemple moral insurpassable et soit revêtue de la dignité naturelle à une telle existence. Dans cette mince couche de la *nobilitas naturalis* ne peuvent y entrer que très peu, qui viennent de toutes les couches de la société, et ils n'y sont admis que par l'exemple qu'ils donnent, par la maturation lente d'une vie de renoncement au service de la collectivité, d'intégrité et de victoire

constante sur les appétits vulgaires ; par l'exemple qu'ils donnent d'une maturité du jugement, d'une vie privée irréprochable, d'un courage inébranlable dans leur combat pour le vrai et le juste. Cet exemple éminent que donnent quelques-uns les fait gravir, soutenus par la confiance du peuple, à une position au-dessus des classes, des intérêts, des passions, des méchancetés et des folies des hommes, et en fait finalement la conscience de la nation. Appartenir à cette classe de notables moraux doit devenir le but le plus élevé et le plus digne d'être atteint, auprès duquel tous les autres triomphes de la vie deviennent pâles et insipides.

Une société libre, précisément quand elle menace, comme la nôtre, de s'abâtardir en société de masse, ne peut subsister sans une classe de censeurs. Que notre temps engendre de semblables aristocrates de l'esprit civique (dont le Moyen Âge n'a pas manqué) en nombre suffisant, qu'il y ait certains entrepreneurs, agriculteurs et banquiers capables de voir les grands problèmes de la politique économique, impartialement, au travers de leurs intérêts commerciaux immédiats et à court terme, ou bien des dirigeants syndicalistes qui sachent partager aujourd'hui avec le président de la banque centrale la responsabilité de la monnaie, ou encore des journalistes qui, sans flatter le goût des foules ou succomber aux passions de la politique ni aux séductions d'un succès facile, conduisent l'opinion publique avec mesure, pénétration et un sens éminent des responsabilités, c'est de tout cela que dépend finalement le maintien de notre monde libre. Mais que parmi eux il s'en trouve qui, du fait de leur position, et de leurs convictions, sont en rapport étroit avec le marché et se sentent responsables dans le domaine moral traité ici, cela aussi devrait être déterminant pour le destin final de l'économie du marché²¹.

21. *Nobilitas naturalis* :

La pensée est naturellement si ancienne qu'on ne peut guère dresser un arbre généalogique spirituel. Le fait mérite bien une mention qu'elle ait été familière même à un démocrate tel que Jefferson, qui est au-dessus de tout soupçon de sentiment réactionnaire. C'est ainsi qu'il écrit le

Il s'entend que des conditions nombreuses et en grande partie difficiles doivent être remplies pour qu'une telle aristocratie naturelle puisse s'épanouir et pour qu'elle puisse remplir sa mission. Elle doit croître et mûrir, et elle peut être détruite aussi vite qu'elle est lente à se former. Fortunes naissant et disparaissant du jour au lendemain, c'est là un terrain rocailleux sur lequel elle ne peut prendre : il en jaillit le nouveau riche et la ploutocratie qui sont exactement l'inverse de ce qu'il faut obtenir. Mais sans fortune et sans droit d'héritage, qui transmet en même temps que la tradition spirituelle et morale ses fondements matériels, une aristocratie naturelle ne peut guère s'épanouir. C'est précisément parce que souvent, pour ne pas dire toujours, une seule génération n'arrive pas à porter l'esprit civique aristocratique et la mentalité de meneur d'hommes à maturité, que la limitation du droit d'héritage allant jusqu'à la confiscation, telle qu'elle est appliquée couramment aujourd'hui dans des pays importants de l'Ouest, est l'une des mesures les plus néfastes qui se puisse concevoir et contraires à l'esprit qui veut mener une politique saine.

Mais bien sûr : richesse oblige. Tout privilège, qu'il soit de la naissance, de l'esprit, de l'honneur et du respect ou de la richesse, a un droit dans la mesure exacte où il oblige. Chacun doit labourer son champ et garder à l'esprit la responsabilité que lui impose sa situation privilégiée. Si le mot galvaudé d'« équité sociale » a un sens, c'est certes ici.

28 octobre 1813 au conservateur John Adams : « Je pense comme vous qu'il y a une aristocratie naturelle parmi les hommes, fondée sur la vertu et les talents... Je la considère comme le don le plus précieux de la nature pour instruire, représenter et gouverner la société. En effet, il eût été illogique que l'homme fût créé pour la vie sociale s'il n'avait pas reçu la vertu et la sagesse suffisantes pour conduire les affaires de la société. » Cité d'après W. H. Chamberlin, « The Morality of Capitalism », *The Freeman*, 1957. Je l'ai utilisé pour le cas particulier de l'économie de marché dans mon livre : *La Crise de notre temps*, pp. 177-178. Cf. récemment dans le même sens, David McCord Wright, *Democracy and Progress*, New York, 1950, p. 25 et suiv.

À ces devoirs de la fortune, qui n'ont plus besoin d'être énumérés, appartient aussi celui de combler les lacunes du marché. Il s'agit en effet de biens qui s'excluent du domaine de l'offre et de la demande, et nous ne pouvons laisser à l'État le soin de combler ces lacunes si nous tenons à une société libre. Tout ce qui a trait au mécénat s'entend ici : la subvention libérale des théâtres et opéras, de la musique, des arts plastiques et de la science, en bref de tout ce dont l'existence serait menacée si ça devait « se faire payer ». Il serait difficile de trouver, dans quelque période de l'humanité que ce soit, une seule œuvre d'art éminente qui ne dût sa naissance à un tel mécénat. Et il serait vraisemblablement encore plus difficile de trouver un théâtre, un opéra ou un orchestre qui, à un moment quelconque, se soit plié à la loi de l'offre et de la demande sans abdiquer son rang, et par conséquent ait pu garder son rang sans ce mécénat. Les tragédies grecques d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide sont aussi peu pensables sans les fondations publiques des riches d'Athènes (les Liturges) que les drames de Shakespeare sans ses protecteurs. Que de notre temps, à l'inverse, la loi de l'offre et de la demande détermine (sans sa forme extrême dans le domaine du cinéma) le niveau des productions artistiques, tout le monde est d'accord pour en voir les effets désastreux²².

La fortune doit remplir ce rôle dans le même esprit que celui avec lequel on payait jadis l'impôt sur les richesses dans la ville hanséatique de Brême, d'après une estima-

22. Pour laisser parler ici encore une fois un auteur absolument non suspect : « Il (le législateur) n'a point accompli sa tâche si, pour assurer des jouissances égales à tous, il rend impossible le développement complet de quelques individus distingués, s'il ne permet à aucun de s'élever au-dessus de ses semblables, s'il n'en présente aucun comme modèle à l'espèce humaine, et comme guide dans les découvertes qui tourneront à l'avantage de tous... » (J. de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, 2^e édition, Paris, 1827, II, p. 2). A. de Tocqueville a exprimé avec énergie la même pensée dans son livre : *De la démocratie en Amérique*. Cf. aussi L. Baudin, *Die Theorie der Eliten*, dans la collection « Masse und Demokratie », éditée par A. Hunold, Erlenbach-Zürich, 1957, pp. 39 à 54.

tion personnelle intègre de sa capacité productive et dans le sentiment d'accomplir un devoir d'honneur²³. Que cet esprit soit naturellement étouffé par l'État-Providence moderne et son socialisme fiscal, ceci a déjà été relevé avec insistance dans ces lignes. Et la remarque indispensable que le rôle de mécène ne peut être joué par des hommes fortunés qui ne sont pas aussi familiers du domaine de l'esprit et de la beauté que de celui des affaires, nous ramène aux considérations antérieures de ce chapitre.

Le grand homme d'État américain John Adams, successeur de Washington, a d'ailleurs trouvé une formule pertinente pour cette mission de conduite qui incombe à la *nobilitas naturalis*, en vertu d'un droit non écrit mais d'autant plus efficace. D'après lui, appartient à la « *natural aristocracy of virtues and talents* » (ainsi s'exprime Adam Smith), tout être qui dispose non seulement de sa propre voix mais en même temps de la voix de ceux dont il influence l'opinion par son exemple, son autorité reconnue et son éloquence. Mais comme malheureusement cela n'est pas seulement valable pour la *natural aristocracy of talents and virtues*, mais pour tous ceux qui, quels que soient les moyens, bons ou mauvais, influencent la formation de l'opinion, il faut ajouter de manière restrictive que le droit de vote plural non écrit, qui en fait existe dans toute démocratie, doit être accordé avec d'autant moins de restriction que nous pouvons nous reposer sur l'existence et l'efficacité d'une vraie *nobilitas naturalis*. Ce droit nous apparaît alors d'autant plus indispensable. Un dernier mot doit concerner le rôle de la science dont les fonctions de direction et la responsabilité sautent aux yeux de tous. Il est hors de doute qu'ici aussi droit et devoir sont indissolublement liés l'un à l'autre. Il s'agit également d'une autorité qui s'obtient par l'efficacité et par la conduite, d'une autorité de rang en vérité élevé. Mais de quelle sorte est cette autorité et de quelle sorte est cette conduite? Quelle est la *déontologie de la science*,

23. H. K. Röthel, *Die Hansestädte*, Munich, 1955, p. 91.

en particulier de la science sociale, qui se tient ici aux lignes les plus avancées ?

De Samuel Johnson, le grand Britannique du XVIII^e siècle, Boswell, son Eckermann, nous a transmis la belle remarque que certaines professions, avant tout celles de marin et de soldat, possédaient la « dignité du danger ». Plus la peur est commune parmi les hommes, plus ils sont prêts à honorer ceux qui ont appris à surmonter cette faiblesse. À l'inverse, personne ne peut les blesser d'une façon plus sensible à leur honneur que celui qui attaque de telles professions sur ce point essentiel pour eux.

Le respect qui est accordé à la science ne repose sans doute pas sur une semblable « dignité du danger ». Nous n'attendons pas de celui qui fait des recherches sur le sanskrit la bravoure du soldat ou du marin qui, de par leur profession, affrontent le danger physique. Si nous exigeons de l'érudit courage et intrépidité, c'est sûrement dans un autre sens, que nous ne comprenons que lorsque nous avons saisi ce qui fait la « dignité de la science », c'est-à-dire la vérité. Cela sonne un peu pompeusement, mais représente quelque chose de très simple. Ça ne veut naturellement pas dire que la science doit être honorée parce qu'elle offre la vérité, comme on offrirait des prunes, mais beaucoup plus ceci : pas moins que la peur c'est une faiblesse ordinaire à l'homme que de se laisser continuellement écarter de la recherche de l'état « vrai » des choses, et plus encore de la proclamation loyale de ce qui a été reconnu pour « vrai », par des considérations d'avantages ou de désavantages. La dignité de la science tient et tombe par le fait qu'elle exige de ses vrais servants la victoire continue sur cette faiblesse humaine qui consiste à lorgner la vérité en ne perdant pas de vue ses intérêts. Celui-là seulement participe à la dignité de la science, qui satisfait à cette exigence ; celui-là seul remplit le devoir que lui impose le privilège de servir la science et celui-là seul a la perspective d'accéder à la *nobilitas naturalis* et de rendre à la collectivité les services qu'elle est en droit d'attendre.

Comme pourtant les savants ne sont en général ni des héros ni des saints, il ne leur est sans doute pas facile de se conformer à ce commandement sans des hésitations ni d'éventuels manquements. Les plus mal lotis à cet égard sont ceux qui, à l'inverse des érudits du sanskrit, sont engagés, tenus même à faire valoir la « dignité de la vérité » dans la mêlée des intérêts et des passions. Ce terrain de controverses qui nous occupe ici est celui de la politique économique, et le groupe de savants qui y participe est, à côté des juristes, celui des économistes²⁴. Ces derniers ont ceci de commun avec les juristes que leur autorité scientifique (dont le fondement moral est, nous le savons, la « dignité de la vérité ») est revendiquée dans les questions discutées. Bien qu'une telle activité des savants soit aussi vieille que l'histoire des sciences et des universités (déjà Louis IV de Bavière avait dépêché les docteurs célèbres des universités, de Bologne et de Paris en consultation dans la lutte contre le pape Jean XXII) et bien qu'on ait curieusement coutume de n'en faire aucun reproche aux juristes, on ne peut nier la nature épineuse d'une telle mission. Elle place chaque fois l'homme de science devant une question dont il doit décider devant sa conscience et en connaissance de la « dignité de la vérité ».

La réponse pourtant devrait être claire. Une telle mission, qu'il s'agisse de celui qui l'ordonne ou de celui qui l'exécute, ne peut se justifier que si le chargé de mission s'en acquitte sans tenir compte des avantages qui s'y attachent (et qui peuvent aussi consister en prestige accru ou en distinctions d'État). Elle doit être absolument dans la ligne de ses convictions scientifiques et le savant devrait, si le moindre doute s'élève à ce sujet, se récuser. L'économiste devrait prendre en outre pour principe de ne mettre son activité scientifique au service d'une mission concrète, qu'elle vienne de l'État, d'organismes internationaux ou

24. W. H. Hutt, *Economists and the Public*, Londres, 1936 ; W. Röpke, « Der Wissenschaftliche Ort der Nationalökonomie », *Studium Generale*, juillet 1953.

de groupes privés, que s'il peut en même temps rendre utiles ses propres convictions, et encore même, si cela est possible, seulement à la condition supplémentaire qu'il soit en droit d'espérer favoriser une bonne cause menacée par des forces excessivement puissantes. Si toutes ces conditions préalables sont remplies, l'économiste, conscient de la fonction sociale de sa discipline, a toutes les raisons de se demander si l'éclaircissement qu'on attend de lui dans la controverse des intérêts économiques et des passions sociales n'est pas exigé par sa conscience.

Lorsqu'à une mission acceptée se joignent en même temps des intérêts personnels, la chose doit être considérée précisément par l'économiste comme une circonstance favorable. Des buts politico-économiques auxquels manque une amarre aussi solide n'ont, dans notre monde d'intérêts matériels très puissants et de passions tempétueuses, que peu d'espoir d'être pris au sérieux. Une politique économique extérieure quelque peu libérale serait mal en point, pour citer un exemple important, s'il n'y avait des groupes qui y soient matériellement intéressés et qui par là forment le contrepoids naturel à la combinaison, si néfaste ici, des intérêts protectionnistes et des passions politiques. L'économiste, sopesant les forces qui s'opposent ici l'une à l'autre, est en droit de considérer de son légitime devoir d'aider de tels groupes. L'économiste doit intervenir dans le débat politico-économique. Il doit d'autant moins s'esquiver à un tel devoir, que celui-ci a un point commun avec tout vrai devoir, à savoir qu'il est ordinairement lié à des désagréments, qui réclament, pour être surmontés, ce courage sans lequel la « dignité de la vérité » ne peut être défendue. Tandis qu'il place dans l'un des plateaux de la balance le poids de sa voix, le poids de l'autre diminue d'autant, et les intérêts et passions auxquels il est lié se sentiront provoqués. C'est leur droit de se défendre en essayant de prouver que les motifs, conditions et conclusions de la voix scientifique, qui leur sont inconfortables, sont faux et que le jugement scientifique porté contre eux est un faux jugement. Le savant serait

insensé de se croire en possession de la vérité objective et il n'y a pour lui aucune honte à être contredit. Mais il doit attendre que sa recherche de la vérité, sa probité intellectuelle ne soient pas soupçonnées. Il a, au même titre que le juge, le droit le plus absolu, et qui doit être protégé efficacement, qu'on ne tente pas, au lieu d'une critique objective de son jugement, de le diffamer et de le déshonorer, en lui reprochant d'être corrompu, lâche ou politiquement lié.

De mauvaises expériences de cet ordre semblent n'avoir pas été étrangères à Adam Smith, le fondateur de l'économie politique et contemporain de Samuel Johnson. Dans un passage célèbre de ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, il dit que celui qui s'oppose à des intérêts très puissants et a de plus la perspective de leur porter préjudice, doit s'attendre à ce que « ni la probité la plus notoire, ni le plus haut rang, ni l'éminence des services rendus à l'État, ne le protègent des injures les plus basses, de la diffamation la plus ignoble ni parfois d'un réel danger. »

4. Asymétrie du marché

Le rôle qui incombe à la *nobilitas naturalis* en général et à la science en particulier apparaîtra maintenant d'une façon encore plus claire, si nous considérons un facteur important mais dont on tient le plus souvent insuffisamment compte. Nous voulons parler de ce qu'on peut appeler l'asymétrie du marché.

Nous savons bien qu'il serait insensé de tenir le marché, la concurrence et le jeu de l'offre et de la demande pour des institutions dont nous puissions dans tous les domaines et en toutes circonstances, attendre le meilleur. Cette notion générale, que l'économiste devrait prendre en considération plus que personne, nous conduit à la notion particulière que très souvent, dans des questions capitales, le marché déplace les forces parce qu'il favorise exclusivement cette activité qui est la source du gain, tandis que les raisons qui s'opposent à cette activité, et doivent être

essentielles pour l'intérêt général, n'ont pas cours sur le marché. Il devient de ce fait incompetent pour les décisions d'extrême importance. Il serait insensé de s'en rapporter et de s'en remettre à lui, et il devient alors inévitable de chercher la décision au-delà du marché, au-delà de l'offre et de la demande. Mais c'est précisément ici que le poids des voix qui ont de l'autorité est nécessaire. Ce sont précisément les intérêts les plus élevés de la communauté et tout ce qui forme le sel le plus indispensable de la vie, qui n'ont aucune valeur marchande monnayable et qui n'y trouvent pas leur compte, si nous laissons offre et demande croître et prospérer à leur aise. Quelques exemples particulièrement importants peuvent éclairer ce point.

Le premier exemple est la *publicité*, dont nous avons sans cesse à nous occuper, car elle sépare, comme peu d'autres choses le font, notre époque des époques passées, au point que nous avons autant de raisons d'appeler notre siècle l'époque de la publicité qu'on en avait d'appeler le XVIII^e siècle l'époque des perruques. Une industrie puissante, au chiffre d'affaires monstrueux, en vit, et un bloc si gigantesque d'influences et d'intérêts particuliers est ainsi né, que celui qui veut en dire un mot sans contrainte doit se mettre à l'abri d'un livre. Tous les autres instruments de diffusion publique sont en effet à ce point réduits par ce bloc que (pour nous exprimer en termes modérés) leur impartialité n'est plus au-dessus de tout soupçon.

Il n'est plus besoin qu'on nous instruisse sur les fonctions, devenues aujourd'hui indispensables, de la publicité; et toute jalousie, dans la critique que nous en faisons, doit être éloignée de nos pensées²⁵. Mais il faut être aveu-

25. W. Röpke, *Mass und Mitte*, Erlenbach-Zürich, 1950, pp. 200 à 218. Ma conviction s'est encore affermie que la publicité, sous toutes ses formes et dans tous ses effets, parmi lesquels il faut avant tout citer l'encouragement à la concentration de l'entreprise, est à compter parmi les problèmes les plus sérieux de notre époque, un problème auquel ceux, peu nombreux, qui peuvent encore se le permettre, et qui ne doivent pas craindre d'être écrasés par les intérêts puissants régnant ici, ne peuvent accorder assez d'attention. Ils doivent compter ce faisant sur une résistance des intéressés.

gle pour nier le danger qu'encourt, par ce commercialisme bien connu, c'est-à-dire par cet envahissement du marché et de ses principes, la beauté de la campagne et des villes, qui se voit sacrifiée à la publicité. Et le danger est grand du fait qu'on peut tirer profit de la publicité, mais non pas de la résistance qu'on oppose à ses excès et à sa démesure. Si des milliers d'individus profitent de la publicité en espèces sonnantes, tout le monde profite de l'harmonie et de la beauté du pays, par un bien-être qui ne peut être mesuré par le marché. Mais alors que la valeur non monnayable est infiniment plus élevée que la monnayable, elle succombera si nous ne la secourons pas et si nous ne contrebalançons pas par un poids moral ce qui lui manque de mercantilisme.

L'économie de marché a ici, à cause de son asymétrie, une lacune qui doit être comblée de l'extérieur, au-delà du marché, et ce serait proprement un suicide si ses fidèles abandonnaient le succès facile de cette découverte à ses ennemis. Il y a en Allemagne, au milieu d'une de ses plus belles régions, un vieil homme qui a consacré sa vie au combat contre les excès de la publicité, un combat proprement désespéré contre la sottise, l'esprit de lucre, la paresse intellectuelle, par amour de la beauté et de l'harmonie et par dévouement à la cause. Il est l'incarnation vivante de notre thèse que l'économie de marché n'est pas suffisante et en même temps la preuve qu'elle a autant besoin de tels hommes, ayant l'intelligence et le sens des affaires publiques, que de la concurrence et du libre jeu de l'offre et de la demande.

Un autre exemple, très près du premier, est celui de la *vente à tempérament*, dont nous avons parlé dans d'autres circonstances. Il manque ici aussi, à l'intérieur de l'économie de marché, une symétrie entre les forces qui favorisent cette forme moderne extraordinairement répandue de la productivité et les forces qui l'entravent, cependant que le plus ardent partisan du crédit à la consommation ne peut nier le danger de ses outrances et de sa corruption. L'asymétrie repose, comme dans le premier cas, dans

le fait que l'impulsion venant du marché joue en faveur du crédit à la consommation, parce qu'ici les intérêts de ceux qui veulent augmenter le débit de leurs marchandises s'associent aux intérêts particuliers des organismes dont le but est de profiter du financement de ce débit. On ne gagne rien par contre à l'organisation de la vente au comptant, qui n'a pas besoin d'un tel secours, alors que c'est précisément le fait de ne pas faire de dettes qui est le principe sain et à encourager au premier chef. La vente au comptant, en tant que forme d'une vie raisonnable, aujourd'hui menacée de tous les côtés, a besoin de ce fait de notre patronage efficace et de notre encouragement ; et nous avons tout lieu de nous mettre du côté des forces, d'ailleurs faibles, de modération, et de nous réjouir de voir que cette cause presque perdue trouve encore dans certains groupes économiques (les caisses d'épargne et quelques firmes commerciales et industrielles) des avocats énergiques, qui croient en même temps reconnaître en elle un intérêt spécifique. La cause de la vente au comptant n'est au reste, du fait de l'asymétrie du marché, pas des plus brillantes.

Un dernier exemple : le commerce du monde libre avec les pays communistes, appelé par un euphémisme caractéristique « commerce avec les pays de l'Est²⁶ ». Ici encore nous retrouvons l'état de choses maintenant familier. Il est indubitable que ce commerce est extrêmement dangereux et équivoque, et qu'il risque de fortifier cette puissance dans laquelle le monde libre doit reconnaître, s'il ne veut pas se leurrer, son ennemi mortel (et qui ne manque aucune occasion de le lui déclarer avec une franchise brutale ou de le lui faire clairement comprendre par son comportement). Pourtant, on ne peut réaliser des gains que par l'extension de ce commerce, non par sa réduction. À ceci s'ajoute paradoxalement que Moscou, dans son désir de compenser les insuffisances du système économique communiste par l'acquisition des biens les plus convoités

26. W. Röpke, *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles*, pp. 115-131.

en provenance du monde de l'économie de marché, peut compter avant tout sur la confédération des commerçants occidentaux qui représentent le système économique inverse de celui du communisme et qui, en cas de victoire de ce dernier, seraient les premiers anéantis.

L'idéal de culture et d'organisation de l'État pour lequel lutte l'Occident (et dont la défense est le but), est l'idéal de liberté, dans le sens précis où la politique n'est qu'un domaine partiel et où les autres domaines de la vie et de la société conservent leur indépendance. L'Occident oppose, en d'autres termes, au système monolithique du communisme son propre système pluraliste. C'est sa fierté et sa force, et l'une des conditions essentielles du maintien de notre monde libre, le seul dans lequel nous pouvons vivre. À ces domaines restant autonomes d'une économie pluraliste (dont la liberté réside dans le pluralisme et est définie par lui) appartient naturellement avant tout l'économie. Par contre, il est essentiel pour l'empire communiste de soumettre l'économie (et avec elle les relations économiques avec l'Occident, tout aussi bien que les relations culturelles ou autres) à la politique, qui est le but suprême.

Nous avons affaire ici à une puissance mondiale totalitaire qui politise tous les domaines, au premier rang l'économie. Il s'ensuit que toute transaction économique avec l'empire communiste est un acte absolu de politique internationale, du fait même que le partenaire le veut ainsi. Chaque appel fait en conséquence pour dépolitiser les questions ayant trait au commerce avec les pays de l'Est, trahit ou bien un manque de clairvoyance peu commun, ou bien l'intention d'encourager les visées communistes, car une telle naïveté est précisément ce que Moscou doit souhaiter. Mais, et c'est là la faiblesse de l'Occident, il est facile de masquer le caractère nettement politique du commerce avec l'Est, et ceci en faisant appel au principe de la liberté pluraliste. Si c'est au premier chef, pour le communisme monolithique, un acte politique que de commercer avec l'Occident, c'est, pour l'Occident pluraliste, au premier chef l'occasion de

faire des affaires et d'y avoir un gain. L'habitude pourtant de respecter les intérêts du commerce conduit l'Occident à donner audience aux commerçants qui veulent profiter du commerce avec les pays de l'Est, et faire ainsi, sur ce terrain politiquement miné, ce qui au reste est, dans notre ordre social et économique, leur fonction légitime et confirmée. Peu de gens se demandent si dans ce cas leurs intérêts commerciaux ne sont pas en conflit avec l'intérêt politique collectif, qui est vital pour nous et plus particulièrement pour les « capitalistes » occidentaux.

Que l'incitation du monde commercial occidental à une intensification du commerce avec les pays du bloc socialiste ait pour elle la raison politique (qui doit avoir ici le dernier mot), cela n'est pas prouvé par le seul fait que ses intérêts commerciaux ont le vent en poupe. Du fait précisément que ces intérêts sont puissants, les tentatives faites en vue de justifier le commerce avec les pays de l'Est doivent être éprouvées avec d'autant plus de méfiance. Marché et intérêt perdent ici leur indépendance et c'est en retour à l'intérêt politique supérieur de prendre les décisions auxquelles les commerçants doivent se soumettre. Ceux-ci devraient considérer comme une blessure à leur intelligence le fait que les communistes essaient de les appâter par leurs intérêts commerciaux, et se souvenir du mot de Lénine disant que lorsque le moment sera venu de les pendre, les capitalistes se bousculeront pour vendre aux communistes la corde ! Il ne devrait pas leur être difficile, s'ils ne veulent pas nous donner l'impression d'un véritable aveuglement par leurs intérêts commerciaux à court terme, de percer le jeu malhonnête que jouent avec eux les communistes. Ils devraient reconnaître qu'à nouveau se présente ici un cas d'asymétrie de l'économie de marché que précisément celui qui y est attaché doit mettre en lumière.

Si l'on ne peut, en considération des limites de l'économie de marché, exiger des commerçants de s'imposer la retenue dictée par l'intérêt politique supérieur (en fait, il existe déjà une limite dans la concurrence), on doit pourtant attendre d'eux qu'ils reconnaissent comme nécessaires,

obligatoires et raisonnables les limitations dictées par les gouvernements compétents. Le partisan de l'économie de marché lui rend décidément le plus mauvais service, s'il ne fait pas valoir en y mettant l'accent ses limites et ses conditions préalables, telles qu'elles ressortent, dans ce cas comme dans les autres, et s'il n'en tire pas les conclusions qui s'imposent.

5. Conditions politiques de l'économie de marché

Mais alors que se passe-t-il, dans ce cas comme dans tout autre cas, si ces gouvernements ne sont pas les instances qui prennent leur décision en toute indépendance, en considérant objectivement toutes les circonstances et en gardant en vue l'intérêt général? Que se passe-t-il s'ils sont soumis à des pressions qui veulent les contraindre à d'autres décisions?

Nous touchons ici à l'un des points les plus sensibles, auquel nous ne pouvons accorder trop d'attention dans ce domaine au-delà de l'offre et de la demande. Il s'agit en un mot du problème gigantesque de savoir si, dans la démocratie de masse moderne avec ses dépravations diverses, une politique au service de l'intérêt général est encore possible. En fait elle doit s'imposer non seulement face à des groupements très puissants d'intérêts, mais encore face aux opinions, sentiments et pressions de masse, qui sont conduits, allumés et exploités aussi bien par les groupes d'intérêts que par les démagogues et par la machine des partis. Toutes ces influences sont d'autant plus à redouter qu'il s'agit davantage de décisions qui, pour être prises de façon raisonnable, exigent une objectivité et un examen judicieux de toutes les circonstances et de tous les intérêts. Ceci n'est nulle part plus valable que dans le domaine de la politique économique²⁷.

27. W. Lippmann, *Essays in the Public Philosophy*, Boston, 1955 ; Felix Somary, *Krise und Zukunft der Demokratie*, Zürich, 1952 ; Lord Percy of

Parmi ces influences, les *groupements d'intérêt* méritent un examen plus détaillé, qui doit nous préserver de rejeter le bon et le mauvais. L'État démocratique moderne ne les a, à l'origine, pas prévus. Il est plutôt parti de la notion qu'il ne devait pas y avoir, à côté de ce que l'on nomme l'intérêt général, d'intérêts particuliers légitimes. Cela signifie que l'État doit faire valoir cet intérêt général, qui doit être garanti par le jeu d'un exécutif organisé en corps de fonctionnaires d'une part, et des partis parlementaires d'autre part qui devraient diverger plutôt d'après les idées que d'après les intérêts matériels²⁸. Il est connu que le développement réel correspond de moins en moins à cette notion. L'État et les partis sont partout de plus en plus sous l'influence de groupements et d'associations qui entendent faire valoir leurs desiderata particuliers auprès du Parlement et de la bureaucratie, mais savent du moins faire échouer ce qu'ils ne souhaitent pas. Ce faisant ils transforment d'un côté, et de façon croissante, les partis en groupes obéissant davantage aux intérêts qu'aux idées, tandis qu'en même temps ils portent atteinte à l'autorité intérieure de l'État et compromettent sa vocation à représenter l'intérêt général.

Ainsi l'État moniste de la doctrine démocratique devient de plus en plus l'État pluraliste de la réalité démocratique. À côté de la constitution écrite que la théorie proclame, apparaît l'influence non écrite, paraconstitutionnelle, des groupements particuliers, telle qu'elle s'incarne dans les associations de masses et les organisations d'intérêts, dans les entreprises à fort capital et leurs comités, dans les fédérations de l'agriculture et les syndicats. Le Capitole est assiégé par les *pressure groups*, *lobbyists* et *veto groups*, comme on les appelle dans le jargon expressif

Newcastle, *The Heresy of Democracy*, Londres, 1954 ; René Gillouin, *L'Homme moderne, bourreau de lui-même*, Paris, 1951 ; Russell Kirk, « Social Justice and Mass Culture », *The Review of Politics*, octobre 1954 ; David McCord Wright, *Democracy and Progress*, New York, 1950.

28. Bertrand de Jouvenel, *Du pouvoir*, Genève, 1945, p. 390 et suiv.

américain. Ce n'est que par ce jeu d'institutions conformes à la constitution et de puissance sociale et politique paraconstitutionnelle, que se révèle la structure de l'État moderne. Mais il est évident que le fossé qui sépare l'idée démocratique et le droit constitutionnel d'une part, et la dure réalité d'autre part, doit ébranler fortement l'État démocratique des temps présents. L'idée en elle-même semble être compromise, tandis qu'une conduite de l'État consciente de ses responsabilités essaiera tous les moyens pour se défendre contre la décomposition pluraliste de l'État. Ce processus a accompagné l'évolution de l'État moderne depuis ses débuts, et déjà Benjamin Constant, le grand théoricien du gouvernement constitutionnel, l'a montré il y a plus de cent ans²⁹. Ce n'est que dans le dernier quart du XIX^e siècle qu'il est devenu frappant. Il atteint de nos jours un degré tout simplement critique, aussi bien pour la démocratie que pour une politique économique rationnelle. Aucun acte du législatif, aucun droit de douane à l'importation, aucune démarche importante de l'administration n'échappent aujourd'hui à l'attention des groupes puissants et à leurs tentatives souvent fructueuses de tourner l'action de l'État à leur avantage.

On enfoncerait des portes ouvertes si l'on voulait montrer dans le détail et souligner le danger de cette évolution. Quelques réflexions bien pesées devraient être d'autant plus nécessaires.

Le premier fait qui nous donne à réfléchir est que la même expression de « pluralisme », qui est ici employée (dans le sens d'une désapprobation), a dans les pays anglo-saxons un sens absolument positif et qu'elle a été aussi souvent employée par nous dans ce sens. Elle caractérise dans ces pays quelque chose dont on fait avec fierté et satisfaction profession de foi : la salutaire existence de contreponds face à la surpuissance de l'État moniste de la doctrine démocratique, face à la « République une et

29. Benjamin Constant, *Œuvres politiques*, éd. Louandre, Paris, 1874, p. 248 et suiv.

indivisible ». Montesquieu n'a-t-il pas non plus parlé des « corps intermédiaires », qui sont nécessaires pour ameublir le bloc géant de l'État, par des groupements d'intérêts géographiques ou professionnels? Cela n'exprime-t-il pas non plus notre propre conviction que l'État moniste centralisateur est effroyable? N'est-ce pas l'indice de santé d'un État qu'il y ait le plus possible de vie individuelle, sociale, politique et spirituelle à côté de l'État, de sphères échappant à sa dépendance, d'autogestion et d'autonomie, de fondations et corporations, le plus possible de cercles privés avec leurs droits et leurs intérêts particuliers? Cela n'est-il pas souhaitable pour borner l'ambition de l'État, tout particulièrement de l'État démocratique, d'autant plus dangereux à cet égard qu'il se fait passer pour l'exécuteur de la « volonté du peuple »? Lorsque nous critiquons le pluralisme, ne nous embrouillons-nous pas dans une lourde contradiction?

La contradiction se dénoue si nous faisons la distinction entre deux pluralismes, l'un légitime et l'autre illégitime, l'un salutaire et l'autre néfaste.

Nous entendons par *pluralisme salutaire* celui auquel nous avons affaire dans le cas des groupements particuliers, se défendant contre la puissance revendiquée par l'État ou contre les désirs de puissance revendiqués par d'autres groupements particuliers représentés par l'État. Lorsqu'aujourd'hui les propriétaires se défendent contre le fait qu'en tant que faible minorité politique ils sont dépossédés de leur bulletin de vote, au regard de la forte majorité des locataires, nous avons ici un cas évident de cette sorte de pluralisme. Par contre le *pluralisme néfaste* n'est pas défensif mais offensif. Il ne circonscrit pas l'État, mais il cherche à l'utiliser à ses propres fins et à le mettre à sa dévotion. Il ne se tourne contre l'État que lorsque celui-ci contrecarre ses intérêts, tandis que c'est par ailleurs son désir d'en utiliser le pouvoir politique et économique.

L'immense danger de ce pluralisme néfaste réside en ce que, tels de modernes prétendants de Pénélope, ces groupements d'intérêt assiègent l'État sans relâche. Plus

les frontières des compétences de celui-ci sont élargies et plus grande est sa puissance, plus la convoitise augmente chez ceux-là. Moins les groupements sont nombreux à se partager la proie, mieux cela vaut pour ceux qui prennent part au pillage. L'idéal d'un tel pluralisme est ainsi orienté, qu'il pousse la puissance de l'État dans la vie économique au maximum et qu'il réduit au minimum ceux qui participent au combat en vue de la conquête et de l'utilisation de cette puissance. Cet idéal est atteint dans l'État collectiviste, avec naturellement cette différence énorme que dans ce cas il est courant qu'un groupe absolument nouveau triomphe, et arrache leur proie aux groupes précédents.

Cette essence du pluralisme (offensif) néfaste explique qu'il se soit fortifié durant la dernière génération, exactement dans la mesure où le cours libéral de la politique économique a été rétréci par le cours étatique et socialiste. Mais dans la même mesure aussi son contraire, le pluralisme défensif et salutaire, que nous appelons de nos vœux, a perdu en influence et en poids. La puissance de l'État d'un côté et la puissance économique et sociale de l'autre sont de plus en plus liées l'une à l'autre, tandis que le contrepoids à ce conglomérat et à ce dédoublement du pouvoir (fédéralisme, autonomie communale, famille, économie commutative, propriété, initiative privée, droit légitimement acquis, « corps intermédiaires » et quoi que ce soit d'autre) s'amenuise de nos jours, et toujours davantage du fait de ce phénomène.

Et pour comprendre le funeste effet des groupements offensifs, il nous faut prendre en considération ce que j'ai appelé dans mon ouvrage *La Crise de notre temps*, le « pluralisme à la deuxième puissance ». Par là je veux exprimer le fait que les organisations collectives d'intérêts augmentent gravement le poids des intérêts particuliers, au détriment de l'intérêt général, et conduisent en outre sur des sentiers scabreux, du fait que les fonctionnaires de ces groupements font de la représentation d'intérêts leur gagne-pain et ont un intérêt spécial à justifier constamment leur mission, et si possible de la façon la plus ostensible. Non seulement ils

sont alors enclins à être plus violents que leurs mandants, mais ils sont toujours tentés de représenter les intérêts de ceux-ci de telle sorte que l'utilité et la nécessité absolue de leur fonction apparaisse de la façon la plus convaincante possible. Il est évident que le représentant d'intérêts particuliers les interprète à la lumière de son intérêt personnel et n'a donc pas le moindre besoin de se nantir de ceux-là. Les intérêts des mandants doivent passer au travers du prisme de l'intérêt particulier de leurs fonctionnaires, qui les déforment.

Cet état de choses devient sensible si nous le mettons en lumière par un exemple qui dépasse en portée tous les autres. Si en effet nous prenons le cas des syndicats, on s'explique que leurs dirigeants aient au premier chef un intérêt à des augmentations continues du salaire nominal, ces augmentations étant à n'en pas douter le résultat manifeste de leur zèle. Ils n'ont par contre qu'un intérêt secondaire à un relèvement du salaire réel par le jeu de la baisse des prix ou à l'obtention d'autres avantages, peut-être encore plus nécessaires à la prospérité et au bonheur des ouvriers et employés que l'augmentation du salaire. La diminution des prix peut être plus utile au véritable intérêt des membres d'un syndicat, mais elle a l'inconvénient, du point de vue des dirigeants syndicalistes, de ne pas faire ressortir leurs propres mérites. C'est ici (on peut à peine en douter) qu'il faut chercher la source principale de la continue inflation actuelle qui caractérise le monde occidental, et en même temps la justification de ce qu'on appelle aujourd'hui le *labour standard* (Hicks), la « monnaie syndicaliste » qui a, pour notre malheur, remplacé l'ancienne monnaie-or³⁰.

Si nous revenons maintenant à notre thème principal et si nous ajoutons à la domination exercée par les groupe-

30. K. E. Boulding, *The organizational Revolution*, New York, 1953 ; A. Rüstow, *Ortsbestimmung de Gegenwart*, 3^e volume, Erlenbach-Zürich, 1957, p. 171 et suiv. - « Labour Standard » : J. R. Hicks, « Economic Foundations of Wage Policy », *Economic Journal*, septembre 1955.

ments la domination exercée par l'opinion, les sentiments et les passions de masses, l'effet conjugué de ces forces et de ces influences ne peut plus nous surprendre. Cette domination aura premièrement une tendance à l'irrationalité, c'est-à-dire qu'elle sera plutôt déterminée par ce qui est « politiquement possible » que par ce qui est économiquement raisonnable et juste. L'exemple le plus frappant à cet égard est le fait que l'une des interventions les plus déraisonnables, les plus irréfléchies et en même temps les plus antisociales et inéquitables qui se puissent concevoir, à savoir la *réglementation des loyers* d'habitation par l'État et la protection des locataires (qui en vérité est la protection d'un groupement particulier de locataires privilégiés, c'est-à-dire des anciens locataires, aux dépens des propriétaires et des nouveaux locataires), triomphe de tout argument irréfutable et en même temps de la conviction de tout politicien quelque peu intègre et intelligent. Ce triomphe s'explique par le fait qu'il faut un peu de jugement et de réflexion pour voir les effets de cette réglementation et que les politiciens n'osent pas renoncer à cette possibilité de démagogie facile³¹.

Deuxièmement, grâce à la domination qu'elles exercent, les opinions, les émotions et les passions des groupes et des masses se soutiendront mutuellement et veilleront à ce que les groupements d'intérêt aient le jeu d'autant plus facile qu'ils peuvent davantage mobiliser l'ignorance, l'irréflexion et les vagues sentiments des masses. Troisièmement, la politique économique souffrira dans ces conditions de contradiction et dégènera en une somme de mesures particulières sans conception d'ensemble et qui portent la marque d'un opportunisme inconstant. Récemment, l'exemple le plus éloquent à cet égard a été

31. W. Röpke, *Wohnungszwangswirtschaft – ein europäisches Problem*, Düsseldorf, 1951 ; M. Friedmann et George J. Stigler, *Roofs or Ceilings ? Popular Essay on Current Problems*, New York, septembre 1946 ; Alfred Amonn, « Normalisierung der Wohnungswirtschaft in grundsätzlicher Sicht », *Schweizer Monatshefte*, juin 1953.

celui de ce ministre français des Finances qui s'est attaqué non pas aux causes de l'inflation mais à ses statistiques, à savoir aux chiffres indexés qui déterminent le mouvement des salaires. Là où les principes manquent ou ne peuvent suffisamment s'imposer, la politique économique est sacrifiée à l'humeur de la politique du jour et devient la source d'une insécurité que la nervosité et l'inconstance ne font qu'accroître. Tout cela conjugué confèrera à la politique économique un caractère étonnant : elle suit la commodité politique, la ligne de moindre résistance sociale, selon la formule « après nous le déluge », ou pour parler encore une fois avec Keynes : « *In the long run, we are all dead!* »

Mais cela signifie aussi que la politique économique de notre époque préférera les solutions « commodes » (W. Lippman), c'est-à-dire celles qui dans le moment semblent les plus faciles et les plus confortables, quand bien même ce serait aux dépens de l'avenir. Il faut mettre au premier rang de celles-ci le *protectionnisme*, car l'écartement de la concurrence extérieure gênante est le moyen auquel on recourt pour différentes raisons, et avant tout parce qu'il est politiquement le plus facile. Le deuxième groupe des solutions « commodes » est l'appel aux caisses de l'État, qui fait monter en flèche la *fiscalité* actuelle. Cet appel, de même que les voix en faveur de la protection douanière et autres limitations à l'importation, s'appuie sur la tendance obstinée des hommes à croire en politique économique et sociale à une sorte de « quatrième dimension », et à oublier que dans les deux cas quelqu'un doit toujours payer l'addition, ici le contribuable, là le consommateur. Contribuable et consommateur deviennent de la sorte les *forgotten men* de ce temps, rejoignant l'épargnant et les autres victimes de la dévalorisation monétaire. Puis la troisième solution « commode » est, comme chacun sait, l'*inflation*, d'autant plus « commode » qu'elle s'installe plus doucement. Voilà la véritable explication de l'inflation chronique du monde occidental qui, pour des raisons qui sont encore à préciser, mérite le nom d'inflation « démocratique et sociale ».

Il faut émettre ce diagnostic avec une honnêteté sans réserve, parce que la connaissance du danger est la première condition de sa conjuration et que l'on rend ainsi le meilleur service à la démocratie menacée par ses abâtardissements. C'est un programme multiple et de longue haleine qu'il faut opposer à ce danger.

Le problème de savoir comment l'exécutif peut recevoir un surcroît de force et d'indépendance et devenir ainsi le refuge assuré de la continuité et de l'intérêt général, sans porter préjudice à l'essentiel de la démocratie (à savoir la nécessité pour le gouvernement d'avoir l'adhésion de ses administrés), ni à sa légitimité fondée sur cette nécessité, sans dégénérer en arbitraire, ni en toute-puissance bureaucratique, réclame ici une solution. Le sentiment d'une communauté intangible et supérieure aux intérêts particuliers et aux besoins momentanés, pour laquelle les hommes vont même jusqu'à accepter la mort, le sentiment de l'autorité indiscutable du gouvernement à qui incombe légitimement la conduite de la communauté, et le sentiment de son « pouvoir qui tranquillement et d'un trône assuré [...] repose dans sa possession sacrée confirmée par les ans ancrée dans l'habitude et qui se fortifie aux mille racines des pieuses croyances de l'enfance », tout cela a besoin d'être fortifié, mais en même temps on doit supprimer la crainte trop fondée qu'ont les hommes d'être livrés à un Léviathan. Un problème extrêmement délicat, mais qui n'a pas de solution si le domaine des tâches de l'État, aujourd'hui extraordinairement étendu, n'est pas remorcelé avec énergie, si sa politique financière et sociale n'est soumise à nouveau à des règles solides, simples et comprises par tous, s'orientant en fonction de l'intérêt général et de l'ordre économique libre, sans lesquels il n'y a pas de protection contre l'arbitraire.

Mais le plus important ici est, une fois encore, le spirituel et le moral. Face à l'individualisme et à l'utilitarisme, qui donnent au profit matériel des individus et des groupes un excès de poids dangereux, face au positivisme juridique, pour lequel la loi écrite est le dernier mot, il faut

augmenter tous ces impondérables sur lesquels finalement la nation repose en tant qu'entité durable et sans lesquels on ne peut arrêter l'écroulement: les inaltérables critères du droit naturel, la continuité, la tradition, le sentiment de l'histoire et de la patrie, c'est-à-dire tout ce qui lie les hommes à la communauté. Plus un État est jeune et plus son existence paraît provisoire, plus il est urgent que tous les efforts tendent vers ce but.

Institutions indépendantes au-delà de l'arène des combats d'intérêts, jouissant de l'autorité de gardiennes du général, du durable et du non monnayable, les juges, la banque centrale, les Églises, les universités, les fondations, quelques journaux et revues d'une intégrité inviolable, une éducation nationale qui devienne par la culture de l'universel et du classique un rempart contre la pédagogie de l'utilité et la spécialisation à courte vue, la *nobilitas naturalis* dont il a déjà été question, tout cela est ici d'une valeur inestimable.

Un dernier mot encore doit être dit concernant les devoirs et la responsabilité qui incombent aux représentants académiques de l'économie politique, en un temps où les conditions de base d'une politique économique au service de l'intérêt général et de la société libre sont plus que jamais menacées par les forces de la démocratie de masse. Il en est beaucoup pour prétendre que la fonction principale de l'économie politique consiste à préparer la domination de la société par des économistes, des statisticiens et des spécialistes de la planification économique, c'est-à-dire un État pour lequel je propose (à chose affreuse mot affreux) l'expression « éconocratie ». Nous sommes déjà, et de façon inquiétante, bien avancés dans cette voie, bien qu'il ne soit pas moins dangereux de livrer État et société à des économistes ainsi endoctrinés, que de vouloir en confier la responsabilité à des généraux³².

32. L'archétype de l'éconocrate moderne doit être cherché dans les physiocrates français du XVIII^e siècle. Ils [les « économistes », Quesnay en tête] sont manifestement les ancêtres spirituels de tous les organisateurs

La véritable tâche des spécialistes de l'économie politique est en effet tout autre, surtout dans la démocratie moderne de masse. Elle a ici l'obscur mais d'autant plus nécessaire mission au milieu des passions et des intérêts de la vie politique, de faire parler la logique des choses, de rendre clairs les faits et les rapports fâcheux, de tout mettre à sa place avec une équité posée avec soin, de crever les bulles de savon, de démasquer les illusions et les confusions, d'opposer à l'enthousiasme politique et à ses fourvoiements possibles l'entendement économique, et à la démagogie la vérité incorruptible. L'économie politique devrait être la science anti-idéologique, antiutopique, anti-chimérique et par là rendre à la société l'inestimable service de tempérer les passions politiques, de combattre les mythes de masses et de rendre la vie dure à tous les démagogues, magiciens de la finance et enchanteurs de l'économie. Ce faisant, elle doit se garder de se faire elle-même la servante complaisante des émotions sociales, dont Dante décrit l'effet abêtissant dans le chant XIII du *Paradis* : « *E poi l'affetto l'intelletto lega.* »

On comprend encore mieux cette mission quand on se souvient d'un problème de la démocratie moderne qui, dans la politique économique, donne toujours bien du mal. Il s'agit de l'intervalle de temps qui s'écoule entre le moment où les desiderata sociaux et économiques des masses sont exploités de façon démagogique et celui où le prix à payer pour leur satisfaction ne peut plus être caché.

et faiseurs de plans assoiffés de puissance, imbus de la justesse absolue de leurs théories et arrogants. Qu'on lise à cet égard le portrait vivant qu'en a donné Walter Bagehot (*Biographical Studies*, Londres, 1881, p. 269 et suiv.). Selon Bagehot, un contemporain écrit que Quesnay est persuadé d'avoir réduit la théorie économique à un simple calcul et à des axiomes d'une évidence irréfutable. Tocqueville (*L'Ancien Régime et la Révolution*, chapitre 3) dit des physiocrates : « Ils n'ont pas seulement la haine de certains privilèges, la diversité même leur est odieuse : ils adoreraient l'égalité jusque dans la servitude. Ce qui les gêne dans leurs desseins n'est bon qu'à briser. Les contrats leur inspirent peu de respect ; les droits privés, nuls égards ; ou plutôt il n'y a déjà plus à leurs yeux, à bien parler, de droits privés, mais seulement une utilité publique. »

Si l'économiste réussit par un éclaircissement opportun et efficace à réduire cette marge, il a rendu à la société un service qui ne peut être estimé assez hautement. Car en fait, en politique économique aussi bien que n'importe où ailleurs, le mot de Chateaubriand est valable: « Le crime n'est pas toujours puni dans ce monde, les fautes le sont toujours. »

Cela ne signifie pas, Dieu merci, que nous, économistes, pouvons nous retirer dans la tour d'ivoire d'un neutralisme scientifique. Aux représentants des sciences sociales moins qu'à quiconque est épargnée la décision au grand carrefour de notre culture, où il nous faut non seulement déchiffrer les poteaux indicateurs, mais aussi savoir quelle route nous devons indiquer et suivre: la route de la liberté, de l'humanité et de la vérité infaillible, ou l'autre route, celle de la servitude, de la violence faite à l'homme, et du mensonge. Se soustraire à cette décision ne signifie pas moins une « trahison des clercs » que si nous voulions sacrifier la dignité de la science dans la vérité, aux passions politiques et aux émotions sociales de notre époque.

CHAPITRE IV

ÉTAT-PROVIDENCE ET INFLATION CHRONIQUE

Si terrible que soit la menace de lente décomposition intérieure et d'envahissement de l'extérieur, par tous les moyens, ce qui menace les pays libres d'Occident n'est pas le communisme en tant que danger immédiat. Ce n'est pas non plus, il faut le dire encore une fois, le fantôme du totalitarisme, qui fait apparaître au milieu de nous son effrayant visage. Ni une économie planifiée englobant tout, ni une socialisation généralisée, ni un État totalitaire, inséparable de ces deux dernières, ne sont des buts pour lesquels on peut mobiliser avec succès les masses électorales. Mais des processus de maladie chronique se sont attachés à la structure de notre société et de notre économie, s'infiltrant sournoisement, et par là d'autant plus perfidement, dont les causes sont difficilement détectables, dont la nature propre reste cachée à l'observateur irréfléchi et superficiel et dont les avantages immédiats sont séduisants pour certains hommes et groupes d'hommes, alors que leurs funestes séquelles n'apparaissent que lentement. C'est précisément en cela qu'ils sont particulièrement à craindre.

Parmi ces abcès de notre économie occidentale, continuant leur lente dévastation, deux sont prédominants : le progrès apparemment irrésistible de l'État-Providence et cet évidemment insidieux de la valeur monétaire que l'on

désigne du nom d'inflation. Ces deux facteurs dépendent étroitement l'un de l'autre dans leurs causes et dans leurs encouragements réciproques. Tous les deux ont ceci de commun qu'il s'agit d'une glissade d'abord nonchalante mais s'accélégrant toujours davantage et de façon toujours plus difficilement amortissable. S'ils savaient ce qui les attend au bout du compte, les hommes arrêteraient peut-être à temps cette glissade. Mais (et nous enchaînons ici avec le deuxième chapitre) la fatalité veut qu'il soit extraordinairement difficile de réagir pendant qu'il en est encore temps contre les démagogues sociaux (qui utilisent les promesses de l'État-Providence et de la politique inflationniste en vue de la corruption politique des masses), en faisant appel à la raison et en montrant bien que finalement tout le monde le payera cher. Ceux qui réfléchissent et voient loin doivent redoubler d'efforts vers la lumière, sans s'effrayer des attaques furieuses des démagogues sociaux et des fonctionnaires de l'État-Providence, qui ne s'embarrasseront pas du choix des moyens.

État-Providence et inflation ont en outre un point commun: on constate avec effroi que ces forces politiques, dont on a traité dans le chapitre précédent, minent les fondations d'une économie et d'une société libres et productives. Ces deux forces sont issues de l'opinion, des exigences, des sentiments et des passions des masses et se dressent, sous l'influence de ces forces, contre la propriété, le droit, l'articulation sociale, la tradition, la continuité et l'intérêt général. Toutes deux se servent de l'État et du bulletin de vote pour favoriser l'une aux dépens de l'autre, et ceci dans la direction vers laquelle la majorité des électeurs fait de plus en plus valoir son poids. L'une et l'autre sont l'expression de la désagrégation des fondements moraux autrefois valables.

1. Limites et dangers de l'État-Providence

Il va sans dire que des différences considérables existent entre l'État-Providence et l'inflation chronique. Alors qu'il n'y a vis-à-vis de l'inflation qu'un seul comportement, celui d'une riposte décidée et indignée, il est par contre indéniable que la notion d'État-Providence embrasse beaucoup de choses auxquelles nous ne pouvons pas dire simplement non. Aussi ne peut-il s'agir ici de condamner l'État-Providence comme tel, mais bien davantage de déterminer ses frontières et ses dangers. Ici se confirme cette maxime exprimée dans le chapitre précédent que l'économiste, s'il veut se conformer à sa responsabilité, doit examiner soigneusement sur quels points il doit insister.

Indubitablement les choses, dans ce domaine, se passent de telle sorte que nous ne sommes décidément plus au temps où l'État-Providence avait besoin de notre secours et de notre encouragement. La probabilité selon laquelle le minimum indispensable de sécurité assurée par l'État pourrait ne pas y trouver son compte est pratiquement inexistant, à notre époque de démocratie de masse, de fortes puissances sociales, de désirs effrénés d'égalité et de « spoliation par le bulletin de vote » (devenue presque une habitude). Mais très grande est malheureusement l'autre probabilité, à savoir que ce minimum pourrait être largement et dangereusement dépassé au détriment des hommes, de la santé de la société et de la force de notre système économique. On ne peut donc douter du plateau dans lequel nous devons placer le poids de notre voix (quelle que soit son importance). Nous avons à exercer notre critique sur les limites et les dangers de l'État-Providence, et non pas sur ses bénédictions devenues toujours plus douteuses.

À cet égard, il est certain qu'un changement est intervenu depuis 1945, dans presque tous les pays. Le mot « plan Beveridge » devrait suffire pour nous remettre en mémoire ce temps où l'enthousiasme des couches les plus

étendues se tournait vers la pensée d'une tutelle universelle de l'État, qui avait trouvé dans ce plan l'expression la plus intéressante¹. L'avenir, tel était l'avis des profanes et des spécialistes, appartenait à un tel « État-Providence ». Et en fait on s'est mis, de façon plus radicale cependant dans les pays placés sous l'influence exclusive ou dominante des socialistes, avec ardeur à l'ouvrage en vue de créer un tel État, défenseur de la sécurité et de la compensation des revenus. La crainte d'une vague de chômage consécutive à la guerre s'est révélée ici, entretenue qu'elle était par de faux pronostics de la conjoncture, comme une force motrice efficace.

1. Beveridge :

Des explications détaillées sur le plan Beveridge se trouvent dans mon livre *Civitas humana*, Paris, 1946, pp. 233-243. L'auteur de ce plan qui a fait de la Grande-Bretagne la terre modèle de l'État-Providence, a un peu plus tard, dans son livre *Full Employment in a free Society*, Londres, 1944, essentiellement contribué à ce que l'idéologie égalitaire de l'État-Providence soit complétée par l'idéologie d'un « plein emploi » inflationniste. Une critique excellente de ce deuxième plan Beveridge par Henri C. Simons, « The Beveridge Program : An unsympathetic interpretation », *Journal of Political Economy*, septembre 1945 (maintenant dans la collection « Economic Policy for a free Society », Chicago, 1948, pp. 277-312) ; Lionel Robbins, *The Economist in the Twentieth Century*, Londres, 1954, pp. 1840. Les deux critiques sont arrivés à la conclusion, confirmée par le développement réel, que la politique de plein emploi préconisée par Beveridge avait nécessairement pour conséquence l'inflation. C'est d'autre part tout à son honneur d'avoir plus tard et à maintes occasions critiqué franchement le développement provoqué par son premier plan. C'est ainsi qu'il s'est vu amené, dans son ouvrage ultérieur *Voluntary Action*, Londres, 1948, à placer dans un éclairage correct l'aide mutuelle volontaire. Cependant il semble n'avoir jamais vu clairement quelle part il a prise au développement qu'il critique. À vrai dire, il déclarait récemment avec franchise, dans une conférence que l'inflation avait anéanti les économies qu'il avait faites en prévoyance de sa vieillesse, ajoutant qu'elle était responsable du fait que peut-être il vivrait plus longtemps qu'il ne pouvait se le permettre. Mais il semble n'avoir toujours pas compris que c'est sa propre création de l'État-Providence, unie au suremploi prôné par lui, qui est responsable pour une bonne partie de cette inflation qui entame ses économies et menace de créer des soucis à sa vieillesse. Figure tragi-comique d'un homme qui ne voit toujours pas qu'il a lui-même scié la branche sur laquelle il se tenait.

L'enthousiasme d'alors s'est partout envolé, même en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves. L'idéal de l'État-Providence a fait place à sa pratique quotidienne, ce qui fait qu'on voit se répandre désenchantement et désillusion, souci même et irritation, et que des voix, que personne n'a plus le droit de ne pas entendre, expriment leurs critiques². Il est de moins en moins de gens pour se soustraire à cette évidence qu'entre un système économique et social, qui s'en remet aux forces d'ordre et d'impulsion du marché et de la libre entreprise et a obtenu de ce fait des succès peu ordinaires, et une répartition continuellement renouvelée des revenus et des richesses en vue d'instaurer l'égalité, une contradiction apparaît qui est, à la longue, insupportable. L'un des deux doit un jour ou l'autre disparaître : le système économique et social libre ou l'État-Providence actuel. Et pour citer un chef de file de l'économie politique (l'Anglais L. Robbins) qui sait peser soigneusement ses mots : « Une société libre ne peut pas être fondée sur l'envie³. »

Le curieux est que cet État-Providence boursoufflé est dès aujourd'hui un anachronisme. Il est de fait qu'une aide organisée par l'État en faveur des économiquement faibles a un sens et une origine dans une certaine période de l'histoire économique et sociale, à savoir celle qui s'est écoulée entre l'ancienne société, préindustrielle et celle hautement industrielle d'aujourd'hui, période dans laquelle la vieille cellule sociale se dissolvait et où l'homme, privé de point d'appui, devenait un prolétaire abandonné. De cette façon, et sans qu'il y parût alors, un vide s'était produit et avec lui un besoin d'aide et de sollicitude qui pouvait difficilement être mesuré de façon satisfaisante sans le secours de

2. Colin Clark, *Welfare and Taxation*, Oxford, 1954 ; A. C. Pigou, « Quelques Aspects du *Welfare State* », *Diogène*, juillet 1954 ; Bertrand de Jouvenel, *The Ethics of Redistribution*, Cambridge, 1951 ; Hans Willgerodt, « Die Krisis der sozialen Sicherheit und das Lohnproblem », *Ordo-Jahrbuch*, VII, 1955, pp. 145-187.

3. Lionel Robbins, dans la collection *Economics and Public Policy*, Washington, 1955, p. 152.

l'État et malgré toutes les aides privées. Mais aujourd'hui (et c'est là le paradoxe) dans l'État-Providence moderne, le système de tutelle des masses organisé par l'État est poussé à l'extrême au moment précis où, dans les pays économiques en pleine expansion, cette période intermédiaire a été, et de loin, surmontée et où de ce fait les possibilités de prévoyance individuelle ou mutuelle sont devenues incomparablement meilleures.

La tutelle des masses organisée par l'État n'est précisément rien de plus que la prothèse d'une société rendue infirme par le système prolétarien, un expédient à mettre sur le compte de l'état de minorité économique et morale des couches nées de la décomposition de l'ancienne société. Ce pis-aller a été indispensable aussi longtemps qu'un grand nombre d'ouvriers d'usines étaient trop pauvres et, du fait de leur situation prolétarienne, trop paralysés dans leur désir de prévoyance pour s'aider eux-mêmes et trop violemment arrachés à l'ancienne cellule sociale pour pouvoir se reposer plus longtemps sur l'aide solidaire de vraies petites communautés. Cette tutelle devient superflue dans la mesure où nous pouvons espérer surmonter cette étape peu glorieuse de la prolétarianisation.

Dans la mesure alors où cette phase sera surmontée, dans les pays en expansion, et où nous pourrons compter sur un degré suffisant de prévoyance individuelle, le principe de l'État-Providence aura perdu de sa nécessité. Mais on comprend mal que maintenant seulement, alors que ses organisations ont perdu de leur urgence, l'État-Providence pousse ses feuilles de la façon la plus exubérante. On fait passer pour progrès ce qui pourtant ne fait que découler des conditions d'une période intermédiaire aujourd'hui de plus en plus dépassée du développement économique et social. Mais on oublie que, si nous prenons au sérieux le respect de l'homme, nous devons au contraire raisonnablement apercevoir un progrès dans la mesure où nous pouvons compter que de larges couches du peuple résolvent le problème de la prévoyance, avec leurs propres ressources et sous leur propre responsabilité, par l'épargne,

l'assurance et les formes variées d'aide spontanée de groupements. Cela seul est finalement digne d'hommes libres et majeurs, plutôt que de regarder continuellement du côté de l'État et d'attendre de lui les secours, dont finalement les poches seules du contribuable ou les restrictions imposées aux victimes de la dévaluation font les frais.

Ou bien, devons-nous considérer comme un progrès l'élargissement du cercle de ceux qu'il faut traiter en mineurs sur le plan économique, en les confiant aux soins d'un État tuteur colossal ? Le progrès ne consiste-t-il pas précisément à accueillir de plus en plus, grâce à leurs revenus accrus, les grandes masses du peuple dans le groupe des majeurs livrés à leur propre responsabilité, et, en même temps, à restreindre l'État-Providence au lieu de l'amplifier ? Si une tutelle des masses organisée par l'État est la prothèse d'une société rendue infirme par le système prolétarien et la « massification », nous devons appliquer tous nos efforts à la rendre superflue. Voilà, quelle que soit notre optique, le vrai progrès. Celui-ci se mesure au degré plus ou moins élevé d'extension de la prévoyance individuelle et de la prévoyance mutuelle, aux dépens de la prévoyance autoritaire de l'État. Et c'est dans la même mesure que nous triomphons à la fois de la « prolétarisation » et de la « massification », mais avant tout aussi du danger que nous encourons de voir l'homme abaissé au rang d'animal industriel, et parqué plus ou moins bien nourri dans la grande écurie de l'État.

À l'encontre de telles considérations on objecte çà et là que sans doute l'amélioration de la situation économique rend moins nécessaire l'aide organisée par l'État, mais qu'en même temps la dissolution de la cohésion familiale a augmenté le besoin d'une telle aide. Cette dissolution est indiscutable. Cependant il importe premièrement de se demander si ce besoin de secours n'a pas davantage diminué du fait de l'augmentation des revenus, qu'augmenté du fait de la dissolution de la cohésion familiale, et deuxièmement de remarquer que nous n'avons aucune raison de déposer simplement les armes devant la désagrégation de

la famille et de sa solidarité. Si récemment à la Chambre des communes une femme député brossait avec émotion l'existence que menait son père pour prouver combien l'État-Providence était encore insuffisant, cela n'est pas une preuve de l'urgence de l'aide d'État, mais un symptôme effrayant de la perte du sentiment du naturel dans l'État-Providence moderne. De fait, elle s'attira d'un député la juste réplique qu'elle devrait avoir honte que son père ne reçût pas de sa propre fille un soutien suffisant.

En vérité l'État-Providence moderne, qui nous apparaîtrait à la lumière de cet examen comme un anachronisme, serait incompréhensible si nous ne songions pas que son sens est entre-temps devenu différent. Son but n'est plus d'aider les faibles et les nécessiteux dont les épaules ne sont pas assez vigoureuses pour supporter le fardeau de la vie et ses vicissitudes. Il s'agit de moins en moins de cela et l'on voit que c'est précisément les plus dépourvus qui généralement n'y trouvent pas leur compte. L'État-Providence d'aujourd'hui n'est pas un simple parachèvement d'anciennes institutions de sécurité et de prévoyance sociales, telles que, par exemple, celles qui furent créées en Allemagne par Bismarck. Il est devenu dans des pays toujours plus nombreux un instrument de la révolution sociale, dont le but est, si possible, la totale égalité des revenus et des richesses. Et ainsi est apparue, à la place de la sympathie, l'envie en tant que mobile principal⁴.

Ce qu'on prend est devenu ici au moins aussi important que ce qu'on donne, et s'il n'y a plus assez de nécessiteux authentiques, on doit en créer pour libérer ainsi le ressentiment social et justifier la réduction des plus riches à l'état moyen; et ceci au nom de phrases morales. On parle encore le langage de l'ancien État-Prévoyance et l'on pense encore selon ses catégories, mais cela devient de plus en plus une coulisse à l'abri de laquelle on part en

4. Helmut Schoeck, « Das Problem des Neides in der Massendemokratie », dans *Masse und Demokratie*, édité par A. Hunod, Erlenbach-Zürich, 1957, pp. 239-272.

campagne contre tout ce qui ose dépasser le niveau moyen en revenus, richesses et réalisations. Mais comme le but de cette révolution sociale n'est pas atteint avant que tout ne soit aplani, et que précisément les légères différences résiduelles ne font qu'enflammer davantage le ressentiment social, comme en outre une situation où plus rien ne peut être donné en pâture au ressentiment est impensable, on ne voit absolument pas la fin de cette évolution, aussi longtemps que la perverse philosophie sociale sur laquelle est fondé l'État-Providence moderne ne sera pas démasquée et rejetée comme l'une des grandes erreurs de notre temps⁵. Les effets toujours plus évidents de l'État-Providence moderne (parmi lesquels il faut faire ressortir l'inflation chronique) sont de nature à encourager cette réflexion.

Si l'on veut essayer de préciser plus encore ce changement révolutionnaire exprimé par l'État-Providence, on peut prendre différents chemins. On pourrait dire qu'il se tient à la fin d'une évolution qui a parcouru dans le cours des cent dernières années trois degrés, commençant par le stade de la prévoyance individuelle et mesurée en fonction des véritables besoins pour déboucher sur la sécurité

5. « La haine que les hommes portent au privilège s'augmente à mesure que les privilèges deviennent plus rares et moins grands, de telle sorte qu'on dirait que les passions démocratiques s'enflamment davantage dans le temps même où elles trouvent le moins d'aliments. J'ai déjà donné le raison de ce phénomène. Il n'y a pas de si grande inégalité qui blesse les regards lorsque toutes les conditions sont inégales ; tandis que la plus petite dissemblance paraît choquante au sein de l'uniformité générale ; la vue en devient plus insupportable à mesure que l'uniformité est plus complète. Il est donc naturel que l'amour de l'égalité croisse sans cesse avec l'égalité elle-même ; en le satisfaisant on la développe. Cette haine immortelle est de plus en plus allumée, qui anime les peuples démocratiques contre les moindres privilèges, favorisant singulièrement la concentration graduelle de tous les droits politiques dans les mains du seul représentant de l'État. Le souverain, étant nécessairement et sans contestation au-dessus de tous les citoyens, n'excite l'envie d'aucun d'eux, et chacun croit enlever à ses égaux toutes les prérogatives qu'il lui concède. » (A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, II, 4^e partie, chap. 3).

sociale de l'État et se terminer enfin dans le stade actuel d'une assistance généralisée ayant pour but une sécurité embrassant tout et tout le monde. Une autre interprétation n'est pas très différente de celle-ci : au début était l'idée d'une tutelle qui avait à se rendre superflue et à disparaître le plus vite possible ; puis s'élève l'idée que l'aide de l'État doit devenir maintenant une institution durable qui, quelle qu'elle soit, ne devrait devenir effective que dans certains cas bien déterminés. Finalement, le principe révolutionnaire devient de nos jours dominant, qui fait de l'État une pompe à revenus fonctionnant jour et nuit, avec ses tuyaux et soupapes, ses courants aspirants et foulants, tels que leur inventeur, Lord Beveridge, les a décrits il y a plus de dix ans.

Vu d'une façon ou d'une autre, le caractère bouleversant de la récente forme d'évolution est évident. Tout un monde sépare un État qui de temps en temps préserve des malheureux de sombrer au-dessous d'un minimum vital, d'un autre où, au nom de l'égalité économique et par un engourdissement croissant de la responsabilité individuelle, une partie importante des revenus privés est continuellement saisie par la pompe de l'État-Providence et détournée par lui, avec des grosses pertes de rendement. Tout va dans une marmite, tout sort de la marmite, cela devient maintenant l'idéal. Comme l'a exprimé sarcastiquement un excellent critique anglais (Walter Hagenbuch dans la *Lloyds Bank Review*, juillet 1953) : « Tout doit devenir dorénavant libre et égal, hormis l'imposition progressive qui finance le tout⁶. »

6. J'ai expliqué dans mon ouvrage précédent la critique qui doit être faite du postulat de l'égalité, et les immenses conséquences qu'il entraînait. Je maintiens aussi sans restriction mes considérations très sévères à l'égard de sa forme subtile et, partant, particulièrement séduisante de « l'égalité de chances » (*equality of opportunity* en anglais). Les arguments qui y sont utilisés devraient être suffisamment clairs, en particulier aussi la considération que ce serait de l'arbitraire pur et simple, en même temps qu'une incorrection, de tendre à une égalité uniquement dans les conditions de départ, à savoir les conditions matérielles qui sont

Du bon vieux principe conservateur et altruiste, que le plus pauvre même doit sentir un sol ferme sous ses pieds, on a fait maintenant quelque chose d'entièrement différent: la socialisation de l'emploi des revenus, qui gagne du terrain, soutenue par la théorie qui égalise la société et déifie l'État, et selon laquelle toute extension de l'assistance des masses par l'État est une borne placée sur la route du progrès. Comme ici le vrai besoin d'aide individuelle, et qui n'est qu'occasionnellement considéré, cesse d'être le critère de l'assistance, ce sont les plus pauvres et les plus faibles qui, comme nous l'avons dit, sont trop souvent plantés là. Le caractère clairement collectiviste de l'État-Providence conduit dans les cas extrêmes à ce qu'un autre critique anglais (Colm Brogan) a nommé l'État-argent de poche. C'est un État qui enlève de plus en plus aux hommes la libre disposition de leurs revenus, tandis qu'il les leur soustrait par l'impôt et, en revanche (après déduction des frais considérables de ce système), endosse

accessibles à la compensation par l'État, alors qu'on devrait accepter les autres (santé inégale, intelligence, qualités de caractère inégales). Une politique s'appuyant sur une véritable égalité des chances offertes à chacun devrait ainsi doser les conditions matérielles de départ (revenus et fortune des parents) de telle sorte qu'il en sorte, par la combinaison et l'estimation des conditions immatérielles de départ, qui échappent à la compensation, une *equality of opportunity*. Car comment veut-on justifier le fait qu'à un enfant qui a hérité de ses parents une faible santé, mais en compensation des conditions matérielles plus favorables pour conduire sa vie, on retire aussi ces conditions ? Les autres ne doivent-ils pas se réjouir d'avoir hérité un estomac sain, un cœur solide et des nerfs bien trempés ? Mais comment veut-on comptabiliser tous ces facteurs ? Sous cet éclairage, le pelletage constant que présuppose l'égalité doctrinaire des chances apparaît encore plus cruel qu'il n'est. Et en outre, si la propriété privée est équitable – et les partisans de l'égalité des chances ne vont pas, Dieu merci, jusqu'à la contester –, pourquoi serait-il injuste que les enfants en tirent un avantage ? Je pourrais tout faire avec ma fortune, construire une maison, acheter un appareil de télévision, me procurer une voiture luxueuse, faire un voyage autour du monde, tout sauf ceci : donner à mes enfants l'éducation la meilleure et la plus soignée ! Il y aura lieu d'ailleurs de montrer dans le chapitre suivant que le postulat de l'égalité des chances correspond à un idéal libéral extrême, conformément auquel une course incessante dans tous les domaines est souhaitable.

la responsabilité de la satisfaction des besoins les plus indispensables, ou bien totalement (comme dans le cas de l'éducation et des soins médicaux), ou bien partiellement (dans le cas des logements ou des produits d'alimentation subventionnés par l'État). Ce qui reste aux hommes est en fin de compte de l'argent de poche qu'ils peuvent utiliser pour la télévision ou les matchs.

Henrich Heine a su rendre il y a cent ans en une formule lapidaire l'idéal de l'épicurisme égalitaire et collectiviste⁷ :

*Ja, Zuckererbsen für jedermann
Sobald die Schoten platzen!
Den Himmel überlassen wir
Den Engeln und den Spatzen*⁸.

Les « petit pois pour tous » sont aujourd'hui réalité, mais grâce à une socialisation de la vie devant laquelle Henri Heine, malgré son flirt théorique avec le socialisme, se serait récréé. Il est de plus en plus douteux qu'ils tiennent lieu aux hommes de ce qu'il appelle le « ciel ».

Cette situation, où sont déjà parvenus les principaux pays de l'État-Providence et à laquelle les autres aspirent, correspond de façon ahurissante à la vision célèbre que Tocqueville, contemporain de Heine, a eu devant les yeux dans son ouvrage classique *De la démocratie en Amérique*, lorsqu'il écrit du nouvel État qui en sortirait : « Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule; il ne brise pas les volontés, mais il

7. Henrich Heine, *Deutschland*, chap. 1. Il devrait être clair que l'utilitarisme collectif et l'épicurisme de l'idéologie de l'État-Providence sont en rapport étroit avec la dissolution de la foi en la transcendance et en l'immortalité. Cf. Aloys Wenzl, *L'Immortalité*, Payot, Paris, 1958.

8. « Des petits pois pour tous, dès que la cosse éclate, et nous laissons le ciel aux anges et aux moineaux. »

les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit pas, il empêche de naître; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger » (II, 4^e partie, chap. 6).

Un socialiste allemand de valeur (dans un article de la *Deutsche Rundschau*) a osé émettre la remarque que, vu l'évolution de l'État-Providence, l'« humanisation de l'État », le noble but de Pestalozzi, fait de plus en plus place à la funeste « étatisation des hommes ».

On découvre ce caractère révolutionnaire de l'État-Providence qui devrait être, avec tout ce qu'on vient d'en dire, suffisamment établi, dans toutes ses particularités. C'est ainsi que lui est conforme l'extension de l'assistance des masses à des couches, toujours plus larges qui, si on ne les importunait pas, pourvoiraient à leurs propres besoins, mais sont maintenant sous la tutelle de l'État. Également surprenante, une autre particularité, des plus intimement liée à son essence, de l'État-Providence: tandis qu'en effet l'aide de l'État, comme nous l'avons mentionné, ne devait secourir autrefois que subsidiairement et ne pas accorder plus qu'un minimum en cas de défaillance des hommes dans la satisfaction de leurs propres besoins, l'administration d'État devient de plus en plus la forme normale de la satisfaction du besoin en question, et cela avec la prétention souvent à peine voilée de satisfaire un niveau de vie maximal, de luxe même. Si une imposition, si possible élevée, est en outre, d'après la nouvelle idéologie du socialisme fiscal, des plus souhaitables, le désir d'épargner, là où il s'agit de contenter de larges masses d'électeurs, n'est certes pas irrésistible.

Cela deviendra peut-être encore plus clair si nous étudions le changement dans des exemples particuliers.

Le problème du logement, qui toujours croise notre route, semble particulièrement convenir à ce but d'illustration. Presque tous les pays sont aujourd'hui habitués

à la façon dont le principe de l'État-Providence s'est fait valoir ici. L'ancien fondement, d'après lequel en marge du marché des logements, des problèmes particuliers justifient une assistance, s'est transformé sous le prétexte de la guerre et de ses séquelles, en quelque chose de totalement différent. À sa place est apparue une politique, établie sur la durée, de maintien constant des loyers à un niveau bas, d'abord aux dépens d'une minorité politiquement faible, à savoir les propriétaires qui de cette façon sont dans certains pays pratiquement expropriés, puis aux dépens du contribuable, qui naturellement s'identifie en bonne partie au locataire subventionné, de sorte qu'il paye en impôts ce qu'il épargne en loyer; puis au dépens de la location des nouvelles constructions non subventionnées dont les loyers sont haussés par la réglementation de l'État; et enfin aux dépens du capital de l'économie politique. De cette façon nous en sommes arrivés au point qu'il semble étrange de demander pourquoi aujourd'hui, comme ce fut toujours la règle, chacun ne devrait pas payer le coût total de son logement, comme il paye de sa poche son costume.

Un autre changement très caractéristique de l'État-Providence s'est opéré, dans des pays de plus en plus nombreux, dans le domaine également important de l'éducation. À la place du principe qui avait été conservé et consistait à aider les sujets doués au moyen de bourses, mais à exiger au demeurant une participation des parents aux frais d'un enseignement supérieur, est apparu, surtout en Angleterre, l'idéal d'un système unitaire d'éducation qui est ouvert à tous ses degrés, et sans bourse délier, à chacun et de ce fait absolument socialisé. La pensée qu'on devrait demander aux hommes de faire un sacrifice pour l'éducation de leurs enfants, a à peine le droit d'être émise, bien que les conséquences, toujours plus flagrantes, d'un tel jacobinisme de l'éducation feront peut-être en sorte qu'ici aussi un retournement de l'opinion interviendra. L'Angleterre en est au point que les parents qui sont prêts à faire un sacrifice personnel pour une meilleure éducation

que celle qu'offre la machine scolaire gratuite de l'État se rendent suspects d'un sentiment « social » douteux⁹. La question de savoir pourquoi il doit être sain et naturel de supporter personnellement tous les frais de la voiture, de laisser par contre ceux-ci, dans le cas de l'éducation des enfants, aux soins de l'État, c'est-à-dire du contribuable (et ainsi peut-être de soi-même), passe pour hérétique et pour le signe d'un état d'esprit condamnable.

Si nous prenons comme autre exemple important le chapitre (il faut l'avouer difficile) des soins médicaux, on suit ici aussi clairement le chemin parcouru depuis l'ancienne politique sociale jusqu'à l'État-Providence d'aujourd'hui. Du principe originel qui considérait qu'on devait enlever aux épaules particulièrement faibles le risque souvent insupportable d'une opération coûteuse et d'une longue maladie, est sorti quelque chose de totalement différent. À sa place est apparue progressivement la socialisation du service sanitaire qui fait, si possible, pour tous de l'exception la règle et transforme l'aide accordée en cas de besoin en un état durable.

Et ce faisant, nous nous éloignons toujours davantage de la règle selon laquelle les hommes qui peuvent pour le reste subvenir à leurs propres besoins devraient par principe inclure dans leur budget personnel l'éventualité d'une

9. Colm Brogan, *The Educational Revolution*, Londres, 1954, en donne une idée claire, pour le cas jusqu'ici extrême de la Grande-Bretagne. Aux États-Unis l'éducation « sans préjugé de classe » n'est (comme dans d'autres domaines) qu'une façade, puisque les parents peuvent, s'il leur plaît, envoyer leurs enfants dans une école privée, lorsqu'ils désirent leur procurer une meilleure formation que celle qu'ils sont en droit d'attendre des écoles publiques. Mais cela occasionne des frais qui dépassent tout ce qu'il faut payer dans les pays européens en frais scolaires pour de bonnes écoles publiques. Il y a à l'égard de l'abaissement effrayant du niveau de l'éducation occasionné par la socialisation de l'éducation, un matériel moral abondant. Il faut en même temps penser qu'une « académisation » de la population, telle qu'elle se produit ici, soustrait continuellement aux couches non académiques les plus intelligents et les plus énergiques (Erik von Kuehnelt-Leddihn, *Freiheit oder Gleichheit*, Salzbourg, 1953, p. 473) et détruit la cohésion familiale.

maladie, pour laquelle ils peuvent utiliser l'assurance comme l'institution toute trouvée en cas de risque imprévisible. Ce principe devrait être considéré comme sain, normal, à la mesure d'une économie de marché, et cette règle devrait être étendue aussi loin que possible. Mais l'état où est tombée l'assurance maladie sous le contrôle de l'État, dans la plupart des pays industriels de l'Occident, recommande instamment de rappeler cette règle. Presque partout elle est si dangereusement malade qu'on doit tendre à une guérison, et ceci par les moyens suivants. Premièrement par une limitation de l'assurance maladie obligatoire aux classes pour lesquelles le risque signifie une charge sérieuse et que l'on peut difficilement amener à une assurance volontaire; deuxièmement par l'encouragement de toutes les formes nuancées d'aide-maladie décentralisée (pour lesquelles la Suisse peut être considérée comme modèle); et troisièmement par l'établissement d'une participation personnelle notable, à laquelle toutes les rigueurs du cas personnel peuvent être enlevées sans difficulté¹⁰.

Si nous voulons maintenant essayer de saisir l'État-Providence ainsi défini dans sa signification pour la culture, la société, l'économie et l'État de notre époque, il ne peut s'agir ici que de faire ressortir les points les plus importants.

Nous commencerons par une situation qui donne à toutes les considérations précédentes et suivantes un poids particulier. Les dangers de l'État-Providence doivent être pris en effet d'autant plus au sérieux que rien dans sa nature ne permet de lui fixer une limite. Il a bien davantage une tendance opposée et extrêmement forte à une

10. Hermann Levy, *National Health Insurance: A critical study*, Londres, 1944; M. Palyi, *Compulsory Medical Care and the Welfare State*, Chicago, 1950; F. Roberts, *The Cost et Health*, Londres, 1952; Werner Bosch, *Patient, Arzt, Kasse*, Heidelberg, 1954; H. Birkhäuser, « Der Arzt und der soziale Gedanke in der Medizin », *Schweizerische medizinische Wochenschrift*, 1956, n 5.

extension sans cesse accrue. Il importe d'autant plus que des barrières lui soient fixées du dehors et que la critique reste éveillée et pénétrante. Cette continuelle extension de l'État-Providence, qui incline à supprimer de plus en plus les aléas de la vie pour de plus larges couches de population et à augmenter continuellement ses prestations (mais encore plus ses charges), est si funeste que toute extension devient facile et séduisante, tout retrait par contre d'une mesure reconnue comme inconsidérée devient difficile et finalement impossible sur le plan politique.

On peut difficilement imaginer que la Grande-Bretagne aurait institué le « National Health Service » dans la forme radicale où nous le voyons réalisé aujourd'hui, si l'on avait su auparavant par quelles expériences on passerait ou si l'on s'était posé ne serait-ce que quelques questions devenues aujourd'hui élémentaires et si on les avait mûrement pesées¹¹. Mais il est à peine moins difficile de savoir com-

11. *National Health Service* :

Ainsi s'exprime l'un des plus grands économistes anglais : « Dans ce domaine, la question économique importante était la suivante : si un service public provoque une demande presque infiniment grande quand il est gratuit, si aucune mesure n'est prise pour augmenter l'offre, si la courbe des dépenses monte rapidement, si la loi garantit à tout citoyen le meilleur service médical possible et si on n'aperçoit aucun système de rationnement, qu'arrivera-t-il ? Avant de le savoir, je ne cite aucun économiste britannique, c'est une simple question que je pose. » (J. Jewkes, dans *Economics and Public Policy*, Washington, 1955, p. 96). Et le propos de M. Palyi : « On ne peut pas imaginer qu'une fois établi un système obligatoire de prévoyance contre la maladie puisse être supprimé totalement, même s'il est déficitaire et peu satisfaisant. Cela ne s'est jamais vu. » (*op. cit.*, p. 71). Encore un autre témoignage : « Les enthousiastes de la médecine nationalisée se sont trouvés en concurrence avec les enthousiastes d'une extension de l'instruction, de subventions d'État au logement, d'une augmentation des pensions et des allocations, et de vingt autres projets présentant un vif intérêt psychologique et électoral... Je ne crois pas que la conception scientifique actuelle de la médecine puisse trouver son plein épanouissement là où la médecine a été socialisée. » (Colm Brogan, « The Price of free Medicine » *The Freeman*, juin 1956.) Un médecin anglais confirme cet avis : « La perte d'argent subie par un pays est facilement exprimée, comprise, acceptée, réparée ou refusée. La perte de santé et de bonheur subie par un pays parce que les médecins y

ment faire pour annuler les effets de cette entreprise ; aussi essaye-t-on de se consoler comme on peut. Chaque pas en avant sur le chemin de l'État-Providence devrait alors être mûrement réfléchi, sachant qu'on ne peut pas revenir en arrière, de même que le droit de vote ne peut pas être fixé à un âge plus avancé.

L'État-Providence est donc à la fois un processus auquel manque tout frein automatique, et qui avance sans arrêt de toutes ses forces dans le même sens, en suivant une voie à sens unique, sur laquelle il est impossible ou pour le moins très difficile de faire machine arrière. La voie qu'il suit n'indique qu'une seule direction, celle d'un déplacement incessant du centre de gravité de la société du bas vers le haut, des vraies communautés, capables d'être embrassées d'un coup d'œil et imprégnées de chaleur humaine, vers le centre de l'administration et des organisations impersonnelles des masses qui se tiennent à ses côtés. Cela signifie une centralisation progressive de la décision et de la responsabilité et une collectivisation croissante des conditions de la prospérité et du genre de vie de l'individu.

L'effet de ce développement doit être soigneusement étudié dans tous les domaines. Si nous nous en sommes jusqu'ici tenus aux réactions propres aux individus qui savent qu'ils ont à supporter personnellement la responsabilité vis-à-vis de tel ou tel risque, nous devons clairement voir que l'État-Providence, en déplaçant le centre de gravité de la décision et de la responsabilité vers le haut, affaiblit ou dénature de plus en plus ces réactions. Quelle sera sur la production la répercussion du fait que, d'un côté les individus sont déchargés des conséquences d'une mauvaise gestion, et que de l'autre ils sont privés de l'attrait d'actions salutaires, en particulier de celles auxquelles est lié un risque ? Que signifie cette évolution à l'égard des décisions aussi importantes que celles de l'épargne et

sont avilis dépasse notre entendement. » (Scott Edward, « Retreat from Responsibility », *Time and Tide* du 10 octobre 1953.)

de l'investissement ? Qu'advient-il, pour mentionner aussi ce problème, de la natalité, qui jusqu'alors a été en quelque sorte limitée par le fait que l'individu avait à endosser la responsabilité d'une famille nombreuse, tandis qu'aujourd'hui l'État-Providence la lui enlève ou, qui plus est, rend la maternité lucrative ? Ce sont là quelques-unes des questions que chacun devrait impartialement se poser de nos jours.

En fait, le ressort secret de la société, qui repose sur l'individu et sa responsabilité, menace de se détendre, si l'appareil compensateur de l'État-Providence émousse aussi bien les conséquences positives d'une augmentation de rendement que celles, négatives, de sa diminution. On comprend alors que des observateurs, qu'il importe de prendre au sérieux, et auxquels le maréchal Montgomery lui-même semble appartenir, commencent à se demander si l'État-Providence, jetant tout par-dessus bord, n'est pas sur la meilleure voie pour miner la santé morale et sociale d'une nation qui succombe à ses séductions. Goethe devait avoir quelque chose de semblable à l'esprit lorsque, deux ans avant le commencement de la Révolution française, il écrivait la phrase prophétique : « Je tiens, et il faut que je le dise, pour vrai aussi que l'humanité finira par triompher ; mais je crains que le monde ne devienne en même temps un grand hôpital où chacun sera le garde-malade de l'autre... » (*Voyage en Italie, II, Naples, 27 mai 1787*).

Et il ne faut pas non plus éluder la question, qui a déjà été sérieusement posée, de savoir si les frais écrasants de l'État-Providence, qu'on ne peut plus comprimer sans inconvénients politiques, ne sont pas au premier chef responsables de l'atteinte portée à la volonté et à la force de l'Occident libre à l'égard de la défense militaire contre l'empire communiste, et ne mettent pas cette volonté dans l'obligation de faire dépendre ses forces exclusivement des armes atomiques. Ceci n'empêche aucunement de tels milieux, qui précisément sympathisent le plus avec l'État-Providence, de vouloir arracher encore au monde libre cette arme ultime et désespérée qu'il lui laisse.

La faute doit en être imputée pour une large part à un individualisme extrême, si l'évolution a amené l'extrême opposé, c'est-à-dire l'État Providence moderne. C'est sûrement un signe distinctif d'une société saine que le centre de gravité de la responsabilité et de l'organisation soit autant que possible entre les deux extrêmes : État et individu, au sein d'authentiques communautés, dont la plus ancienne, la plus indispensable et la plus naturelle est la famille. Et sans doute est-ce notre mission de favoriser l'épanouissement de ces petites et moyennes communautés, ainsi que l'assistance collective à l'intérieur de cercles qui permettent encore la liberté, le sens de la responsabilité et du contact humain, et évitent l'impersonnalité froide de la machine moderne d'organisation des masses.

Sans aucun doute l'État-Providence moderne est la réponse à la désagrégation des vraies communautés, qui est l'œuvre des cent dernières années, et grève notre époque d'un de ses plus lourds passifs, qu'on les nomme « massification », « prolétarianisation » ou de quelque autre nom. Mais c'est précisément une fausse réponse et c'est ce qui, il y a plus de dix ans, devait devenir le centre de notre critique au sujet du plan Beveridge. L'État-Providence, bien loin de guérir vraiment cette maladie de notre culture, en soulage quelques symptômes au prix de son aggravation insidieuse jusqu'à l'incurabilité finale. Quelle méprise tragique, par exemple, que de faire de la famille, par les caisses d'allocations familiales qui vont en s'étendant, l'objet même de la pompe à revenus du Léviathan !

Il n'est d'autre part pas moins néfaste que l'État moderne se donne de plus en plus pour mission de dispenser prospérité et sécurité tantôt en faveur d'un groupe, tantôt en faveur de l'autre, dégénéralant nécessairement en une institution démoralisante et courant par là finalement à sa perte. Il correspond toujours davantage à la définition malicieuse, déjà connue de nous, que Frédéric Bastiat donnait de l'État il y a cent ans. Il confirme ici aussi Dean Inge, qui était pessimiste au point de considérer la politique comme l'art de prendre l'argent des poches des partisans

du parti rival pour le mettre dans celle de son parti, et de vivre de cet art.

Le caractère moral d'une politique prenant à Pierre pour donner à Paul est fort discutable. Cette politique dégénère finalement en un va-et-vient de l'argent, où l'on donne et prend à presque tout le monde et où il est de plus en plus difficile à chacun de savoir finalement s'il gagne ou s'il perd à ce jeu. De la même façon on devrait parler aussi peu que possible de morale lorsque le ressentiment social ou la politique d'intérêts conduisent à la prétention au revenu dûment acquis par d'autres et à leurs richesses et, de ce fait, à la confiscation par l'imposition, qui nous est devenue familière.

Très souvent, les hommes ne sont pas conscients, lorsqu'ils s'adressent à l'État et en attendent le contentement de leurs désirs, d'avoir des exigences qui ne peuvent être satisfaites qu'aux dépens des autres. Cela est à mettre au compte d'un court circuit qui nous est déjà connu. Nous voulons dire par là cette habitude de voir dans l'État une sorte de quatrième dimension, sans penser que ce sont les contribuables qui, dans leur ensemble, doivent remplir les caisses de l'État. Une demande d'argent faite à l'État est toujours une demande indirecte à un autre dont l'impôt contient la somme convoitée, simple transfert du pouvoir d'achat qui n'est négocié que par l'État et son pouvoir autoritaire. Mais il est étonnant de voir combien cet état de choses naturel et simple peut être masqué par l'État-Providence moderne.

Plus ce principe de l'État-Providence est étendu, plus approche le moment où la pompe géante deviendra une duperie pour tout le monde, un but en soi, qui ne pourra proprement plus servir à personne en dehors des machinistes qui en vivent, en dehors de la bureaucratie sociale qui a naturellement un intérêt à cacher cet état de choses. Pour mieux comprendre comment cette duperie a pu agir si longtemps, il nous faut penser que bien peu de choses ont autant encouragé la récente évolution de l'État-Providence que l'idée, apparue à l'époque de la Grande

Dépression, d'une richesse immense de la société qui serait devenue uniquement potentielle par une circulation monétaire erronée, et serait à transformer en une richesse actuelle par une augmentation aussi forte que possible de la « demande effective ». Cette richesse ainsi réveillée de son assoupissement serait alors à dispenser équitablement par les soins de l'État-Providence. Mais en même temps (c'était une conclusion particulièrement populaire que l'on croyait pouvoir tirer de la doctrine de Keynes), cette nouvelle répartition des revenus, grâce à l'augmentation qu'elle entraînait de la consommation des masses et grâce à la diminution de l'épargne, parut être précisément le meilleur moyen d'assurer le plein emploi, et partant de maintenir l'écoulement des ressources de l'État-Providence. Cette croyance en une sorte d'autofinancement de l'État-Providence radical (en une autre variété de la « quatrième dimension ») qui prospérait dans la crise des années 1930, explique à elle seule l'insouciance avec laquelle on a traité pendant si longtemps le problème du coût de cet État-Providence.

Cette époque des illusions est aujourd'hui révolue. Il est devenu clair entre-temps (et la discussion à cet égard est surtout très animée en Angleterre¹²) qu'une mise en place sérieuse de l'État-Providence contraint à bouleverser la répartition des revenus par l'intervention des services des finances, et aussi à faire participer au financement les petits salariés. Le système de prévoyance collective, que l'État impose avec ses moyens autoritaires, peut de moins en moins être supporté uniquement par les revenus élevés, il doit aussi être mis à la charge des masses pour le bénéfice desquelles il a été élaboré. Mais cela ne signifie pas autre chose qu'escamoter aux masses en grande partie l'argent de la poche gauche pour le glisser dans la poche droite, en le faisant passer par l'État, avec les pertes en rendement de ce détour. Cela ne montre pas seulement

12. Colin Clark, *op. cit.* ; M. J. Bonn, « Paradoxien eines Wohlfahrtsstaates », *Aussenpolitik*, avril 1953.

que l'on avait aussi, sous le charme de cette illusion de la *poverty amidst plenty*, surestimé la richesse potentielle. Il faut bien davantage reconnaître que l'effet doit être payé par les dépenses d'une machine étatique toujours plus puissante, par l'atténuation de la joie dans l'action et de la responsabilité personnelle, et par le morne ennui d'une société dans laquelle la colère, en haut, et l'envie, en bas, étouffent toujours davantage l'esprit civique, les réalisations libres de caractère social, le loisir créateur, la fraternité, la générosité et la vraie communauté. Ce qui reste, c'est la pompe de Léviathan de l'État moderne insatiable.

L'extrême limite (déjà atteinte aujourd'hui dans plusieurs pays) de l'État-Providence est donc située là où sa pompe à argent devient une duperie pour tous, ce qui incite à se demander s'il ne serait pas plus profitable pour tous que l'État-Providence soit restreint à un minimum indispensable et que l'argent ainsi épargné soit laissé aux formes non étatiques de la prévoyance. Cette question est d'autant plus urgente qu'il y a lieu de douter toujours davantage que la charge fiscale totale, à laquelle les exigences de l'État-Providence participent d'une façon déterminante, soit conciliable à la longue avec un ordre économique libre et qu'elle soit possible sans une pression inflationniste constante.

Cette évolution a encore un autre aspect des plus sérieux, auquel on n'accorde en général que peu d'attention. La phraséologie sociale de notre temps recouvre facilement le fait que l'État-Providence développe, par la contrainte directe ou indirecte qui s'en dégage, une politisation de la prévoyance avec toutes ses conséquences, qui sont évidentes : l'assurance contre les risques de la vie est livrée à la bureaucratie d'État et aux forces de la vie politique. Mais cela signifie que ce qui, dans notre temps riche en paradoxes, est prisé comme un progrès, augmente en vérité le pouvoir de l'État national. Plus on en appelle à la solidarité des hommes de même nationalité ou de même domicile national et plus on les contraint à une « communauté nationale » payant ceci et cela, plus on achève

« l'étatisation » et la « nationalisation » de l'homme aux dépens d'une communauté internationale des peuples et de sa solidarité.

Si Ernest Renan, dès le XIX^e siècle, a pu définir la nation « un plébiscite de tous les jours », nous nous approchons du moment où nous pourrions la définir comme une institution de rentes, avec le passeport ou le permis de séjour comme police gratuite, comme une « pompe à revenus de tous les jours ».

Épargne et assurance privée sont des formes d'assurances de la vie qui appartiennent au domaine de l'économie, du marché, du « droit privé », de la liberté et ne sont liées à aucune barrière nationale¹³. Le champ des placements de capitaux privés et de l'assurance est en fait le monde entier ; l'assurance sur la vie étatique est par contre du domaine du politique, de l'organisation collective, du droit public et de la contrainte, et enferme de ce fait les hommes dans les barrières de l'État national. Les services sociaux, dont l'ossature est la contrainte exercée par l'État, sont en réalité des services nationaux et la sécurité sociale n'est rien d'autre qu'une sécurité nationale, à moins que l'on ne pense à un État mondial qui enchaînerait Allemands, Italiens, Argentins, Abyssins à une caisse mondiale de revenus.

Mais la liste des paradoxes et des illusions de l'État-Providence ne serait pas encore épuisée si un autre détail

13. C'est à cela que reviennent les propositions de Colin Clark. Il faut y ajouter ce qui récemment a été rapporté sur la Belgique (*Neue Zürcher Zeitung*, n°1209 du 27 avril 1957). Lorsque le ministre du Travail socialiste de ce pays voulut étendre les limites des revenus de l'assurance autoritaire d'État de la façon devenue habituelle partout, et centraliser les différents fonds privés de pensions dans un fond d'État, il déchaîna précisément dans les cercles des travailleurs et des syndicats une véritable tempête. Lorsque les charges sociales de l'industrie belge passèrent en l'espace de douze ans de 25 à 41 %, les ouvriers et employés belges trouvèrent que c'était assez et plus qu'assez. Ils posèrent la question de savoir si en vérité les contributions étaient encore dans un rapport raisonnable avec la production, et si l'on ne pouvait pas s'assurer pour la vieillesse d'une façon moins coûteuse.

n'était mentionné. Beaucoup s'imaginent en effet que l'imposition des revenus élevés n'a d'autre conséquence que de réduire le luxe, de consacrer à des buts « sociaux » le pouvoir d'achat confisqué dans les couches supérieures.

Ceci est, comme il est facile de le voir, une erreur élémentaire. Car il est manifeste que les revenus élevés (et les richesses) ont été jusqu'à présent en grande partie dépensés à des buts qui sont de l'intérêt général. Ils remplissent des fonctions auxquelles la société ne peut en aucun cas renoncer : formation des capitaux, investissements, dépenses culturelles, bienfaisance, mécénat et bien d'autres choses. S'il y a un nombre suffisant de possédants éparpillés un peu partout, il devient alors possible qu'un Alexander von Humboldt paye de sa propre poche des entreprises scientifiques et d'utilité générale, que Justus Van Liebig finance lui-même ses recherches, qu'il y ait des emplois de précepteurs et mille autres échelons qui rendent possible la montée des sujets doués, et que précisément la diversité de ces échelons augmente pour eux la possibilité d'aide ; tandis que dans l'État-Providence d'aujourd'hui leur destinée peut dépendre de la décision d'un seul fonctionnaire ou bien des caprices d'un seul examen¹⁴.

14. On a généralement coutume de plaindre la destinée d'un Winkelmann, d'un Herder, d'un Hebbel, d'un Racine ou de tous les autres qui ont eu à faire s'épanouir leur génie en dépit de conditions de vie misérables. Mais on doit précisément ne pas oublier qu'ils ont tous réussi leur ascension et leur épanouissement, et ceci grâce à la structure bigarrée de l'ancienne société, où il y avait tantôt un directeur d'école, tantôt un mécène princier, tantôt un emploi d'écrivain, tantôt une propriété accueillante, tantôt ceci, tantôt cela qui offrait aide et assistance. La possibilité était, dans ces circonstances, très grande de se saisir d'une échelle ; elle supporte sans difficulté la comparaison avec les possibilités offertes par l'État-Providence actuel. La vie de Winkelmann enseigne de façon particulièrement impressionnante comment une telle ascension pouvait s'accomplir, en dépit des circonstances les plus difficiles (C. Justi, *Winkelmann und seine Zeitgenossen*, 2^e éd., Leipzig, 1898 ; I, p. 22 et 28, qui indique aussi l'exemple de J. M. Gesner et de Ch. Gottlob Heyne).

Mais on ne peut lire aucune autre biographie de la même veine sans un mélange d'émotion et d'étonnement au sujet du chemin qui devait en règle générale être parcouru pour parvenir, d'assistance en assistance, à

Plus aujourd'hui les couches à revenus élevés sont progressivement usées par l'imposition, plus il devient évident que les fonctions précédemment nommées tombent et que, du fait de leur nécessité absolue, elles doivent être assurées par l'État, ne serait-ce même que l'entretien d'un monument historique auparavant propriété privée. Mais cela ne signifie pas pour autant que le pouvoir d'achat affaibli dans les couches supérieures serve les fins de l'État-Providence. L'État doit plutôt s'en servir pour réaliser ce que la fiscalité a empêché au secteur privé de réaliser, ce qui revient naturellement à renoncer au but de l'État-Providence. Si l'on voulait attribuer à l'État-Providence le mérite d'assurer la formation de génies tels que Gauss, il faudrait rappeler que, précisément dans le cas de Gauss, non seulement le duc de Brunswick, mais d'autres aussi y ont pourvu de la meilleure façon et des moins bureaucratiques. L'État-Providence, par sa fiscalité, les en empêcherait aujourd'hui, et de toute façon leur en enlèverait l'envie. Ainsi, à la diminution du pouvoir d'achat des

l'ascension sociale. Même sans cela, une plus grande modestie vis-à-vis de nos devanciers siérait à notre époque qui se targue, avec son État-Providence, d'être éminemment au-dessus de ces rigueurs du passé. À celui qui, comme l'auteur de ce livre, a grandi au milieu des conditions simples d'un village, il est plus facile de se reporter au temps où les différentes classes voisinaient encore dans un esprit de camaraderie, alors qu'elles ont aujourd'hui mis entre elles de grandes distances. Au point que la véritable inégalité des hommes n'est pas, au cours des cent dernières années, devenue moindre, mais bien plus grande au contraire. Qu'on étudie, pour s'en rendre compte, par exemple la vie de Zelter, qui commença comme apprenti-maçon et put accéder au poste de professeur de musique et d'ami intime de Goethe, sans perdre le contact avec son milieu. « Une vie prenant un tel cours, écrit Fr. Paulsen (*System der Ethik*, 2^e éd., Berlin, 1891, p. 727), dès la fin du siècle dernier, serait présentement impensable. Aujourd'hui Zelter serait passé par le lycée, aurait fréquenté l'Académie des beaux-arts, fait des dessins et des calculs, étudié la mécanique et l'histoire de l'art, serait devenu architecte et officier de réserve, et n'aurait jamais posé une seule pierre. Envers les maçons véritables il n'aurait été que le patron et l'entrepreneur, mais pas le camarade ou le maître. Ou bien, s'il avait été maçon et le camarade des maçons, il n'aurait jamais pu devenir l'ami d'un conseiller privé et ministre, et il n'aurait guère pu non plus devenir professeur de musique. »

couches à revenus élevés ne correspond aucune augmentation de ce même pouvoir d'achat pour les couches à bas revenus. Ce ne sont pas les masses qui y gagnent, mais l'État dont le pouvoir et l'influence grandissent d'autant. Mais ceci favorise en même temps considérablement l'absolutisme moderne de l'État, avec sa centralisation des décisions dans les domaines principaux : formation et emploi des capitaux, école, recherche, art et politique. Ce qui était auparavant une réalisation personnelle et bénévole devient maintenant, en mettant les choses au mieux, une réalisation d'État centralisée, impersonnelle, imposée, lourde, routinière, et elle est obtenue au prix d'une perte sensible de liberté !

Une telle socialisation de l'emploi des revenus, qui vise à des fonctions importantes sur le plan social, change forcément d'une façon angoissante l'atmosphère morale du pays. La charité, le caractère honorifique de certaines fonctions, la libéralité, *otium cum dignitate*, et tout ce que Burke englobe dans le terme qui nous est déjà familier de « *unbought graces of life* », est maintenant étranglé sous la griffe de l'État. Tout devient dès lors (conséquence paradoxale de l'État-Providence) commercialisé, tout devient objet de calcul, tout passe par la pompe à revenus. Si pratiquement plus rien n'est fait à titre honorifique, par manque d'hommes suffisamment aisés, si l'esprit bourgeois et l'esprit public s'émoussent et se transforment dans le haut de la société en colère et dans le bas en envie, nous devons alors nous attendre à une « professionnalisation » et une commercialisation de toutes les réalisations.

La marge de revenus disponibles pour le dévouement spontané, le sacrifice consenti joyeusement et pour un style de vie soigné et exemplaire est de plus en plus étroite et, partant, le climat toujours plus rare dans lequel libéralité, diversité, goût, communauté et noblesse peuvent se développer. La culture devient aride.

C'est ici l'une des racines de ce morne ennui qui semble (nous en avons déjà parlé) être un signe caractéristique de l'État-Providence radical. Une autre racine de ce

grand mal lui est apparentée. Elle est à chercher dans le fait que cet État, à l'encontre de ses buts proclamés, tend à pétrifier la stratification socio-économique et dans certains cas alourdit plutôt qu'elle n'allège le mouvement entre les classes. L'imposition rigoureuse, surtout sous forme d'une taxe rapidement progressive sur les revenus, qui est inséparable de l'État-Providence, ne frappe-t-elle pas nécessairement au maximum des revenus qui sont assez élevés pour former des richesses et prendre des risques commerciaux ?¹⁵ Est-ce que de ce fait (et pour d'autres raisons qui ne sont plus à éclaircir ici) la création de nouvelles entreprises et la formation de propriétés ne sont pas toujours plus hasardeuses ? Cela ne signifie-t-il pas qu'il devient pour chacun beaucoup plus difficile qu'auparavant de s'élever au-dessus du niveau de ceux qui sont sans propriété et ont de faibles revenus ? Et cette simple tentative elle-même ne perd-elle pas de plus en plus de charme, puisque d'un autre côté l'État-Providence pourvoit à la « stabilisation confortable » des masses industrielles ? Ne favorise-t-on pas ainsi précisément les entreprises importantes déjà existantes, tandis qu'en même temps la vie devient aussi ennuyeuse qu'un jeu de cartes, dans lequel les paris seraient distribués après coup par parts égales à tous les partenaires ? En fait, l'élévation économique et sociale a dans ces conditions toujours moins de chances de succès, à moins qu'on ne se décide pour la carrière de fonctionnaire ou assimilé, ce fonctionnaire devenant de plus en plus le véritable pilier et usufruitier de ce système, sans oublier les fonctionnaires toujours plus nombreux des organisations internationales augmentant et s'étendant sans cesse. Si l'on doit alors se demander sérieusement si l'État-Providence radical n'agit pas à cet égard contre le but principal

15. J'approuve entièrement la critique incisive exprimée récemment par deux économistes distingués de notre époque : F. A. Hayek, « Progressive Taxation Reconsidered », dans *On Freedom and Free Enterprise, Essays in Honor of Ludwig von Mises*, New York, 1956, pp. 265-284 ; David McCord Wright, *Democracy and Progress*, New York, 1950, p. 94 et suiv.

auquel il devrait servir, on est en droit de se poser la même question à d'autres égards. Sa prétention de rendre plus lâche la stratification des classes est en fait aussi douteuse que son autre prétention d'être l'instrument de l'égalité. Il l'est sans doute dans le sens traité jusque-là, mais il ne l'est pas dans un autre sens déterminant et, pour cette raison, digne d'être pris en considération. L'égalité est sans doute accélérée par cette déviation continue des revenus que l'État provoque, mais à quel prix ? Du fait que cette politique implique inévitablement une concentration toujours plus intense du pouvoir entre les mains de l'administration qui canalise les courants des revenus, le partage du pouvoir devient de plus en plus inégal. Mais qui doutera que ce partage d'un bien immatériel, le pouvoir, soit incomparablement plus important que celui des biens matériels, du fait qu'il décide de la liberté des hommes ou de leur privation de liberté ? Cela ne signifie rien de moins que l'État-Providence moderne, dans les dimensions qu'il a atteintes ou qu'il menace d'atteindre, serait en droit d'être cette forme, de préférence à toute autre, sous laquelle s'accomplit dans le monde non communiste l'assujettissement de l'homme à l'État. Il ne résout pas les problèmes qu'il est habilité à résoudre, ou il ne les résout qu'apparemment ; il les rend même toujours plus difficiles et inaccessibles à une vraie solution. Mais en revanche il augmente le pouvoir de l'État d'une façon gigantesque et abaisse finalement chaque nation, au point qu'elle n'est plus qu'un troupeau de bêtes de somme dont le berger est le gouvernement lui-même. Il nous force à nous familiariser avec la pensée que la vision de Tocqueville a, cent ans après, toutes les chances de devenir réalité.

2. Le problème de la prévoyance dans la société libre

Nous devons être conscients des dangers extrêmement graves auxquels cette évolution expose la santé de l'État, de l'économie et de la société, la liberté, le sens de la

responsabilité et les rapports humains naturels. Le besoin de sécurité, naturel et légitime en soi, peut devenir une obsession qui peut coûter aux hommes, qu'ils en soient ou non conscients, leur liberté et leur dignité. Au bout du compte, il est manifeste que celui qui est prêt à payer ce prix n'a ni liberté ni dignité, ni d'ailleurs la sécurité, parce qu'il n'y a de sécurité que dans la liberté et dans la protection contre l'arbitraire. S'il se confirme que même à ce prix terriblement élevé, comme nous aurons encore à le montrer, il faut s'attendre aussi à un émiettement continu de la valeur monétaire, il doit devenir clair à celui qui est prêt à ce sacrifice que la sécurité fait aussi partie des choses qui s'éloignent d'autant plus que nous les désirons plus démesurément.

Nous ne pouvons détourner ces dangers que si nous ne nous laissons pas entraîner par le courant. Il s'agit avant tout de se garder des grands mots qui troublent notre pensée, et aux plus dangereux de ces mots d'ordre séduisants appartient le mot « affranchissement de la misère », qui a été lancé dans le monde par un maître insoucieux des formules vagues, l'ancien président américain Roosevelt, comme partie d'une charte des libertés, bien connue de tous.

Qu'il s'agisse ici essentiellement d'un abus démagogique du mot « liberté », cela devrait nous sembler évident si nous y réfléchissons un peu. Car « affranchissement de la misère » ne veut rien dire d'autre que l'absence de quelque chose d'insupportable, semblable à l'« affranchissement de la douleur » par exemple. Comment peut-on mettre cela au rang de la « vraie liberté » (en tant que l'une des plus hautes notions morales, qui caractérisent le contraire de la contrainte exercée sur nous), au rang de la « liberté des personnes », de la « liberté d'opinion » ou des autres droits de la liberté sans lesquels l'action morale réelle, obéissant à l'appel du devoir, ne serait pas possible. Le prisonnier dans sa cellule est « affranchi de la misère » d'une façon totale, mais il sentirait qu'on se moque de lui si on lui vantait cet affranchissement comme une vraie liberté pour

laquelle il serait à envier. Et ne devrions-nous pas plutôt nous garder de nous laisser séduire par cet « affranchissement de la misère » au point de nous trouver, sans nous en apercevoir, dans un État où, en son nom, nous serions précisément frustrés des vraies libertés et où nous ne serions plus guère différents de ce prisonnier, à moins que notre prison, l'État totalitaire ou sub-totalitaire, ne soit devenue inévitable? Si nous approfondissons, nous découvrons quelque chose de vraiment remarquable. En vérité, les choses sont telles que ce qui est déterminé par le terme « affranchissement de la misère » est pratiquement inséparable de la contrainte, c'est-à-dire de l'exact antonyme de la liberté. Et voici comment : être dans la misère veut dire qu'on se trouve, quelle qu'en soit la raison, dans une situation où les moyens de subsistance font défaut et qu'on est incapable de se les procurer par une action immédiate, parce qu'on est malade, sans travail, en faillite, trop jeune ou trop vieux. On n'est alors libéré de cette misère que si des moyens sont fournis, provenant d'autres sources que de sa propre production actuelle. Des précautions doivent aussi être prises du fait que dans cet état de nécessité, on peut être amené à consommer sans produire.

Le cas le plus simple et posant le moins de problèmes se présente quand, dans le dénuement, nous consommons des biens que nous avons amassés auparavant par notre propre production. Si nous faisons abstraction du cas (naturellement d'une extrême importance) de la maison possédée en propre qui, bâtie par nous dans les jours prospères ou acquise en héritage, nous assure dans les jours de dénuement le toit indispensable, la possibilité d'une telle prévoyance par l'accumulation préalable de biens n'est la règle ni pour l'individu ni pour la société dans son ensemble. En fait, le phénomène ne se présente pas ainsi dans notre société actuelle extrêmement différenciée. Si nous avons, en vue des mauvais jours, économisé de l'argent et si nous y touchons maintenant, cela ne veut pas dire que nous achetons du beurre et du lard qui ont été produits auparavant et sont maintenant emmagasinés n'importe

où à notre disposition; de tels stocks seraient bien plus le signe d'une perturbation du circuit économique. De façon normale, l'utilisation que nous faisons de l'argent épargné signifie que nous sommes pourvus par la production en cours et ce, en raison d'un titre que nous avons acquis par notre action antérieure, et dont la société nous a donné quittance sous forme d'argent. En d'autres termes, si nous réfléchissons bien, nous vivons dans la misère du fait que nous consommons tandis qu'un autre produit pour nous et en conséquence consomme moins. Voilà ce que signifie (abstraction faite de restrictions et de raffinements sur lesquels nous reviendrons) la prévoyance, pour la société prise dans son ensemble. Et c'est alors, vu en bloc, tous ceux vivant dans le même temps qui produisent pour les autres, pour ceux qui sont tombés dans la gêne, c'est-à-dire qui momentanément consomment seulement sans produire.

À quel titre faire puiser aux flots de la production en cours ceux qui sont dans la gêne, est une autre question. Si nous la suivons, nous voyons que l'assistance peut se réaliser sous deux formes totalement différentes, et voilà la bifurcation où l'une des deux directions est celle de l'État-Providence.

La prévoyance peut en effet être personnelle ou étrangère. Elle est prévoyance personnelle quand je prends par mes propres moyens et sous ma propre responsabilité, par l'épargne ou l'assurance, les précautions nécessaires en vue des vicissitudes de la vie. Elle est étrangère quand je me décharge de ce poids sur les autres. La prévoyance étrangère peut de son côté se produire volontairement, soit que j'emprunte, soit que j'aie recours à la bienveillance ou à l'aide solidaire de la famille ou d'une autre communauté, qui en revanche compte sur moi si un autre membre a besoin d'aide. Pour le reste, la prévoyance étrangère est une contrainte qui (sinon elle ne serait évidemment pas nécessaire) sera ressentie par ceux qui y sont forcés comme une charge imposée par les moyens autoritaires de l'État. Elle porte par là, absolument avec raison, le nom de *charge sociale* et est pratiquement identique à la charge fiscale.

Il est bien évident que le mot d'ordre « affranchissement de la misère » n'est pas entendu comme un appel à une prévoyance personnelle plus diligente, à l'épargne et à l'assurance. Ni Roosevelt, ni les millions d'hommes qui ont adopté ce mot ne l'ont entendu en pères de famille bourgeois. Naturellement, seule la prévoyance étrangère était ici réclamée, c'est-à-dire cette prévoyance de grande ampleur qui repose sur la contrainte par l'État. Mais l'affranchissement de la misère ne signifie alors qu'une seule chose, à savoir que certains consomment sans produire, tandis que d'autres produisent mais sont contraints par l'État à ne pas consommer une partie de leur production. C'est le fait pur et simple que nous devons tenir pour indiscutable.

Trois choses s'en dégagent avec une clarté suffisante. Premièrement, nous voyons de nouveau combien est irréflechie l'opinion selon laquelle il y aurait une espèce de quatrième dimension permettant de satisfaire la prétention de n'importe quelle couche de la population d'être protégée contre un état nécessaire vrai ou supposé tel. On ne peut donner à l'un, on ne le redira jamais assez, qu'en prenant à l'autre, et lorsque nous parlons de l'aide apportée par l'État, nous avons toujours en vue l'argent d'un autre, le résultat de ses peines, ses économies.

Et nous en arrivons au deuxième point auquel notre analyse du problème de la prévoyance nous conduit. Si en effet l'État-Providence moderne n'est rien d'autre qu'un système de prévoyance s'étendant toujours davantage, réglé par l'État, il est évident qu'il entre, ce faisant, en concurrence avec les autres moyens de prévoyance d'une société libre: la prévoyance personnelle par l'épargne et l'assurance et la prévoyance mutuelle ou familiale volontaire. Plus la prévoyance autoritaire s'étend, plus restreint devient le domaine de la prévoyance personnelle ou mutuelle, car d'une part la faculté d'adhérer à ce système naturel s'amenuise d'autant et d'autre part le danger grandit de voir la volonté d'une telle adhésion à la prévoyance individuelle se paralyser. Mais il y a plus grave:

il est clair qu'on ne pourra guère s'arrêter sur cette route, car plus la volonté et la force nécessaires pour recourir à la prévoyance individuelle et à l'assistance volontaire sont battues en brèche par l'État-Providence, plus le besoin deviendra pressant d'une extension de la prévoyance collective d'État, entraînant la paralysie croissante de la prévoyance individuelle et du secours volontaire. Le serpent ici aussi se mord la queue.

Ceci contient un avertissement pressant concernant un point critique dans l'évolution de l'État-Providence, qu'il faut éviter de toutes ses forces. Mais si ce point est malheureusement déjà atteint, rien ne doit être négligé pour arriver à un démantèlement de l'État-Providence aux dimensions colossales et pour étendre, en dépit de l'extraordinaire résistance politique et sociale, la zone de la prévoyance volontaire individuelle et mutuelle.

Les motifs exposés ici devraient suffire à montrer que, si nous aspirons à une société saine et équilibrée, cette extension est l'une des tâches les plus pressantes de notre temps, car c'est précisément ici que se séparent les voies d'une société libre et d'une société précollectiviste.

Nous avons ainsi devant les yeux un panneau indicateur où on ne lit qu'une seule direction: moins d'État-Providence, davantage de responsabilité individuelle et de prévoyance mutuelle volontaire! Mais (et j'en arrive au troisième point) personne ne doit se leurrer sur le fait que, malgré tout, le problème de la prévoyance ne peut être résolu de nos jours sans un minimum de prévoyance réglementée par l'État – rentes des vieux, assurance maladie, assurance accidents, assistance aux économiquement faibles, assistance chômage, toutes ces institutions qui nous sont devenues aussi familières que les gares et les guichets de poste, doivent garder leur place dans la représentation que nous nous faisons d'un système de prévoyance sain, si peu qu'elles puissent réchauffer notre cœur. Leur nécessité fondamentale n'est pas mise en doute. Mais ce dont nous doutons, c'est de leur modération, de leur organisation et de l'esprit qui les anime.

Mesure, organisation et esprit présidant à l'institution de ce minimum de prévoyance autoritaire et étatique seront en premier lieu à déterminer en fonction du but auquel ce minimum doit servir. Ceci est le point où les esprits se séparent définitivement.

Individualisme s'oppose ici à collectivisme, liberté à concentration du pouvoir, décentralisation à centralisation, spontanéité à organisation, mesure humaine à technique sociale, sens des responsabilités du bon père de famille à peur des responsabilités de l'homme « massifié » moderne. Ce pourquoi nous devons nous décider n'a plus besoin d'être exprimé et motivé. Le but de ce minimum de prévoyance autoritaire et étatique ne peut consister en un mauvais usage du pouvoir fiscal en vue de l'édification d'un système général de prévoyance des assujettis. Encore moins en un aplatissement des différences de revenus et de fortunes sous le prétexte de la prévoyance pour les faibles. Il n'est pas nécessaire de répéter sur quelle route nous nous embarquerions dans ce cas. C'est celle d'une vraie révolution sociale avec ses conséquences incalculables.

Si nous ne voulons pas cela, le but ne peut alors consister qu'à donner à ceux qui sont vraiment faibles et dépourvus de secours un soutien, un terrain ferme qui les préserve de sombrer dans une plus grande misère, ni plus ni moins. L'aide ainsi accordée ne doit intervenir que subsidiairement, en remplacement de la prévoyance personnelle et mutuelle qui n'est pas partout suffisante, mais non pas comme la forme normale de satisfaction des besoins de prévoyance. Nous pourrions précisément juger qu'à cet égard la mesure équitable n'est pas dépassée par le fait qu'une telle satisfaction du besoin minimal d'assurance n'affaiblit pas la volonté de prévoyance individuelle et mutuelle. Les expériences qui ont été faites en Suisse et aux États-Unis laissent apparaître, malgré l'institution d'une assurance vieillesse obligatoire et comprenant tout le monde, une augmentation sensible de la somme globale de l'épargne et des assurances individuelles. Elles prouvent par là qu'une telle évolution heureuse est possible,

comme par contre les pays modèles de l'État-Providence extrême (Grande-Bretagne et pays scandinaves) fournissent d'une manière visible l'exemple inverse¹⁶. Si nous tirons le bilan de toutes ces réflexions, il se révèle sans doute que le problème de la prévoyance d'une société libre n'est pas en premier lieu une affaire de technique de la sécurité et de l'administration sociales, encore moins d'opportunité politique, mais une question de philosophie sociale correcte. Avant de faire des mathématiques de rentes, nous devons avoir clairement devant les yeux un symbole de la société saine; alors seulement nous savons comment nous devons répartir les poids dans la balance, si nous devons aviver le sens des responsabilités et l'esprit d'épargne de l'individu et la cohésion naturelle de petites communautés, par-dessus tout de la famille, ou si nous devons pousser plus avant la tendance déjà presque irrésistible de notre temps à la collectivisation, à la toute-puissance de l'État, à la mécanisation de l'organisation, à un état tutélaire de l'homme. Il ne peut nous échapper qu'en définitive lorsque nous réfléchissons sur la direction où nous voulons nous engager, nous devons choisir entre individu et famille d'un côté et collectivisme de l'autre ou, pour le dire d'une façon simple et claire, entre le climat de la liberté et celui de son contraire.

Il serait inconsidéré de se fermer à ces considérations. Elles sont nécessaires, si nous voulons savoir dans quelle direction marcher, tandis que nous nous décidons de telle ou telle autre façon pour chaque question particulière de technique de la politique sociale. Si nous croyons ne pas pouvoir éviter certains pas dans cette direction périlleuse,

16. Cf. Chester C. Nash, « The Contribution of Life Insurance to Social Security in the United States », *International Labour Review*, juillet 1955. Des chiffres correspondants pour la Suisse : E. Marchand, « Le Développement de l'assurance en Suisse », *Journal des Associations Patronales*, 1906-1956. Le fait qu'en 1953, la dernière année pour laquelle on trouve de tels chiffres, les paiements des compagnies d'assurances aient dépassé de près de cent millions de francs suisses les versements de l'assurance vieillesse et de l'assurance-décès, illustre ces conditions.

nous devons du moins les faire avec répugnance, dans la conscience que nous nous décidons pour un mal nécessaire, et dans la certitude que les dangers sur cette route augmentent à chaque pas. Nous ne devrions pas le faire sans avoir une idée très claire de ce qui est la règle et de ce qui est l'exception, de ce qui est une norme saine et de ce qui est une déviation toujours croissante. Notre idéal doit être, si nous tenons sérieusement aux ultimes fondements de notre culture, la responsabilité laissée à chacun de subvenir à ses besoins, l'image de la « maison bien organisée » que nous ne pouvons pas abandonner sans ébranler les fondements mêmes d'une société libre et sans ne nous différencier du communisme que par une question de degré.

Nous n'avons en aucun cas le droit de nous laisser tromper par la prétexte qu'il n'est plus possible aujourd'hui d'accorder la primauté à la prévoyance individuelle et mutuelle organisée et de réduire la prévoyance par l'État à un minimum subsidiaire. C'est un défaitisme qui n'agit pas de façon plus convaincante du fait qu'en règle générale on le rencontre là où l'on peut à peine cacher son aversion pour ce chemin. Il fait partie de cette espèce de fausse résignation qui, tout en capitulant devant des faits prétendus impossibles à changer, contribue à donner une propre justification. Si l'on part du principe qu'une solution du problème de la prévoyance des grandes masses n'est possible aujourd'hui que par une prévoyance collective autoritaire, et que l'extension de la zone de prévoyance individuelle est une illusion, on surchargera la prévoyance règlementaire de telle sorte que les masses accablées par les contributions et les impôts, et rassurées en ce qui concerne la prévoyance, n'auront ni la possibilité ni la force de recourir à la forme personnelle de cette prévoyance. Ainsi suffit-il d'organiser la prévoyance autoritaire de façon suffisamment radicale et universelle pour pouvoir déclarer triomphalement que la prévoyance individuelle est tout au plus un beau rêve. Mais ce que l'on prouve ainsi est malheureusement le fait, qui nous est déjà familier, que

l'État-Providence possède une tendance fâcheuse à entrer dans un cercle vicieux que nous devons fuir.

Il serait étonnant qu'on n'aille pas jusqu'à vouloir représenter la prévoyance individuelle des grandes masses non seulement comme désespérée, mais encore comme catastrophique sur le plan économique. Le système économique moderne ne pourrait, prétend-on, absolument pas digérer une telle ampleur de l'épargne. Afin qu'une « super-épargne » ne se produise pas, étouffant l'économie dans la déflation, la dépression et le chômage, il faut, prétend-on toujours, absorber les capitaux entassés dans des investissements convenables. Mais nous demandons d'où viendrait cette super-épargne et comment on peut déterminer au préalable son ampleur. La réponse est que nous avons affaire ici à une exagération grossière à la Keynes et à une simplification; et il est dommage que nous ne puissions plus entendre l'opinion du directeur d'assurances Keynes, sur cette tentative de se servir de sa doctrine contre le désir des hommes d'obtenir la sécurité au moyen de l'épargne et de l'assurance.

On oublie manifestement que pour que la généralisation de la prévoyance puisse se produire, il faut d'abord un revenu moyen élevé, qui prend naissance dans un niveau élevé de la productivité économique. Mais ce niveau a pour condition une croissance réelle, sans le secours artificiel du coup de fouet de l'inflation, croissance qui dépend elle-même d'investissements élevés correspondants, qui doivent être couverts par une épargne véritable pour qu'il n'y ait pas d'inflation. Dans la mesure où nous pouvons compter sur une quote-part croissante d'épargne comme résultat d'une quote-part croissante de la prévoyance individuelle, nous avons besoin de cet excédent d'épargne, pour éviter que le revenu global, dont le montant doit être déterminé au préalable, repose sur les fondations chancelantes d'investissements financés d'une façon inflationniste. À ceci s'ajoute qu'une partie non négligeable de la prévoyance individuelle (j'ai déjà attiré l'attention sur ce point) se joue dans un domaine où la question de

l'équilibre entre épargne et investissement ne se pose pas *a priori*, à savoir là où il s'agit de l'accession à la propriété sous forme d'une maison et d'un jardin en tant qu'une des formes les plus importantes et les plus réjouissantes de la prévoyance individuelle. N'est-il pas insensé de parler ici du problème de la compensation de l'épargne par l'investissement ?

Pour l'exprimer de façon concrète, on aurait déjà beaucoup gagné si dans un pays comme l'Allemagne, par exemple, la prévoyance individuelle avait atteint le même degré qu'en Suisse ou aux États-Unis. Mais ici comme là-bas, le souci est l'inflation et non pas la déflation. Bien que la Suisse soit la terre classique des épargnants, des possesseurs de polices d'assurance et des caisses privées de retraites, l'épargne ne suffit pas à freiner la tendance inflationniste et à soutenir les plans d'investissements. L'ampleur extraordinaire de l'épargne suisse n'a pas conduit au problème de savoir comment préserver les investissements d'être en retrait par rapport à l'épargne, et ce faisant supprimer les tendances déflationnistes. Le problème lui-même est démasqué : c'est un faux problème qui doit nous mener dans l'enclos de la prévoyance réglementée par l'État. De même que l'épargne en Suisse et aux États-Unis est montée avec la croissance économique, de même elle est en même temps le fondement de la croissance non inflationniste ultérieure¹⁷.

Mais la prévoyance réglementée par l'État n'a-t-elle pas sur la prévoyance individuelle au moyen de l'épargne et de l'assurance ce gros avantage qu'il est ici possible de

17. La pensée que la prévoyance par la formation de la fortune privée était interdite aux masses du fait des lois de l'économie politique, et qu'elle devait rester le privilège de quelques-uns, ne pouvait pousser que sur le terrain d'un keynésianisme vulgaire. Je me suis exprimé là-dessus en détail dans mon essai : « Das Problem der Lebensvorsorge in der freien Gesellschaft » (*Individual und Sozialversicherung als Mittel der Vorsorge*, Bielefeld, 1956), et je me réjouis de pouvoir renvoyer à l'analyse claire et soignée de Hans Willgerodt, « Das Sparen auf der Anklagebank der Sozialreformer », *Ordo-Jahrbuch*, IX, 1957, pp. 175-198.

renoncer à une accumulation préalable de capitaux, de se procurer des moyens au fur et à mesure des besoins et de vivre ainsi au jour le jour ? Cela n'est-il pas bien plus simple et n'atteint-on pas de cette façon une prévoyance des masses bien plus large et bien plus étendue ?

Quoique ce procédé simple, que l'on a coutume d'opposer, sous le nom de *procédé de répartition*, au procédé de la couverture en capitaux, puisse être utilisé avec profit pour l'aide mutuelle spontanée des moindres groupes, il est cependant évident qu'il est réservé en grande partie, en tant que fondement de la prévoyance des masses, à l'État nanti de pouvoirs discrétionnaires. Cependant cela est tout sauf un avantage. Il ne suffit pas de se référer à cette thèse élémentaire selon laquelle les rentes payées doivent dans tous les cas être réellement couvertes par la production en cours. Bien plus (et nous fournissons ici une précision très importante de cet axiome que nous avons mis en lumière plus haut), un autre fait ne doit pas être oublié : l'ampleur de la production en cours est fixée d'une façon déterminante par les investissements qui ont été faits au préalable, et qui doivent en règle générale, pour ne pas tourner à l'inflation, être couverts par une épargne suffisante.

Ainsi un système de rentes, reposant sur l'accumulation des capitaux, prend une part essentielle à la formation du capital économique, dont dépend l'ampleur de la production du moment, et agit aussi sur l'accroissement de la richesse économique avec laquelle les rentes, traduites en biens, sont payées. Un système de rentes par contre, basé sur le procédé de répartition, tarirait cette source de capitaux et, si une compensation ne peut être trouvée, empêcherait la croissance du produit social. Mais plus ce système est étendu, moins on peut compter sur une telle compensation. S'il n'est pas facile d'accepter que l'assurance sociale authentique et traditionnelle puisse mettre en péril la prévoyance individuelle et, ce faisant, la formation des capitaux, elle comble du moins cette lacune par l'épargne collective. Un système de rentes reposant par contre sur le procédé de répartition, conserverait les

inconvenients d'un système affaiblissant la prévoyance individuelle, sans compenser par l'épargne collective, le déficit qui en résulte sur la formation des capitaux.

Il est difficile d'imaginer une combinaison plus épineuse. Mais, dans une démocratie de masse, il est très tentant de suivre cette voie, parce qu'elle permet d'organiser un système de prévoyance autoritaire embrassant tout et promettant à tous une pension suffisante, sans se laisser arrêter par les limites gênantes imposées par la couverture des capitaux. La tentation est d'autant plus grande qu'en même temps un ajustement constant des pensions aux augmentations de salaires et de prix, qui progressent de pair avec l'inflation chronique, peut être opéré. C'est un signe des temps alarmant que des hommes politiques allemands aient succombé, en dépit de tous les avertissements, à cette tentation, mais il est à craindre que cet exemple fasse rapidement école¹⁸.

Cependant, des considérations de cet ordre, si nécessaires qu'elles soient malgré leur aspect technique rébarbatif, recèlent le danger de boucher la vue sur les grandes questions, que l'on ne doit à aucun moment oublier quand on étudie l'évolution de l'État-Providence moderne. Il semble donc indiqué d'y revenir encore, ne serait-ce que pour les rappeler en conclusion. Il y a principalement deux idées qui doivent être bien comprises.

La première nous est déjà suffisamment familière. On ne peut jamais totalement saisir l'enjeu d'aujourd'hui si on ne comprend pas clairement que ce qui est en marche sous le nom d'État-Providence est sur le point de changer notre société dans un sens bien déterminé : étouffer ce qui est au-dessus de la moyenne au nom de l'égalité et de la médiocrité. Le *common man* est (c'est dans cette direction que nous allons) déchargé de sa responsabilité tandis que le *uncommon man* est frustré de son envie d'agir. Mais comme

18. J'ai expliqué le problème d'une échelle mobile des rentes (nommée en Allemagne rente « dynamique », et réalisée au printemps 1957 avec des atténuations) dans les articles qui viennent d'être mentionnés.

les capacités supérieures à la moyenne constituent la véritable condition de la production et sont en même temps si clairsemées qu'elles ont besoin des soins les plus vigilants et des plus grands encouragements, on peut se représenter l'avenir que cette voie nous réserve. Les perspectives sont d'autant plus sombres que les maîtres de l'empire communiste sont suffisamment adroits pour encourager et récompenser les capacités supérieures ; à la moyenne, bien que (et voilà qui doit nous rassurer) celles-ci ne se développent pas dans cette cage dorée. Ce que Charles Morgan écrivait il y a quelques années est resté vrai : « Le véritable crime que l'on peut commettre contre une société aussi appauvrie que la nôtre ne consiste pas à être plus heureux, plus capable, plus sain ou plus entreprenant que les autres, mais à être une médiocrité sans liberté, qui se laisse nourrir par l'État¹⁹. »

Quant à la deuxième idée, essayons de la faire comprendre par un symbole simple. Rendons-nous en esprit devant l'une des œuvres les plus grandes de l'art occidental, les peintures dont le Tintoret a orné les salles de la fraternité de Saint-Roch (Scuola di San Rocco) à Venise, une de ces communautés d'assistance de l'Église qui, dans la république commerçante de l'Adriatique, ont résolu à la façon de leur temps le problème de l'assistance aux faibles et sans lesquelles la ville des lagunes aurait difficilement tenu un siècle sans révolution. Au sacrifice de la fraternité correspond celui de l'artiste qui n'a exigé, conformément à la tradition, aucun honoraire pour son œuvre géante. Si nous faisons la supposition qu'il y ait aujourd'hui un peintre du rang du Tintoret, pourrions-nous imaginer qu'un service de l'État-Providence lui fasse orner ses locaux ? Pourrions-nous imaginer un Tintoret, emporté par sa mission, s'abandonnant dans l'oubli de son œuvre pour la louange de Dieu, de la beauté et de l'amour du prochain ?

Cruelles questions. Mais en revanche nous avons, nous, l'État-Providence moderne.

19. Charles Morgan, *Liberties of the Mind*, Londres, 1951, p. 122.

3. État-Providence à l'échelon international

Cependant, quelles que soient les critiques que nous avons à formuler à l'égard de l'État-Providence, ce sont des problèmes indiscutables, et qu'il s'efforce de résoudre. Il y a des « économiquement faibles » auxquels les « économiquement forts » doivent apporter assistance, et il y a des riches et des pauvres entre lesquels aucun abîme ne doit s'ouvrir. Si cela est valable pour les rapports entre les individus pourquoi ne le serait-ce pas aussi entre tous les peuples? N'y a-t-il pas aussi parmi eux des « pauvres » et des « riches », des « économiquement arriérés » et des « privilégiés »? Un droit de « compensation » ne se justifie-t-il pas ici aussi pour des raisons plus ou moins plausibles? Pourquoi n'y aurait-il pas alors un État-Providence à l'échelon international, avec des nations qui donnent de gré ou de force, et d'autres qui reçoivent?

Cette idée est en effet séduisante et n'est d'ailleurs pas nouvelle. Nous l'avons déjà connue sous la forme fasciste et national-socialiste d'une revendication des *Have nots* à l'égard des *Haves*, depuis quelques dizaines d'années, et nous nous souvenons de la véhémence avec laquelle Mussolini enflamma une « lutte des classes » des « peuples prolétaires » contre les peuples « possédants » et « rassasiés », et des nazis réclamant « l'espace vital »²⁰. Mais tandis qu'il s'agissait alors de nations industrielles développées se prévalant du droit à un partage correct des sources de matières premières et des régions habitables des « pays sous-développés », ce sont maintenant ces pays eux-mêmes qui lancent un appel à la « justice sociale » internationale. Si là comme dans les pays occidentaux le développement économique des « pays sous-développés » est devenu un mot d'ordre dépassant en

20. J'ai discuté, dans mon livre *La Communauté internationale* (op. cit., pp. 107-122), cette forme aujourd'hui à peu près oubliée de la revendication de l'égalité internationale, et je l'ai critiquée avec la vigueur nécessaire.

importance la plupart des autres problèmes de notre époque, il ne faut pas méconnaître qu'il y règne le même ton passionné auquel l'État-Providence national nous a déjà familiarisés²¹.

Nous entendons dans ce ton la prétention de rattraper l'avance en richesse des autres, une aspiration à la compensation, qui fait résonner clairement, sur le plan des différences de prospérité de peuples entiers, le même leitmotiv de la convoitise que ressentent les *underprivileged* à l'égard des « privilégiés », et qui a conduit sur le plan national à l'idée et à la pratique de l'État-Providence. Quiconque suit attentivement la discussion actuelle au sujet de l'évolution des pays « sous-développés » ne peut pas ne pas entendre la voix qui exprime l'exigence, les réclamations, les ressentiments de ceux qui se croient « déshérités » ; d'un côté l'envie, et de l'autre côté la peur devant l'envie et le ressentiment (et son exploitation par le communisme). C'est conformément à cela que le programme de « développement » trouve dans les pays occidentaux un appui particulier auprès de ceux qui sont les partisans du programme de l'État-Providence, de l'économie planifiée et du cours collectiviste et inflationniste de la politique économique ; et la mise en valeur des pays sous-développés devient à cet égard l'un des domaines les plus importants que les représentants de ces idéologies se sont choisis²².

Il nous faut leur rétorquer qu'ils font emploi avant tout et de façon imprudente d'une analogie inadmissible. Ils oublient qu'on ne peut placer sur le même pied des peuples

21. W. Röpke, *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles*, op. cit., pp. 165-220.

22. Représentatif de cette orientation : C. Myrdal, *An International Economy*, New York, 1956 (Cf. la critique par P. T. Bauer, *Economic Journal*, mars 1959, et ma propre critique dans le *Erhard-Festschrift*, « Wirtschaftsfragen der freien Welt », 1957, p. 493 et suiv.). Le rôle que joue ici l'envie, comme dans le cas de l'État-Providence, est appuyé à juste titre par Helmut Schoeck, *Der Masochismus des Abendlandes*, dans la collection « Europa-Besinnung und Hoffnung », édité par A. Hunold, Erlanbach-Zürich, 1957.

et des individus, sans se rendre coupables d'une fausse conclusion très courante, que nous caractérisons de *fallacy of misplaced concreteness* ou d'anthropomorphisme politique²³. Ils négligent en outre le fait qu'il ne s'agit pas ici de prévoyance et de justice sociale à l'égard des risques, mais de la revendication de ceux qui ont le moins de succès sur le plan économique à la prospérité de ceux qui en ont davantage.

Ils n'ont donc pas en vue le caractère révolutionnaire légitime du mot d'ordre de l'État-Providence, mais un caractère illégitime, sans être assez honnêtes pour l'exprimer nettement. Ils ne réfléchissent pas non plus qu'une telle égalisation internationale de la prospérité ne peut être atteinte que par la contrainte d'un État international, cependant qu'ils devraient admettre qu'il est utopique de compter sur la réalisation d'un gouvernement mondial. Mais surtout ils méconnaissent le problème devant lequel se trouvent les pays sous-développés aspirant au développement économique. Nous nous approchons de l'état de fait difficilement définissable lorsque nous disons: un tel pays s'efforce de répéter le processus de la croissance économique, que la Grande-Bretagne a suivi la première à l'époque de la révolution industrielle et que chaque pays a répété à tour de rôle. Nous commençons à mieux comprendre aujourd'hui la nature de ce processus. Il nous apparaît avant tout clairement combien les débuts doivent être difficiles et riches en sacrifices et combien diverses sont les conditions préalables qui déterminent la progression et le succès du développement. Les questions primordiales qui se posaient alors à l'Angleterre, dans sa première jeunesse capitaliste, comme dans tous les autres cas ultérieurs des pays industriels du continent, les États-Unis, le Canada et tous les autres pays y compris la Russie, s'expriment comme suit: d'où viendra le capital nécessaire? D'où viendront les ouvriers dont l'industrie a besoin? D'où viendra l'esprit d'entreprise avec son initiative et son talent pour la conduite de l'industrie, indispensable au dynamisme

23. W. Röpke, *La Communauté internationale*, op. cit., pp. 81-83.

de l'économie industrielle moderne? D'où viendra l'expérience technique, dont la nécessité absolue n'est pas moins évidente? Et enfin d'où viendront les excédents agricoles nécessaires à la subsistance d'une population industrielle et d'une population urbaine croissantes?

C'est chez le pionnier de l'État industriel moderne, en Grande-Bretagne, que les choses ont été les plus difficiles à tous égards, parce qu'elle était réduite à elle-même. Cela est surtout valable pour le problème de la réunion des capitaux nécessaires au démarrage du développement économique. Ici, il s'agissait d'assurer le « démarrage critique » du développement industriel, sans apport sensible de capitaux extérieurs, et de réaliser par ses propres moyens la formation des capitaux nécessaires à la fabrication des machines, à la construction des usines, voies ferrées et ponts, et aux autres investissements, c'est-à-dire de racheter par la limitation de la consommation d'une population encore pauvre, et par d'autres difficultés, les rigueurs et les privations. Ce prix du « démarrage critique », du coude nécessairement serré de la courbe montante de l'apport des capitaux, à un stade où le fruit du développement sous la forme de l'augmentation du produit social n'est pas encore mûr, est, dans le cas de l'Angleterre, ce que nous sommes habitués à caractériser, sous l'influence de la propagande marxiste et d'une tradition des théoriciens de l'économie (dont le caractère exclusif est aujourd'hui seulement surmonté), du nom de « misère du capitalisme de la première heure ».

Celui qui se garde de tomber d'un extrême dans l'autre, et éprouve un certain sentiment de crainte²⁴, en dépit

24. La collection que fait paraître F. A. Hayek, *Capitalism and Historians*, Chicago, 1955, fournit une bonne idée du travail de correction des historiens modernes de l'économie. Je me suis étendu dans mon article « Der Kapitalismus und die Wirtschaftshistoriker », *Neue Zürcher Zeitung*, n°614 du 16 mars 1944, sur le fait que la balance penche davantage dans l'autre direction. Nous pouvons en vérité supputer que le prolétaire des temps passés avait plus de viande et de bière que nous ne l'avons cru jusqu'alors, et que tout n'était pas si mauvais, matériellement parlant

des corrections apportées par les historiens modernes, à l'égard de ce capitalisme de la première heure, doit s'efforcer de juger froidement, maintenant que ce phénomène de l'« industrialisation autarcique » se répète dans plusieurs pays sous-développés d'aujourd'hui. Nous comprenons mieux que naguère que la période de la limitation, pour le moins relative, de la consommation des masses, en vue d'une augmentation rapide de la formation des capitaux intérieurs, est la condition indispensable du développement économique d'un pays qui ne dispose pas d'aide financière extérieure. Le « capitalisme » anglais a dû pour ainsi dire s'affamer, et il n'est pas étonnant que la révolution industrielle de la Grande-Bretagne n'ait pas été accompagnée immédiatement de cette augmentation des revenus des masses que les nouveaux miracles techniques permettaient d'espérer. Il n'en est que plus étonnant que même dans ce cas, où la terre pilote de l'industrie, avait à combattre d'énormes difficultés, on ait réussi à dépasser le stade de ce « démarrage critique », à élever constamment la prévoyance des masses et à améliorer continuellement les conditions de travail à l'origine si accablantes, sans les privations terribles et longtemps assez stériles du communisme russe, sans camps d'esclaves, police secrète, ni cachots d'exécution.

Avec cette allusion au communisme russe, le point crucial apparaît maintenant. Si en effet le début a été difficile en Angleterre, où le problème essentiel de la réunion

(bien que la moitié seulement aurait déjà été, à mon avis, suffisamment mauvaise). Cependant ce qui fut décisif, c'est qu'ils ont été, dans le sens le plus large et le moins réjouissant, des prolétaires, et qu'ils apparurent alors pour la première fois en masse sur la scène de l'histoire, en même temps que leurs contraires, les « capitalistes ». Les historiens modernes de l'économie et de la société seraient bien avisés s'ils partageaient et approfondissaient le sentiment qu'éprouvent leurs contemporains pour ce qui leur apparaît comme une catastrophe. Beaucoup de choses, et non parmi les moins importantes, de celles que nous considérons comme faisant partie de notre crise de culture, ont commencé jadis, et il est difficile de rendre blanc ce qui est noir. Si l'on ne parle pas de cela, une partie de la discussion reste obscure.

des capitaux devait être résolu en ne comptant que sur soi, d'autant moins grandes furent pourtant les difficultés des autres pays qui se développèrent en suivant l'exemple anglais, les États de l'Ouest, du Centre de l'Europe, les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Argentine ou le Canada. Leur ascension économique fut d'autant plus facile qu'ils purent s'appuyer davantage sur l'accumulation des capitaux déjà réalisée dans les terres pilotes du monde industriel (d'abord en Angleterre puis dans les pays venant immédiatement après elle), et sur les expériences économiques et techniques de ces pays, pour peu, comme ce fut le cas pour la plupart, qu'ils remplirent les autres conditions du développement économique.

Tout cela s'accomplit sans bruit, sans qu'on eût à en faire un problème, sans organisation, programmes, conférences, comités de fonctionnaires internationaux, sans remords de conscience moraux ni politiques des pays déjà « développés », sans appréhension de leur part, des suites possibles d'une aide insuffisante, et de la part des « sous-développés », sans les remords et la crainte de la mendicité, des menaces, ou du chantage. On ne se confondit pas en compassion pour les pauvres diables dans les prairies américaines, dans les buissons australiens ou dans les pampas d'Argentine ; faisant confiance à leur valeur et à leur fidélité aux engagements, on leur prêta à 5 % et on s'aperçut que les deux parties y trouvaient leur compte. Mais le préalable naturel, et par conséquent indiscuté, avait toujours été celui des conditions et des institutions qui justifiaient cette confiance et liaient librement et fortement les pays développés et les pays « sous-développés » : la liberté de circulation des marchandises sur le plan international, la liberté des capitaux, des hommes et des idées, l'État juridique, l'économie commutative, le respect de l'argent et tout ce qui s'y rattache.

Or le communisme russe a été le premier grand exemple montrant qu'un pays aspirant au développement et choisissant un système d'économie et de société incompatible avec ces conditions de l'aide librement consentie par

les pays déjà développés rend ce développement impossible. S'il persiste à vouloir cette évolution, il se condamne lui-même à prendre le chemin extraordinairement riche en sacrifices de l'industrialisation autarcique d'après le modèle anglais. Ce n'est qu'après un long laps de temps, pendant lequel les maîtres du Kremlin semblent avoir cru qu'ils pourraient échapper à cette logique rigoureuse, que le premier plan quinquennal de Staline commença, signifiant que cette logique était maintenant comprise. Comme on persévérait dans le communisme, on se décida non seulement pour la dure nécessité de faciliter le « démarrage critique » par les privations des consommateurs et des paysans russes, mais en même temps pour une méthode, la méthode collectiviste, qui augmenta jusqu'à l'infini les rigueurs d'un tel autofinancement national du développement, du fait des lourds désavantages de l'aide économique collectiviste.

Qu'est-ce que la « misère du capitalisme de première heure » de l'Angleterre, comparée aux terribles sacrifices de l'expérience communiste, et que signifie le court intervalle, pendant lequel les Anglais ont dû attendre l'élévation de la prospérité des masses et l'amélioration des conditions de travail, au regard des tribulations endurées par les masses de l'État soviétique tout au long d'une route dont on ne voit pas la fin ? Et n'oublions pas que c'est la méthode autarcique et collectiviste de Moscou qui a en même temps compliqué à l'extrême la solution de l'autre problème du développement, celui du ravitaillement de la population industrielle et urbaine croissante ! Tandis que le développement en Angleterre et dans les autres pays occidentaux a été accompagné d'une augmentation constante et élevée du produit de l'agriculture et de la mise en valeur des énormes réserves du sol du Nouveau Monde, permettant, par une économie mondiale libre de les mettre au service du ravitaillement des pays industriels, il s'est produit en Russie soviétique, précisément à cause de la méthode économique communiste, une chute de l'agricul-

ture qui, selon les statistiques russes et les déclarations des hommes au pouvoir, n'est toujours pas enrayée.

C'est l'affaire des pays sous-développés d'aujourd'hui de savoir s'ils veulent résoudre le problème primordial du développement économique, à savoir la réalisation des capitaux selon la méthode internationale et d'économie commutative de l'Occident ou celle, autarcique et collectiviste, de Moscou. S'ils suivent la première, le problème sera résolu par une aide financière d'économie commutative, c'est-à-dire libre, spontanée et gratuite, comme ce fut jusqu'ici le cas normal et naturel, et comme ça l'est encore pour le Canada et le Pérou. Mais s'ils troublent, par leur politique nationaliste et socialiste, les conditions de cette aide financière, ils n'ont aucun droit de se plaindre si cette aide échoue, et encore moins le droit de prétendre à la bienveillance internationale.

Ces pays sous-développés se mettent ainsi dans une situation où ils réclament d'autant plus fort et plus instamment cette sorte d'aide financière, que nous pouvons qualifier de politique et qui correspond à l'idée d'un État-Providence international.

Si les individus, dans les pays occidentaux, ne se fient pas suffisamment aux gouvernements des pays sous-développés pour leur confier de bon gré leurs économies, celles-ci leur sont prises d'autorité par l'intermédiaire de leurs propres gouvernements, sans dédommagement et à tout jamais, sous l'impulsion et les applaudissements de fonctionnaires internationaux qui, quant à eux, ne payent pas d'impôts.

Ne réussit-on pas, en raison de leur politique national-socialiste, à faire jaillir au bénéfice des pays sous-développés la source des capitaux de l'économie de marché? Force est alors de creuser le puits politique, de la surface duquel on pompera à grands renforts de conférences politiques, de propagande et de menaces plus ou moins voilées, les capitaux nécessaires, en courant le danger de le voir s'assécher par le feu des mêmes passions qui étaient à l'origine du tarissement de la source. Si l'on ne peut plus

s'adresser au marché et au capital privé, il faut alors mobiliser les gouvernements des pays occidentaux et par eux leurs contribuables.

C'est à ce simple état de fait que se réduit l'ampleur déconcertante de tout ce qui se trame dans ce domaine. Nombre de pays sous-développés se refusent à remplir les conditions dont dépend l'aide spontanée et gratuite des capitaux occidentaux. Ils veulent se réserver tous les droits et toutes les possibilités: l'imposition, l'expropriation, la contrainte en matière de devises, l'expulsion des créanciers étrangers, la discrimination en matière de participation aux actions ou autres mesures; et ils se refusent à payer en intérêts, dividendes et salaires le prix sans lequel, même dans les cas les plus favorables, cette aide ne peut être offerte. Ils n'en réclament que plus passionnément leur droit d'obtenir cette aide sans coup férir et au moyen de la contrainte que les gouvernements occidentaux doivent exercer sur leurs contribuables pour être à même de l'accorder. Et avec la même logique enragée les sommes que l'on exige n'en deviennent que plus fantastiques.

Il est d'autant plus nécessaire de renvoyer toujours à cet état de choses, qui enlève toute base à l'idée d'un État-Providence international: les pays sous-développés qui, par leur politique et les principes de leur ordre social et économique, remplissent les conditions préalables (le « climat » convenable), reçoivent le secours des capitaux occidentaux « par le marché », et heureusement, cette variété n'est pas encore éteinte. Les autres, par contre, qui ne les fournissent pas, ne peuvent s'en prendre qu'à eux des suites de cette carence. Comme on fait son lit, on se couche. Un pays veut-il obtenir « au moyen de la politique », en mendiant, bravant et forçant, le secours des capitaux, il ne peut s'autoriser du fait que sa situation désespérée lui en donne le droit. S'il fait du nationalisme et du socialisme la ligne directrice de sa politique, il doit en payer le prix. Sinon, il lui faut payer sa politique.

C'est l'alternative évidente. Nous ne devons pas nous en laisser détourner, pas même par allusion à des faits

indéniables, qui différencient aujourd'hui un grand nombre de pays sous-développés des cas normaux du passé. S'il est dit avec raison que c'est précisément la particularité des plus importants pays sous-développés d'aujourd'hui de souffrir d'une surpopulation sans exemple, on ne voit pas pourquoi ils devraient par-dessus le marché pratiquer une politique telle que les capitaux étrangers leur enlèvent tout souci et que cette situation ne fasse qu'empirer. L'Égypte en est devenue un exemple significatif. Si l'on fait valoir de façon aussi pertinente qu'à l'encontre des cas classiques de l'Occident, les conditions préalables essentielles d'une industrialisation font défaut à nombre de pays sous-développés – en particulier les hommes aptes à la direction d'entreprises et les ouvriers qualifiés –, on doit alors se demander si cela ne plaide pas pour l'abandon de l'idée d'industrialisation plutôt que pour l'obtention de cette industrialisation au moyen des méthodes du nationalisme et du socialisme.

4. Origine intellectuelle et morale de l'inflation chronique

Si nous revenons après cette digression à notre thème principal, il ne peut s'agir maintenant que de donner plus de clarté à l'étroite liaison qui existe entre l'État-Providence moderne et l'inflation chronique de notre temps, que nous avons déjà mentionnée. Nous n'y arriverons qu'en nous penchant sur cette inflation chronique et en la soumettant à une analyse détaillée.

Nous n'avons plus besoin de nous arrêter à la tentation de nier une telle inflation. Il va sans dire qu'elle frappe différemment chaque pays, selon l'énergie que les gouvernements et les banques mettent à la combattre. Elle présente tous les degrés de température possibles, depuis l'inflation « galopante » des pays où la monnaie brûle au doigt pour peu que la tentative (couronnée de quelque succès seulement dans les pays communistes) ne soit faite

de transformer l'inflation « ouverte » en inflation « refoulée »²⁵, en passant de l'inflation « modérée » de la plupart des pays sous-développés et des États-Providences caractérisés, à l'inflation « légère » de pays qui, comme la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest et la Belgique, ont le mieux réussi à dominer ce phénomène. Il résulte de ces différences de température selon les nations, d'épineux problèmes de circulation monétaire internationale dont il y aura encore lieu de parler. Mais personne ne nie plus, pas même ceux qui auraient un intérêt idéologique ou pratique à ignorer le problème de l'inflation, qu'il s'agisse d'un phénomène observable dans tous les pays.

Il faut souligner avec force que l'inflation mondiale actuelle ne s'est pas abattue sur nous soudainement, mais qu'elle est insérée dans une *inflation à long terme*. À part de courtes et insignifiantes interruptions, le monde se trouve depuis 1939, depuis plus de vingt ans, dans une marée montante d'accroissement constant de la monnaie en circulation et de continuel amenuisement du pouvoir d'achat de l'argent, à un point tel qu'on a déjà pu parler d'une « grande inflation ». Le dollar, le franc suisse, sans parler de la livre anglaise et des autres monnaies ravagées par la guerre, ont perdu dans cette période la moitié et plus

25. W. Röpke, *Offene und zurückgestaute Inflation*, *Kyklos*, I, 1947 ; W. Röpke, *Repressed Inflation*, *Kyklos*, 1947. Les « références monétaires » au moyen desquelles on écarte de temps en temps l'excédent du pouvoir d'achat accumulé par le « refoulement » de l'inflation en faisant l'opération d'échange de la monnaie font partie de la brutalité de l'inflation refoulée. Celle-ci n'a aujourd'hui de succès véritable que dans les pays communistes, du fait qu'elle présuppose une brutalité qu'on ne rencontre que là, la toute-puissance de l'État et de sa police. Comme l'exemple actuel de la Pologne nous l'enseigne, l'amenuisement de cette toute-puissance fait éclater la digue d'une façon analogue à la ruine du système national-socialiste d'inflation refoulée, système qui s'est effondré en même temps que le système politique en 1945. L'inflation, nous voulons dire l'inflation refoulée, qui est la pire de ses formes, est identique dans tous les pays communistes, et provient nécessairement, en opposition avec le monde occidental, de la nature de l'ordre économique. Inflation et collectivisme sont liés l'un à l'autre de façon inamovible (Cf. W. Röpke, *The Problem of Economic Order*, Le Caire, 1951, p. 29 à 35).

de leur valeur initiale, comparativement à l'augmentation générale des prix des marchandises, et la fin de ce processus n'est toujours pas en vue. Au cours de l'histoire, des inflations ont toujours frappé tantôt l'une, tantôt l'autre nation. Cependant, dans les temps modernes, il est arrivé quatre fois que la détérioration de la monnaie ne se soit pas limitée à quelques nations, mais qu'elle se soit étendue pour ainsi dire à l'ensemble du monde économiquement développé: au moment où la flotte américaine rapportait l'argent du Mexique, à l'époque de la Révolution française et des guerres napoléoniennes, pendant et après la Première Guerre mondiale et finalement à notre époque. Si toutes ces inflations furent autant de catastrophes, il est de plus en plus opportun de se demander si la dernière, la nôtre, n'est pas la plus grande. Elle se distingue effectivement de toutes ses devancières par la particularité d'être un précédent sans exemple dans l'histoire²⁶.

Premièrement, nous avons éprouvé pour la première fois ce que signifiait une inflation qui devient comprimée, d'une manière inconnue autrefois parce qu'elle présupposait une étendue du pouvoir de l'État inconnue jusqu'alors, dans la forme particulière d'une inflation refoulée. Cela ne signifie rien d'autre si ce n'est que la combinaison inflation et collectivisme est restée réservée à notre temps. Autrement dit: elle est la première grande inflation de notre époque collectiviste.

À ceci est liée la deuxième nouveauté: il s'attache à cette vague inflationniste de notre époque, pour la première fois, clairement et presque exclusivement, le caractère d'une inflation sortie des idéologies, des énergies et des desiderata de la démocratie moderne de masse elle-même. C'est une *inflation socio-démocratique* et, par là, en passe de donner raison à la prophétie formulée il y a plusieurs dizaines d'années par un remarquable sociologue américain: « Nous ne savons pas encore s'il sera possible de lier au suffrage universel ce degré de sécurité pour les

26. A. J. Brown, *The Great Inflation 1939-1951*, Londres, 1955.

institutions de la propriété, que réclament l'équité et la vraie civilisation, et l'inflation sera la forme la plus habituelle et la plus sournoise de ce danger²⁷. »

Ceci nous amène à la troisième caractéristique essentielle, qui est le propre de notre « grande inflation » : elle n'est pas une portion de temps clairement délimitée à laquelle un retour décisif à la stabilité monétaire fixe un terme, mais plutôt l'aggravation aiguë d'un processus de maladie chronique entretenue par les tendances actives et durables de notre époque, et qui est par là difficilement susceptible de guérison rapide et éprouvée. Si l'inflation des temps présents est étroitement liée à quelques-unes de ses idées tenaces et de ses forces, à quelques-uns de ses postulats et institutions, il faut, pour la vaincre, agir sur ses causes profondes. Elle n'est pas un simple désordre des finances dont on puisse triompher en appelant un spécialiste des questions financières, mais une maladie morale, un désordre de la société. Elle aussi fait partie de ces choses qui doivent être comprises et changées au-delà de l'offre et de la demande.

Il nous est apparu dès le début de cet ouvrage que l'inflation de notre époque était une ironie amère de l'histoire. Elle s'est en effet produite en contradiction avec les pronostics les plus néfastes et avec la conception de politique économique qui en est sortie. Cette conception arrêtée sur la crainte de la déflation, et la lenteur avec laquelle l'erreur de sa prise de position a été reconnue et ouvertement avouée, sont devenues les causes importantes de la « grande inflation ». Cependant nous ne comprendrions pas le courant d'ensemble de la politique économique de la plupart des pays, après la guerre, le mélange d'économie planifiée, d'État-Providence, de politique de l'« argent bon marché », de socialisme fiscal et de politique du « plein emploi », qui doivent être

27. Irving Babbitt, *On Being Creative*, Boston, 1932 (cité d'après Russell Kirk, *The Conservative Mind from Burke to Santayana*, Chicago, 1953, p. 373).

rendus responsables de l'inflation, si nous ne tenions pas compte de la révolution de l'économie qui a fourni à la politique économique inflationniste ses pensées et ses mots d'ordre, et qui est avant tout liée au nom de l'économiste anglais Keynes.

Ce n'est pas le moment opportun pour montrer quels maillons particuliers (séduisants par l'esprit et l'élégance) constituent la chaîne des pensées à l'aide desquelles Keynes et ses élèves se sont élevés à des hauteurs hardies, sans prouver pourquoi cette chaîne est fragile²⁸. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est la conséquence que cette « nouvelle économie » a eue pour les fondements spirituels de l'économie de marché. Toute une génération d'économistes, pouvons-nous dire en résumé, a été dressée si exclusivement à opérer avec des grandeurs globales de circulation qu'elle en oublia ce qui avait formé, jusque-là, le contenu particulier de la théorie de l'économie politique et qui n'est jamais négligé impunément : l'ordre économique en tant que système de prix isolés, de salaires, d'intérêts et autres ordres de valeurs qui se déplacent et provoquent le mouvement. En passant par les rapports d'ensemble des fonctions enseignés par Keynes, on avait rejeté comme dépassé et sans intérêt le mode d'action du mécanisme économique se régularisant par les prix isolés, et développé une sorte de technique économique dans laquelle les équations mathématiques commencèrent à foisonner toujours plus abondamment. Si, autrefois, était considéré comme un bon économiste celui qui savait évaluer les forces économiques au fur et à mesure de leur action, et si le discernement, l'expérience et le raisonnement sain étaient jadis plus appréciés que la dextérité formelle dans le maniement de méthodes illégitimement transférées des sciences naturelles aux sciences de l'esprit, on vit apparaître de plus en plus au premier plan le type d'économiste sachant exprimer d'hypothétiques constatations sur les

28. W. Röpke, *Alte und neue Ökonomie*, dans la collection « *Wirtschaft ohne Wunder* », édité par A. Hunod, Erlenbach-Zürich, 1953, pp. 66-96.

rapports d'ensemble des fonctions, en des formules ou des courbes mathématiques.

Concurremment à cette nouvelle méthode, cette même génération d'économistes et de politiciens de l'économie a été élevée dans la conviction que l'épargne était dans le meilleur des cas inutile et dans le pire des cas dommageable, et que toute variété de politique économique était bonne, qui engendrait un accroissement de la « demande effective », tandis que celle qui menaçait de diminuer cette demande était néfaste. Si l'épargne et l'esprit bourgeois sont les ennemis du progrès économique, l'aplanissement des différences dans les revenus, que les socialistes n'avaient osé exiger jusqu' alors que sous certains prétextes moraux, put alors être proclamé comme un précepte de la raison économique. Le danger d'une inflation fut réduit à une éventualité vague et lointaine ; ce qui seul était à craindre était ce qu'on appelait d'une façon souvent imprécise la déflation. Déficit budgétaire, diminution de la possibilité et de la volonté d'épargne au moyen du nivellement par l'impôt, maintien artificiel de l'intérêt aux taux les plus bas, augmentation de la consommation des masses par le renforcement simultané des investissements, des dépenses et des crédits dans toutes les directions, politique commerciale mercantile au service d'un double but : paralyser les effets de cette politique sur la balance des paiements et influencer favorablement la circulation intérieure par un excédent des exportations – tout cela pouvait participer dorénavant à la bénédiction scientifique. Celui qui y contredit passa pour inintelligent et rétrograde, et même lorsqu'un gouvernement comme celui de l'Allemagne se déclara, dans la pratique politique, des plus résolument pour le cours opposé, il dut, ainsi que ses défenseurs, compter sur un feu roulant de critiques.

On ne doit pas aujourd'hui, où personne ne peut plus nier que l'inflation soit devenue réalité, nous faire oublier que telle est la semence que Keynes a répandue, et personne ne peut plus honnêtement ne pas reconnaître combien elle a richement levé. Le profond désordre

économique et social, qui nous apparaît dans l'inflation actuelle, a été préparé par un désordre moral. S'il n'y avait pas eu Keynes ou, pour mieux dire, s'il n'y avait pas eu d'autour du livre *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*²⁹, la théorie de l'économie politique serait certes un peu plus pauvre, mais les peuples seraient d'autant plus riches que la santé de leur économie et de leur monnaie serait moins menacée par l'inflation. Peut-être apprendra-t-on aujourd'hui, dans la mesure où l'inflation sera reconnue sous sa forme menaçante, à mieux comprendre l'acharnement avec lequel, nous qui nous sommes élevé dès le début et résolument contre les effets désastreux de la déflation des années 1930, lorsque le danger de l'inflation devint clair, nous avons également dès le début et résolument combattu la doctrine de Keynes.

C'est effectivement la doctrine de Keynes qui a contribué d'une façon décisive au fait que le monde occidental (dressé uniquement dans la crainte de la déflation et préparé moralement à la combattre) est devenu victime après la guerre, par une prise de position totalement erronée et sous la bannière du « plein emploi », d'une inflation durable à laquelle, en dépit de tous les avertissements de la « vieille économie », il a prêté attention beaucoup trop tard. Il est alors devenu extrêmement difficile de renverser les positions et de reconsidérer l'inflation comme le véritable ennemi.

On aurait précisément dû ne jamais désapprendre que le danger de l'inflation a toujours été à travers les siècles plus grand que celui de la déflation. L'inflation est une tentation toujours aux aguets et dans tous les temps le chemin de la moindre résistance politique et sociale. Si inflation et déflation sont toutes les deux des maladies de l'argent qu'il faut craindre, l'inflation pourtant se distingue de la déflation en ce qu'elle est une maladie de la monnaie qui commence, pour de larges couches de la population et avant tout pour celles qui ont le plus d'influence dans le

29. Éd. française, Payot, Paris.

domaine politique, d'une façon tout à fait agréable, avec l'euphorie de l'accroissement de l'activité économique et autres symptômes d'une haute conjoncture. Son cours est en gros semblable à ce qui est dépeint dans la deuxième partie de *Faust*, dans la fameuse scène de l'argent : « Vous n'avez pas idée combien cela fit du bien au peuple. » Mais c'est précisément la dangereuse séduction de l'inflation : elle commence avec les larmes de joie pour se terminer par des larmes d'amertume, tandis qu'au contraire toute déflation est dès le début une maladie de la monnaie extrêmement désagréable, dont les symptômes (dépression, chômage, faillites à la pelle, arrêts d'usines, pertes sur toute la ligne, amenuisement de l'activité économique) sont effrayants. Il s'ensuit que parmi les maladies de la monnaie, l'inflation est la règle et la déflation l'exception. Aucun pari ne fut dans les siècles de l'histoire monétaire plus facile à gagner, à savoir qu'une pièce d'or, inaccessible à la politique inflationniste des gouvernements, conserverait mieux son pouvoir d'achat qu'un billet de banque.

La vraisemblance selon laquelle les gouvernements, qui ont la possibilité d'émettre la monnaie, en mésusent pour faire de la déflation, a toujours été faible et on peut aujourd'hui, à l'époque des papiers-monnaies et sous la prédominance des idéologies et des intérêts inflationnistes, la considérer comme pratiquement nulle. Le danger est pour eux d'autant plus grand de se laisser fourvoyer par faiblesse, manque de clairvoyance à l'égard de ces idéologies et de ces intérêts, dans l'inflation, ou au moins dans une politique qui la favorise et en fasse prendre le chemin. On peut même aller jusqu'à affirmer qu'un gouvernement a rarement possédé un pouvoir illimité sur l'argent sans en mésuser par l'inflation, et la vraisemblance d'un tel mauvais usage est aujourd'hui, à l'époque des démocraties de masse, plus forte que jamais.

Ce fut l'une des fonctions essentielles de la monnaie-or d'enlever aux gouvernements cette domination et de rendre les finances indépendantes de leur arbitraire, de leur manque de clairvoyance ou de leur faiblesse, tandis que

son autre et non moindre fonction consistait à créer par la « dépolitisation » de l'argent un système monétaire vraiment international. Jamais cette « dépolitisation » de l'argent ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui, à l'époque des démocraties de masse. Après que la monnaie-or fut tombée, il était encore resté, en tant que dernier contrepoids à la domination des gouvernements dans le domaine de l'argent, un certain degré d'indépendance des banques centrales. Mais cette digue aussi s'est déjà crevassée dans de nombreux pays ; dans les autres, elle est si minée qu'elle est de moins en moins capable de tenir. Les banques centrales elles-mêmes semblent faire partie des bastions qui ne laissent aucun repos au jacobinisme de notre temps, qu'il ne les ait démantelés.

L'inflation est aussi vieille que le pouvoir des gouvernements sur l'argent, et aussi vieilles sont les théories et idéologies qui la justifient ou l'excusent. Ce qui de notre temps est nouveau, c'est que de telles théories n'ont jamais été aussi hardies ni aussi raffinées, et que les idéologies qui soutiennent ces dernières n'ont jamais été aussi puissantes que depuis le début de cette période inflationniste à laquelle nous avons affaire aujourd'hui. C'est l'arrière-plan moral que nous devons garder devant nos yeux, si nous considérons maintenant de plus près l'inflation chronique des temps présents.

5. Essence de l'inflation chronique

L'inflation chronique actuelle est d'autant plus inquiétante que sa nature est difficilement décelable. Elle ne convient à aucun modèle connu de la pensée, mais représente quelque chose de nouveau dans l'histoire économique, qui est de ce fait à mettre en liaison avec des causes jusque-là inconnues. Il n'est pas étonnant que la confusion soit grande et qu'on n'arrive pas à déchiffrer l'énigme. On ne voit aucun flot d'argent grossissant à vue d'œil, aucune presse travaillant infatigablement ; et si nous n'avons pas

affaire au simple cas d'un pays dans lequel l'inflation prend sa source de façon démodée dans le déficit budgétaire, beaucoup cherchent en vain la source de la pression inflationniste comme l'endroit qui en porte la responsabilité. On ne sait qu'une chose : tout devient lentement mais continuellement plus cher et on ne voit guère comment il devrait en être autrement. Il n'est, dans de nombreux pays, pas question de déficit du budget de l'État, et, dans des pays tels que l'Allemagne et la Suisse, les symptômes familiers d'une balance des paiements déficitaire et d'une pression sur le cours des changes font même défaut. De même, les périodes précédentes d'augmentation à long terme des prix, que l'histoire économique a désignées jusqu'en 1914 du nom de « périodes de prospérité », échappent à la comparaison pour plusieurs raisons, déjà du fait qu'elles étaient habituellement suivies de « périodes de dépression » d'égale durée, tandis que nous ne savons que trop bien qu'une telle alternance (abstraction faite d'un rebondissement de la conjoncture de courte durée et de faible envergure, tel que celui qui se dessine en ce moment) est aujourd'hui très peu vraisemblable.

Dans cet embarras beaucoup ont cherché depuis peu, comme nous l'avons déjà mentionné, à se tirer d'affaire en niant tout bonnement l'événement et en prétendant que ce que nous prenions pour une « inflation » n'était qu'un jeu pour effrayer les enfants. Il était normal, prétendaient quelques-uns, et il l'avait toujours été, que les prix montent lentement, mais ils omettaient de se demander si premièrement il en avait réellement toujours été ainsi, et si deuxièmement l'augmentation de la productivité ne devait pas à notre époque provoquer précisément une baisse des prix, N'est-ce pas déjà de l'inflation quand ils ne font que rester stables ? D'autres abandonnent absolument la recherche des causes et des responsabilités et rejettent la faute sur la fatalité historique, qui a bon dos (ils parlent alors de l'« ère de l'inflation »), ou bien vaguement sur des institutions et des circonstances de croissance insuffisante, en laissant entendre clairement que cela n'est pas

un malheur tellement grand (*institutional inflation, cost inflation*, ou quelles que soient les sentences des oracles). Ou bien on s'en rend responsable les uns les autres, les ouvriers les chefs d'entreprise, les chefs d'entreprise les ouvriers et les gouvernements entre eux.

En réalité, c'est un problème inquiétant qu'il n'est pas facile de résoudre. Une chose pourtant devrait dans ce cas être claire et mise en exorde à ces considérations pour leur servir d'orientation provisoire. Quelle que soit en effet la nature de ce phénomène d'inflation, il faut pourtant bien qu'il s'agisse d'un excédent de la demande totale à l'égard de l'offre totale, et il faut que cette surpression de la demande ait ouvertement son origine, puisque l'équilibre entre l'offre et la demande ne peut pas, en présence d'une augmentation continue de l'offre en marchandises, être occasionné par une chute soudaine de l'offre, dans un excédent en argent, qui se produit sur les marchés. Si nous faisons abstraction de l'éventualité selon laquelle cet excédent viendrait du fait que des disponibilités monétaires, jusqu'alors inemployées, sont mises en circulation ou, après les périodes de repos, converties plus rapidement en marchandises (augmentation de ce qu'on appelle la « vitesse de rotation de l'argent »), cet excédent ne peut alors venir que de là où l'argent est émis. Mais cela signifie qu'il a son origine définitive dans la banque d'émission, qui non seulement émet l'argent comptant, mais encore dispose dans la plupart des pays des instruments permettant, par le détour de l'extension ou de la réduction de la liquidité des banques, de favoriser ou de gêner l'obtention d'argent bancaire. Ici, dans la banque centrale, se trouve le robinet qui n'a besoin que d'être tourné fortement pour ne pas goutter plus longtemps. Il est difficile de le secouer, et la responsabilité définitive de la banque centrale est hors de doute. C'est ici que les fils embrouillés se croisent.

Il est de ce fait théoriquement indiscutable que la banque centrale pourrait, par l'instrument de la restriction au crédit, rendre l'argent rare au point que les tendances inflationnistes, d'où qu'elles puissent venir, se verraient

stoppées. Mais pratiquement la question s'élève aussitôt de savoir si des difficultés ne s'opposent pas à cette éventualité, qui est liée à la nature de ces tendances inflationnistes, telles qu'elles agissent de nos jours. Le pas suivant dans notre analyse doit alors consister à nous occuper de la source actuelle de la pression inflationniste.

Nous pouvons distinguer en gros quatre *sources d'inflation*. Les deux premières à mentionner ici n'ont de signification sérieuse que dans quelques pays isolés, tandis que les deux dernières sont partout actives et constituent en fait le vrai problème de l'inflation chronique de notre temps.

Nous appelons la première de ces sources l'*inflation fiscale*. Dans sa forme la plus simple (c'est-à-dire l'inflation provenant d'un déficit budgétaire), elle n'a besoin d'aucune autre explication, mais, comme nous l'avons déjà dit, elle n'est, en tant que variété pour ainsi dire classique de l'inflation, d'importance sérieuse que pour peu de pays (avant tout en France et en Argentine). Cela ne veut pas dire que l'inflation fiscale ne soit pas à l'œuvre sous des formes plus embrouillées dans un nombre beaucoup plus important de pays, et ne lance pas des secousses dans la demande occasionnées par le budget de l'État, soit du fait que (comme en Allemagne) un excédent amassé par les caisses de l'État est maintenant dépensé, ce qui ressemble dans ses effets réels à une inflation provoquée par un budget déficitaire, soit que l'épargne soit transformée en utilisation pour le budget de l'État. Il y aura encore d'autres choses à dire au sujet de cette dernière éventualité.

La deuxième source est ce qu'on a baptisé du nom d'*inflation importée*. C'est cette poussée inflationniste qui est communiquée à un pays par l'extérieur, et ceci du fait que l'inflation d'un autre pays conduit à l'afflux de devises qui sont transformées par la banque centrale en monnaie intérieure. Si des forces opposées n'agissent pas ici pour annuler l'effet inflationniste de l'afflux des devises, l'inflation étrangère est alors transférée à un pays qui a plus de succès que les autres dans l'endiguement des

sources inflationnistes nationales. Pour que ce transfert ait lieu deux conditions préalables doivent être remplies : il doit d'un côté y avoir une large marge dans la force de la poussée inflationniste entre les deux pays intéressés, et de l'autre les cours des changes doivent, malgré le fossé qui sépare les politiques monétaires nationales, rester inchangés. Ici se trouve en même temps la clé de la victoire sur cette forme d'inflation, car il suffit que l'une de ces conditions soit altérée pour qu'elle prenne fin. Comme d'autre part elle n'est plus importante aujourd'hui qu'en Allemagne, il n'est pas utile que nous nous en occupions davantage dans ce contexte, d'autant moins qu'elle est la variété d'inflation posant le moins de problèmes³⁰.

Si nous nous tournons maintenant vers la troisième source, l'*inflation d'investissement*, nous sommes déjà à proprement parler au point central du problème de l'inflation actuelle, en tant que phénomène alarmant, et intéressant à un même degré tous les pays occidentaux. Il s'agit ici

30. J'ai tenté une analyse plus exacte dans mes articles « Das Dilemma der importierten Inflation » et « Nochmals : Des Dilemma der importierten Inflation », *Neue Zürcher Zeitung*, n°2128 et n°2798 des 28 juillet et 7 octobre 1956 (le premier a été reproduit dans mon livre : *Gegen die Brandung*, 2^e éd., Erlenbach-Zürich, 1959, pp. 291-306). L'inflation importée ne pose pas de problème théorique parce qu'elle apparaît visiblement à la surface. Par contre, l'expérience la plus récente nous apprend combien il est difficile de l'arrêter, du fait que des difficultés extraordinaires s'opposent aux deux moyens d'en venir à bout, qui sont la dévaluation dans le pays à plus forte pression inflationniste, et la revalorisation dans le pays où cette pression est la plus faible. Le gouvernement s'oppose à la dévaluation, parce qu'elle met en jeu son prestige politique, tandis que tous les intérêts économiques qui se sentent visés s'opposent à la revalorisation, sans le moindre égard pour les arguments les plus précieux qui plaident en sa faveur, même au prix de l'inflation qui devient de ce fait inévitable, ou de l'exportation des capitaux qui, dans un pays aussi pauvre en capitaux qu'est l'Allemagne, est le comble de l'absurdité ! Des analyses pénétrantes ont été faites à ce sujet : L. Albert Hahn, *Autonome Konjunkturpolitik und Wechselkursstabilität*, Francfort, 1957 ; H. J. Rüstow, « Starre Wechselkurse oder stabiler Geldwert ? », *Aktionsgemeinschaft Soziale Marktwirtschaft Tagungsprotokoll*, Ludwigsburg, 1958 ; Hans Ilau, « Kapitalexport als kapitaler Irrtum », *Zeitschrift für der gesamte Kreditwesen*, 1958, I.

d'une surexcitation des forces économiques, qui va de pair avec toute conjoncture élevée, et trouve son expression dans un renchérissement des investissements. La situation devient alors critique, s'il ne s'oppose plus aux forces productives que revendiquent les investissements et à la création immédiate de revenus que provoque la construction d'usines et de machines, un arrêt correspondant du pouvoir d'achat à la consommation, au moyen de l'épargne, et si les réserves des forces inutilisées de la production sont épuisées. L'échauffement inflationniste de la haute conjoncture apparaît ainsi au moment où l'épargne en cours, par laquelle quelques-uns se décident pour la non-consommation, ne suffit plus à compenser l'augmentation de la demande consécutive aux investissements, de sorte que les investissements sont financés par un « substitut de l'épargne », à savoir par une extension du crédit. Dans la même mesure, les investissements exercent une pression sur les réserves en forces de production non utilisées, qui sont alors épuisées, et dans la même mesure ils font naître une surpression inflationniste de la demande.

Il est nécessaire de souligner qu'il s'agit ici d'un excès des investissements par rapport à l'épargne de la population, mais non pas par rapport à ce qui est justifiable du point de vue de la situation commerciale de l'entreprise individuelle. Car on conçoit que l'entrepreneur individuel défende – souvent avec indignation – son programme d'investissements contre le reproche d'une disproportion. Mais nous parlons d'une disproportion d'une tout autre nature, c'est-à-dire de celle qui se mesure à la volonté de l'économie, exprimée, dans l'épargne, de libérer pour la construction d'usines ou de centrales électriques la quantité correspondante de forces de production et, pour les salaires nécessités par cette construction, la quantité correspondante de biens de consommation. Au niveau de cet excédent des investissements par rapport à l'épargne, il s'agit donc d'un excédent de la demande non couvert par les biens, d'une surcharge imposée à l'économie, qui y répond, comme toujours, par l'inflation. Il

est difficile de reprocher à l'entrepreneur, sur lequel la situation du marché et la concurrence exercent une pression, de faire usage de ces possibilités de financer son programme d'investissements, lors même qu'il court le danger de contribuer à une telle surcharge de l'économie, Éviter cette surcharge n'est pas son affaire mais celle des responsables de la politique financière et de crédit. Il devrait soutenir avec empressement et compréhension les efforts que font ceux-ci pour rétablir aujourd'hui l'équilibre entre les investissements et l'épargne, en rendant le crédit plus inaccessible à ceux qui sont en mal d'investissements. Et c'est d'autant plus l'affaire de l'État, qui se tient en dehors du marché et de la concurrence, de limiter ses propres investissements.

Si la démesure des investissements, responsable en partie de la pression inflationniste actuelle, réside dans la disparité de ceux-ci vis-à-vis de l'épargne, on peut alors se demander quelles sont les causes de leur montée en flèche. On peut y répondre en renvoyant au progrès foudroyant de la technique, à l'accroissement de la population, qui a fondu sur nous telle une vague d'assaut imprévue, à la soif de capitaux des pays sous-développés, à l'effort d'armement à l'échelle internationale nécessité par l'impérialisme communiste, au besoin de capitaux de la vente à crédit, aux exigences de la construction, dont les besoins en capitaux sont encore accrus du fait de la législation des loyers. Ce sont là, nommées toutes à la fois, les raisons qui rendent totalement incompréhensible le souci que l'on se fait au sujet de la suffisance des forces de développement industriel, et dont la théorie inspirée de Keynes a le plus grand mal à se libérer depuis vingt ans. Notre souci est effectivement le contraire : à savoir comment on peut arriver à freiner partiellement ces forces extraordinairement vives, et comment faire en sorte que ce besoin de capitaux extraordinairement accru à notre époque soit satisfait par l'épargne véritable, et non pas par les sources empoisonnées de l'inflation et de la contrainte fiscale (qui, au demeurant, communiquent des plus étroitement).

Et nous voici maintenant tournés vers l'autre aspect qui, dans la disparité entre investissement et épargne, réclame notre attention. À l'excès d'*investissement* correspond effectivement une insuffisance de l'*épargne*, et la question se pose de savoir si des forces particulières ne sont pas à l'œuvre ici, qui favorisent l'inflation, alors qu'elles mettent en danger l'aptitude et la volonté d'épargne. Il faut y répondre par un oui catégorique. Qui plus est, nous pouvons dire avec certitude que nous sommes sur la trace des raisons essentielles qui confèrent à l'inflation chronique actuelle une physionomie sans égale dans l'histoire.

Le fait que tout acte d'épargne diminue la pression de la demande sur l'offre en marchandises, agit dans le sens d'une modération, d'une détente, d'un refroidissement de la conjoncture inflationniste. Plus les investissements sont alimentés par l'épargne, plus le point critique de l'augmentation des investissements est élevé et plus la haute conjoncture peut être poursuivie sans crainte d'atteindre le point dangereux. Plus l'épargne est élevée, moins la banque centrale a besoin d'agir, par ses restrictions au crédit, pour tenir l'inflation en échec. L'épargne est le moyen le plus efficace pour neutraliser non seulement l'inflation provoquée par l'enchérissement des investissements, mais aussi celle provenant d'une source quelconque. Il y a davantage encore : plus le volume de l'épargne est important et plus le cercle des épargnants est étendu, plus forte sera la couche d'hommes et d'institutions qui (aussi bien du fait de l'état d'esprit auquel correspond l'acte d'épargne, que de l'intérêt qui a motivé cette épargne) formeront un bloc ayant une position honnête et loyale vis-à-vis de l'argent, et plus sera étendu le front anti-inflationniste, sans la pression duquel on ne peut attendre du gouvernement et de la banque centrale aucune politique énergique contre l'inflation.

Et l'épargne, si mal notée par les théories inspirées de Keynes, reprend alors la place d'honneur que lui a toujours conférée le bon sens. Comment l'entretenir, l'encourager et la soigner ? Comment diminue-t-elle ou

prospère-t-elle dans telle ou telle circonstance, sous l'effet de telle ou telle loi, ou à la suite de tel ou tel impôt ? Ce sont là les questions qui arrivent en tête de celles qui doivent orienter la politique économique, financière et sociale. Et il devient dès lors évident que l'épargne « négative » de la vente à tempérament peut détériorer dangereusement la situation.

Cette question de l'encouragement de l'épargne est d'autant plus sérieuse que c'est une activité sur laquelle, dans une économie et une société basées sur les impulsions spontanées, nous pouvons le moins nous appuyer comme sur quelque chose d'évident. Mais c'est précisément cette liberté de l'économie et de la société qui dépend du fait que l'épargne a le volume nécessaire et intervient librement. Les motifs qui poussent les hommes à l'épargne ne sont pas aussi constants que ceux qui font qu'ils produisent, investissent et consomment. Keynes et son école nous ont enseigné avec raison qu'on peut de gaieté de cœur produire, investir et consommer, sans épargner en même temps, mais ils ne nous ont pas dit avec la clarté désirable qu'on doit en payer le prix : inflation et perte de la liberté.

De toute façon les motifs qui poussent à l'épargne sont particulièrement sensibles et vulnérables, et celle-ci serait vraisemblablement mal en point si la nature et la société n'avaient pas créé l'impulsion économique la plus forte dans la maladie, la caducité de la vieillesse, l'incertitude de la durée de la vie et l'institution de la famille, venant ainsi au secours de notre liberté sociale et économique. Mais si on y attende, on peut détruire systématiquement ces impulsions naturelles. C'est ce à quoi nous nous employons aujourd'hui, à l'époque de l'État-Providence et du relâchement de la famille, à peu près dans tous les domaines et avec le plus grand zèle, sans nous rendre compte que nous entamons la racine de notre société et de notre économie libres. C'est en somme le super-État actuel qui, avec son super-budget, sa super-fiscalité et son super-programme d'État-Providence, s'est fait l'instrument du

renoncement à l'épargne, tout en se développant ainsi en un instrument de l'inflation et de la contrainte croissante. Et pour parachever le cercle diabolique, c'est cette même inflation qui, activée par l'insuffisance de l'épargne, met celle-ci en grand danger, en ôtant de plus en plus à l'épargnant sa confiance en la stabilité de la valeur de ses économies.

Ce vieux mineur dont me parlait récemment le directeur d'une mine de la Ruhr est symbolique de ce développement. Après avoir économisé pour lui et sa femme une somme importante pour le soir de leur existence, cet homme décida soudain de pulvériser sa richesse en transformant ses économies en un appareil de télévision luxueux et en d'autres objets. À la question étonnée du directeur qui s'enquêrait des motifs, de ce brusque changement de son esprit d'épargne en prodigalité, il répondit qu'il était de toutes façons pourvu par l'État-Providence, et qu'en conséquence aucun motif ne s'opposait plus à ce qu'il renonçât à la jouissance immédiate de la réserve qu'il avait faite en vue de sa vieillesse.

Nous comprenons maintenant deux choses. Premièrement, il nous apparaît clairement que poussée inflationniste et épargne se comportent comme une force et une contre-force. Les phénomènes qui affaiblissent la contre-force sont en même temps des forces d'impulsion, les causes de l'inflation, et ces causes sont aujourd'hui éminemment efficaces. Mais nous saisissons d'autre part que ces ralentissements de l'épargne, causes de l'inflation actuelle, ont été rares, qu'ils n'ont jamais agi autrefois avec une telle ampleur, ou ont même été totalement inconnus. Et, nous avons ainsi trouvé sans doute ce que nous avons cherché : une cause qui est historiquement une nouveauté, comme l'inflation chronique actuelle. Les causes de la désagrégation de l'épargne sont effectivement quelque chose de nouveau, n'ayant jamais existé auparavant, de « moderne », comme les avocats du super-État, de la super-fiscalité, du super-État-Providence, et autres poisons de l'épargne le font ressortir eux-mêmes avec fierté.

Mais il est aussi à retenir que la nouveauté, qui est propre à éclairer la constante poussée inflationniste actuelle, provient de profonds changements moraux et sociaux, changements qui doivent être considérés comme pathologiques, du fait déjà que leur résultat est en fin de compte l'affaiblissement de l'argent, l'inflation « socio-démocratique » des temps présents³¹.

Entre-temps nous avons vu, dans les ralentissements de l'épargne, une circonstance que nous avons à prendre en considération si nous voulons saisir l'actuelle inflation chronique, en tant que phénomène dépourvu de précédents historiques, et qui doit de ce fait être expliqué par ces causes nouvelles. L'autre force inflationniste, non moins importante et historiquement parmi les premières en date, nous allons la découvrir maintenant en nous tournant vers la dernière des causes véritables, *l'inflation-salaires*.

31. Celui qui observe attentivement la vie politique actuelle peut constater à peu près quotidiennement les forces qui y sont à l'œuvre. L'exemple le plus récent a été fourni par la réforme allemande des rentes ainsi que la façon dont cette réforme a été votée par le Parlement, façon disproportionnée par rapport à la responsabilité que le gouvernement et les représentants du pays ont prise sur eux en procédant à cette réforme. La loi ne tient pas compte des recommandations pressantes faites en vue de revenir enfin aux voies traditionnelles et de stimuler la prévoyance et la responsabilité personnelle. Il faut donc craindre sérieusement qu'elle mette l'épargne en danger, non seulement du fait de la prévoyance étatique autoritaire, mais encore parce que cette épargne est transposée en un financement où la répartition prédomine. Ceux qui portent la responsabilité de ce coup de massue contre l'épargne n'ont ni l'excuse de n'avoir pas connu à temps les arguments que certains prêchaient contre ces mesures, ni l'excuse de les avoir sérieusement contredits. La question de savoir si la véritable augmentation de la productivité de l'économie ne devait pas profiter aux rentiers par une augmentation de leurs revenus réels, c'est-à-dire sous la forme d'une diminution des marchandises favorisées par cette productivité croissante, n'a, de façon impardonnable, joué aucun rôle, bien qu'elle fût sérieuse et justifiée.

6. Inflation-salaires

Ce qui s'entend ici devrait être clair dans ses grands traits. Ce sont les secousses inflationnistes qui se dégagent aujourd'hui continuellement du marché du travail, et ceci du fait que les salaires atteignent un plafond tel que l'équilibre entre la monnaie et les biens est rompu. C'est le cas lorsqu'à l'accroissement de la demande, du fait de l'augmentation des salaires, ne s'oppose pas un accroissement correspondant de l'offre, en d'autres termes lorsque ces augmentations des salaires ne sont pas justifiées par un accroissement correspondant de la productivité. La conséquence en est une surpression inflationniste de la demande.

Cela signifie en même temps que les augmentations de salaires, auxquelles nous sommes aujourd'hui habitués comme à un phénomène quotidien, ne produisent pas toutes un effet inflationniste. Du fait que sans doute le perfectionnement de la technique, les investissements croissants ou les améliorations dans l'organisation de la production provoquent un accroissement constant de la productivité, il faut attendre comme un effet normal de cet accroissement une certaine montée du salaire des travailleurs. Ce renchérissement continu de la main-d'œuvre serait alors une bénédiction, si l'accroissement de la productivité auquel il correspond s'accomplissait en quelque sorte dans la même mesure pour toutes les formes de travail. Mais il devient un problème du fait qu'il se concentre fortement dans le domaine de la production mécanisée en série et, tout en touchant plus ou moins les autres secteurs, les laisse loin derrière. Le niveau des salaires, possible et naturel dans le domaine de la production industrielle en série, et qui, grâce à l'« automatisation » progressive, promet de continuer à monter, détermine la tendance générale des salaires. La conséquence en est une « prospérité » structurelle de modèle américain, dont personne ne peut nier les avantages, mais dont personne ne peut nier non plus les problèmes.

La conséquence la plus surprenante de ce processus est que les biens de la production industrielle en série (les « gadgets » et merveilles techniques, depuis l'automobile jusqu'à l'appareil de télévision) opposent la meilleure résistance à la constante pression inflationniste de notre époque. Ils deviennent même moins chers, alors que le renchérissement général de la main-d'œuvre se dégageant de ce domaine confère aux produits et aux réalisations (qui restent notablement en dessous de la mesure du progrès de la productivité fixée par la production industrielle ou en série), une poussée d'autant plus énergique des prix vers le haut. Il semble en fait qu'on ne puisse pas enrayer ce processus. Tout ce qui a trait à la qualité, tout ce qui est artisanal, individuel, tout ce qui repose sur un service personnel, tout ce qui est fait sur mesure, tout ce qui est conforme au goût, tout ce qui est produit en dehors de l'horloge-contrôle, de la chaîne (et maintenant de l'automatisation), tout ce qui n'est pas mis sur le même moule fait hausser continuellement les prix et devient finalement l'exception, comme le livre de qualité qui ne compte que sur un cercle restreint de lecteurs. À côté (on l'oublie trop facilement) de la prospérité de la voiture et de l'appareil de radio, on trouve la misère de cet autre domaine, un appauvrissement et une pénurie qui mettent en danger la valeur réelle des revenus élevés du travail, de ceux-là même qui sont la cause de cette prospérité. Presque aussi sûrement que le soleil se lève le matin, notre coiffeur augmentera encore ses tarifs l'année prochaine, même si les autres facteurs qui y contribuent (c'est-à-dire l'inflation des salaires) n'étaient pas en même temps à l'œuvre.

Cela a encore d'autres conséquences sur lesquelles nous avons à réfléchir. L'une est que les hommes capitulent au lieu de s'attaquer eux-mêmes pendant leurs loisirs au travail manuel dont le prix est devenu exorbitant. Nous devrions, comme Tom Sawyer, nous persuader et persuader les autres que refaire ses peintures est un plaisir agréable et un privilège et que, pour autant, ce retour à une satisfaction personnelle de ses propres besoins ne

devient pas une corvée, c'est tout simplement un progrès et un gain. Autrement il se produit ce fait plein d'attraits que nous avons l'un à côté de l'autre deux secteurs de salaires : le secteur public « à l'américaine » des salaires élevés, et le privé « à la japonaise » de nos corvées domestiques, avec une estimation moindre de notre travail et de notre temps.

Une autre conséquence à mentionner est la perspective certaine que non seulement des réalisations importantes telles que la construction des immeubles, cliniques, et hôtels, mais même certaines marchandises, dont la fabrication résiste à la mécanisation, verront leurs prix augmenter constamment, aussi longtemps qu'on ne pourra pas trouver de produits de remplacement. Un exemple en est le charbon européen. À l'inverse des États-Unis, il doit, surtout dans la région de la Ruhr, être extrait dans des conditions géologiques telles que la mécanisation n'intervient que de façon limitée et que l'activité houillère reste très en dessous du niveau de productivité de l'industrie. Mais comme dans ce cas, du fait de la force d'attraction moindre du travail de mineur, le niveau des salaires industriels doit être relevé, il nous faut compter sur une augmentation continue du prix du charbon, aussi longtemps que d'autres sources d'énergie ne seront pas disponibles en quantité suffisantes, lors même que l'inflation des salaires n'agirait pas en même temps.

À cet égard *l'agriculture* (et c'est une dernière conséquence importante qui mérite d'être soulignée) occupe une position particulière. En dépit de tous les progrès dans la mécanisation et la rationalisation du secteur, l'agriculture reste, du moins dans les conditions européennes, un artisanat ; et si l'on veut en faire, comme c'est le cas aux États-Unis, une sorte de travail d'usine mécanisé, la nature se venge tôt ou tard. Il devrait s'ensuivre que, grâce à l'influence des salaires industriels haussés par la production en série et déterminant les autres salaires, les produits agricoles renchérissent continuellement, au même titre que la production artisanale, si, contrairement

à celle-ci et à toutes les prestations de services et assistances manuelles, ils n'étaient pas en concurrence avec tout le reste du globe terrestre produisant à d'autres conditions. L'agriculture européenne, secteur de la production restant, en dépit de tous les tracteurs et de toutes les machines à traire, considérablement en dessous du niveau de la productivité industrielle, subit une augmentation constante de ses frais, mais la possibilité d'y échapper par une augmentation compensatrice des prix est dans son cas très restreinte. Comme il faut d'autre part prendre en considération les intérêts opposés des consommateurs des villes industrielles, cette possibilité ne peut pas non plus être élargie de façon suffisante par l'éviction de la concurrence étrangère. C'est ici la raison essentielle des difficultés, des réclamations et des soucis de l'agriculture européenne. Il faudra s'estimer heureux si l'on réussit à compenser le renchérissement des frais d'exploitation, issu de la « prospérité » industrielle, par une rationalisation suffisante de l'agriculture, pour que ce qui restera à compenser par des mesures de protection soit supportable.

Tout ceci, il faut le redire, se produirait lors même qu'aucune influence inflationniste ne serait à l'œuvre. La *productivité* (la « productivité marginale », comme cela se nomme en pure théorie) est une base légitime, et qui prévaut même sur toutes les autres dans la détermination des salaires, et toutes les différences existant à l'échelle internationale dans les salaires ont indiscutablement leurs racines dans les différences de la productivité, elle-même essentiellement déterminée par l'équipement en capitaux de production. Il est ainsi normal, naturel et en accord avec les principes élémentaires de la théorie de l'économie politique, que le niveau moyen des salaires d'un pays augmente en même temps que la productivité, et il est faux de croire que ceci doive nécessairement avoir pour conséquence une inflation. Mais cela signifie-t-il que nous sommes à l'abri des effets inflationnistes des augmentations de salaires, si elles ne se produisent qu'en concomitance avec l'augmentation de la productivité? Avons-nous au moins

un moyen d'arrêt dans ce domaine, où par ailleurs le pouvoir, l'arbitraire et des appels ambigus à l'équité semblent tout décider? Déjà le fait doit nous rendre sceptiques que dans tous les exemples par lesquels nous avons illustré cette tendance inexorable à un renchérissement constant de toutes les productions individuelles, l'influence de l'augmentation d'ensemble de la productivité ne peut être séparée de l'influence d'une surpression inflationniste³².

Personne ne peut nier la valeur de la formule selon laquelle les augmentations de salaires doivent, pour ne pas avoir d'effet inflationniste, se justifier par une augmentation correspondante de la productivité. C'est là le moins qu'on puisse demander. Mais dès que l'on réfléchit un peu plus soigneusement aux relations salaires et productivité, et que l'on veut utiliser dans la pratique la formule exprimée, il devient clair que celle-ci est insuffisante et sujette à un abus dangereux. Il s'est de plus en plus révélé qu'un parallélisme de l'augmentation de la productivité, quelle que soit la protection qu'il nous donne contre les pires outrances de la politique des salaires, ne nous donne aucunement la sécurité que nous cherchons, quand nous voulons nous garder de l'effet inflationniste des augmentations de salaires. Est-il, économiquement

32. Il vaudrait la peine de les étudier dans les domaines les plus divers, par exemple dans les frais de plus en plus exorbitants que réclame l'entretien des monuments historiques. Préserver une ville comme Venise du délabrement est devenu de nos jours un problème très sérieux dont la solution est naturellement favorisée par la production en masse du tourisme moderne. Si la plupart des objets du commerce d'antiquités ou les antiques tapis d'Orient, ou toute autre chose, se signalent par une courbe des prix montant, la plupart du temps de façon abrupte, il ne faut pas oublier qu'à côté de la participation à ce phénomène de l'inflation chronique, celle de la tendance séculaire à l'enchérissement des productions individuelles doit être prise en considération. La même chose vaut d'ailleurs pour le marché des biens-fonds, dont la hausse est en partie due à l'effet de l'inflation chronique, mais en partie aussi au naturel enchérissement d'un bien qui, du fait de l'accroissement de la population, de l'urbanisation des pays industriels, est de plus en plus rare, surtout dans des pays peu étendus.

parlant, raisonnable et conforme à l'essence de l'économie commutative, de consentir à épuiser toute augmentation de la productivité (qui est pourtant redevable avant tout au progrès technique, à l'amélioration des méthodes de production et à la mobilisation croissante de capitaux) par une augmentation des salaires? N'est-il pas compréhensible que l'entreprise elle aussi y participe, par une augmentation de ses gains correspondant à ses dépenses en capitaux présents et à venir, et le consommateur par la diminution du prix des produits? Et quand même on prend l'augmentation de la productivité comme instrument de mesure de l'augmentation de salaires, comment doit-on la calculer? Et comment empêcher que l'augmentation maximale de la productivité atteinte dans les industries de la production en série, ne fasse monter indûment et de façon continue les salaires des autres secteurs de la production d'une croissance de productivité moindre, y compris, au bas de l'échelle, ceux de l'artisanat, de l'hôtellerie et de l'agriculture? Est-ce que, somme toute, cette cogitation en termes de statistiques, qui s'étend de plus en plus ici comme en d'autres domaines, est compatible avec l'existence de l'économie de marché? L'idée d'une « économie de marché par la voie de la statistique » n'est-elle pas erronée et dangereuse, ici comme ailleurs? Mais où est la limite, où s'arrête ce qui est normal, naturel et conforme aux lois de l'économie commutative, et où commence la violence inflationniste qu'on lui fait subir?

Le phénomène d'une augmentation des salaires produite par une augmentation de la productivité est normal et sain, dans la mesure où il s'accomplit par les forces du marché lui-même et non par la combinaison du pouvoir social et de la statistique. Il se déroule alors de telle sorte qu'une augmentation de salaires dans les industries où l'augmentation de la productivité est maximale (disons l'industrie automobile) se communique aux autres industries et branches de métiers, non par l'appel à la statistique de la productivité, mais sur le marché du travail par le jeu de l'offre et de la demande. Cette action est obtenue par le

fait que l'augmentation primaire des salaires exerce une force d'attraction sur les travailleurs des autres secteurs et transmet de la sorte (par le retrait effectif ou éventuel de la main-d'œuvre) l'augmentation de salaires là où l'augmentation de la productivité est moindre ou inexistante. Mais cela signifie en même temps une compensation dans les mouvements des salaires des deux domaines, le domaine de l'augmentation primaire et celui de l'augmentation secondaire. Car la force d'attraction des industries où l'augmentation primaire des salaires est provoquée par l'augmentation de la productivité, affaiblira ici le gonflement des salaires de la même façon qu'elle le suscitera en d'autres endroits. L'augmentation primaire des salaires subit précisément, du fait de son transfert, un affaiblissement naturel, si nous permettons au marché du travail de se comporter comme les autres marchés.

Mais ceci a des conséquences de trois sortes. Premièrement, l'augmentation de la production se convertira, en accord avec ce que nous ressentons comme raisonnable et juste du point de vue économique, en partie seulement en une augmentation des salaires, pour l'autre part en une diminution des prix ou en une augmentation du gain du capital ayant rendu possible l'augmentation de la productivité, ou en ces deux à la fois. Deuxièmement, l'augmentation primaire des salaires se communiquera, par des vagues finalement descendantes, aux autres secteurs, et agira de telle sorte que les forces de production de l'économie se concentreront lentement mais continuellement sur ces secteurs où la productivité est maximale ou près du maximum. Mais à la condition supplémentaire, et dont il faut traiter immédiatement, que la banque centrale n'enlève pas aux parties prenantes du marché du travail, par une expansion continue du crédit, la responsabilité du chômage que provoque le dépassement de la position d'équilibre des salaires; l'augmentation de ceux-ci découlant de l'augmentation de la productivité n'aura, en même temps que ses vagues, aucun effet inflationniste.

Il est naturel, inévitable et sans inconvénient du point de vue monétaire, que le niveau moyen des salaires d'un pays reflète la productivité d'ensemble (qui dépend en dernier ressort de l'intensité des capitaux) et suive l'augmentation de la productivité. Mais il est contre nature, facile à éviter et dangereux pour la monnaie que cette conjonction entre salaire et productivité se produise, non pas au moyen des forces du marché, mais sous l'invocation de la statistique de productivité, comme il arrive de plus en plus souvent aujourd'hui, comme si l'augmentation de la productivité établie de façon statistique donnait aux industries les plus favorisées à cet égard un droit raisonnable à une augmentation correspondante des salaires. Car l'invocation de l'augmentation de la productivité ne change rien non plus au fait que l'augmentation des salaires a un effet inflationniste et que la première se convertit totalement, sans s'embarrasser des lois de l'économie de marché, en une augmentation des salaires au lieu de le faire en une diminution des prix et en un intérêt du capital qui y a participé. Si nous substituons sur le marché du travail aux lois de l'offre et de la demande la statistique de la productivité, et si nous conférons à celle-ci la vigueur du pouvoir social des syndicats monopolistiques, nous nous engageons dans une voie extrêmement dangereuse. Il reste à dire ce qu'il faut penser d'une politique des salaires qui ne respecte même plus la statistique, mais ne joue plus qu'avec le pouvoir social.

Ce que nous devons aujourd'hui considérer de plus en plus comme la règle est une politique des salaires qui, dans le meilleur des cas, mesure constamment l'argument de l'augmentation de la productivité, et dans le pire des cas (mais malheureusement de plus en plus fréquent) n'en tient absolument plus compte. Cette règle devient ainsi la source d'inflation la plus redoutable.

L'inflation-salaires est, pour commencer, si dangereuse qu'elle crée elle-même continuellement les conditions dans lesquelles elle peut s'épanouir. Plus en effet la haute conjoncture inflationniste progresse, plus le « plein

emploi » atteint le degré qui est plutôt à désigner du nom de « suremploi ». Dans un nombre croissant de branches industrielles le nombre des emplois vacants commence à dépasser aujourd'hui celui des candidats qualifiés, et il en résulte une situation qui ne peut pas être maintenue sans que s'ensuive une pression inflationniste constante, une situation qui est l'essence même de l'inflation. Lors même qu'il n'y aurait pas de syndicats, le coût des salaires devrait en l'occurrence, en raison de l'excédent sur le marché du travail de l'offre sur la demande, faire apparaître un gonflement scabreux. Mais la nouveauté est que dans tous les pays cette tendance, déjà dangereuse en soi et qui n'a pas été inconnue aux périodes précédentes de haute conjoncture, est singulièrement renforcée par les syndicats, dont la puissance semble n'être de plus en plus limitée que par le sens des responsabilités, alors qu'il est devenu beaucoup plus difficile qu'auparavant aux gouvernements et aux banques centrales de réagir, par des restrictions en matière d'argent et de crédit, à l'inflation du coût des salaires déclenchée par ce « suremploi » et exploitée par la puissance monopolistique des syndicats³³.

Un tel « suremploi » porte en lui le danger de déclencher la spirale redoutable des prix et des salaires, dans laquelle les augmentations de prix et les augmentations de salaires s'encouragent réciproquement, et ceci de façon particulièrement rapide et efficace si nous avons affaire au funeste système de l'« échelle mobile » des salaires indexés. Mais il serait faux d'y voir un mécanisme à l'égard duquel les gouvernements et les banques centrales sont sans pouvoir. En vérité la spirale des prix et des salaires présuppose une injection permanente de sommes d'argent supplémentaires, sinon les entreprises ne seraient pas

33. Ces rapports sont mûrement expliqués et de façon particulièrement claire par Jozeph A. Schumpeter, « The March into Socialism », *American Economic Review*, mai 1950. Que lord Beveridge (*Full Employment in a Free Society*, Londres, 1944) ait pu préconiser le suremploi, doit être mentionné ici à titre de curiosité.

en état de payer les salaires augmentés sans diminuer le nombre des travailleurs, et les consommateurs ne posséderaient pas le pouvoir d'achat nécessaire à l'acquisition des marchandises aux nouveaux prix, sans que le volume de leurs achats diminue. La spirale des prix et des salaires a besoin de la protection des instances qui déterminent le volume de l'argent en circulation, car autrement les augmentations de salaires dues au suremploi réduiraient au chômage une partie des travailleurs. En d'autres termes : si une économie glisse vers le suremploi (dans le sens précisé plus haut), caractéristique de l'inflation chronique, elle se voit placée, du fait des augmentations de salaires qui en résultent et qui sont par surcroît rendues inévitables par l'action des syndicats, devant un dilemme excessivement grave : le dilemme de l'inflation et du chômage. À proprement parler, les augmentations de salaires ayant leur source dans la combinaison suremploi et monopole syndicaliste devraient mettre, comme toutes les augmentations de prix, une partie des travailleurs dans l'impossibilité de vendre leur travail (« *Labor pricing itself out of the market* », selon l'expression américaine). En d'autres termes, elles devraient conduire aux congédiements. Si les milieux responsables de la circulation de la monnaie veulent éviter ces mesures, ils se voient obligés d'accorder une expansion du crédit ou d'exercer un relâchement de leur politique précédente de restriction au crédit, de telle sorte que la spirale continue allègrement sa rotation. Mais de ce fait la politique monétaire et de crédit dégénère en une course continuelle entre les augmentations de salaires, qui provoquent la potentialité du chômage, et une politique de crédit inflationniste, qui compense à chaque fois cet effet potentiel des augmentations de salaires.

Et nous avons ainsi touché le point crucial de l'ensemble du débat sur l'inflation chronique des temps présents. La situation devant laquelle nous nous trouvons signifie que le moment est arrivé où plein emploi et augmentations des salaires ne sont plus conciliables sans inflation. Pour le dire d'une autre façon : stabilité monétaire, plein

emploi et augmentations des salaires ne vont pas ensemble. Un de ces trois buts doit être sacrifié, de sorte qu'il ne reste qu'une combinaison de deux d'entre eux : stabilité monétaire plus plein emploi, en renonçant aux augmentations de salaires ; ou bien stabilité monétaire plus augmentations des salaires, en renonçant au plein emploi ; ou bien plein emploi plus augmentation des salaires, en renonçant à la stabilité monétaire. Force est à ceux qui persistent à vouloir une politique « expansionniste », « dynamique » ou de toute autre étiquette, non seulement de s'accommoder d'un processus d'émission de la valeur monétaire, mais encore d'accepter la responsabilité de cet émiettement. Ils sont l'exemple particulièrement surprenant de ces personnes innombrables qui se plaignent de l'inflation et en rendent les autres responsables, mais qui en même temps élèvent ou appuient des revendications, rendant celle-ci inévitable.

S'il y a encore des syndicats qui se donnent la peine d'étayer leurs exigences en matière de salaires sur l'augmentation de la production, il faut renvoyer non seulement au mauvais usage, déjà critiqué, qui est fait de cet argument, et non seulement au fait que les statistiques même les plus bienveillantes de l'évolution des salaires et de la productivité leur font de plus en plus faux bond. Ce qui est beaucoup plus déterminant c'est le fait qu'aussi longtemps que le suremploi prédomine et aussi longtemps que les syndicats possèdent la puissance monopolistique qu'ils ont acquise dans la plupart des pays, les salaires ne pourront s'empêcher de monter au-delà du taux justifié par l'augmentation de la productivité. Le suremploi, qui fait du marché du travail un « marché de vendeurs », s'emploie à ce qu'un salaire, qui est déterminé par une concurrence libre, agisse maintenant de façon inflationniste. Combien plus encore un salaire, qui contient un élément monopolistique du fait de la puissance des syndicats et dépasse ainsi le salaire concurrentiel théorique ! Attend-on des syndicats que, précisément au moment où ils opèrent sur le « marché des vendeurs », ils renoncent de façon

magnanime à l'exploitation d'une occasion aussi unique de pratiquer une politique des prix monopolistique? Ou encore qu'ils emploient leur pouvoir à empêcher le salaire d'atteindre ne serait-ce (et cela suffit déjà pour avoir un effet inflationniste) que l'état d'un salaire concurrentiel de suremploi, fluctuant selon l'offre et la demande?

Il est évident qu'on ne peut attendre des syndicats actuels que le durcissement de leur position. Mais il n'est par contre pour les chefs d'entreprises aucun espoir de sortir du véritable dilemme devant lequel ils se trouvent. Comment peuvent-ils opposer une résistance sérieuse aux exigences en matière de salaires alors que le suremploi prédomine et qu'une politique d'expansion continue du crédit (ou bien, ce qui revient au même, une restriction insuffisante du crédit) les rend aptes à assimiler des salaires élevés sans préjudice pour leur rentabilité et sans congédiements. À ceci s'ajoute qu'inflation des salaires et inflation des investissements sont étroitement liées l'une à l'autre, car toutes les deux puisent, de façon à peine différente, à la même source d'une politique d'expansion ou de restriction insuffisante en matière de monnaie et de crédit, de sorte qu'on ne peut les rencontrer l'une sans l'autre. Celui qui croit être intéressé à l'inflation des investissements (ou aux autres types d'inflation, y compris l'inflation importée) devra se contenter de l'inflation des salaires, et inversement; et il en résulte qu'il y a peu de sens à se renvoyer la balle de la responsabilité. Ainsi il se produit entre ceux qui sont intéressés à l'inflation des investissements (ou d'une autre des formes d'inflation qui sont aujourd'hui actives) une solidarité à peu près indéfectible, qui se cache derrière les explications du marché du travail. Mais le véritable siège de la résistance, le dur noyau, qui est la nouveauté alarmante et difficile à supprimer, reste l'inflation-salaires avec ses incidences déjà décrites.

L'espoir d'échapper à la spirale des prix et des salaires et à ses dilemmes par un accroissement des investissements qui cherche à compenser les augmentations de

salaires par une augmentation de la productivité se volatilise, pour peu qu'on y réfléchisse un peu. Il devrait paraître évident, que, ce faisant, on jette simplement de l'huile sur le feu; cela signifie qu'on veut échapper à l'inflation des salaires par le renforcement de l'inflation des investissements, mais n'a pour effet que de les aggraver l'une et l'autre.

Il ne se trouve ainsi personne qui puisse retirer aux responsables de la politique de la monnaie et du crédit le fardeau du dilemme. On reconnaît combien il est lourd, lorsqu'on pense que le pays est alors dans un tourbillon dont il ne peut s'échapper que si une politique suffisamment restrictive en matière de monnaie et de crédit atténue le « suremploi », et fait en sorte qu'un plein emploi normal ramène le marché du travail, devenu un marché de vendeurs, à un marché où le travail a plutôt tendance à s'acheter. Mais une telle atténuation est, une fois que le pays est tombé dans le tourbillon du « suremploi », à peine possible, si l'on ne supporte pas provisoirement un certain recul de l'emploi. On comprend alors qu'un spécialiste anglais ait récemment remarqué prosaïquement que le niveau des prix anglais pouvait difficilement rester stable, alors que l'ensemble de la demande était si élevé que le nombre des chômeurs était tombé à moins de 2 %³⁴.

L'inflation-salaires ne peut être enrayée que si la banque centrale refuse d'entrer dans le jeu, et restreint le volume du crédit autant et aussi longtemps qu'il est nécessaire pour que la réaction en chaîne « suremploi » et puissance syndicaliste, augmentation des salaires, augmentation des prix et à nouveau augmentation de salaires, soit interrompue. Plus les syndicats sont réservés dans l'exploitation de leur position avantageuse, moins cette restriction est nécessaire. Mais aussi, plus la banque centrale hésite à fermer le robinet et plus elle laisse aller les choses, plus l'opération devient difficile, car les mesures qu'il importe de

34. B. C. Roberts, « Towards a rational Wages Structure », *Lloyds Bank Review*, avril 1957.

prendre dans le sens d'un chômage provisoire deviennent d'autant plus pénibles.

C'est toujours une décision difficile, mais qui se complique encore de nos jours par un fait qui est également une nouveauté de notre temps, et qui doit être pris en considération si nous voulons comprendre le caractère unique de l'inflation chronique. La nouveauté n'est pas seulement la puissance monopolistique des syndicats, ni l'ébranlement de l'épargne, mais c'est encore la conviction, devenue un dogme qui domine tout et à peine ébranlable, que le « plein emploi » doit avoir la priorité absolue et qu'il n'admet aucune amputation, pas même lorsqu'il s'agit d'un chômage éparpillé et provisoire, qui ne se laisse pas comparer au chômage en masse de la Grande Dépression. Et ce dogme oblige aujourd'hui les pouvoirs publics et les banques centrales, par le truchement de l'opinion publique, quand ça n'est pas par la loi comme aux États-Unis. Ils doivent tellement compter avec sa prédominance qu'il n'a jusqu'à présent été possible dans aucun pays d'interrompre sérieusement la réaction en chaîne. Ils sont d'autant plus tenus à cette réserve que c'est devenu une partie du dogme du plein emploi, aussi bien de nier les rapports qui existent entre salaires élevés, inflation et chômage, que de voir dans la nécessité qui en résulte d'un nombre, même minime, de gens cherchant des emplois, le produit d'une économie politique perverse. Il se produit ainsi à l'heure actuelle une tendance néfaste à voir dans chaque montée du chômage une dérobade de la banque centrale, à qui on reproche de ne pas se soucier du plein emploi, au lieu de reconnaître en celui-ci la conséquence d'une politique des salaires incongrue, contre laquelle la banque centrale doit défendre le pouvoir d'achat de la monnaie. La conséquence est que chaque assaut énergique visant à juguler l'inflation des salaires encourt le danger de marquer le pas dès les premières vagues de chômage; et le jeu des prix et des salaires recommence aussitôt.

La banque centrale ressemble, à l'égard de la responsabilité qui lui incombe, à un automobiliste qui sait qu'il n'a

besoin que d'appuyer vite et fort sur les freins pour éviter un accident, mais qu'il a affaire d'un côté à des piétons indisciplinés et ne prenant aucune précaution, et de l'autre à une chaussée très glissante, sur laquelle il risque de déraeper en freinant trop violemment. Ces deux circonstances sont à sa décharge. Nous attendons de lui malgré cela qu'il se souvienne qu'il a des freins et qu'il ne s'en remette pas à un simple coup d'avertisseur. Plus vite il reconnaîtra le danger et fera fonctionner ses freins, mieux cela vaudra.

C'est à peu près de cette façon que se conçoit la situation peu enviable de la banque centrale. Sans doute la responsabilité définitive lui incombe. Mais le « suremploi », l'exploitation inconsidérée que les syndicats font de leur puissance, et les poussées inflationnistes qui viennent en même temps d'autres côtés menacent d'exiger de cette responsabilité plus que le public, les gouvernements et la défense dogmatique du « plein emploi » ne lui accordent. L'indépendance de la banque centrale est alors d'autant plus précieuse, ainsi qu'une gestion énergique et éclairée.

On comprend peut-être mieux, après ce qui vient d'être dit, ce qu'il faut entendre quand il est dit que le processus d'inflation de nos jours est d'une nature telle que la puissance de la banque centrale suffit à peine à le dominer de façon efficace. Cela ne veut pas dire que la banque centrale (au cas où elle est équipée de tous les instruments modernes de la politique de crédit, et n'a pas besoin de s'en remettre à l'arme en fait émoussée de la politique de l'escompte) ne serait pas en mesure d'écarter la surpression de la demande, d'où qu'elle vienne, par une politique énergique de restriction correspondante. Il faut bien plus soutenir qu'elle est toujours en mesure de le faire. Mais on peut se demander avec inquiétude si elle peut appuyer sur les freins avec assez d'énergie sans éveiller, du fait de la diminution de l'emploi, que l'on peut difficilement éviter en raison de la politique des syndicats en matière de salaires, des résistances politico-sociales qui paralysent son action – quand elles ne l'étouffent pas déjà dans l'œuf à l'intérieur de la banque.

Mais ce n'est pas tout. L'inflation-salaires est sans doute la forme d'inflation la plus importante et la plus récalcitrante, mais elle n'est pas la seule que nous ayons vue. En même temps, se fortifiant réciproquement et agissant de concert avec l'inflation-salaires, bouillonnent toutes les autres sources d'inflation qui nous sont connues : non seulement l'inflation d'investissements, à laquelle l'inflation-salaires est étroitement liée, mais aussi l'inflation fiscale et, dans le cas particulier de l'Allemagne, l'inflation importée. Comme la pression inflationniste actuelle est observable de tant de côtés, on peut à bon droit se demander si on n'exige pas trop de la banque centrale, quand on attend d'elle qu'elle intercepte toutes ces poussées inflationnistes par une restriction correspondante du crédit. Sans doute la théorie le demande, et il faut en fait exiger que la banque centrale fasse tout ce qui est en son pouvoir. Mais il reste douteux que cela corresponde aux besoins.

Trois mesures sont d'autant plus nécessaires : 1) la retenue des syndicats dans l'exploitation de leur position monopolistique sur le marché, en faisant appel à leur entendement et à leur sens des responsabilités, et en arguant des dommages toujours plus manifestes que la course entre les salaires et les prix cause aux intérêts des travailleurs ; 2) l'arrêt concomitant de toute inflation fiscale, et ceci par une limitation des dépenses publiques, et non par le moyen douteux de l'augmentation de l'impôt, augmentation qui agirait contre les buts à longue échéance du développement de l'éléphantiasis du budget de l'État et du socialisme fiscal³⁵ ; 3) couper en même temps les

35. Cela nous entraînerait trop loin du thème de ce livre, mais il y a encore la question de savoir si à côté, ou même à la place de la politique de la banque centrale, la suppression de la demande ne devrait pas être écartée par le dépôt d'un excédent budgétaire. D'une façon plus générale, il s'agit de savoir si la politique financière publique ne devrait pas assurer le rôle qui incombait jusqu'ici à la politique de crédit de la banque centrale, et ceci par une mesure de l'impôt et des dépenses, qui agirait contre la déflation par un déficit budgétaire couvert par un supplément d'argent (*deficit spending*), et contre la déflation par le dépôt d'un excé-

sources d'inflation pouvant découler des excédents de la balance des paiements. Pour le reste (ceci doit être dit et redit), il faut que la banque centrale, en dépit de toutes les difficultés, ferme énergiquement le robinet du crédit, jusqu'à ce que les investissements soient ramenés à la mesure (qui, il faut l'espérer, augmentera) de l'épargne, et les revendications en matière de salaires à des proportions qui n'engendrent pas l'inflation des salaires. Si les syndicats persistent dans leurs exigences, ils se trouveront devant des entrepreneurs qui ne seront tout simplement plus en mesure de leur céder, et placeront les syndicats devant le choix : se résigner ou accepter le chômage.

7. Conséquences et perspectives

Que s'ensuit-il ? En vérité ceci que, dans le combat contre l'inflation, le front doit être aussi étendu que le front de ses causes, de même que l'artillerie lourde de la banque centrale doit se tenir au point stratégique et procéder à un feu nourri. L'élargissement nécessaire du front signifie en même temps que le combat contre un adversaire aussi acharné et exerçant des pressions de tous les côtés est de

dent budgétaire (procédé devenu connu en Allemagne sous le nom pittoresque de « Juliusturm »). Encore que je doive confesser avoir participé à la création de cette idée d'une « politique financière compensatoire », ou d'une *functional finance* (dans mon livre *Krise und Konjunktur*, 1932, et mon livre ultérieur *Crises and Cycles*, 1936), il me faut avouer aujourd'hui qu'elle ne s'est confirmée ni par ses arguments, ni par l'expérience. Je souscris vigoureusement à la critique destructrice qui a été faite à cet égard par Melchior Palyi (*Commercial and Financial Chronicle* du 18 avril 1967) et par Friedrich A. Lutz (*Notenbank und Fiskalpolitik*, conférence éditée par la banque centrale de l'État de Bade-Wurtemberg en 1957). En ce qui concerne la partie aujourd'hui actuelle de cette idée, c'est-à-dire la lutte contre l'inflation par le dépôt d'un excédent budgétaire, elle échoue déjà du seul fait qu'il serait naïf de croire qu'un tel excédent puisse, dans une démocratie moderne, être préservé de devenir la victime de l'appétit des parlementaires qui n'auraient alors que trop tendance à augmenter les dépenses.

longue haleine et mouvementé, et doit être mené en profondeur, de façon échelonnée.

L'essentiel est le moral combatif du front de défense opposé à l'inflation. Si nous aboutissons à la conclusion déprimante qu'on est là en bien mauvaise posture, nous exprimons encore une fois que l'inflation chronique de notre temps est un problème social et moral. Et précisément pour cette raison c'est un problème pour lequel il n'y a pas de solution commode, rapide et simple, pas de solution non plus dont on puisse venir à bout par une simple technique de la politique de la monnaie et du crédit.

Nous saisissons ce problème correctement si nous pensons que l'inflation est au fond la façon qu'a une économie de réagir contre une surcharge permanente de ses énergies: contre la démesure et l'impatience des revendications, contre une tendance à l'excès dans tous les domaines et dans toutes les classes, contre une politique économique, financière et sociale fourvoyée, décomposée et qui ne tient pas compte des principes confirmés, contre l'outrecuidance de vouloir tout avaler d'un coup, contre la légèreté qui consiste à tirer sur l'économie plus de lettres de change qu'elle n'en peut honorer et contre l'entêtement de toujours vouloir accorder des choses incompatibles. On veut investir plus que l'épargne ne permet; on réclame des salaires plus élevés, qui ne s'accordent pas avec l'augmentation de la productivité, on veut consommer plus que le revenu courant n'accorde, on veut gagner plus dans les exportations qu'elles ne procurent en importations; et par-dessus tout l'État, qui devrait être davantage au fait de ces questions, augmente sans cesse ses revendications à l'égard de cette économie hyperdilatée. On s'enivre d'exigences, tandis que la couverture en marchandises manque. De même que dans le cas de notre corps et lorsque nous péchons contre les règles fondamentales de conduite de l'existence, un organe se trouve amasser lentement mais continuellement ces fautes qui finalement se vengent sur lui, l'économie a un organe qui est lui aussi extrêmement sensible. Cet organe est la monnaie: elle s'affaiblit et cède,

et cet affaiblissement est ce que nous appelons l'inflation, en quelque sorte une dilatation de la monnaie, une maladie de l'économie.

Le malheur est que les contre-forces spirituelles, morales et sociales font défaut. Pas plus que n'ont cours, dans le domaine des idées, certaines convictions inébranlables, ou des principes directeurs, le front anti-inflationniste ne possède, dans le domaine des intérêts, assez de force et d'étendue contre le front inflationniste; de plus, comme nous l'avons vu, l'État-Providence fait des brèches de plus en plus larges dans le front de ceux qui ont un intérêt vital à juguler l'inflation. L'indexation des salaires et des rentes fait le reste. Le résultat est que le respect de l'argent et de son intangibilité n'a plus cours.

Pour donner une idée du chemin que nous avons déjà parcouru dans ce sens, voici deux faits tirés de l'histoire financière de la France³⁶.

Lorsque Gambetta, à la fin de l'année 1870, dans l'une des crises les plus graves de son pays, organisa à Tours la résistance de la république, il voulut imposer au représentant local de la Banque de France de l'aider dans son besoin désespéré d'argent par une émission de billets. Une exigence proprement monstrueuse, et en fait Gambetta, tête brûlée du jacobinisme et dictateur tout-puissant, s'inclina devant le non catégorique du directeur de la banque qui n'admit pas que la pénurie nationale fût une excuse au crime d'une inflation. Gambetta réussit au lieu de cela à satisfaire son besoin d'argent par un emprunt de 200 millions de francs, que la banque Morgan lui consentit à 7 %.

Et maintenant l'autre, et si possible plus sensationnel, de ces faits, quelques mois plus tard, en mars 1871, le dirigeant radical-socialiste de la Commune de Paris fut tenté de mettre la main sur le stock d'or et les presses de la Banque de France pour financer sa révolution. Mais même

36. Ma source est Jacques Chastenot, *Histoire de la III^e République*, (tome I, « L'Enfance de la troisième (1870-1879) », Paris, 1952, pp. 29 et 80 (d'autres indications de sources s'y trouvent).

dans le tohu-bohu d'une guerre civile impitoyable, ces hommes endurcis de la révolution résistèrent à une telle tentation. La Banque de France était, à leurs yeux, inviolable comme le franc Germinal, tous les deux créations de Napoléon, qui les avaient dotés de l'inviolabilité, bien qu'il ait eu coutume de ne fixer pour le reste aucune limite au pouvoir de l'État.

C'est en vérité un respect proprement sacro-saint de l'argent qui nous apparaît dans ces deux événements d'un pays qui, en ce qui concerne ses gouvernements et ses parlements, a depuis considérablement perdu ce respect. Nous ne pouvons pas établir de comparaison avec notre époque sans confusion, disons même sans honte. Personne ne peut se défendre de lire ces histoires sur Gambetta et les communards sans un mélange d'émotion, de profonde estime et d'inquiétude, et quiconque fait honnêtement son examen de conscience avouera que cette suspension de la raison d'État devant l'argent, en tant que valeur inviolable au-dessus de l'État lui-même, est un bien spirituel élevé, dont la perte doit être profondément déplorée, et nous ramène au temps des faussaires de la fin du Moyen Âge et du début des Temps modernes³⁷.

De nombreux facteurs ont contribué à saper le respect de l'argent et de sa valeur. Mais le travail de sape spirituelle qui a été exécuté par cette révolution de l'économie politique est proprement incommensurable (son rôle néfaste a déjà été indiqué, comme il se devait, dans des

37. « Le franc de Germinal, dont le poids et l'aloi sont alors considérés comme échappant à la souveraineté de l'État, n'est pas seulement l'instrument de la prospérité française : il constitue une des bases solides du rayonnement français. Ce n'est pas quand Bergson fait prévaloir l'intuition sur l'intelligence, ce n'est même pas quand les nations d'Europe se précipiteront en armes contre les autres que le noble édifice construit aux XVIII^e et XIX^e siècles, en grande partie par les mains françaises, s'écroulera véritablement : c'est quand l'immuabilité monétaire cessera d'être article de foi, quand les détenteurs de l'autorité se croiront affranchis de l'impératif comptable et quand ils s'imagineront être investis du pouvoir divin de faire quelque chose avec rien. » Jacques Chastenet, *La France de M. Fallières*, Paris, 1949, p. 127.

passages précédents). Si son œuvre destructrice est encore difficilement réparable, le moins qu'on puisse attendre est pourtant le regret et une confession sincère. Espérons que nous ne sommes plus éloignés du moment où Keynes, pour employer une expression de Jacob Burckhardt, sera reconnu, au même titre que Marx et Rousseau, pour l'un des plus grands destructeurs spirituels de l'histoire.

Nous avons affaire ici à un phénomène de décadence spirituelle et morale de formes et de degrés divers. Elle va de la résignation malade à l'égard de la destruction de la valeur monétaire, en passant par un mélange de regret et de satisfaction à peine voilée, jusqu'au cynisme manifeste. On a de moins en moins conscience qu'il s'agit en vérité d'une réelle fourberie.

Ce n'est rien d'autre qu'une forme de ce *cynisme monétaire*, d'une variété proprement méprisable, que de tenir l'inflation chronique d'aujourd'hui, dans sa forme de progression lente, aussi bien pour praticable que souhaitable, comme étant le prix qu'on doit être prêt à payer pour une durée illimitée de la haute conjoncture accompagnée du « suremploi », pour les augmentations incessantes des salaires et la « croissance économique ». Mais la thèse de l'inflation permanente entretenue à petit feu est non seulement condamnable sur le plan moral, mais aussi insoutenable sur le plan de la logique. L'inflation est précisément ce qui ne peut se concevoir comme quelque chose de durable, du fait qu'aussitôt qu'elle est reconnue comme telle, il lui faut perdre le rythme lent qui conditionne une inflation constante et « contrôlée ». Alors que, l'idée s'en répand déjà partout, notre époque serait l'« époque de l'inflation » (et cela est tôt ou tard inévitable), les hommes se comporteront de plus en plus de telle façon que, pour employer la terminologie de la physique atomique, une réaction explosive en chaîne se produira, du fait du « ralentissement de la réaction ». On ne peut déjà plus arrêter le cours de l'indexation progressive, qui devient même le plus sûr moyen d'accélérer l'inflation. De plus, si le suremploi, et déjà même le plein emploi, doit être

maintenu, il aura finalement besoin d'injections toujours plus fortes du poison de l'inflation, pour compenser l'effet défavorable des augmentations de salaires sur l'emploi. Comme en même temps l'inflation progressive amenuise toujours davantage le volume de l'épargne, et fait monter le taux d'intérêt, le besoin se fera sentir d'une inflation toujours plus forte pour maintenir les investissements à ce niveau qui est nécessaire pour préserver la haute conjoncture de l'écroulement. Finalement on ne pourra différer la crise qu'au prix de la ruine de la monnaie et pour un court délai³⁸.

Mais s'il est déjà grave que ce cynisme monétaire soit insensé, il est pourtant bien plus grave encore qu'il soit moralement condamnable; et c'est le propre de ce cynisme de ne faire que sourire de cette accusation. Si nous voulons saisir l'inflation chronique de notre époque dans ses racines profondes, nous devons reconnaître dans l'état d'esprit qui l'engendre, la permet ou y pare mollement (quand il ne va pas jusqu'à la défendre cyniquement) l'aspect monétaire de la friabilité générale de l'équité et du respect de l'équité.

La démocratie, nous l'avons vu plus haut, dégénère en arbitraire, en toute-puissance de l'État et en ruine, si on ne fixe pas à la volonté de l'État, déterminée par le suffrage universel, les barrières extrêmes du droit naturel, des règles acquises et de la tradition. Elles doivent non seulement être inscrites dans la constitution, mais avant tout si bien amarrées dans les cœurs et les esprits que les hommes résistent à toute attaque. L'une des plus importantes de ces règles est l'intangibilité de l'argent. Si elle est aujourd'hui ébranlée jusque dans ses fondements, c'est l'un des signes les plus alarmants de l'extrême danger où se trouvent la société et l'État.

38. Aucune tentative d'examen approfondi d'une « inflation permanente entretenue à petit feu » ne m'est connue. L'essentiel a été souligné par F. A. Lutz, « Inflationsgefahr und Konjunkturpolitik », *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, juin 1957.

J'espère que plusieurs de mes lecteurs connaissent la nouvelle de Jeremias Gotthelf, *Die Schwarze Spinne* (*L'Araignée noire*). Qu'il soit dit aux autres que la sombre puissance de ce récit, entrelaçant réalité et légende, réside dans l'action d'une araignée diabolique qui répand la peste sur un monde paisible et bourgeois qui dépérit, jusqu'à ce qu'on réussisse à l'emprisonner à l'aide d'un tampon dans la solive d'une maison paysanne de Berne. Cette « araignée noire » est le symbole de ce mouvement infernal qui envahit un monde bourgeois vivant dans la sécurité, et rien ne nous empêche de l'appliquer à l'inflation. Elle aussi a sans cesse, au cours de l'histoire, mené sa course en semant la peste, jusqu'à ce qu'enfin on réussisse à la coincer avec le tampon de la monnaie-or. Mais dans le désespoir où une déflation dévastatrice les avait plongés, il y a un quart de siècle, les peuples succombèrent à la tentation de retirer ce tampon d'or, et depuis l'« araignée noire » est à nouveau parmi nous.

CHAPITRE V

CENTRALISME ET DÉCENTRALISME*

1. Lignes de démarcation de la philosophie sociale et de la politique économique

Je reviens encore une fois au sujet essentiel de l'inflation, que nous venons de considérer sous toutes ses coutures et en pleine conscience de son importance dominante, et je rapporte l'expérience que j'ai pu faire il y a quelques années. En un seul jour j'avais eu sous les yeux, par hasard, deux déclarations, ayant toutes les deux trait à l'argent, mais qui aboutissaient à des conclusions totalement différentes, de façon si irréconciliable qu'elles n'étaient explicables que par deux formes opposées de philosophie sociale. L'une venant des États-Unis avait pour auteur un journaliste économique éminent et posait déjà dans le titre la question cruciale « Inflation ou Liberté? ». Il s'agissait de ces avertissements mûrement pesés contre le danger croissant de l'inflation, que même le dernier venu doit aujourd'hui reconnaître comme trop bien fondés. L'auteur arrivait à la conclusion qu'un peuple ne peut conserver sa liberté

* En lieu et place du terme « centrisme » (et par suite « décentrisme ») utilisé par le traducteur en 1961 mais ayant pris depuis un sens trop politiquement connoté, nous préférons dire « centralisme » (et « décentralisme »).

que par le moyen d'une monnaie saine, mais que dans la démocratie moderne de masse un système monétaire sain n'est plus possible, s'il est livré au gouvernement, au Parlement, aux partis et aux puissants groupes d'intérêts, sans contre-forces suffisantes. À quelques jours de là, une correspondance de presse allemande m'apporta la nouvelle selon laquelle un professeur d'université influent, de tendance socialiste modérée, avait critiqué violemment la « politique déflationniste funeste » de la Zentralbank d'Allemagne, et enchaîné en exigeant que « les leviers de commande de l'industrie, c'est-à-dire l'argent et le crédit, soient réunis entre les mains de la démocratie ».

Il est clair que le socialiste en question ne pourrait guère, aujourd'hui, exprimer ce qu'il avait alors défendu avec une telle passion, tandis que l'Américain a tout lieu de donner aujourd'hui à son avertissement le caractère d'une véritable mise en garde. Ce fait prouve que le socialiste commettait une erreur sur le plan de la politique économique, tandis que, sur ce même plan, son adversaire avait raison. La pression inflationniste que ce dernier craignait est devenue si manifeste que le socialiste lui-même doit tout subordonner à la nécessité d'élever une digue efficace contre ce danger.

Mais ce n'est pas ce qui nous intéresse présentement. Ce qui nous occupe ici, c'est le caractère de rudesse, d'irréconciliabilité même de deux opinions, qui s'entrechoquent au sujet d'une des plus importantes questions d'ordre économique et social. Ici deux principes se sont heurtés en se repoussant et il sera difficile de trouver un compromis. Ou bien, en effet, il est bon et souhaitable que la politique de la monnaie et du crédit soit, comme un comptoir central, maniée par le gouvernement, qui dépend immédiatement d'une majorité des partis ou, ce qui est pire encore, d'un groupe extraparlémentaire prétendant représenter l'opinion du pays. Ou bien, à l'opposé, il est bon et souhaitable de réagir contre une telle dépendance, contre un tel « monolithisme ». Ou bien il est sage de mettre ses œufs dans le même panier, ou bien ça ne l'est pas. Et il saute aux yeux que celui qui se décide pour la première voie, et qui

le fait en même temps, comme nous le savons aujourd'hui, en raison d'un souci absolument dépassé mais qui n'en est pas moins significatif, à l'égard de l'orientation « déflationniste » de la banque d'émission, trahit par là sa conviction sociale et politique, de même que l'autre, qui préfère la deuxième voie, trahit la conviction opposée.

En d'autres termes, nous nous trouvons en face d'un cas qui nous fait reconnaître les grandes lignes de démarcation de la philosophie sociale et de la politique économique. Il nous enseigne combien il est important de les faire ressortir clairement derrière les combats et les différences d'opinions de la politique du jour. Plus nous y réussissons, plus nous avons le droit d'espérer mieux comprendre le sens de ces différends et en même temps de ramener leur conflit à une opposition loyale. Ce n'est pas le moindre profit d'une telle entreprise de nous rendre aptes à nous scruter nous-mêmes honnêtement et à prendre une décision. Que sommes-nous en fait ? Des libéraux ? Des conservateurs ? Des socialistes ? Et si nous sommes l'un ou l'autre, pourquoi le sommes-nous, et où cela nous mène-t-il ?

L'exemple d'où nous sommes partis nous recommande de commencer par une opposition qui n'est sans doute pas la plus importante, mais qui pourtant est en rapport étroit avec les autres oppositions plus profondes. Nous pourrions en vérité dire qu'ici un homme, que nous pouvons appeler d'après sa tendance un *inflationniste*, se tient face à un autre homme, qui peut d'après sa tendance être nommé *déflationniste*. Jusqu'ici ce n'est pas faux, car manifestement chacun de nous est ainsi fait qu'il s'accommode plutôt de l'inflation que de la déflation, ou inversement ; ou, si nous voulons nous exprimer différemment, qu'il craint plutôt l'inflation que la déflation ou inversement ; ou bien, pour le dire encore d'une autre façon, qu'il reconnaît plus vite le danger d'une inflation ou au contraire celui d'une déflation. Quelle tendance domine chez l'auteur de ce livre ? Ce n'est plus un secret pour le lecteur. Elle s'exprime déjà dans le fait qu'il conteste le droit de nommer quelqu'un déflationniste comme on nomme un autre inflationniste, et ceci parce

qu'il y a entre inflation et déflation une asymétrie qui nous est connue. Précisément du fait que l'inflation est un poison agissant d'abord agréablement, qui ne dévoile ses ravages que plus tard, la déflation est par contre un phénomène lié dès le début à des désavantages ; il est possible de souhaiter l'inflation, tandis qu'on ne peut tout au plus s'accommoder de la déflation que comme d'un moindre mal. Il y a donc un inflationnisme, dans le sens d'un état d'esprit non seulement défendant l'inflation, mais même y tendant, et c'est l'un des courants les plus anciens et les plus puissants de l'histoire. Mais il n'y a guère de déflationnisme dont on pourrait dire quelque chose de correspondant.

Considérer en détail un tel inflationnisme et un tel déflationnisme, rechercher leurs motifs, est une tâche fructueuse et qui n'a pas été menée à bout jusqu'à présent. Si nous voulons nommer quelques-uns seulement des éléments les plus importants, nous nous heurtons, dans le cas de l'inflationnisme d'abord, à une prédilection exagérée pour une croissance continue, pour des chiffres ascendants, y compris les chiffres de la population, et pour un progrès quantitatif, bref, à la tendance à favoriser indéfiniment l'expansion. Un tel *expansionnisme* qui, tel le vieux Faust, voudrait voir « un fourmillement immense » et ouvrir des « espaces à des millions de gens » et qui se réjouit des courbes montant en flèche et accepte à ce prix la courbe descendante de la valeur monétaire, ou du moins est prêt à s'en accommoder longtemps, contient en lui beaucoup d'autres éléments. Il est prêt, s'il le faut, à sacrifier au présent un avenir assez lointain, qu'il dise avec le XVIII^e siècle « Après nous le déluge », ou bien de façon plus moderne avec Keynes : « *In the long run, we are all dead* ». Il ne s'intéresse pas aux précieuses réserves de la société et parmi elles : le respect de l'argent et l'immutabilité de sa valeur ; il est contre tout ce qui est bourgeois, contre le créancier et le rentier, auquel il souhaite avec Keynes une douce mort. L'expansionniste est futuriste, optimiste, etc., et le « déflationniste » ou, comme nous préfererions dire, l'anti-inflationniste est le contraire de tout cela.

Mais il nous importe d'élargir cette opposition entre inflationnisme et anti-inflationnisme, et de faire apparaître une opposition plus générale, qui nous permette d'embrasser la grande opposition de deux philosophies sociales et de deux orientations de la politique économique. C'est l'opposition entre une pensée de « gauche » et une pensée de « droite », entre une tendance au *progressisme*, dont j'ai parlé en détail dans mon livre *Mass und Mitte*, et une autre que l'on pourrait nommer *conservatisme*, si cette expression n'était pas aujourd'hui, dans la plupart des pays du monde occidental, alourdie par des associations idées malheureuses.

Pour trouver la transition de notre exemple à cette grande ligne générale de démarcation, souvenons-nous encore une fois que l'infortuné socialiste dont nous avons parlé avait, en tant qu'expansionniste ou inflationniste, ressenti l'indépendance de la banque centrale comme un grand scandale, et demandé son assujettissement à la volonté de la « démocratie ». Pour l'Américain par contre, il était certain, puisque l'inflation est un danger toujours à l'affût et qu'il nous menace aujourd'hui dans l'immédiat, qu'il fallait dresser une digue contre la domination des gouvernements sur l'argent. Après la chute de la monnaie-or, qui précisément constituait cette digue, il reste comme dernier rempart l'indépendance de la banque centrale, qui doit alors être défendue d'autant plus opiniâtement. L'un veut concentrer la responsabilité de la monnaie dans les mains du gouvernement et la « politiser ». L'autre veut un partage du pouvoir, une articulation, un système de poids et de contrepoids, une décentralisation et, partant, une « dépolitisation » de la monnaie.

Lorsque le premier souligne la nécessité de confier le « levier de commande de l'économie », que représente la monnaie au gouvernement agissant seul et d'après un plan qui engloberait tout, afin qu'il fasse une politique économique valable, qu'il garantisse le plein emploi et, partant, la puissance des syndicats, et qu'il dirige le processus économique selon la volonté du « peuple », il exprime en

même temps une certaine philosophie sociale diamétralement opposée à celle de son adversaire américain. Il représente aussi le type d'homme qui, semblable en cela aux Jacobins de la Révolution française et à tous leurs héritiers spirituels, ne voit pas l'idéal de la démocratie dans un État bien articulé et dans une compensation des forces, qui se limitent ainsi mutuellement. Il le voit bien davantage dans une centralisation du pouvoir, qui en principe ne connaît pas de limite et qui peut s'exercer d'autant plus démesurément qu'il est secouru par la fiction selon laquelle tout cela est fait au nom du peuple.

L'idée que la démocratie (dans la mesure où, pour parler avec Montesquieu (*De l'esprit des lois*, livre XI, chapitre II), nous sommes plus soucieux de la liberté du peuple que de son « pouvoir » imaginaire) ne peut être profitable que lorsque l'erreur et l'abus des pouvoirs, quelle qu'en soit l'origine, sont limités par la séparation de ces pouvoirs, est étrangère à ce Jacobin ; elle le choque même. Quand il jette un regard plein de suspicion sur un billet de banque qui n'est pas encore devenu le maillon docile du pouvoir centralisé de l'État, il est ce même « éternel Jacobin », que tout trait d'indépendance, d'autonomie et de vie personnelle offusque (depuis le marché libre jusqu'à la commune libre, l'école privée, la radio sans contrôle d'État, et même jusqu'à la famille)¹. Les billets de banque à demi indépen-

1. Écoutons à ce sujet un de ces Jacobins : « Nous proscrivons l'esprit de localité départemental ou communal ; nous trouvons odieux et contraire à tous les principes que, parmi les municipalités, les unes soient riches et les autres pauvres, que l'une ait des patrimoines immenses, et l'autre seulement des dettes » (*Mémoires de Carnot*, I, 278, d'après H. Taine, *La Révolution*, III, p. 107). « Nous ne voulons plus d'intérêts, souvenirs, idiomes et patriotismes locaux. Entre les individus, il ne doit subsister qu'un lien (c'est ainsi que Taine indique pertinemment cette idéologie jacobine), celui qui les attache au corps social ; tous les autres, nous les brisons ; nous ne souffrons pas d'agrégat particulier, nous défaisons le plus tenace de tous, la famille. » Ça n'est pas un hasard que ce même Carnot soit devenu le fondateur de l'armée de masse, reposant sur le service militaire obligatoire pour tous, et ait ainsi créé une institution qui, plus que beaucoup d'autres, provoque la centralisation et la

dants, les caisses de retraites, et bien d'autres choses sont, pour reprendre une image, autant de Bastilles qu'il faut prendre et raser.

Manifestement, nous avons affaire ici à deux types de pensée sociale auxquels on peut facilement ramener la plupart des oppositions qui se manifestent. Il semble que nous ayons atteint ici le col d'où le regard plonge très loin, des deux côtés, dans des vallées séparées l'une de l'autre. Ici se séparent les esprits. Les uns se sentent attirés vers le collectif, les autres vers les chaînons qu'ils assemblent. Les uns considèrent la structure de la société plutôt de haut en bas, les autres plutôt de bas en haut. Les uns cherchent la sécurité, le bonheur et l'accomplissement de la vie dans la subordination des petites communautés et de l'individu à une entité savamment et fortement organisée, et qui paraîtra, à ce point de vue, d'autant plus sympathique qu'elle sera plus grande; les autres dans la vie personnelle et dans la responsabilité personnelle des mêmes petites communautés. Dans un ordre d'idées très proche, on trouve cette autre opposition entre une pensée ayant une étrange prédilection pour tout ce qui est imaginé, fabriqué, organisé et construit artificiellement, pour la planche à dessin, le calque et le tire-ligne, et une autre qui donne la préférence à ce qui nous vient de la nature, à ce qui est légitimé par la durée, à ce qui est spontané, continu et étendu dans le temps. À cette dernière se rattache l'opposition entre ceux

concentration du pouvoir et qui aboutit au « Minotaure » moderne (B. de Jouvenel, *Du pouvoir, histoire naturelle de sa croissance*, Genève, 1945, p. 11 et suiv.). Chacun devrait voir aujourd'hui qu'une démocratie s'inspirant du mythe jacobin de la « souveraineté du peuple » (et non pas de l'idée libérale du contrôle du gouvernement par les gouvernés), se transforme nécessairement en un « despotisme démocratique, centraliste. Mais on devrait aussi apprendre à écouter et à sentir la philosophie sociale qui se cache derrière ce mythe, aussitôt qu'on parle avec une hostilité dédaigneuse de fédéralisme, de petits États et de petites entreprises. On devrait s'habituer à ne voir dans de telles expressions devenues à la mode sous le nom de "progressisme", rien d'autre que l'entrebâillement d'une porte qui nous découvre un intérieur dont le style appartient à l'époque jacobino-napoléonienne. »

qui, parce qu'ils croient qu'il est possible de reconstruire la société et l'économie, sans égard pour ce qui existe déjà, et de repartir à zéro, sont des réformateurs radicaux, animés par un optimisme qu'aucun insuccès ne semble entamer, et les autres. Ces autres qui, armés du sens de l'histoire, et persuadés de la sensibilité du tissu social contre toute intervention, sont emplis d'une profonde méfiance à l'égard de tout esprit de réforme optimiste, et ne croient pas à une croisade pour une quelconque Nouvelle Jérusalem. Ils s'en tiennent à la sentence de Burke, selon laquelle le véritable homme d'État doit unir, à l'aptitude à réformer, la volonté d'une conservation prudente.

Avant de poursuivre cette définition des deux types de pensée sociale, il faut avouer que si nous éprouvons le besoin pressant de leur donner des définitions correctes, nous sommes à cet égard dans un grand embarras. Après avoir tenté une orientation provisoire avec les expressions « progressisme » et « conservatisme », nous avons aussitôt reconnu qu'une telle tentative échouait, avant tout parce que (sur le continent européen du moins) l'étiquette « conservatisme » est devenue à peu près inutilisable. Dans la meilleure des hypothèses, on aurait à s'embarrasser d'une infinité de nuances sans échapper à de fâcheuses méprises. Nous ne sommes guère mieux servis par une opposition entre l'« individualisme » et le « collectivisme », qui aboutirait d'un côté comme de l'autre à une sorte d'exagération. « Libéralisme » et « socialisme » ne font pas non plus l'affaire. Ce sont des termes indispensables du vocabulaire politique, mais précisément pour cette raison (du fait de leur utilisation équivoque et de leurs nombreuses nuances) impropres au but que nous poursuivons, d'autant plus qu'ils signifient des choses différentes selon les pays². Ce qu'il nous faut, c'est une terminologie

2. Ce qui suit montrera combien cette notion a de significations. En Suisse se nomment libéraux des partis qui sont également conservateurs, de même que Jacob Burckhardt et Alexandre Vinet peuvent être qualifiés à la fois de conservateurs et de libéraux. L'idée suisse de l'État

qui non seulement soit nouvelle, sans usure ni surcharge, mais qui en même temps fasse ressortir quelques-uns des aspects essentiels de cette grande opposition, même si nous ne pouvons pas espérer qu'elle nous les fasse saisir tous. Les considérations précédentes de ce chapitre devraient nous amener à croire que ce serait une bonne solution que de représenter les « centralistes » et les « décentralistes » comme les Capulets et les Montaigus de notre drame.

En fait, et cela devrait être clair maintenant, nous avons affaire à deux principes opposés qui déterminent de façon décisive tous les domaines de la vie sociale (politique, administration, économie, culture, habitat, technique et organisation) et qui leur confèrent un cachet. Si nous saisissons suffisamment ces deux notions et si nous en épuisons totalement le contenu, il devient possible de découvrir en

est libérale, et se nomment libéraux ceux qui la défendent aujourd'hui contre les tendances collectivistes. Sont libéraux en Italie, d'un côté les conservateurs anti-étatistes et de l'autre les progressistes anticléricaux, qui ne voudraient à aucun prix perdre leur jonction vers la gauche. La politique économique du gouvernement allemand est libérale, mais elle est faite pour l'essentiel par un parti qui se nomme « démocrate-chrétien ». De telles notions sont comparables à un instrument de musique, qui est destiné à une certaine suite de sons : il atteint, dans les sons les plus graves et les plus aigus, la sonorité d'un autre instrument, comme l'alto dans le violon, mais nous attachons à chaque instrument la représentation d'une certaine tonalité moyenne qui caractérise son expression sonore. La notion de « libéralisme » a ainsi en Europe une étendue considérable, dans laquelle sa signification vacille ; mais la même chose est valable pour la façon dont cette notion est employée aux États-Unis, avec la seule différence que la gamme des tons est considérablement haussée vers la gauche. Il y a des tons marginaux qui sont contenus dans les deux variantes du libéralisme, mais la signification « moyenne » est là-bas à ce point différente de celle de l'Europe qu'elle en devient précisément le contraire. L'Américain perçoit ici des sons qui, en Europe, appartiennent à une octave que nous pouvons au mieux définir de « socio-démocratique » ; *New Deal*, encouragement des syndicats, économie planifiée, inflationnisme, centralisme, imposition radicale des revenus et des richesses, ceci passe là-bas pour « libéral », encore qu'il y ait certaines de ces notions que nous ne nommerions pas autrement en Europe. La confusion augmente du fait que la notion est usurpée par des gens et par des mouvements qui ne se distinguent des communistes que par leur prétention de ne pas l'être.

elles les principes qui exprimeront peut-être l'opposition la plus générale de la pensée philosophique. La question de savoir si l'idéal est la centralisation ou la décentralisation, si nous donnons la primauté à l'individu et au petit groupe, ou au grand collectif, c'est-à-dire à l'État, à la nation, aux centrales, y compris à l'État mondial rêvé, devient la véritable ligne de partage des eaux entre toutes les directions et tous les points de vue que nous avons jusqu'à présent opposés les uns aux autres³.

Ici s'entrechoquent fédéralisme et administration communale d'une part, et centralisme politique d'autre part. Ici, les amis de la paysannerie, de l'artisanat, de la petite entreprise, de la propriété privée, du contact avec la nature et des dimensions humaines, se séparent des défenseurs des grandes entreprises, de ce qui est organisé techniquement et rationnellement, des grandes associations et des comités, de la grande cité. Ici se trouve le fossé au-dessus duquel ceux qui tiennent l'organisation de l'économie par le marché, la concurrence et les prix libres pour la meilleure, et estiment que la décentralisation des décisions en matière d'économie, au profit de millions de producteurs individuels et de consommateurs, est la

3. Proudhon lui-même nous a devancé dans ce jugement : « C'est ainsi que le système de centralisation, d'impérialisme, de communisme, d'absolutisme, tous ces mots sont synonymes, découle de l'idéalisme populaire ; c'est ainsi que dans le pacte social, conçu à la manière de Rousseau et des Jacobins, le citoyen se démet de sa souveraineté, et que la commune, au-dessus de la commune le département et la province, absorbés dans l'autorité centrale, ne sont plus que des agences sous la direction immédiate du ministère... Le Pouvoir envahit tout, s'empare de tout, s'arrogé tout, à perpétuité, à toujours, à jamais : Guerre et Marine, Administration, Justice, Police, Instruction publique, créations et réparations publiques ; Banques, Bourses, Crédit, Assurances, Secours, Épargnes, Bienfaisance ; Forêts, Canaux, Rivières ; Cultes, Finances, Douanes, Commerce, Agriculture, Industrie, Transports. *Sur le tout un Impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut* », (*Du principe fédératif*, Paris, 1863, p. 69). J'ai fait ressortir la dernière phrase pour attirer l'attention du lecteur et montrer combien Proudhon a été clairvoyant. Il est manifeste que Marx, le centraliste, devait haïr de toute son âme ce décentraliste.

condition préalable de la liberté, de la justice et du bien-être, poursuivent leur éternel dialogue avec les autres, qui réfèrent la planification par en haut et, par conséquent, les moyens de coercition par l'État.

Le centraliste est en même temps le rationaliste social que nous avons déjà rencontré plus haut. L'homme individuel devient, vu de ses centrales, petit et finalement un chiffre de la statistique, un matériau, une grandeur mathématique que l'on met de force en équation ; il devient quelque chose que l'on peut « remodeler », bref qui menace de n'être plus pris en considération. Nous savons également qu'il n'en juge que d'une façon plus optimiste le succès de ses constructions et de ses changements. À l'opposé, le « décentraliste », parce qu'il compte avec l'homme et qu'en même temps il connaît et respecte l'histoire, est sceptique, pessimiste même ; de toute façon il part de la nature humaine sans faire de sentiment et de façon réaliste. D'où le caractère doctrinaire du « centraliste », et celui non doctrinaire du « décentraliste ». Celui-ci préfère s'en tenir à des principes confirmés ; il se décide en vertu d'une hiérarchie des valeurs et des règles, en s'appuyant sur la raison et une sage réflexion, plus qu'en vertu des passions et des sentiments ; il est enraciné dans des convictions inébranlables pour lesquelles il n'exige aucune preuve, sachant qu'il serait absurde de ne pas y croire.

On comprend maintenant que le « centraliste » n'en est pas moins un moraliste, un moraliste du genre facile et rhétorique, enclin à pousser l'abus des grands mots de liberté, justice, droits des hommes jusqu'à la phraséologie ; c'est un parangon de vertu, dont le propre est d'utiliser son moralisme comme une arme politique et de faire passer son adversaire, qui a plus de retenue, pour moralement inférieur. Comme il voit les choses de haut, en négligeant la réalité de l'homme concret, son moralisme relève d'un intellectualisme abstrait. C'est le moralisme de ces gens qui se croient moralement supérieurs aux autres dès qu'ils font de la morale un usage inconsidéré, qu'ils formulent de grandes exigences, sans se soucier des conditions réelles et

des conséquences possibles. Ils ne semblent pas comprendre que les autres n'en sont pas plus mauvais, parce qu'ils sont conscient de la dure réalité et connaissent les complications et les difficultés de l'éthique concrète, de l'éthique pratique, où si souvent celui qui veut le bien fait le mal.

Ce moralisme de « gauche » atteint trop souvent ce degré déplorable où les grands mots d'amour, de liberté et de justice deviennent le prétexte du contraire, et où le moraliste, nous morigénant du haut de son cheval de bataille, devient l'ennemi intolérant et envieux, où le pacifiste théorique devient, dans les cas pratiques où il s'agit de préserver, un impérialiste, et où l'avocat de la justice sociale abstraite devient l'arriviste possédé du désir de dominer. Ces moralistes sont très éloignés du comportement des « décentralistes », au sujet desquels Adalbert Stifter fait dire, dans *Nachsommer*, au père de son héros que l'homme n'existe pas d'abord en fonction de la société, mais en fonction de lui-même, et que si chacun s'applique, par amour de soi, à être lui-même de la façon la meilleure qui soit, il l'est aussi pour la société humaine. J'ai connu une vieille bonne qui était parvenue d'elle-même à cette sagesse, et s'étonnait que tant de gens se mettent martel en tête pour savoir comment faire le bien alors que, disait-elle, il était plus avisé que chacun, à la place qui était la sienne, fît tout simplement et loyalement son devoir. L'idéal moral du « centraliste » vise en fait trop souvent à l'ambition de faire du monde un lieu où, pour reprendre un mot déjà cité de Goethe, « chacun deviendra le gardemalade de l'autre » – ce qui présuppose une organisation centrale autoritaire.

Plus nous avançons dans cette analyse des deux types de pensée, plus les juxtapositions qui se présentent à nous deviennent nombreuses, et plus il devient évident que l'opposition entre centralisme et décentralisme embrasse en fait énormément de choses.

Monopole et concurrence marquent de la façon la plus flagrante l'opposition dans le domaine économique. Il nous apparaît aussi clairement que l'*économie collectiviste*

correspond à l'idéal du centralisme, tandis que l'*économie de marché* est du ressort du décentralisme. Qui plus est, toute intervention économique est une concession faite au centralisme, qui l'accepte d'un cœur léger et, avec la satisfaction de son idéal de centraliste, mais que le décentraliste n'accepte qu'à contrecœur, en exigeant une sévère justification de toute concession, et en imputant à ses partisans la charge de prouver qu'elle est justifiée; il est ainsi fidèle à son principe (désigné dans la doctrine sociale catholique sous le nom de principe de subsidiarité), selon lequel la présomption plaide toujours en faveur du transfert du centre de gravité de la société et de l'économie vers le bas, et tout acte de centralisation et de déplacement du centre de gravité vers le haut nécessite une motivation convaincante, qui excuse cette déviation de l'idéal décentraliste.

Il n'y a pas d'équivoque non plus sur le problème de l'*égalité* et de l'*inégalité*. Égalité et uniformité appartiennent au centralisme; inégalité, diversité, polyphonie et articulation au décentralisme. Cela est clair, et il serait superflu de s'y étendre. Cependant un problème sérieux, déjà soulevé, nous donne du fil à retordre, lorsque nous abordons la forme particulière d'égalité que l'on appelle égalité des chances (*equality of opportunity*) ou bien « *Startgerechtigkeit* » (A. Rüstow). Ce problème nous rappelle que la vie n'est pas une équation qui se fait sans reste et, en fait, nous nous heurtons ici au danger qu'encourt le décentralisme de s'enfermer, si nous ne sommes pas prudents, dans une contradiction dans laquelle il s'est lui-même placé. En effet, l'idéal du décentralisme (qui précisément sur ce point coïncide avec l'un des buts les moins discutés du libéralisme) demande que les individus se mesurent les uns aux autres dans une concurrence libre, ce qui implique nécessairement qu'ils commencent la course du même point de départ et dans les mêmes conditions. Une course continue de tous pour tout? Une quête constante des meilleures « occasions », où qu'elles se présentent, une comparaison incessante avec les « occasions » manquées, et une poursuite continuelle de celles qu'on tient pour les meilleures?

On ne peut pas sérieusement l'entendre de cette façon. Car il s'agit très manifestement d'un idéal des plus dangereux et extrêmement peu sympathique à tout décentraliste, et qui doit faire le malheur de ceux qui s'y attachent. C'est ainsi que déjà notre témoin principal, Tocqueville, a pu, avec un regard pénétrant, remarquer que les Américains (chez qui cette *equality of opportunity* a depuis toujours passé pour illimitée, et où elle est louée) sont devenus, par cette recherche continuelle de la meilleure « opportunity », des nomades nerveux et insatisfaits⁴.

Le symbole singulièrement saisissant, mais par là aussi des plus terrifiants, d'une telle course de tous pour tout, fut ce matin mémorable où, il y a plus d'un demi-siècle, le

4. « J'ai vu en Amérique les hommes les plus libres et les plus éclairés, placés dans la condition la plus heureuse qui soit au monde ; il m'a semblé qu'une sorte de nuage couvrait habituellement leurs traits ; ils m'ont paru graves et presque tristes jusque dans leurs plaisirs... Le goût des jouissances matérielles doit être considéré comme la source première de cette inquiétude secrète qui se révèle dans les actions des Américains, et de cette inconstance dont ils donnent journellement l'exemple... Si au goût du bien-être vient se joindre un état social dans lequel la loi ni la coutume ne retiennent plus personne à sa place, ceci est une grande excitation de plus pour cet état d'esprit : on verra alors les hommes changer continuellement de route, de peur de manquer le plus court chemin qui doit les conduire au bonheur... Quand toutes les prérogatives de naissance et de fortune sont détruites, que toutes les professions sont ouvertes à tous, et qu'on peut parvenir de soi-même au sommet de chacune d'elles, une carrière immense et aisée semble s'ouvrir devant l'ambition des hommes, et ils se figurent volontiers qu'ils sont appelés à de grandes destinées. Mais c'est là une vue erronée que l'expérience corrige tous les jours... Ils ont détruit les privilèges gênants de quelques-uns de leurs semblables ; ils rencontrent la concurrence de tous... Cette opposition constante qui règne entre les instincts que fait naître l'égalité et les moyens qu'elle fournit pour les satisfaire, tourmente et fatigue les âmes. » (A. de Tocqueville, *op. cit.*, II, 2^e partie, chap. 13). Il y a plus de trente ans j'ai trouvé, dans un district typiquement agricole des États-Unis, que sur 69 colons, 23 seulement avaient une expérience de l'agriculture et que parmi ceux qui restaient, il y avait : 2 musiciens de cirque, 3 forgerons, 2 plongeurs, 2 charpentiers, 2 bouchers, 3 vachers, 1 mécanicien de navire, 3 tenanciers de cabarets et 3 vieilles filles. (W. Röpke, « Das Agrarproblem der Vereinigten Staaten », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1958, p. 492).

territoire de l'État actuel de l'Oklahoma, retiré aux Indiens, fut ouvert aux candidats au défrichage, qui se tenaient déjà avec leurs chariots à la frontière et qui, sur un coup de pistolet, s'y engouffrèrent, à celui qui, dans de telles conditions de départ égales pour tous, aurait les meilleurs lopins de terre. Il devrait être manifeste à tous qu'il n'y a rien au monde d'aussi peu sage et d'aussi dangereux que de pousser la société à une telle course. Lors même qu'on devrait atteindre ainsi une production maximale des marchandises, cela ne vaut pas le prix que nous avons en revanche à payer en culture, en bonheur, en super-mobilité d'hommes aux nerfs exténués, en un continuel va-et-vient d'un lieu à un autre, d'une profession à une autre, d'une couche sociale à une autre, du *shirt-sleeves* au millionnaire, puis au *shirt-sleeves* à nouveau. Ce qui correspond bien davantage au sens profond (nous pouvons dire ici au sens conservateur) du décentralisme, c'est d'avoir présent à l'esprit un certain compartimentage de la société, le respect de ce qui a été obtenu, un dosage minimal de diversité et d'articulation horizontale et verticale de la société, la tradition familiale, conditions indispensables d'une société saine et heureuse. Aussi n'apparaît-il pas insensé, à la lumière de ces considérations, qu'une certaine harmonie d'ensemble soit maintenue dans les communes, cantons ou départements d'un État, en faisant en sorte que toute personne qui s'y installe ne jouisse pas *a priori* des mêmes droits que les gens de la région.

Il n'est pas bon que tous les fils de paysans et de pâtisseries deviennent médecins, prêtres ou employés de ministère, ou qu'ils aient envie de le devenir. Il reste vrai que l'une des choses les plus souhaitables, parce qu'élément du bonheur, est le sentiment qu'ont les hommes d'être à la place qui leur convient; c'est plus vrai que jamais aujourd'hui, où ce sentiment, sous l'influence de l'idéal de la course de tous pour tout, s'est perdu de façon si effrayante. Frédéric Le Play, ingénieur et sociologue du XIX^e siècle, n'était pas un sot lorsqu'il découvrit dans les « familles-souches » (dans lesquelles la profession et la

position économique et sociale s'héritaient) une amarre non négligeable de la société⁵. Finalement, il faut bien montrer que l'égalité des conditions de départ, au moyen de la socialisation de l'éducation, ne fera qu'accroître l'envie et le ressentiment. Lorsqu'en effet les mêmes chances de promotion seront données à tous, la possibilité sera retirée à ceux qui n'auront pas réussi d'en imputer la faute à l'« injustice sociale » ou à une « naissance inférieure », dont on s'accommode. Maintenant seulement, la faiblesse intellectuelle ou caractérielle de la majorité des êtres moyens et inférieurs à la moyenne apparaît brutalement comme la cause de la course perdue ; et il faudrait mal connaître l'âme humaine pour croire que cette révélation n'agira pas comme un poison violent. On ne peut pas se représenter d'attentat plus terrible contre le bonheur que cette « égalité des conditions de départ », car, étant donné la manière aristocratique qui préside à la répartition des dons supérieurs de l'esprit et du caractère à un très petit nombre de gens, une minorité seulement en profitera, la majorité par contre sera d'autant plus malheureuse.

De peur de nous fourvoyer, nous devons toujours nous souvenir que si nous voulons rester fidèles à l'idéal du décentralisme, nous devons prendre le parti de la diversité, de la stabilité personnelle et de la vie pour soi. Mais nous commettrions une erreur aussi grande si nous allions confondre décentralisme et particularisme, régionalisme et politique de clocher. Il n'est naturellement en aucun cas question de cela.

Le décentraliste doit bien davantage être un universaliste convaincu, avec un regard sur un ensemble qui est d'autant plus authentique qu'il est mieux structuré et articulé. Son centre, c'est Dieu, et c'est précisément pourquoi il ne veut pas l'échanger pour des centres humains, c'est-à-dire pour ce que le centralisme conséquent, à savoir le collectivisme, a l'intention de lui offrir. C'est dans ce sens

5. Sur Frédéric Le Play : W. Röpke, *Civitas humana*, Paris, 1946, pp. 190-191.

qu'il interprète l'inscription gravée sur la tombe d'Ignace de Loyola: « Il est divin de n'être pas exclu de ce qu'il y a de plus élevé et de rester néanmoins inclus dans le plus humble⁶. » Vraisemblablement, Goethe ne voulait pas dire autre chose lorsqu'il déclarait: « Je suis un habitant du monde, je suis de Weimar. »

Il importe, et nous devons y tendre de tous nos vœux, que nous soyons capables d'allier une vision large, embrassant le monde dans ses aspects spirituel, politique et économique, avec le refus de considérer ces aspects et d'orienter notre action du point de vue étroit du régionalisme et du nationalisme, au sens de la diversité et de l'autonomie, à tous les degrés et dans tous les domaines.

Le décentraliste a, vis-à-vis du centraliste, l'avantage de savoir, entre autres, qu'il est toujours plus facile de centraliser et d'étendre les prérogatives de l'État, que de décentraliser et de restreindre ces prérogatives. Il sait aussi que le centralisme est en passe, si nous progressons dans ce sens, de raréfier l'atmosphère de liberté et d'humanité, tandis que nous approchons du sommet du totalitarisme auquel les peuples ne peuvent échapper sans se précipiter dans l'abîme. Mais le malheur veut que lorsqu'on a cherché son salut sur cette voie, il est de plus en plus difficile de faire demi-tour. Le centralisme encourt le danger de ne pouvoir s'arrêter, du moins par ses propres moyens. Comme pour tant d'autres choses, nous trouvons dans le trésor des légendes populaires une histoire qui, à l'égard de cette obsession du centralisme déchaîné, marque de façon symbolique la direction vers laquelle on marche, en même temps que les vœux secrets d'une telle marche. C'est l'anecdote célèbre de l'empereur romain Caligula qui aurait exprimé le vœu que le peuple romain n'eût qu'une seule tête afin de pouvoir la trancher d'un coup. Le vœu

6. L'inscription sur la tombe d'Ignace, dans l'église du Gesù à Rome, vient d'un auteur inconnu et s'exprime ainsi dans l'original: *Non coerceri maximo, contineri tamen a minimo, divinum est*. Hölderlin a utilisé la même sentence (légèrement altérée) en épigraphe à son *Hypérion*.

de Caligula est resté à jamais le symbole d'un centrisme tyrannique, parce que sans limite, et de l'issue finale dont la centralisation progressive nous menace.

Mais la tentation du centralisme a été de tous temps prodigieuse, en théorie comme dans l'action politique. C'est la tentation de la perfection mécanique et de l'uniformisation au prix de la liberté, et Montesquieu a peut-être raison lorsqu'il dit que ce sont avant tout les petits esprits qui y succombent (*De l'esprit des lois*, XXIX, 18). Si la rage d'uniformisation et de centralisation s'étend, et si les centralistes commencent à répandre leurs grandes idées dans tous les domaines, c'est l'un des signaux d'alarme les plus sérieux du danger qui menace la liberté, l'humanité et la santé de la société. C'est exactement la situation où nous nous trouvons aujourd'hui. « Si, disait il y a un siècle J. S. Mill, les routes, les chemins de fer, les banques, les organismes d'assurance, les grandes sociétés par actions, les universités et les organismes d'assistance publique devenaient des succursales du gouvernement; si en outre les organisations et les conseils municipaux devenaient des compartiments de l'Administration centrale; si les fonctionnaires de ces différents services et administrations étaient nommés et payés par le gouvernement, et dépendaient de lui pour l'amélioration de leur situation, toute la liberté de la presse et la nature démocratique de la législation n'empêcheraient pas un seul pays de n'être plus libre que de nom. Le désastre serait d'autant plus grand que la machine administrative serait plus efficace et plus scientifiquement organisée⁷. »

7. J. S. Mill, *On Liberty*, chap. 5. Dans le même sens Gaetano Mosca, *Die herrschende Klasse*, Berne, 1953 ; p. 126. Les citations de Montesquieu et de Mosca font sentir combien serait séduisante une histoire des notions de « centrisme » et de « décentrisme ». Autant que je le sache, on l'attend encore. J'en ai personnellement essayé une esquisse dans mon article « Zentralisierung und Dezentralisierung als Leitlinien der Wirtschaftspolitik » (*Wirtschaftliche Entwicklung und soziale Ordnung*, édité par Ernst Lagler et Johannes Messner, Vienne, 1952, p. 20 et suiv.).

2. L'entrelacement des rapports humains

Mais les dangers et la tentation du centralisme sont d'autant plus grands qu'ils se présentent à nous sous des formes variées. Nous devons toujours nous garder de lui payer un tribut à notre insu, et de l'encourager contre notre but. Notre époque pullule de centralistes sans qu'ils le sachent ou le veuillent, de libéraux et de conservateurs qui méprisent le fédéralisme, d'anticollectivistes qui font les yeux doux au monopolisme et à l'interventionnisme d'État, d'Européens humanitaires qui se font les défenseurs d'une organisation de plus en plus « économocratique » de notre continent.

Il ne devrait pas être utile, à la fin de ce livre, de noter les signes les plus choquants et les plus connus de la concentration grandissante qui s'accomplit autour de nous, et dont nous nous accommodons généralement trop volontiers, quand nous n'allons pas jusqu'à lui donner notre bénédiction. Par contre il faudrait aiguïser notre sensibilité aux dangers de la concentration et de l'état d'esprit qui l'encourage, à l'aide de quelques exemples originaux.

Il faut d'abord citer ce réseau de plus en plus serré des rapports humains, qui résulte de l'accroissement de ceux qui dépendent d'autrui et qui empêche de plus en plus les individus dans un rapport de subordination et de dépendance à l'égard des centres qui font la pluie et le beau temps. En tant que partie de ce grand bouleversement qui nous est connu, et que l'économiste américain K. E. Boulding a défini dans un livre auquel cette expression fournit le titre d'*Organizational Revolution*, cette condensation entraîne une altération très sensible de ces rapports humains. En effet, si le marché lie les individus indépendants effectuant entre eux des transactions d'achat et de vente, d'une façon que l'on peut qualifier d'horizontale et de lâche, sinon d'impersonnelle, cette liaison, due à une coordination plus ou moins lâche et impersonnelle, est remplacée, au fur et à mesure que l'ampleur croissante

des entreprises réduit le nombre des individus indépendants, par une liaison étroite et personnelle due à la subordination et à l'autorité. Au lieu de dépendre des clients et des fournisseurs par l'entremise d'un marché vaste, et par conséquent excluant des rapports personnels fixes, on dépend du supérieur.

Si l'on se tenait autrefois les uns à côté des autres, on se tient maintenant les uns en haut, les autres en bas, et il se crée une tension causée par un étroit contact personnel, ininterrompu et limité au même cercle d'individus. Cela devient de plus en plus, par la raréfaction des existences indépendantes, le destin des masses, avec pour conséquence bien connue de rendre les rapports humains extraordinairement plus pénibles et plus difficiles. Intrigues, ambition, délation, jalousie, flagornerie, envie, rivalité et tous les autres poisons des rapports humains deviennent, comme le prouve une expérience mille fois répétée, les plaies qui se sont implantées dans toutes les « organisations » et grandes entreprises. Des névrosés peuvent maintenant rendre infernale la vie de centaines, de milliers de gens; pour comble de malheur, la probabilité est très grande que ce soient précisément les névrosés qui obtiennent les postes de commande, du fait de leur soif d'autorité et de leur activité (Boulding). Le fonctionnaire des finances mal disposé peut épancher sa bile aux dépens de ses subordonnés et des contribuables, qui lui sont livrés pieds et poings liés; le contremaître moralement déséquilibré peut devenir le tyran ombrageux et tatillon de l'entreprise, mais le marchand de légumes surexcité et accablé de soucis doit se contenir sans se sentir l'esclave de ses clients.

Cette évolution est si menaçante que l'« *Organizational Revolution* » atteint aussi ceux qui ne sont pas encore absorbés par une grande entreprise et qui ont conservé leur indépendance professionnelle. Où en sont aujourd'hui par exemple les médecins? Leur existence, surtout dans les États-Providences qui se signalent par l'ampleur de la centralisation, est devenue éprouvante parce qu'ils sont

engagés dans une double dépendance : l'ancienne dépendance horizontale créée par le marché (à l'égard de leurs malades) et la nouvelle dépendance verticale voulue par l'organisation (à l'égard des caisses-maladie). Et voilà bien une des plus grandes tragédies de notre temps que cet étai enserre justement la profession, pour laquelle la tranquillité et l'équilibre moral sont indispensables à la santé et à la vie des hommes.

Et l'on peut voir dans ces considérations une preuve nouvelle et saisissante de la supériorité de l'économie de marché sur toutes les variétés ou les nuances de l'économie collectiviste. En effet, il faut apprécier l'intégration impersonnelle des hommes par le marché (contre laquelle on invective souvent et qui a même été critiquée dans ce livre) en comparaison avec leur agglomération dans l'économie collectiviste, parce qu'elle coordonne les hommes au lieu de les subordonner. Marché et Pouvoir sont difficilement conciliables, et celui qui veut transformer, par sa position supérieure à l'égard du vendeur ou de l'acheteur, les relations de marché en relations de domination, d'une façon plus que provisoire, a une position difficile s'il ne peut pas compter sur l'assistance de l'État. Aussi longtemps qu'il existe, un marché véritable rend précaire la puissance économique et empêche que les rapports de coordination ne deviennent des rapports de subordination. D'autre part (et aucune affirmation ne peut la détruire plus complètement) la forme opposée de l'économie de marché, c'est-à-dire le collectivisme à tous les degrés et sous toutes ses formes, place inévitablement tous les hommes (sans excepter la mince couche des chefs, des organisateurs et des dirigeants) dans des rapports verticaux d'infériorité personnelle et leur ravit ainsi la liberté. Si les incorrigibles centralistes que sont les socialistes réclament un tel ordre économique au nom de la liberté, ils fournissent par là une des preuves les plus accablantes des égarements dont un homme est capable, sous le joug de la passion politique.

Mais il faut aussi voir le revers de la médaille: plus le nombre des indépendants est mince et plus la grande entreprise et l'organisation de masse deviennent caractéristiques de notre époque, plus l'économie de marché en souffre au profit du collectivisme, et plus l'entrelacement des rapports humains y devient critiquable; et ceci du fait de la concentration qui s'accomplit à l'intérieur de l'économie de marché. Aussi longtemps que l'économie de marché existe, son avantage demeure, sans commune mesure avec le collectivisme, car aussi longtemps qu'il subsiste des indépendants, il subsiste la possibilité de changements d'emploi ou de profession, des syndicats libres, la protection de l'État légitime et mille autres moyens d'évasion et de compensation. Et même si cela semble à certains par trop compliqué (comme c'est le cas aujourd'hui pour des milliers d'Anglais dans leur État-Providence), la possibilité subsiste de s'expatrier vers des pays où le centralisme est encore modéré. Mais ce qui est certain, c'est que le problème devient toujours plus angoissant.

Il est alors concevable que les personnes engagées dans la hiérarchie de ces diverses dépendances cherchent un compromis. Elles chercheront à relâcher la subordination et à limiter le domaine de l'arbitraire et du hasard, et ressentiront comme un bienfait tout progrès dans cette direction. Il n'est plus nécessaire, alors que des expressions telles que « climat de l'entreprise » et *human relations* sont sur toutes les lèvres, d'expliquer pourquoi il faut tout mettre en œuvre pour essayer de résoudre ce problème humain de l'organisation et de la grande entreprise. Une humanisation de l'entreprise et de l'organisation, telle qu'elle est souhaitable, inclura aussi la nécessité impérieuse d'accorder aux subordonnés un domaine où ils pourront partager la responsabilité, avoir droit au chapitre et même prendre part aux décisions: un domaine où la subordination peut être atténuée par des éléments de coordination (autant que

le permet la nature inaltérable d'une entreprise réduite à la subordination)⁸.

Mais cela aura encore une autre conséquence, et avec elle apparaît dans toute son étendue le danger qui résulte de ce processus de concentration, pour la société et pour l'économie. Le serrurier qui était jusqu'alors indépendant et entre maintenant dans une usine, cherchera, dans la subordination où il tombe ainsi, à rétablir son équilibre moral en inclinant à choisir un parti qui promet de mener la vie dure à « ceux de la direction ». Il dépendra des circonstances que ce soit le parti socialiste ou le parti communiste. En règle générale, il se rangera du côté du syndicat compétent, qui lui donne au moins l'impression de le couvrir moralement. Comme le « plein emploi » ou même le « suremploi » semblent relâcher les liens de dépendance, il ne trouvera peut-être même pas prohibitif, si tant est qu'il

8. Il est difficile de séparer ici ce qui est souhaitable de ce qui est critiquable. La tentative d'une telle séparation, telle que je l'ai entreprise dans le rapport que j'ai fait en 1950 au gouvernement Adenauer sur la politique économique (*Ist die deutsche Wirtschaftspolitik richtig ?*, Stuttgart, 1950), pourrait donner aujourd'hui encore une orientation. D'un côté il faut appuyer, parce qu'ils méritent une sympathie totale, les souhaits des ouvriers et employés d'être mis dans la confiance et d'appartenir aux initiés, afin qu'une participation convenable à la responsabilité leur soit accordée ; il faut appuyer aussi leur désir de protection contre l'arbitraire dans l'entreprise, et enfin leur vœu de pouvoir, en qualité de collaborateurs, s'identifier assez loin avec l'entreprise en ce qui concerne les oppositions d'intérêts dans la politique des salaires. D'un autre côté pourtant il faut dire non avec énergie à l'ambition d'abolir la subordination dans les décisions essentielles au succès de l'entreprise, et de faire partager la responsabilité à des hommes alors que rien ne les y autorise, ni leurs connaissances, ni leur formation, ni leur talent, ni enfin une acceptation de leur part d'un risque correspondant. Il faudra s'opposer à cette ambition avec d'autant plus de raison qu'il s'y cache davantage une simple extension de la puissance syndicaliste à la direction de l'entreprise ; et des plus résolument lorsque, en partant de là, un ordre économique doit se développer qui, en tant qu'économie de marché, fait du marché cette instance dont la direction d'entreprise essaye d'interpréter les ordres, lorsqu'elle « dispose ». L'analyse de loin la meilleure et la plus fondée est : Franz Böhm, « Das wirtschaftliche Mitbestimmungsrecht der Arbeiter im Betrieb » (*Ordo-Jahrbuch*, IV, 1951).

en ait conscience, le prix que coûte cette pression inflationniste constante, aussi longtemps que la spirale des prix et des salaires n'est pas évidente au point que les sophismes des dirigeants syndicalistes heurtent le bon sens. Que par contre les représentants des syndicats aient un intérêt particulier à prolonger une politique d'expansion des salaires en toutes circonstances, ce fait nous est apparu nettement plus haut.

Si concevable que soit de ce fait la développement des syndicats, surtout en tant que réaction morale défensive contre le fait qu'avec la concentration et l'accroissement du nombre des assujettis la subordination devient le principe dominant des rapports humains, un nouveau danger guette ici les assujettis : le syndicat devient lui-même l'une des « organisations » qui expriment la concentration croissante, et crée de son côté de nouvelles sujétions verticales et de nouvelles hiérarchies, avec des échelons supérieurs et des échelons inférieurs, avec des supérieurs et des subordonnés. Cette dépendance peut même devenir intenable et reléguer à l'arrière-plan toutes les sujétions que peut imposer une exploitation industrielle à ses ouvriers et employés, lorsque les syndicats s'arrogent le droit de faire dépendre l'emploi, dans une entreprise ou même dans toute une branche professionnelle, de l'appartenance de l'ouvrier ou de l'employé au syndicat (*union shop* ou *closed shop*, nom de ce monopole d'entreprise ou de profession dans les pays anglo-saxons).

Si la juridiction ou la législation sont assez faibles ou inintelligentes pour tolérer un tel monopole, elles deviennent complices d'une tyrannie qui s'exerce avec une brutalité inouïe, parce qu'elle peut imposer sa volonté en menaçant d'anéantir, s'il le faut, l'existence même d'un homme. La chronique quotidienne en Amérique et en Angleterre est remplie de cas à faire dresser les cheveux sur la tête, où cette tyrannie des syndicats s'est révélée impitoyable, et on peut juger à quel point en sont les choses quand on sait qu'aux États-Unis le « droit au travail » a pris un sens nouveau et signifie maintenant que le travailleur doit être

protégé contre la toute puissance du syndicat⁹. Le fait que même cette exigence naturelle se heurte à la résistance acharnée de tous les « progressistes », au point qu'on n'y a consenti jusqu'à présent que dans quelques États (19 sur 48), caractérise bien notre époque.

Quel que soit l'aspect sous lequel nous considérons les choses et quelles que soient les conséquences que nous envisageons, il est certain que cette augmentation constante des assujettis, qui forment aujourd'hui l'importante majorité, dans la plupart des pays industriels de l'Occident, est un processus plus alarmant que tout autre. Le processus est infiniment dangereux, parce qu'il tend vers une concentration et qu'il correspond à la concentration des entreprises. C'est un effet de l'agglomération, en ce sens que l'importance moyenne et le nombre des entreprises qui assujettissent des gens jusque-là indépendants, tend incontestablement à augmenter, pour les raisons les plus diverses. Si nous considérons tous ces faits et particulièrement leur corollaire, le renforcement du pouvoir syndical, avec tous ses effets connus, on peut se poser à juste titre la question angoissante de savoir si une véritable démocratie et une économie de marché libre sont à la longue compatibles avec une situation dans laquelle la majorité écrasante de la population se compose de personnes non autonomes, qui reçoivent des traitements et des salaires.

Qui pourrait nier que nous avons là un problème qu'aucun autre ne surpasse aujourd'hui par sa portée, un véritable problème clé auquel il faut trouver une solution, si nous voulons que subsistent la démocratie et l'économie de marché ? Bien que nous n'ayons pas le droit d'abandonner

9. Pour donner du moins une idée des conséquences des *closed shops* en Angleterre, prenons le cas de Mr Bonsor, qui a récemment provoqué une certaine sensation. Cet homme infortuné était un musicien qui, parce qu'il n'avait pas d'emploi, était en retard sur ses cotisations syndicales, mais n'avait pas le droit d'accepter un emploi avant d'avoir réglé l'arriéré de ses cotisations. Il a fini ses jours comme journalier (*Time and Tide* du 20 juillet 1957).

l'espoir de trouver une issue, nous ne pouvons pas nous attendre à une solution simple et facile. Aussi ne nous est-il pas non plus possible d'en donner ici une idée exacte. Cependant, trois points de repère devraient servir à chacun pour trouver la solution. Premièrement, le processus de diminution du nombre des indépendants doit être freiné avec énergie, et même si possible renversé partout et chaque fois que cela est faisable sans faire violence à la raison économique. Deuxièmement, la rigueur des rapports verticaux de dépendance devrait être adoucie, aussi largement que la structure de l'organisation de l'entreprise et la nature de l'économie de marché le permettent, par l'« humanisation de l'entreprise ». Troisièmement, il faudrait renforcer, en dehors de la dépendance dans les rapports de travail, les contrepoids, et surtout la propriété.

Voilà le programme sur lequel tous ceux qui soutiennent notre ordre économique et social libre devraient se mettre d'accord ; mais le premier point a peut-être encore besoin d'un court commentaire. Celui qui tient pour un grand malheur la transformation continuelle de notre société en une société de personnes non autonomes, recevant traitements et salaires, doit d'abord se demander comment s'opposer au processus de concentration des usines et des entreprises. Ici, devant cette question capitale, le décentraliste doit avant tout se garder d'avoir de nouvelles exigences à l'égard de l'État, entraînant celui-ci à créer de nouvelles contraintes et de nouvelles lois (car ceci ne ferait qu'empirer le caractère malfaisant du centralisme dans d'autres domaines), mais il doit accorder sa sympathie à toutes les énergies qui réagissent contre la concentration, quelle que soit la forme de ces énergies. Il faudrait examiner par un travail patient et minutieux comment finalement l'État lui-même, par son droit, son système fiscal et sa politique économique et sociale, a déplacé continuellement et inconsidérément les poids en faveur de la concentration industrielle, et comment il rend la vie dure aux petites et moyennes entreprises et à ceux qui veulent voler de leurs propres ailes, d'une façon qui n'a

rien à voir avec les avantages si souvent surestimés de la technique et de l'organisation des grandes entreprises. On obtiendrait plus d'un résultat surprenant, qui confirmerait l'hypothèse selon laquelle quelques mesures opportunes (une réforme de l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'abolition ou l'allègement de la lourde imposition sur les bénéficiaires, une réforme radicale du droit en matière d'actions, etc.) auraient les meilleurs effets dans le sens d'un renforcement des petites gens et des classes moyennes¹⁰.

3. Centralisme international

Celui qui se réclame du décentralisme, avec tout ce que cela implique, ne doit pas y renoncer lorsqu'il s'agit du rude problème de la grande entreprise et de la concentration économique. Il ne doit pas reculer devant les dangers immenses qui menacent l'économie et la société libres, ni devant le devoir de chercher à les éliminer par tous les moyens conformes à l'idéal décentraliste. Mais le nombre

10. Il y aurait aujourd'hui beaucoup à ajouter à ce que l'auteur a déjà dit sur cette question dans ses précédents ouvrages (*La Crise de notre temps* ; *Civitas humana* ; *Mass und Mitte*), surtout en ce qui concerne l'influence de la politique fiscale et du droit des sociétés anonymes. Cf. Joachim Kahl, *Macht und Markt*, Berlin, 1956. À ma connaissance, le meilleur exposé des influences de la politique fiscale se trouve dans le numéro d'avril des *Wirtschaftsberichte* de la Berliner Bank, 1957, consacré à la « maladie du marché allemand des capitaux ». On y attire à juste titre l'attention sur le fait alarmant que le « chiffre des naissances » des entreprises industrielles, c'est-à-dire le nombre des nouvelles créations, est tombé aujourd'hui d'une façon inquiétante, ce qui implique des anomalies fondamentales dans l'organisation du marché des capitaux et dans le système fiscal. De ce fait apparent, à côté de la concentration, un engourdissement également grave de la structure économique intégrée. Il est douteux qu'on ait voulu tout cela, mais une réforme générale n'en est que plus riche de promesses. Sur l'importance de la publicité en tant que facteur de concentration : W. Röpke, *Mass und Mitte* (*op. cit.*), p. 213 et suiv.). Entre-temps la télévision (qui aurait dû montrer si l'homme maîtrise la technique ou la technique l'homme) a augmenté le danger de façon extraordinaire.

de gens qui se rendent coupables de cet aveuglement, en donnant leur bénédiction au gigantisme industriel, est accablant. À peine moindre est le groupe de ceux qui tendent inconsidérément la main au centralisme lorsque, après avoir accompli son œuvre néfaste à l'échelle nationale, il trouve dans les relations internationales un champ vaste et fertile.

Sous la fausse bannière de la communauté internationale on a vu surgir dans ce domaine un appareil de la concentration industrielle, de l'agglomération, de l'uniformité et de l'économie dirigée qui (aussi bien dans le cadre de l'ONU et de ses organisations annexes qu'à l'intérieur de créations continentales du genre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier) s'octroie de plus en plus de pouvoir et assure à une bureaucratie toujours plus nombreuse, privilèges, influence et revenus nets de tout impôt. À part quelques exceptions dignes d'éloges, l'utilité de cette centralisation internationale est extraordinairement disproportionnée avec son coût. Mais peu de gens sont capables, derrière le paravent des idéaux élevés, de reconnaître la réalité; ils ont moins encore le courage de l'exprimer franchement et, s'ils le font, ils se voient placés devant une conjuration ouverte de tous les « bien-pensants¹¹ ».

Seule une minorité, et qui va s'amenuisant, aperçoit le caractère perfide et dangereux de cette concentration; elle éprouve d'ailleurs, devant la bureaucratie disposant de moyens puissants pour peser sur l'opinion publique, des difficultés de plus en plus grandes à faire entendre sa voix. Il y a pire; cette centralisation internationale (au nom de l'« Europe », de la « souveraineté supranationale », de l'« harmonisation internationale », du « combat contre le communisme » ou de quelque autre mot d'ordre séduisant) menace de donner le coup de grâce à ce qui reste de saine décentralisation nationale et de saine diversité internationale. Le sommet qui brille au loin est cet « État-

11. En français dans le texte.

Providence international » dont nous avons déjà parlé, nous l'espérons, de façon suffisante.

Sur cette voie, l'étape la plus récente est le projet de *Marché commun*, tandis qu'un caractère moins centralisateur s'attache au plan de la *Zone de libre-échange*. L'économiste a de nombreuses critiques à exprimer à ce sujet, hors de notre propos actuel¹². Dans le cadre des considérations présentes, il est significatif que ce projet, par l'étendue alarmante qui est donnée au dirigisme économique, et par la perspective d'une concentration et d'une organisation croissante de la vie économique, donnera une nouvelle et forte impulsion au centralisme international. La dépendance des individus et des petits groupes vis-à-vis des grandes centrales croîtra démesurément, de même que s'amenuiseront considérablement les possibilités de rapports humains et personnels, et cela au nom de l'Europe et de ses obligations traditionnelles à l'égard de la liberté, de la diversité et de la personnalité. Le danger, qui était à l'affût dans tant de plans et de documents de l'intégration économique européenne, s'est précisé et nous menace dans l'immédiat : l'*économocratie*, dont nous avons si souvent parlé dans ces lignes, est transférée de façon décisive de l'échelon national à l'échelon international et, avec elle, la domination toujours plus rigoureuse et plus inévitable des planificateurs, des statisticiens et des « économétriciens », le pouvoir centralisateur d'un dirigisme accompagné de son bureaucratisme international, de plans d'économie internationale, de subventions de pays à pays, et tout le reste. Si certains pays européens avaient pu jusqu'à ce jour limiter en quelque sorte à leurs propres frontières l'esprit du saint-simonisme, celui-ci, fidèle aux visions du fondateur de l'économie dirigée, s'impose maintenant sous la forme d'un *saint-simonisme européen*.

12. G. Haberler, « Die Wirtschaftliche Integration Europas » (*Mélanges en l'honneur de Ludwig Erhard, Wirtschaftsfragen der freien Welt*, Francfort-sur-le-Main, 1957, pp. 215 à 530) ; W. Röpke, *L'Économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles, op. cit.*, pp. 135-162.

Celui qui exprime ces pensées est animé d'un amour qui n'a d'autre signification que celle d'un patriotisme européen, et qui comprend ce qu'il y a de plus élevé dans la notion d'« Europe ». Dans cette disposition d'esprit, il entend que personne ne lui en remontre, et, moins que tous les autres, ceux qui ont fait de cette notion le mot d'ordre d'une activité pleine de zèle; pour lui, le but à atteindre, et dans lequel il met sa foi, est de triompher de la faiblesse de notre continent en le consolidant et en lui faisant prendre conscience de notre héritage et du danger qui nous menace, et de lui redonner la voix qui lui revient dans la politique mondiale, non seulement vis-à-vis de l'ennemi commun du monde libre, mais aussi dans les rangs du front défensif occidental, en même temps que dans les divergences qui nous opposent au monde de couleur. Mais il est naturellement d'avis (manifestement démodé) que ce but ne sera pas atteint par une production aussi bon marché que possible de voitures et d'appareils de radio, mais en premier lieu par un renforcement de la conscience qu'en a notre continent et de sa force politico-militaire, et par le sentiment qu'il a de l'esprit et du grand héritage qui sont l'apanage de tous les Européens.

Si nous voulons être fidèles à l'Europe, il nous faut maintenir cet esprit et cet héritage. Il faut que la consolidation politique et économique de l'Europe se fasse d'une façon qui confirme cette fidélité dans la défense de ce qui nous est essentiel: l'unité dans la diversité, la liberté dans l'association, le respect de la sphère personnelle de l'homme, de ce qui est individuel et particulier. Depuis Strabon, qui déjà dans l'antiquité qualifie l'Europe de « nation aux cents visages », en passant par saint Étienne, roi de Hongrie, et sa sentence « *Unius linguae uniusque moris regnum imbecille et fragile est* » (dans ses éloquents *Monita* à ses successeurs), en passant par Montesquieu qui parle de l'Europe comme d'une « nation de nations », jusqu'à Christopher Dawson, qui de nos jours rehausse le caractère de l'Europe par le terme « *society of people* », l'unanimité a toujours existé sur ce point capital, en dépit de toutes les nuances dans les

définitions. Le décentralisme est en fait un facteur essentiel de l'esprit européen. Vouloir organiser l'Europe dans le sens d'une centralisation, la soumettre à une bureaucratie de planning, en même temps que la fondre en un bloc plus ou moins compact, cela n'est rien moins qu'une trahison à l'égard de l'Europe et du patrimoine européen. Et cette trahison est d'autant plus perfide qu'elle s'accomplit au nom de l'Europe et par un abus inique de ce nom. Nous détruisons, ce faisant, ce que nous avons précisément à défendre, ce qui nous rend l'Europe si chère et qui la rend irremplaçable pour le monde libre.

C'est un bien mauvais signe qu'il faille discuter d'une méthode d'intégration économique européenne, qui devrait être bannie parce que non européenne, parce que centriste et, dans l'acception la plus large de la notion européenne de liberté, non libérale. Un nationalisme, un dirigisme économique à l'échelle du continent n'est pas un progrès vis-à-vis d'un nationalisme, d'un dirigisme économique à l'échelle de la nation. Ils sont même pires, en ce sens que ces tendances, si elles gagnent tout le continent, peuvent agir beaucoup plus librement. Si l'unanimité existe sur ce point, il faut reconnaître qu'il n'est pas indiqué de suivre cette direction, fût-ce en prenant simplement quelques mesures dans ce sens.

Respect de l'individuel et du particulier, de la diversité, des petits groupes humains et culturels, refus de toute centralisation mécanique, voilà quelques-unes des lignes de foi qu'il faut suivre, pour pouvoir nous considérer légitimement comme de vrais Européens, conscients de ce que représente l'Europe. Si nous ne différons pas d'avis à ce sujet, nous devrions tous éprouver un malaise à l'égard de certains excès de zèle, à l'égard de l'activité des économocrates et des technocrates, dont le propos est de construire l'Europe sur une planche à dessin, et d'en faire une organisation colossale au nom du progrès technique. Malaise aussi de voir s'afficher l'ambition insolite de faire de l'Europe, selon l'exemple américain, un creuset des nations et des cultures, tandis que, dans le même temps on traite avec

mépris ce qui fait au plus haut degré l'unité et la culture européennes, c'est-à-dire l'héritage de l'Antiquité et du christianisme. Malaise enfin devant l'idée d'un américanisme européen qui noie dans la quantité tout ce qui est qualitatif, divers, multiple, incommensurable individuel, et qui mesure le progrès; en tonnes d'acier, en kilowatts, en vitesse maximale et en kilomètres de pistes d'envol.

Voulons-nous faire de la production de masse et des villes massives notre idéal européen, qui ne pourrait même plus être mis en question? Est-ce un avantage indiscutable que de suivre aussi en Europe la voie d'une concentration et d'une rationalisation toujours plus poussées? N'avons-nous pas sujet d'être inquiets à la pensée de cette menace d'écrasement? Et qui ne serait pas effrayé à l'idée d'un Detroit européen, consommant une quantité monstrueuse de voitures, et transférant sur notre continent, où la population est si dense, l'intensité du trafic automobile des États-Unis? Ce sont là sans doute, dans l'état d'esprit actuel des hommes, des questions inopportunes. Il faut pourtant les poser, et avec d'autant plus d'insistance qu'un petit nombre seulement ose le faire, tant la peur est grande de passer pour rétrograde. Ce sont pourtant des questions de cet ordre que nous devrions ne pas étouffer, si nous sommes partisans du décentralisme qui, bien compris, est la véritable philosophie de l'Europe.

4. Où l'homme est compté pour rien

Si nous trouvons aujourd'hui un nombre effrayant de gens prêts à se plier sans résistance au joug centraliste, ou même à l'encourager, persuadés qu'ils sont d'agir ainsi de façon louable, il faut en chercher la raison profonde dans le domaine spirituel. C'est le trait propre à notre époque que d'orienter notre pensée socio-philosophique vers ce qui est collectif, mécanique et centraliste, et de nous rendre ainsi étrangers à ce que l'individualité concrète a d'humain. Et il n'y a pas lieu de s'étonner que les sciences sociales elles-

mêmes, l'économie politique comme la sociologie, deviennent la proie de cette pensée collectiviste et mécaniste, et qu'elles favorisent pratiquement, sur le plan politique, le centralisme. Nous pourrions aujourd'hui compléter le chapitre célèbre d'Ortega y Gasset sur l'« éviction de l'homme du domaine de l'art », par une considération sur l'« éviction de l'homme du domaine de l'économie politique ». Et, de même que dans l'art moderne l'homme est sacrifié à l'abstraction informe, parce qu'il perd aussi dans la réalité son visage et sa dignité, cette « déshumanisation » se retrouve dans la pratique de la politique, conformément à une certaine orientation de la théorie socio-économique¹³.

Lorsque nous nous plaignons de la tendance centraliste et mécaniste de la pensée économique contemporaine, et soulevons à nouveau une critique déjà formulée précédemment dans ce livre, nous pensons en premier lieu à la tendance courante, liée inévitablement au nom de Keynes et baptisée du nom de « macroéconomie », à traiter le processus économique comme un écoulement objectif, mécanique et mesurable, que l'on croit pouvoir déterminer quantitativement par des méthodes statistico-mathématiques appropriées, et qui pourrait être calculé à l'avance. L'économie ressemble alors à une pompe géante, d'où il résulte que la science qui y a trait devient de plus en plus une spécialité d'ingénieur, où les équations se mettent à foisonner, et où l'on oublie presque ce qui (nous le savons déjà) représente un siècle et demi d'études sur l'économie politique, à savoir la doctrine des mouvements de prix.

13. À la lumière de ces considérations il n'apparaît plus téméraire de dire qu'il y a une parenté intime entre Keynes et Picasso. Lors même que nous ne saurions pas qu'ils appartiennent à la même époque, la « déshumanisation » caractéristique de l'un et de l'autre le prouverait ; ils se ressemblent même d'une façon étonnante dans leurs périodes alternées de classicisme et d'avant-gardisme. Nous ne nous étonnons donc pas que Keynes ait eu une prédilection marquée pour Picasso, alors que Picasso est lui-même, comme on sait, communiste (R. Harrod, *The Life of J. M. Keynes*, Londres, 1951, p. 318).

Il s'y ajoute une série d'autres tendances scabreuses : une spécialisation toujours plus poussée de la recherche, qui active le processus d'émiettement du savoir socio-économique ; un hermétisme, inséparable de cette spécialisation, qui se glorifie parfois du caractère inaccessible des exposés et se complait avec orgueil à utiliser les mathématiques ; un certain intellectualisme qui, sans le moindre sens des proportions justes, s'égare en subtilités et construit des modèles auxquels manque jusqu'à la possibilité d'une confrontation avec la réalité ; une intolérance orgueilleuse, etc. C'est au point qu'il faut souvent se demander, quand on prend en mains une de nos revues économiques spécialisées, si l'on n'a pas par erreur pris une revue d'hydraulique ou de chimie.

Il est indispensable de faire un examen critique et réfléchi, en partant du fait que l'économie politique n'est évidemment pas une science naturelle, mais une science de l'esprit, et que, en tant que science morale, elle considère l'homme comme être moral et spirituel. D'autre part il faut se rappeler que l'économie politique a une position particulière dans le domaine des sciences de l'esprit, en ce sens qu'elle s'occupe d'un objet, l'économie de marché, qui objective le subjectif, de sorte que nous pourrions employer des méthodes étrangères aux autres sciences de l'esprit. Cette position particulière fait de l'économie politique une véritable science marginale, avec tous les charmes et toutes les possibilités que cela représente, mais aussi tous les dangers¹⁴. Elle permet en effet d'utiliser les mathématiques pour l'illustration et l'expression précise des fonctions quantitatives, et peu d'économistes rejettent totalement aujourd'hui cette utilisation. Mais cette méthode est précisément sujette à caution, du fait qu'elle entraîne les imprudents à repousser la zone limitrophe dangereuse (la zone délimitant l'humain et le mécanique) trop loin dans le domaine mécano-statistico-mathématis-

14. Cette pensée est parfaitement développée par Daniel Villey, « Examen de conscience de l'économie politique », *Revue d'économie politique*, 1951, pp. 845 à 880.

que, et à négliger ce qui est en deçà de la frontière: l'humain, le spirituel, qui ne sont pas traduisibles en termes de quantité. On devrait renoncer, sauf occasionnellement et à titre d'illustration, à utiliser ces méthodes propres à la technique et aux sciences naturelles, d'autant plus que le bénéfice probable est par trop disproportionné aux dépenses et aux dangers auxquels il expose. *Parturiunt montes nascetur ridiculus mus* – voilà en vérité l'épigraphe qu'il faudrait mettre en tête de beaucoup de ces études.

C'est une sérieuse méprise que de vouloir défendre la méthode mathématique en arguant que notre science doit s'occuper de quantités. Cela est vrai, mais la même chose est valable pour la stratégie, et pourtant les combats ne sont pas des opérations arithmétiques que l'on pourrait confier à une machine à calculer électronique. Les éléments décisifs de la vie économique dépendent de facteurs qui sont malencontreusement aussi peu mathématiques qu'une lettre d'amour ou une fête de Noël: forces morales et spirituelles, réactions psychiques, opinions situées au-delà des courbes et des équations, éléments éternellement insondables et imprévisibles. On ne doit pas attendre de la méthode mathématique plus qu'elle ne peut accomplir. Il serait difficile de nommer une théorie féconde d'économie politique qui puisse être découverte par ce seul moyen, d'en nommer même une seule qui ait été réellement découverte de cette façon. Et cela en vertu de motifs très profonds, car tout théorème d'économie politique qui ne peut être démontré que mathématiquement, sans être en même temps évident d'une façon non mathématique, mérite qu'on s'en méfie à l'extrême. Chaque fois qu'on est témoin d'une telle tentative, il faudrait adopter la sage attitude d'un économiste viennois qui, dans de tels cas, avait coutume de dire: « Avant de m'émerveiller, je préfère ne pas y croire. »

Ici aussi se confirme la remarque de Voltaire: « J'ai toujours remarqué que la géométrie laisse l'esprit où elle le trouve. » Trop souvent, en effet, l'économie politique mathématique ressemble (d'après la remarque caustique d'un économiste contemporain, L. A. Hahn) au jeu

des enfants qui cachent des œufs de Pâques, et exultent lorsqu'ils les trouvent à l'endroit où ils les ont mis. Il nous faut traiter avec la même irrévérence la prétention de cette méthode à nous fournir des résultats exacts. Dans une science dont on ne peut attendre, en raison de la nature particulière de son objet, l'exactitude d'une science naturelle et mathématique, cette prétention doit nous rendre méfiants. Et nous rétorquons qu'il vaut mieux avoir raison de façon imprécise que tort de façon précise¹⁵.

Un homme politique français disait, après la Première Guerre mondiale : « Un homme qui meurt, ça m'émeut. Quinze cent mille hommes, c'est de la statistique. » Mot aussi amer que vrai, et qui contient un avertissement que l'économiste ne devrait pas négliger. Sans doute nous ne pouvons pas nous empêcher de nous servir, dans notre discipline, d'un langage technique conventionnel ; nous parlons de l'offre et de la demande, du pouvoir d'achat de l'argent, de la capacité de production, du volume de l'épargne, du volume des investissements, pour ne pas parler du secteur du porc, et nous ne pouvons sans cesse faire remarquer que derrière tous ces ensembles pseudo-mécaniques, il y a des êtres individuels avec leurs pensées, leurs sentiments, leurs estimations, leurs suggestions collectives et leurs décisions. Mais ceci, nous ne devrions jamais l'oublier, et nous n'avons pas le droit de jouer avec ces ensembles comme avec des cubes de construction. Pour étudier les phénomènes économiques, on a créé des concepts ingénieux, dont certains nous sont indispensables. Lorsque nous manipulons des notions telles que l'« élasticité » de l'offre et de la demande, le « multiplicateur », l'« accélération », ou autres termes du même genre, nous devons toujours être conscients des

15. Il faut mentionner, parmi la littérature très insuffisante concernant les problèmes de la méthode mathématique en économie politique, la discussion organisée par la *Review of Economics and Statistics*, novembre 1954. Également L. von Mises, *Human Action*, New Haven, 1949, pp. 347 à 354 ; G. J. Stigler, *Five Lectures on Economic Problems*, Londres, 1950.

limites étroites à l'intérieur desquelles on peut en faire un usage utile et exempt de dangers. Ces termes donnent l'impression d'une exactitude scientifico-mathématique qui, en réalité, n'existe pas. Il n'y a pas là des constantes physiques comparables à l'accélération d'un corps en chute libre, mais des rapports qui dépendent du comportement incalculable des hommes.

Un exemple peut éclairer ce point. Je me souviens, non sans une certaine émotion, avoir eu en main, il y a des années, un rapport de la General Motors, qui contenait les résultats d'études s'étendant sur plusieurs années, et menées par un laboratoire économique créé dans ce but, sur le comportement de la demande dans le secteur de l'automobile. Ces études étaient des plus décevantes, car, en conclusion de leurs travaux, force avait été aux auteurs de confesser qu'en dépit de tous les chiffres et symboles mathématiques, ils n'étaient pas plus avancés qu'avant. Ils avaient indiqué comment les acheteurs s'étaient jusqu'à présent comportés, mais l'incertitude subsistait sur leur comportement futur; et la seule consolation était que la disproportion flagrante entre la dépense occasionnée par ces recherches et le résultat atteint était honnêtement reconnue. On avait seulement (et cela n'était plus nécessaire) prouvé une fois de plus qu'aussi intéressant qu'il puisse être, aussi précieux même sur le plan pratique, de connaître, pour une marchandise déterminée, les coefficients d'élasticité de la demande, de tels chiffres n'ont jamais, sur le plan économique, qu'un caractère historique. C'est une certaine façon de faire de l'histoire économique, une façon riche en conclusions, et facilitant l'estimation des chances à venir, mais il faut toujours revenir, dans la vie économique, à l'incertitude de l'avenir. Toute extrapolation des faits passés est un abus et une méprise; toutes les forces imprévisibles, qui mettent en mouvement l'histoire humaine dans sa totalité, peuvent à tout instant changer l'offre et la demande, d'une façon qui se rit de toute conception économétrique, et faire apparaître à tout moment des constellations nouvelles et inattendues.

L'un des caractères essentiels d'une telle conception, qui réduit le processus économique à un rapport de fonctions, saisissables à l'aide de notions mécaniques et calculables par des méthodes mathématiques, et élimine ainsi l'homme et sa nature indéchiffrable, est de conduire immanquablement à la prétention de pouvoir, par ces mêmes méthodes, faire des prédictions excédant la simple estimation des choses possibles. Il devrait être maintenant manifeste que cette prétention est injustifiée. La chaîne des défaites humiliantes subies depuis des lustres par une telle prophétie « économétrique » ne peut surprendre; ce qui par contre peut nous surprendre, c'est le refus des vaincus d'avouer ouvertement ces défaites et d'en tirer la plus grande leçon de modestie.

Doit-on rappeler que, quelques mois avant le déclenchement de la plus grande crise économique de l'histoire, au printemps de 1929, les personnalités américaines les plus éminentes en matière d'économie politique parlaient de l'équilibre heureusement assuré d'une économie en pleine prospérité? Que sont devenus les théoriciens de l'« atrophie démographique » qui supputaient, il n'y a pas longtemps, en prenant pour base (particulièrement sûre à leur yeux) la statistique démographique, la rapide décélération de l'accroissement de la population comme la chose la plus assurée au monde, et en tiraient les recommandations les plus précises pour la politique économique et sociale? Que sont devenus les économistes qui abusait de la théorie de Keynes, en déniaient à notre système économique (surtout d'ailleurs en raison de la fausse prédiction d'un ralentissement de l'accroissement de la population) la force nécessaire à une croissance naturelle, nous léguant ainsi la doctrine de la *mature economy*, ce fossile intellectuel de la Grande Dépression, de cette même dépression dont on avait, si peu de temps avant son déclenchement, ignoré les symptômes menaçants? Combien de malheurs ont provoqués ces prophètes hélas trop influents, généralement, cela est caractéristique, disciples dociles de Keynes, qui prédisaient, pour la période succédant à la Seconde

Guerre mondiale, et misant à nouveau sur le mauvais cheval, une nouvelle et sérieuse dépression? Ces rabat-joie, qui mettaient en garde contre l'optimisme né de la paix et conseillaient aux gouvernements de réagir contre cette dépression par tous les moyens favorisant l'accroissement du pouvoir d'achat (conduisant ainsi le plus grand nombre à pratiquer une politique absolument inopportune, et partant inflationniste, de « plein emploi »). Est-il nécessaire de rappeler les nombreuses prophéties, toujours démenties, dont les adversaires de l'économie allemande de marché accompagnaient son ascension? Ou les experts économiques suédois qui, en 1948, prédisaient une dépression américaine qui n'eut pas lieu, et incitaient par là le gouvernement et la banque centrale à créer, dans une économie riche et prospère, une anarchie considérable, et dont on n'est pas encore venu à bout aujourd'hui?

Il ne serait pas sans intérêt de savoir comment ceux qui, depuis plus de dix ans, ont vu dans la « pénurie permanente en dollars » et dans les balances de paiements « passives de par leur structure » des phénomènes permanents et déterminés objectivement se sont accommodés du fait, devenu entre-temps notoire, que précisément quelques-uns des pays les plus faibles de par leur structure, les nations telles que l'Allemagne et l'Autriche, vaincues et brisées par la guerre (de temps en temps aussi le Japon, pour peu qu'il pratique une politique décidément anti-inflationniste), ont absolument contredit ces pronostics péremptoires, et, qu'ils ont mis de l'ordre dans leur balance des paiements avant tous les autres pays, y compris les plus riches. À quoi sert cet étalage imposant de spéculations mathématiques sur l'« élasticité » des importations et des exportations, sur les *terms of trade*, et tout ce qui a pu être invoqué à l'appui de ces théories, alors que ces pays ont l'impertinence de prouver par l'expérience la théorie classique de la balance des paiements¹⁶?

16. Ely Devons, « Statistics as a Basis for Policy », *Lloyds Bank Review*, juillet 1954, rend compte dans le détail et sans illusion des expériences

Il va de soi, après cette évocation des faux prophètes, qu'il n'y a rien à redire sur la tâche légitime qui consiste à évaluer à chaque instant les forces en action qui se projettent sur l'avenir, et à confronter, dans un examen attentif, les probabilités existantes; rien n'est plus naturel, ni plus nécessaire. Mais nous devrions avoir appris à le faire avec une extrême méfiance à l'égard des opérations statistico-mathématiques fallacieuses et des supposées « constantes » (y compris celles de variété psychologique, avec lesquelles Keynes opérait). Nous devrions avoir appris à compter avec l'homme, non pas avec un homme fictif convenant à nos équations, mais avec l'homme tel qu'il est dans la réalité, avec ses hésitations entre la crainte et l'espoir, ses humeurs et ses passions, sa sensibilité aux opinions et aux sentiments des masses, ses passages d'un comportement paisible à la soif de changement, sa dépendance vis-à-vis des autres et vis-à-vis des événements, et l'imperfection de son savoir sur ces « données ». Celui qui veut, dans l'examen des phénomènes économiques, et plus encore dans la supputation du futur, se garder des erreurs et des désillusions, doit précisément se souvenir que la science de l'économie politique, qui s'occupe de ces phénomènes, est une science du comportement humain dans un domaine déterminé et dans des circonstances déterminées. Et la sagesse d'Épictète est plus actuelle que jamais, selon laquelle ce ne sont pas les faits qui sont déterminants dans la vie sociale, mais les opinions qu'ont les hommes sur ces faits, ou mieux encore les opinions qu'ils ont sur les opinions, dans la mesure, bien entendu, où elles sont liées à des faits.

effarantes faites à ce sujet en Angleterre. D. H. Robertson, d'un esprit pourtant conciliant, dit des spécialistes de l'économie planifiée : « L'extrême imprécision de leurs précisions [...] aurait même des conséquences plus désastreuses (que celles de leurs collègues suédois), si par un hasard providentiel les erreurs ne s'étaient pas mutuellement compensées en plusieurs occasions. » (*The Business Cycle in the Postwar World*, édité par E. Lundberg, Londres 1955). Cf. aussi : L. von Mises, *Theory and History*, New Haven, 1957.

Nous saisissons mieux maintenant pourquoi le plus grand scepticisme est de mise à l'égard d'une forme d'expression de la pensée économique mécaniste et centraliste, en tant qu'instrument de la politique économique. Nous voulons parler de ce que l'on appelle le budget national ou la comptabilité globale de l'économie politique, qui doit exprimer statistiquement, pour un laps de temps déterminé, l'interaction des quanta (revenus, consommation, épargne, investissement, recettes et dépenses du gouvernement, commerce intérieur et extérieur) et donner à la politique des lignes de foi pour l'avenir. Aussi longtemps qu'il ne s'agit là de rien de plus que d'une sorte d'« histoire économique » statistique, qui nous montre comment ces quanta se sont développés l'année précédente, il n'y a naturellement rien à objecter. Mais la vivacité avec laquelle on défend l'utilité d'une telle comptabilité globale porte précisément à conclure, même si cela n'est pas dit explicitement, que l'on vise plus loin que la satisfaction de notre soif de connaissance de l'histoire économique et de la science statistique. Ici apparaît la prétention de l'économocrate à la domination : son intention manifeste est de faire de la comptabilité économique l'instrument qui domine le circuit économique, en alléguant l'« exactitude mathématico-statistique » des résultats ainsi obtenus et la possibilité d'évaluer l'évolution future. Il faut mettre en garde contre cette prétention. En effet, ou bien de telles évaluations ne sont qu'une autre forme de ce calcul, « où l'homme est compté pour rien », c'est-à-dire des estimations finissant toujours en incertitudes, avec tous les dangers que court une politique économique s'orientant d'après elles, ou bien elles représentent une tentation permanente de faire violence, par une économie dirigée, à la réalité récalcitrante, en la faisant coller après coup aux estimations. Dans les deux cas, on ne peut rien attendre de bon des budgets nationaux, et d'ailleurs la limite sera toujours flottante et imperceptible entre d'une part l'orientation simple de l'économie ou fonction de la comptabilité générale et

d'autre part l'utilisation de cette dernière à des fins de dirigisme économique.

L'enthousiasme pour cette trouvaille très en vogue de la pensée mécanique et centraliste devrait être totalement refroidi, lorsque nous considérons que les pays qui ont une politique économique et monétaire des plus saines sont ceux qui n'ont pas de budget national, tandis que ceux qui ont le plus fait fleurir cette méthode sont éternellement malades sur le plan économique, et que la pression inflationniste y est extraordinairement forte (les États scandinaves, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la France). La signification la plus bienveillante que l'on puisse donner à cet état de choses est manifestement que les premiers nommés ont pu se passer de budgets nationaux pour prendre des décisions pertinentes sur les plans économique et monétaire, et que les derniers nommés n'ont pas été empêchés par leurs budgets nationaux de prendre des décisions malencontreuses. La probabilité joue en faveur du fait que le budget national, en tant qu'instrument de l'économocratie, est des plus intimement lié aux erreurs dont celle-ci a coutume de se rendre coupable.

Les coups manqués de la conception mécaniste et centraliste, en tant qu'instrument de la prédiction, sont si nombreux et si indéniables que l'on ne peut que s'étonner de la légèreté avec laquelle ils semblent être surmontés par la science qui en est responsable, sans qu'elle y perde en prestige; de même que l'on ne peut que s'étonner de l'absence de remords de ceux qui s'attachent à cette conception. C'est là un problème qui mérite qu'on y réfléchisse. Se peut-il réellement, comme l'a prétendu récemment un économiste anglais (le P^r Ely Devons, *Lloyds Bank Review*, juillet 1954), que le rôle de la statistique ait, dans notre société, une ressemblance surprenante « avec quelques-unes des fonctions de la magie et de l'interprétation des signes dans les sociétés primitives? La magie de la statistique est, au même titre que son pendant primitif, un mystère pour le public et, comme la magie primitive, elle ne peut jamais être démasquée... L'oracle n'a jamais tort;

commet-il une erreur, cela ne fait que renforcer la croyance en la magie, et prouve en fin de compte uniquement qu'on reçoit une réponse fausse si l'on procède de façon incorrecte. Ainsi en va-t-il pour nous des prédictions inexactes : elles discréditent rarement la magie de la statistique. Elles administrent seulement la preuve que les chiffres de base étaient faux, que le modèle n'était pas indiqué ou bien que le statisticien s'est trompé dans son interprétation... La prochaine fois, nous emploierons de meilleurs chiffres et de meilleurs modèles ; et les statisticiens et économétriciens se garderont bien aujourd'hui des fausses interprétations puérides dont ils se sont rendus coupables en 1944, 1945 ou 1946. Nous sommes, à tort ou à raison, persuadés que c'est un procédé scientifique et nous nous en tiendrons là. » Ce sont d'amères paroles, et qui nous disent tout le désenchantement par lequel s'est terminée la recherche statistico-économétrique en Angleterre ; il ne faut pas lui refuser un fond de vérité digne d'être pris en considération. Mais la signification décisive me paraît être que si ce procédé s'est maintenu si opiniâtrement, c'est parce qu'il est l'instrument indispensable de l'économocratie.

Nous savons que la méthode est fautive et nous sommes, en tant que décentralistes, convaincus que le but qu'elle sert est condamnable, parce que c'est le but de la super-organisation d'une économie et d'une société centralisées et faisant abstraction de l'homme. Si nous réussissons à nous libérer de cette conception mécaniste et collectiviste, nous voyons entre autres, sous une lumière convenable, la position et la fonction de l'entrepreneur. L'essentiel de ce qui est à dire ici, nous pouvons le mettre dans cette phrase : l'entrepreneur est comparable au commandant d'un vaisseau, dont la tâche principale est une navigation permanente sur la mer du marché, avec les inconnues inhérentes à la nature humaine. Sa fonction est de mettre constamment l'offre et la demande en un accord absolument indispensable à la bonne marche de la vie économique, et de toujours chercher à ajuster la production et la consommation. Comme il lui faut compter, dans

l'accomplissement de cette fonction, sur l'incertitude et les inconnus des paramètres du marché, son succès variera selon la façon dont il s'acquittera de sa fonction, en dépit de ces énormes difficultés. On est entrepreneur dans la mesure où l'on a appris à confronter et à examiner avec soin les possibilités offertes, et où l'on organise la production et les débouchés en fonction de ces possibilités; et l'on ne réussit, en tant qu'entrepreneur, que dans la mesure où on triomphe de l'incertitude des futures constellations du marché.

Si nous parlons de l'entrepreneur comme d'un navigateur, beaucoup de choses devraient alors s'éclairer. Une entreprise qui veut avoir du succès et accomplir, dans la mesure de son succès, sa fonction socio-économique, doit avant tout avoir les yeux fixés sur le marché, et sans cesse lutter contre ses incertitudes et ses inconnues. Son visage est tourné vers l'extérieur, en direction du marché; et la concurrence entre les entreprises est un combat incessant pour faire progresser les connaissances, soit dans les évaluations, soit dans la découverte de nouvelles possibilités de production et de débouchés. L'avance obtenue par l'entreprise lui confère, pour le temps (souvent très court) où elle se maintient, une position spéciale que l'on pourrait confondre avec un monopole, si ce privilège n'était pas menacé par les autres (qui sont sur les talons de celle qui est en tête) et s'il n'était pas écarté à plus ou moins brève échéance. C'est la possibilité de cette avance temporaire, de ce caractère dynamique de la concurrence qui est indispensable pour inciter l'entrepreneur à remplir constamment et du mieux possible sa fonction; cette possibilité est un facteur essentiel de l'économie de marché¹⁷.

17. À cet égard une grande confusion a été créée par certaines théories modernes de la concurrence « totale ». Elles ont abouti à définir la concurrence d'une façon si parfaitement théorique qu'il faut des conditions dont on est assuré à l'avance qu'on ne peut guère les rencontrer dans la réalité économique. Cette théorie peu sérieuse entretient un pessimisme qui flaire partout dans l'économie de marché comme une radioactivité monopolistique. Il y a pire. Le caractère essentiel du proces-

Cette interprétation est aussi valable, si nous y incluons les nombreux cas où l'entrepreneur ne prend pas le marché tel qu'il se présente à lui, mais l'influence et va parfois même jusqu'à le créer et l'ouvrir. Cette influence, cette création, cette ouverture, il ne les obtiendra que si une véritable harmonie existe entre les buts de l'entrepreneur en tant que pionnier, inventeur, organisateur de production ou propagandiste de l'économie, et les souhaits jusque là encore imprécis du marché, c'est-à-dire des hommes, qui acquiescent ici ou refusent là. C'est toujours le marché, avec ses inconnues, qui décide et ratifie ou rejette les projets de l'entrepreneur. Ce dernier reste le serviteur du marché, encore que bien souvent il aurait envie de repousser et de renverser ces rapports ; on est récompensé de lui obéir, tandis qu'on est puni de lui désobéir, aussi longtemps que nous vivons dans une véritable économie de marché, c'est-à-dire conduite par la concurrence.

Il faut chercher dans cette fonction de l'entrepreneur, comparable à celle d'un navigateur parcourant une mer semée d'embûches imprévues, l'origine et la justification du profit de l'entrepreneur, le « propre » de la théorie économique. Ce profit représente depuis toujours la catégorie de revenus la plus discutée parce que la moins comprise, étant donné qu'on ne parle en général que de lui, mais rarement de son frère jumeau, la perte de l'entrepreneur. Depuis l'ouvrage déjà classique de F. H. Knight (1921), *Risk, Profit and Uncertainty*, on devrait s'accorder aujourd'hui à

sus dynamique de la concurrence est, dans ce modèle de la concurrence « totale », absolument éliminé. Mais c'est précisément ce caractère sur lequel s'appuient les arguments en faveur de la concurrence et de l'économie de modèle abstrait et mathématique est à remplacer par la notion d'une concurrence « active » ou « efficace » (« *workable* », J. M. Clark), qui fasse ressortir essentiellement la lutte continue des producteurs pour obtenir la faveur des consommateurs. Cf. J. M. Clark, « Toward a concept of workable competition », *American Economic Review*, 1940 ; F. A. Hayek, *Individualismus und wirtschaftliche Ordnung*, Erlenbach-Zürich, 1952 ; W. Röpke, « Wettbewerb : Konkurrenzsystem », *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*.

reconnaître que profit et perte de l'entrepreneur sont liés à l'incertitude fondamentale des futures constellations de l'offre et de la demande, et correspondent au succès qu'obtient l'entrepreneur dans l'évaluation qui lui incombe des probabilités et dans son adaptation rapide au changement des constellations du marché. Dans un monde idéal, où la science absolue de toute chose est donnée à tous, il ne pourrait y avoir entre le prix de vente et les frais de production (dans le sens le plus large) aucune différence et, partant, ni gain ni perte pour les entrepreneurs¹⁸.

Il est cependant manifeste qu'un sens profond et positif se dégage du fait que le succès dans l'exploration de choses incertaines est lié à un système de récompense ou de pénalisation agissant de façon aussi prompte. Du fait que cette activité spécifique de l'entrepreneur cherche à résoudre un problème non seulement d'importance incommensurable, mais en même temps d'une complexité extrême, et qui ne tombe au rang de sport d'amateur que dans les moments pathologiques d'un « marché de vendeurs » inflationniste, elle reste une navigation qui suppose l'expérience, la force de caractère et la sûreté d'instinct du capitaine bien formé. Ni les manuels de poche, ni les cours, ni les statistiques, ni les machines à calculer électroniques ne peuvent tenir lieu de ces qualités. C'est pourquoi nous avons besoin de l'entrepreneur, et avec lui de l'ordre économique qui est ainsi fait qu'il pourvoit constamment à la sélection des capitaines du marché, en fonction de leurs qualifications, et qu'il assure la stimulation la plus efficace pour le rendement maximum de l'entrepreneur et pour les soins extrêmes qu'il apporte dans ses décisions. Gain et perte

18. Norman Angell, le grand écrivain anglais, fournit à ce sujet une excellente illustration dans son autobiographie. Placé, raconte-t-il, devant la décision de diriger de façon permanente le journal parisien dont il était collaborateur, et de devenir par là un entrepreneur, il fut saisi de trac, parce que la responsabilité de tout ce dont l'existence dépendrait maintenant de lui l'écrasait. En cas d'insuccès on l'accuserait ; dans le cas contraire on ne lui en aurait aucune reconnaissance et on verrait en lui un « exploiteur capitaliste ».

(celle-ci devant aboutir à la faillite) fournissent de concert cette impulsion, et l'un de nos soucis majeurs doit être que celle-ci ne s'émeusse pas non plus dans la grande entreprise moderne, avec les complications qui s'attachent dans ce cas aux questions d'organisation et de droit.

Il est étrange et encore insuffisamment expliqué, que nous ne puissions, alors que nous profitons tous de cet ordre de choses en qualité de consommateurs, nous résoudre à l'admettre qu'avec une difficulté extrême, si même nous l'admettons. Nous nous comportons plutôt comme si ces dispositions avaient été inventées pour la joie et le profit des entrepreneurs, et nous sommes davantage enclins à voir en ceux-ci les avocats naturels de l'économie de marché libre. Ceci est d'autant plus étrange que c'est plutôt l'inverse qui semble naturel, à savoir que les entrepreneurs ressentent comme une contrainte et un inconfort le fait d'être attelés au système d'impulsion du marché libre. Quoi qu'il en soit, de nombreux entrepreneurs laissent percer ce sentiment par le désir qu'ils manifestent de renoncer à leur fonction de navigateur sur la pleine mer du marché, avec ses embûches multiples. Mais si nous supprimons le marché et le remplaçons par une économie dirigée par les autorités, ou même si nous en faisons, par un endiguement dirigiste et monopolistique, une mare stagnante, nous n'avons plus besoin de l'entrepreneur. Et l'entrepreneur qui, tel un capitaine atteint du mal de mer, voudrait se libérer des caprices et des risques du marché, pour se réfugier dans le port de l'économie dirigée ou de la sécurité assurée par l'État ou les cartels, rend par là son existence superflue.

On peut, comme il a été dit, trouver cette attitude naturelle et humaine. Il n'est pas nécessaire de suspecter les motifs de ce désir, qu'on ne peut tout de même pas qualifier de précisément glorieux. Quoi qu'il en soit, il part d'une étroitesse de vue regrettable à tous égards. Cependant, on rencontre dans les milieux d'entrepreneurs une autre forme de malaise, qui mérite tout notre respect, encore qu'il puisse finalement manquer de fondement.

C'est le malaise des entrepreneurs qui protestent contre le rôle, que semblerait vouloir leur attribuer la théorie de l'économie politique, d'un simple appareil automatique ayant à remplir, pour le bien général, les fonctions qui leur sont dévolues dans la concurrence, et à calculer rigoureusement leur profit et sans qu'une individualité morale plus élevée ait à y participer. Qu'ils se contentent de fabriquer des chaussures aussi bon marché et aussi bonnes que possible, de payer les facteurs de production, surtout le travail, d'après leur valeur marchande; et s'ils ont en outre le cœur bien accroché (ou s'ils sont assez intelligents pour l'avoir bien accroché, comme l'enseigne la nouvelle doctrine des *human relations*), ils doivent s'estimer plus qu'heureux. C'est ainsi qu'on peut (de façon un peu caricaturale) interpréter ces pensées.

Quand les entrepreneurs s'insurgent contre une telle spoliation spirituelle et morale, cela est non seulement naturel, mais honorable et consolant. On ne peut contester leur existence intérieure en ne considérant que le droit et l'avoir, pas plus qu'on n'est en droit de mépriser en tant que tel l'accomplissement scrupuleux d'une mission pleine de responsabilités. Mais c'est se méprendre que de prétendre que notre ordre économique impose aux chefs d'entreprises une telle spoliation. Il n'est plus nécessaire, à la fin de cet ouvrage, d'analyser en détail cette forme de méprise et ses motifs. Mais il est un point qu'il nous faut faire ressortir: on ne peut croire à une telle spoliation que si l'on part de l'idée erronée qui veut représenter la vie économique comme un processus se déroulant mécaniquement. Une « déshumanisation » de la pensée économique théorique implique nécessairement une dévalorisation correspondante du chef d'entreprise – comme naturellement de tous les autres groupes économiques. À la physique de l'économie doivent être opposés sa psychologie, sa morale, son esprit, bref son caractère humain.

Mais ce caractère humain possède en outre un sens très particulier, qui barre la route à tout centralisme et à toute conception mécaniste, de l'économie, et nous montre

l'erreur du calcul « où l'homme est compté pour rien », sous un jour nouveau et cette fois banal. Nous laissons là, le sentier élevé de la philosophie et nous nous contentons de suivre la simple raison pratique. Nous avons déjà vu les conséquences de la centralisation pour l'homme pris dans son essence la plus élevée, pour son âme, sa liberté, sa communauté et sa destination. Et nous demandons tout simplement : où sont les hommes, en particulier ceux qui assurent des fonctions de direction, qui peuvent supporter le poids de la centralisation sans succomber ? Est-ce que la centralisation ne se heurte pas à des limites d'une consistance proprement physique, des limites qui sont devenues de plus en plus évidentes et rendent le principe de la centralisation non seulement condamnable, mais tout bonnement impraticable ?

Nous rencontrons ici les centralistes sur le terrain précis du pratique et du concret, d'où ils ont coutume de jeter sur les rêveurs et les romantiques que nous sommes un regard supérieur et dédaigneux. Les rêveurs et les romantiques que nous sommes ne se laissent nullement impressionner par la super-organisation, la centralisation, les entreprises géantes, les machines gigantesques, les villes tentaculaires et les plans titanesques. Nous nous souvenons plutôt, sans nous en laisser accroire, des sages paroles de Montaigne disant que même sur les plus hautes échasses, nous courons encore avec nos jambes, de même que sur le trône le plus élevé nous nous asseyons encore sur notre derrière. Nous demandons simplement si toutes ces choses si vantées ne trouvent pas leur limite dans le fait qu'elles présupposent un nombre suffisant d'hommes, ayant les qualités intellectuelles et corporelles appropriées, et qu'elles ont des exigences, quant à leur cerveau, leur estomac, leur cœur ou leur foie, auxquelles ils ne peuvent satisfaire, des hommes en un mot dont la vigueur intellectuelle et la force physique sont ce qu'elles sont et pas davantage. Ici se trouve le maillon le plus faible de toute la chaîne, et il faut accepter avec humilité et modestie cette faiblesse. Les névroses profondes, les infarctus et les ulcères sont les

arguments irréfutables qui s'opposent à tout centralisme. Passer outre est un abus criminel ; mais il est aisé d'interpréter notre époque comme celle d'une suite d'outrages et de vengeances.

C'est ici le moment de reprendre les pensées que nous avons effleurées dans le premier chapitre. Il y était question de la démesure des interventions de l'État, accablant de plus en plus de nos jours l'économie de marché, même dans les pays où celle-ci peut servir de modèle. Mais alors que nous indiquions quelques conséquences concrètes et mesurables de ce « système confus », l'essentiel n'avait pas été dit. Cet essentiel repose, comme toujours, dans l'incommensurable et dans l'impondérable, ce qui ne fait qu'augmenter le danger, en un temps comme le nôtre où le sentiment en a été perdu. On a beau dire qu'à tout prendre nous nous sommes relativement bien accommodés de ces ingérences de l'État, dont nous nous plaignons, que les Allemands et même les Norvégiens et les Anglais ne s'en trouvent pas si mal, que celui qui n'a pas de désirs exorbitants peut acheter ce qu'il veut. Il semble également rassurant de mettre en valeur l'élasticité extraordinaire du marché dans son adaptation aux interventions de l'État, le fait qu'il a triomphé des difficultés occasionnées par ces interventions, sa robustesse, son endurance, son estomac d'autruche. Mais nous savons naturellement combien tout cela est illusoire.

Indépendamment de tout ce que nous avons déjà mis en lumière, qui mesurera la somme de tension nerveuse, le gaspillage de temps et de force qu'exige un double front face au marché et face aux autorités ? Les nuits durant lesquelles il faut se creuser la tête avec des formulaires ? Les négociations, les déplacements inutiles, les désagréments, les déboires inhérents à l'outrecuidance des services administratifs ? La concurrence à l'intérieur du marché est déjà exténuante à souhait, mais s'il faut en outre entrer en conflit avec les autorités, et tenir compte de leurs ordres et de leurs interdits, s'il faut encore se rompre continuellement la tête pour savoir comment mener la barque de

l'entreprise, non seulement dans le tourbillon du marché, mais aussi à travers les récifs artificiellement créés par le dirigisme et la politique financière, combien de temps un individu concret, aux forces limitées, peut-il supporter cette double charge ? L'élasticité souvent vantée de l'économie de marché est dans le fond celle de l'individu sur les épaules duquel repose la responsabilité ; la robustesse du marché est, pour être exact, celle du corps et des nerfs de tous ceux qui ont à supporter la double charge du marché et des autorités ; l'estomac d'autruche de l'économie de marché ne signifie rien d'autre en vérité que l'estomac, le cœur et les organes des piliers de ce système super-organisé et super-centralisé. Quant au véritable bilan d'un tel système, il faut le faire dans les cabinets de consultation des spécialistes des maladies du cœur, de l'estomac et des nerfs. Qui mesurera la somme de bonheur, de satisfaction, de bien-être, de sentiments élémentaires de liberté qui sont ici détruits chaque jour et à chaque heure ? Plus nous empiétons sur le marché par des mesures de toutes sorte, plus le niveau de la contrainte monte et plus la zone de liberté diminue. Ce qui différencie le centraliste du décentraliste, c'est que le premier prend incomparablement plus à la légère l'accroissement de la contrainte que le dernier.

Ceux qui, dans notre monde mortellement atteint de concentration, possèdent les leviers de commande (les hommes politiques, les dirigeants de l'économie, les rédacteurs en chef, et tous les autres) ont à venir à bout d'un pensum auquel la nature humaine n'est plus faite ; et cette surcharge constante se transmet à tous les échelons, jusqu'au contremaître tracassé et à ses semblables. Cette surcharge devient la malédiction de notre temps. Une malédiction double du fait que ces hommes, qui ne peuvent venir à bout de leur tâche qu'au prix d'une angine de poitrine menaçante, manquent de temps pour réfléchir tranquillement et pour lire attentivement. La culture est, de ce fait, menacée à l'extrême dans sa fonction de direction. Qui peut aujourd'hui encore imaginer le temps (celui de William Pitt le Jeune) où, comme il le rapporte,

le chancelier de l'Échiquier pouvait se passer de secrétaire particulier, celui-ci n'étant pas justifié par le volume des affaires courantes? Ou bien le genre d'existence d'un Alexander von Humboldt qui, comme il le racontait vers la moitié du XIX^e siècle, pouvait expédier une correspondance de quelque trois mille lettres, ce qui ne l'empêcha pas d'être l'un des premiers esprits de son temps et d'atteindre 90 ans¹⁹.

Nous ne voulons pas nous enquérir du simple bonheur qui est ici en jeu. Tout cela va de soi. Ce que nous avons à dire est uniquement ceci : notre culture centriste, qui s'est de plus en plus éloignée de l'homme et de ce qui est à sa mesure, a atteint un point où on se demande si elle peut continuer à fonctionner.

19. L'information relative à Pitt est tirée de W. Bagehot, *Biographical Studies*, Londres, 1881, p. 131 ; celle d'Alexander von Humboldt de l'écrit *Briefwechsel und Gespräche Alexander von Humboldts mit einen jungen Freunde*, Berlin, 1861, p. 137.

CHRONOLOGIE DE WILHELM RÖPKE

Naissance le 10 octobre 1899.

1918. Sous-officier à la fin de la Première Guerre mondiale.
Blessé à Cambrai.

1921. Docteur en économie et sociologie de l'université de Marburg.

1922. Conseiller du gouvernement pour les problèmes de réparation suite au traité de Versailles.

1924/1927. Enseignant en économie à l'université d'Iéna.
« Converti » au libéralisme par la lecture du *Sozialismus* de Mises.

1927/1928. Voyage d'études aux États-Unis.

1928/1929. Enseigne à l'université de Graz.

1929/1933. Professeur à l'université de Marburg, où il avait été étudiant.

1930/1931. À nouveau conseiller du gouvernement pour les problèmes de chômage.

1933/1937. Fuit le nazisme et devient professeur à l'université d'Istanbul.

1937. *Die Lehre von der Wirtschaft* (Les enseignements de l'économie).

1936. *Crises and Cycles*.

1937/1966. Professeur à l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève.

1938. Participe au colloque « néolibéral » Walter Lippmann à Paris.

1942. *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart* (La crise de notre temps).

1944. *Civitas humana – Grundfragen der Gesellschafts-und Wirtschaftsreform.*

1945. *Internationale Ordnung.*

1947. Participe à la conférence fondatrice de la Mont-Pèlerin Society.

1950. *Mass und Mitte.*

1958. Conseiller du chancelier Adenauer. *Jenseits von Angebot und Nachfrage* (Au-delà de l'offre et de la demande)

1960/1962. Succède à Hayek à la présidence de la Mont-Pèlerin Society.

Décède le 12 février 1966 à Genève.